



Rapport statistique
Exercice 2016

**MOBILITÉ
INTERNATIONALE
LES DONNÉES
DE LA PROTECTION
SOCIALE**

Pour information

Comme les années précédentes, ce rapport est disponible sur deux supports :

_ **La version intégrale** (données globales pour tous les risques et pays, plus, transférable sur fichiers Excel, le détail par régimes de sécurité sociale) téléchargeable sur le site du Cleiss.

_ **La version « synthétique »** diffusée sur plaquette, contenant les données ci-dessus, à l'exception du détail par régimes.

Les icônes :



indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est consultable dans une version détaillée par régimes et par modes de paiement au format Excel.



indique au lecteur que le contenu de la page du rapport version interactive est disponible à l'identique, mais sous Excel.

Il est possible d'obtenir le détail des données par pays sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, sous réserve que les informations recueillies auprès des différents régimes de sécurité sociale français soient disponibles.

Pour plus d'information, consultez le site du Cleiss :
www.cleiss.fr

AVANT - PROPOS

En application de l'article R. 767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (Cleiss) a pour mission de collecter les données statistiques et comptables sur la mise en œuvre des règlements européens de la Communauté européenne, des accords internationaux de sécurité sociale et des autres accords de coordination, et d'établir un rapport annuel décrivant essentiellement l'ensemble des transferts de fonds connus vers ou en provenance de l'étranger.

Ces transferts financiers sont enregistrés par les organismes de sécurité sociale, les organismes d'assurance chômage et les institutions de retraite complémentaire, puis transmis au Cleiss.

L'objectif des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale est de faciliter la libre circulation des personnes en mobilité transnationale en assurant une continuité de leur protection sociale lorsque ces personnes passent d'une législation à une autre. Pour y parvenir, ces règlements et accords organisent une coordination des systèmes de sécurité sociale de deux ou plusieurs États; ils ne prétendent pas à une uniformisation de ces systèmes.

Quels sont les pays visés ?

Pour favoriser cette mobilité internationale en expansion accélérée, la France dispose de cadres juridiques visant l'ensemble de la protection sociale :

- _ **Les règlements européens 883/2004 et 987/2009** qui sont applicables aux États membres de l'Union européenne, aux 3 pays de l'EEE (Islande, Liechtenstein et Norvège) et à la Suisse;
- _ **Les accords internationaux de sécurité sociale, dont 38 conventions bilatérales** conclues avec des partenaires pour l'essentiel extra-européens et **3 décrets de coordination** concernant les territoires ultramarins de Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

À noter : contrairement aux règlements européens qui visent tous les risques, les accords bilatéraux ne sont pas uniformes et couvrent des droits de nature différente suivant les pays signataires.

Quelles sont les personnes concernées par ces textes ?

S'agissant des pays de l'UE-EEE-Suisse et des territoires d'outremer concernés, le champ de leurs bénéficiaires est très large: l'ensemble des citoyens européens, les réfugiés et apatrides résidant dans un État membre qui sont ou ont été soumis à la législation d'un ou de plusieurs États membres ainsi que les membres de leur famille et leurs survivants.

Quant aux conventions bilatérales et décrets de coordination, le champ des bénéficiaires est généralement limité aux ressortissants de l'un ou l'autre État qui exercent ou ont exercé une activité professionnelle dans l'un ou l'autre État.

Thématiques abordées dans ce rapport

- _ En matière de paiements de prestations: les remboursements de soins de santé, les contrôles médicaux et les prestations en espèces servies par la France pour le compte d'un autre État; les prestations familiales réglées aux personnes en situation de mobilité transnationale; les pensions, rentes et allocations payées à l'étranger; et les prestations chômage versées dans le cadre des règlements européens.
- _ En matière de législation applicable, concernant les règlements européens, le Cleiss exploite les données de la Cnamts (la base d'informations XI regroupant les formulaires européens A1 émis par les CPAM), et procède plus largement depuis une dizaine d'années à la collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français. Il s'agit dans ce cas des **détachements « sortants » de la France vers les pays de l'UE-EEE-Suisse.**

Depuis deux ans, le Cleiss diffuse également les dénombrements de formulaires A1 ou E101 émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France: on parle alors de **détachements ou de pluriactivité*** « entrants » **des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France.** Ces données sont collectées chaque année par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) à Bruxelles. Les dernières données disponibles de manière exhaustive auprès de cette institution sont celles de l'année 2015.

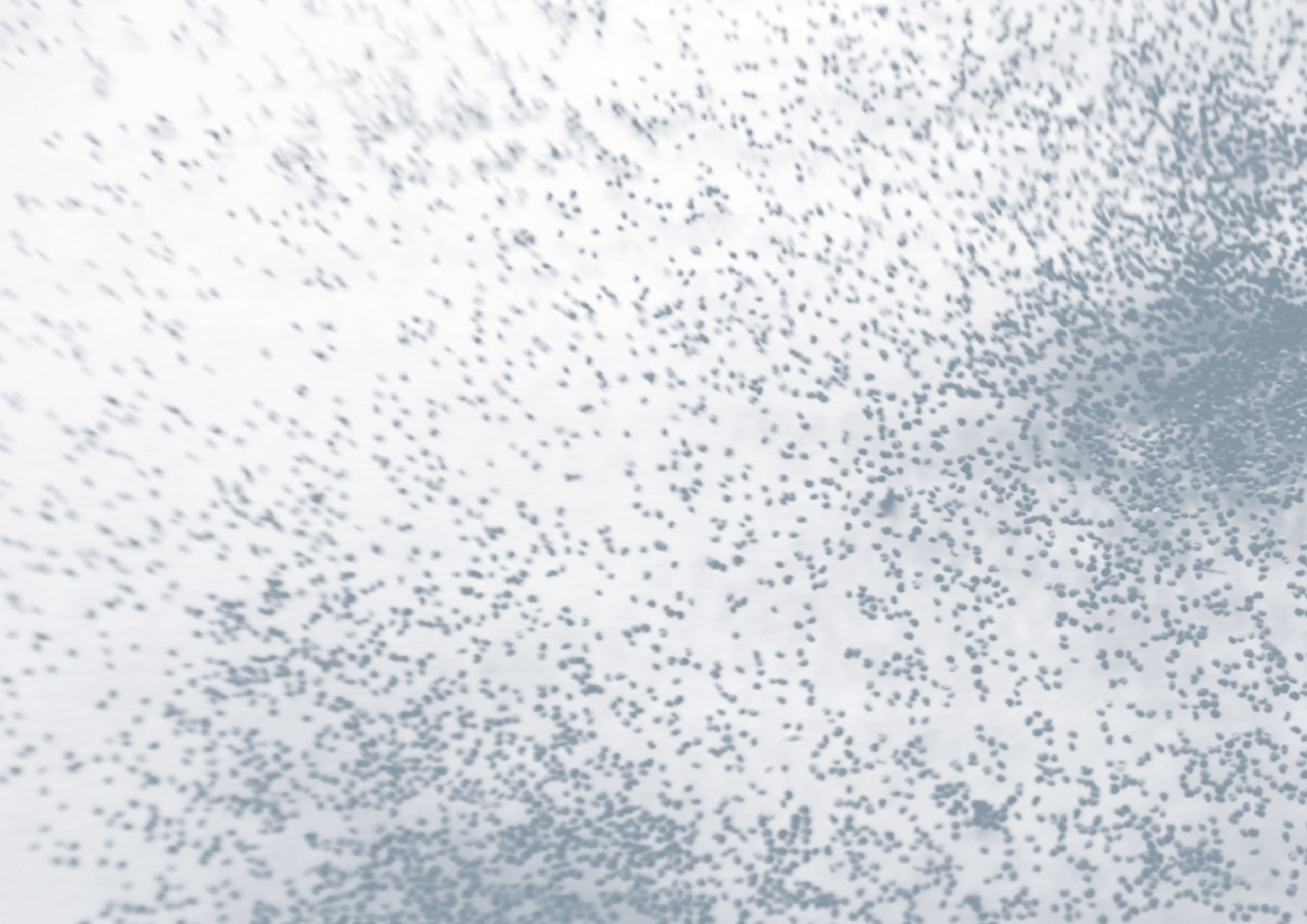
Des informations sur les détachements « sortants » sont également disponibles pour les pays à conventions bilatérales, les décrets de coordination ou dans le cadre de législation interne.

- _ Dans le cadre de la réciprocité, les flux financiers en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité, en provenance des organismes européens de protection sociale vers la France.
- _ Les mouvements migratoires, informations communiquées par l'Office Français de l'Immigration et de l'Intégration (Ofii) et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.

AVERTISSEMENT

Un changement de système informatique intervenu à la Cnaf au cours de l'année 2016 a occasionné des difficultés dans les remontées statistiques relatives aux prestations familiales délivrées aux familles résidant hors de l'UE-EEE-Suisse. Conséquemment à ces difficultés, le nombre de familles bénéficiaires doit s'entendre cette année comme celles ayant bénéficié d'un versement au cours du dernier mois de l'année et non pas comme celles ayant bénéficié d'au moins un paiement en cours d'année.

* Pour la définition de ces notions juridiques, voir plus spécifiquement la partie 5 (Législation applicable)



SOMMAIRE

Introduction	4
---------------------	----------

PARTIE 1/ SOINS DE SANTÉ – MALADIE AT/MP

Les créances et les dettes présentées

Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France

Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination

Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux	51

PARTIE 2/ PRESTATIONS FAMILIALES

Synthèse	58
Règlements européens	62
Accords internationaux	66

PARTIE 3/ RENTES, PENSIONS ET ALLOCATIONS

Avant-propos	72
Synthèse	73
Règlements européens	76
Accords internationaux	94
Pays hors conventions	112

PARTIE 4/ ASSURANCE CHOMAGE

Règlements européens	116
----------------------	-----

PARTIE 5/ LÉGISLATION APPLICABLE

Avant-propos	118
Règlements européens	122
Accords internationaux	135
Pays hors conventions	138

PARTIE 6/ FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens	142
----------------------	-----

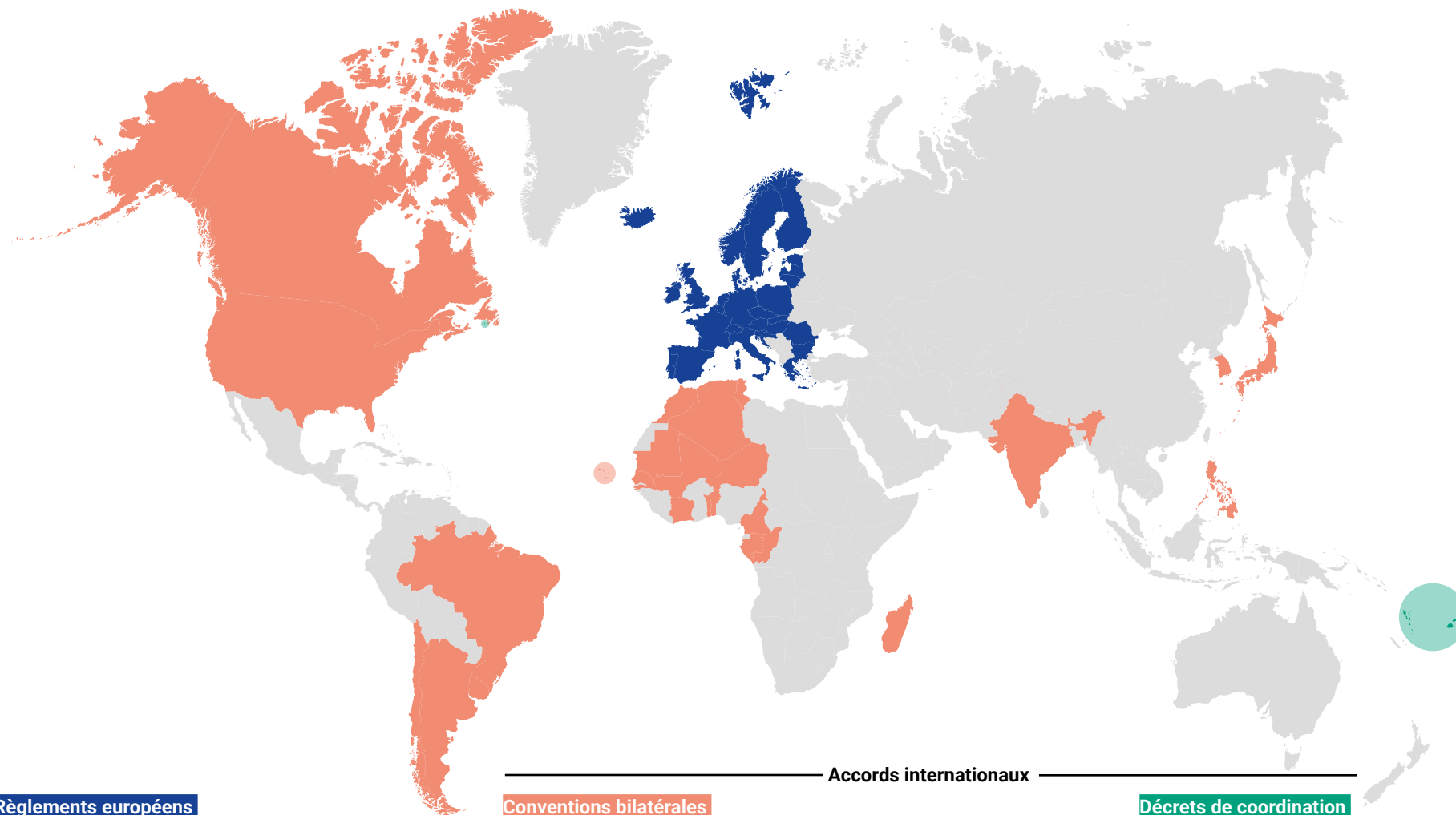
PARTIE 7/ MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Les travailleurs étrangers entrés en France	146
Immigration familiale	152
Les Français à l'étranger	156

Glossaire	163
------------------	------------

INTRODUCTION

Les accords de sécurité sociale signés par la France dans le monde



Règlements européens

Allemagne	Finlande	Lituanie	Roumanie
Autriche	France	Luxembourg	Royaume-Uni
Belgique	Grèce	Malte	Slovaquie
Bulgarie	Hongrie	Norvège	Slovénie
Chypre	Irlande	Pays-bas	Suède
Croatie	Islande	Pologne	Suisse
Danemark	Italie	Portugal	
Espagne	Lettonie	République	
Estonie	Liechtenstein	Tchèque	

Conventions bilatérales

Algérie	Cap-vert	Guernesey,	Madagascar	Saint-Marin
Andorre	Chili	Aurigny, Herm,	Mali	Sénégal
Argentine	Congo	Jethou	Maroc	Serbie
Bénin	(brazzaville /	Inde	Mauritanie	Togo
Bosnie-	Rép. du)	Israël	Monaco	Tunisie
Herzégovine	Corée du sud	Japon	Monténégro	Turquie
Brésil	Côte d'Ivoire	Jersey	Niger	Uruguay
Cameroun	États-unis	Kosovo	Philippines	
Canada	Gabon	Macédoine	Québec	

Accords internationaux

Décrets de coordination

Nouvelle-Calédonie
Polynésie Française
Saint-Pierre-et-Miquelon

État au 31 décembre 2016 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
I - Règlements européens													
Union Européenne	Règlements (CE) n° 883/2004 et n° 987/2009	01/05/2010	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui*	oui	Exportation de certaines prestations familiales françaises	* Choix effectué par chaque institution compétente
Islande		01/06/2012											
Norvège		01/06/2012											
Liechtenstein + Suisse		01/06/2012											
		01/04/2012											
II - Accords internationaux													
A - Conventions bilatérales													
Algérie	Convention générale du 01/10/1980	01/02/1982	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Participation	
Andorre	Convention de sécurité sociale entre la République française et la Principauté d'Andorre du 12/12/2000	01/06/2003	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	En faveur des travailleurs détachés et autres personnes visées à l'article 4 de la convention*	* Les fonctionnaires, les personnels administratifs et techniques des missions diplomatiques et des postes consulaires, les personnes appartenant au personnel roulant et navigant d'une entreprise effectuant des transports internationaux.
Argentine	Convention du 22/09/2008	01/11/2012	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Bénin	Convention générale et protocole n°1 du 06/11/1979	01/09/1981	oui*	non	oui*	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Bénin. *** Uniquement dans le sens France- Bénin. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Bosnie- Herzégovine	Accord sous forme d'échanges de lettres en 2003 ⁴	04/12/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Brésil	Accord de sécurité sociale du 15/12/2011	01/09/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Cameroun	Convention générale du 05/11/1990	01/03/1992	oui*	non	non	oui*	non	oui**	oui	oui	oui	AF du pays de résidence	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de AT, prestations en nature servies au choix du travailleur

État au 31 décembre 2016 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations									Observations		
			Maladie-Maternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle		Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³						
Chili	Convention générale du 26/06/1999	01/09/2001	non	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Congo	Convention générale et protocole n°1 du 11/02/1987	01/06/1988	oui*	non	non	oui**	non	oui***	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** Sauf dans le sens France-Congo *** Uniquement dans le sens France-Congo. Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.	
Corée	Accord du 06/12/2004	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Côte d'Ivoire	Convention générale et protocole n°1 du 16/01/1985	01/01/1987	oui*	non	non	oui**	non	non	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité : pas de régime légal d'assurance maladie en Côte d'Ivoire. ** Sauf dans le sens France-Côte d'Ivoire	
États-Unis	Accord du 02/03/1987	01/07/1988	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Gabon	Accord du 02/10/1980	01/02/1983	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Participation	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation	
Guernesey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	* Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980												
Inde	Accord du 30/09/2008	01/07/2011	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Israël	Convention du 17/12/1965	01/10/1966	oui*	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	* Uniquement pour l'assurance maternité ; pas de régime légal d'assurance maladie en Israël.	
Japon	Accord du 25/02/2005	01/06/2007	non	non	non	non	non	non	oui	oui	non	non		
Jersey	Convention franco-britannique du 10/07/1956	01/05/1958	oui	oui	T et F*	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du pays de résidence à charge du pays d'emploi	Seulement en cas d'hospitalisation d'urgence (assurance maladie pendant un séjour de moins de trois mois)	
	Échange de lettre franco-britannique du 29/05/1979	12/05/1980												
Kosovo	Accord sous forme d'échanges de lettres en février 2013 ⁵	06/02/2013	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)		
Macédoine	Echanges de lettres en 1995 ⁶	14/12/1995	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour familles (I.C.F.)		

État au 31 décembre 2016 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite)

Pays	Texte de base	Date d'entrée en vigueur	Prestations										Observations
			Maladie-Maternité/Paternité Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Madagascar	Convention et protocole du 08/05/1967	01/03/1968	non	non	non	oui*	non	non	non	pas visé	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Madagascar.
Mali	Convention générale du 12/06/1979	01/06/1983	oui	oui	T.F.A.*	oui	non	oui**	non	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie ** Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de séjour ou par l'institution d'affiliation.
Maroc	Convention générale du 22/10/2007	01/07/2011	oui	oui	T.F.A.	oui	non	oui*	oui	oui	oui	Allocations transférables	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Mauritanie	Convention générale et protocole du 22/07/1965	01/02/1967	non	non	non	oui*	non	non	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement en cas de maladie dans le sens France-Mauritanie.
Monaco	Convention générale du 28/02/1952	01/04/1954	oui	oui	T et F	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Transfert des AF du pays d'emploi	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur
Monténégro	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Niger	Convention générale et protocole du 28/03/1973	01/11/1974	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Niger
Philippines	Convention générale du 07/02/1990	01/11/1994										non	* Prestations servies directement par l'institution d'affiliation du travailleur.
Québec	Entente du 17/12/2003	01/12/2006	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	
Saint-Marin	Convention générale du 12/07/1949	01/01/1951	oui	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
Sénégal	Convention et protocole n°1 du 29/03/1974	01/09/1976	oui*	non	non	oui**	non	oui***	non	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité ** En cas de maladie, uniquement dans le sens France-Sénégal et en cas de maternité, des positions bilatérales *** Travailleur français détaché au Sénégal.

État au 31 décembre 2016 des règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination signés par la France (suite et fin)

Pays	Texte de base		Maladie-Maternité/ Décès dans le pays d'emploi (par totalisation)	Soins de santé					Invalidité	Vieillesse : possibilité de liquidation séparée	Accident du travail et maladie professionnelle	Allocations familiales pour les enfants résidant dans l'autre pays	
				Famille des travailleurs ¹	Séjour temporaire ²	Transfert de résidence	Pensionnés et leur famille	Travailleur détaché ³					
Serbie	Accord du 26/03/2003 ⁷	26/03/2003	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	
Togo	Convention générale et protocole n°1 du 07/12/1971	01/07/1973	oui*	non	T*	oui**	non	oui	oui	oui	oui	Participation	* Uniquement pour l'assurance maternité. ** En cas de maladie dans le sens France-Togo.
Tunisie	Convention générale du 26/06/2003	01/04/2007	oui	oui	T.F.A.	oui	oui	oui	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de famille (I.C.F.)	Le montant des allocations familiales est adressé par l'institution de l'État d'emploi directement à la personne assurant la garde des enfants dans l'autre pays.
Turquie	Convention générale du 20/01/1972	01/08/1973	oui	oui	T	oui	oui	oui*	oui	oui	oui	Indemnités pour charges de familles (I.C.F.)	* Prestations en nature servies au choix du travailleur par l'institution du lieu de résidence ou par l'institution d'affiliation.
Uruguay	Accord de sécurité sociale du 06/12/2010	01/07/2014	non	non	non	non	non	non	oui	oui	oui	non	
B - Décrets de coordination													
Nouvelle-Calédonie	Accord du 09/11/2002	01/12/2002	oui	oui	T et F	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Polynésie française	Accord du 26/12/1994	01/01/1995	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	
Saint-Pierre-et-Miquelon	Accord du 10/05/2011	01/06/2011	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	A.F. du territoire de résidence	

T = Travailleurs; F = Famille; T.F.A. = Travailleur et famille qui l'accompagne

1. Familles restées dans le pays d'origine du travailleur

2. Retour du travailleur dans son pays d'origine pendant les congés payés, ou l'absence autorisée (Québec, Roumanie) à l'exception des Règlements européens

3. Possibilité d'obtenir le service prestations en nature par l'institution du lieu d'emploi temporaire

4. Échange de lettres des 3 et 4 décembre 2003 entre la France et la Bosnie-Herzégovine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

5. Accord du 6 février 2013 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Kosovo relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

6. Échange de lettres des 13 et 14 décembre 1995 entre la France et la Macédoine relatif à la succession en matière de traités conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950).

7. Accord du 26 mars 2003 entre le Gouvernement de la République française et le Conseil des ministres de Serbie et Monténégro relatif à la succession en matière de traités bilatéraux conclus entre la France et la République socialiste fédérative de Yougoslavie (Convention générale du 05/01/1950)

N.B. :

- La convention entre la France et le Royaume-Uni du 10 juillet 1956 reste applicable aux îles anglo-normandes : Guernesey, Aurigny, Herm, Jéthou et Jersey

- Les conventions signées par la France ne sont applicables qu'aux salariés à l'exception de celles signées avec Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, Corée, États-Unis, Inde, Japon, Maroc, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Québec, Saint-Pierre-et-Miquelon, Tunisie et Uruguay qui visent également les non-salariés et bien entendu les règlements européens à compter du 01/07/1982

- L'assurance chômage est visée dans le champ d'application des règlements européens, ce qui n'est pas le cas des autres accords.

Présentation

Le rapport statistique relatif à l'exercice 2016 se présente en sept parties :

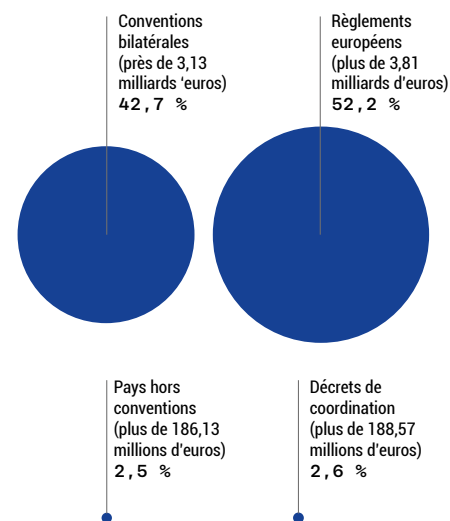
- les soins de santé et maladie AT - MP
- les prestations familiales
- les rentes d'AT-MP, les pensions d'invalidité et de vieillesse, les allocations veuvage et le capital décès ainsi que les allocations de retraites complémentaires
- l'assurance chômage
- la législation applicable
- les flux financiers étranger > France (données statistiques en matière de pensions de vieillesse et d'invalidité en provenance de nos principaux partenaires européens)
- les mouvements migratoires

Quelques chiffres-clés

La ventilation des paiements fait ressortir qu'au cours de l'année 2016, plus de 7,3 milliards d'euros ont été payés par la France en application des règlements européens et accords internationaux de sécurité sociale contre 7,4 milliards d'euros en 2015, soit une baisse de près de 1,2 % représentant plus de 86,7 millions d'euros.

Cette évolution s'explique essentiellement par le poste des soins de santé - contrôles médicaux (- 76,8 millions d'euros) et celui des pensions de vieillesse (-11,6 millions d'euros), et ce malgré la hausse de 6,6 millions d'euros du poste retraites complémentaires.

Répartition des paiements réalisés par la France en 2016



Cette répartition par zones géographiques est quasi identique aux années précédentes.

Dans les pages suivantes figure le détail de ces paiements par types de prestations ainsi que leurs évolutions sur 10 ans, depuis 2007. Dans le tableau synthétique (voir page suivante) est présenté l'ensemble des paiements effectués en application des accords internationaux et des règlements européens de sécurité sociale, y compris ceux réalisés par les organismes de retraite complémentaire.

Provenance des données du Cleiss

Pour réaliser l'édition 2016 du présent rapport, la Direction des Études Financières et Statistiques (DEFS) du Cleiss a collecté, contrôlé puis enfin consolidé 9 050 états statistiques transmis selon la répartition suivante :

Régimes et organismes	Nombre d'états statistiques reçus
Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole (CCMSA)	3 983
Caisse Nationale de l'Assurance Maladie des Travailleurs Salariés (Cnamts)	3 175
Régime Social des Indépendants (RSI)	501
Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf)	456
AGIRC ARRCO (retraite complémentaire)	280
Caisse Nationale de l'Assurance Vieillesse (Cnav)	248
Régimes spéciaux	207
Professions libérales	160
Minier	17
Établissement National des Invalides de la Marine (Enim)	14
Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale (MGEN)	4
Total général	9 045

N.B. : les éléments recueillis dans le présent rapport sont donc le résultat d'une collecte de données par le Cleiss auprès des différents régimes ou institutions de sécurité sociale français. Ces derniers sont responsables des données qu'ils nous communiquent. L'ensemble de ces éléments fait ensuite l'objet au Cleiss de contrôles tant quantitatifs que qualitatifs afin d'offrir au lecteur l'information la plus fiable possible. S'agissant des détachements « entrants », les données sont celles communiquées à la Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale (CACSSS) par les États européens.

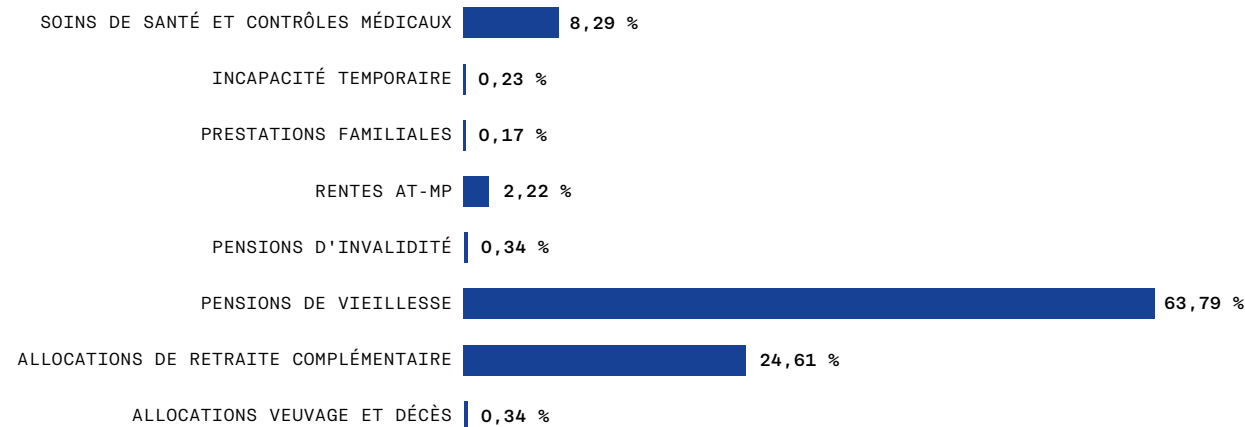
Tableau synthétique - Ventilation des paiements effectués par la France à l'étranger

Type d'accord	Montants en euros									%
	Soins de santé et contrôles médicaux	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	TOTAL	
Règlements européens	415 154 487	13 094 632	9 479 928	86 191 080	18 081 314	2 299 681 546	971 975 570	1 068 100	3 814 726 657	52,15
Conventions bilatérales	104 346 296	3 540 984	3 280 335	74 588 142	5 261 028	2 236 472 444	674 118 795	23 594 031	3 125 202 055	42,73
Décrets de coordination	78 031 100	35 319	1 091	80 209	134 776	30 036 767	80 245 387	5 565	188 570 214	2,58
Pays hors conventions	9 202 789			1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	38 255	186 133 185	2,54
Total 2016¹	606 734 672	16 670 935	12 761 353	162 249 808	24 719 507	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 632 111	100,00
Total 2015²	683 560 073	16 376 197	14 177 431	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 401 368 860	
% évolution	-11,24	1,80	-9,99	-1,65	0,25	-0,25	0,37	-4,53	-1,17	

1. Le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » pour 2016 comprend les montants remboursés dans le cadre de la coordination (soit près de 407 millions d'euros) ainsi que les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements).

2. Même remarque que 1. À titre d'information, le montant remboursé dans le cadre de la coordination en 2015 était de plus de 510,76 millions d'euros

Répartition par types de prestations des paiements réalisés par la France vers l'étranger en 2016



Plus de 7,3 milliards d'euros payés par la France au cours de l'année 2016 en application des accords internationaux de sécurité sociale soit une baisse de plus de 86,7 millions d'euros par rapport à 2015 (-1,17%), en majeure partie due aux soins de santé et contrôles médicaux (-76,8 millions d'euros) ainsi qu'aux pensions de vieillesse (-11,6 millions d'euros).

Le poste « retraite » regroupe à lui seul près de 88,4% des flux financiers vers l'étranger: les pensions de vieillesse représentent en effet près de 63,8% du montant total des prestations servies à l'étranger, et les allocations de retraites complémentaires 24,6%. Les autres prestations totalisent un peu moins de 11,6% du global

Évolution des paiements effectués par la France vers l'étranger de 2007 à 2016

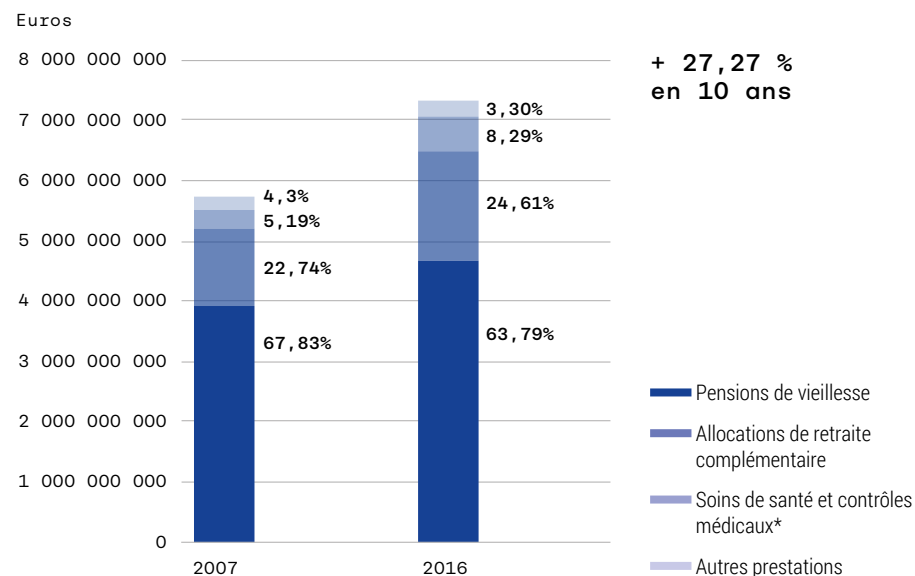
Année	Soins de santé et contrôles médicaux *	Incapacité temporaire	Prestations familiales	Rentes AT-MP	Pensions d'invalidité	Pensions de vieillesse	Allocations de retraite complémentaire	Allocations veuvage et décès	Total
2007	298 025 802	19 580 635	14 091 336	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 845 650	5 747 328 786
2008	322 007 048	19 714 569	13 736 323	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 543 682	6 001 022 695
2009	266 672 606	20 414 451	14 459 199	182 415 910	28 391 525	4 103 959 744	1 424 584 101	14 047 823	6 054 945 359
2010	395 791 024	18 571 260	13 774 629	183 670 962	24 673 187	4 269 767 635	1 511 623 921	16 041 553	6 433 914 173
2011	407 094 534	19 347 353	13 811 139	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	16 361 937	6 597 436 458
2012	583 189 944	16 767 976	14 521 596	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 795 330	6 897 306 171
2013	525 260 227	16 043 891	15 264 554	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 792 085	6 934 492 961
2014	820 843 120	16 665 167	14 766 919	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 880 193	7 466 668 994
2015	683 560 073	16 376 197	14 177 431	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 878 521	7 401 368 860
2016	606 734 672	16 670 935	12 761 353	162 249 808	24 719 507	4 666 347 602	1 800 442 283	24 705 951	7 314 632 111
2007 à 2016	4 909 179 050	180 152 434	141 364 480	1 693 720 012	256 582 200	43 917 403 073	15 556 822 594	193 892 726	66 849 116 568
Taux d'évolution annuel moyen (2007/2016)	8,2 %	-1,8 %	-1,1 %	-0,2 %	-1,4 %	2,0 %	3,6 %	3,7 %	2,7 %

* Depuis 2011, le montant indiqué en « Soins de santé et contrôles médicaux » comprend, en plus des montants remboursés dans le cadre de la coordination, les montants remboursés par les caisses de sécurité sociale (voir Partie 1 - Soins de santé - Les remboursements).

Les versements de prestations à l'étranger sont passés de près de 5,75 à plus de 7,31 milliards d'euros en 10 ans, soit une augmentation moyenne de 2,7 % par an.

Ce graphique ainsi que l'historique permettent de faire les observations suivantes :

- une stabilité incontestable dans la répartition des paiements selon les différents types de prestations entre 2007 et 2016 ;*
- les tendances à la hausse comme à la baisse concernent toujours les mêmes prestations : Incapacité temporaire, prestations familiales, et pensions d'invalidité diminuent entre 1,1 et 1,8 % en moyenne par an. En revanche, soins de santé, pensions de vieillesse, allocations de retraites complémentaires et allocations (veuvage et décès) connaissent le phénomène inverse et augmentent en moyenne entre 2 et 8,2 % annuellement, avec une dynamique particulièrement élevée des soins de santé ;*
- enfin, les rentes AT sont restées quasi stables sur la période.*



SOINS DE SANTÉ MALADIE AT - MP

Les créances et dettes présentées

Tous types d'accords	14
Règlements européens	16
Accords internationaux	19

Les remboursements des dépenses de santé

Les remboursements par la France

Tous types d'accords	22
Règlements européens	25
Accords internationaux	27
Pays hors conventions	30

Les remboursements dans le cadre de la coordination

Tous types d'accords	34
Règlements européens	36
Accords internationaux	40

Incapacité temporaire

Règlements européens	45
Accords internationaux	51

LES CRÉANCES ET DETTES PRÉSENTÉES

Les créances présentées par la France représentent les dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles la France demande le remboursement (voir chapitre en question ci-après) aux États concernés.

Les dettes présentées par les organismes étrangers (ou dettes notifiées à la France) représentent les dépenses engagées à l'étranger par les assurés des régimes français sur le territoire d'un État avec lequel des accords de sécurité sociale visant le « risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles » ont été conclus (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination) et pour lesquelles les pays étrangers demandent à la France le remboursement (voir chapitre en question ci-après).

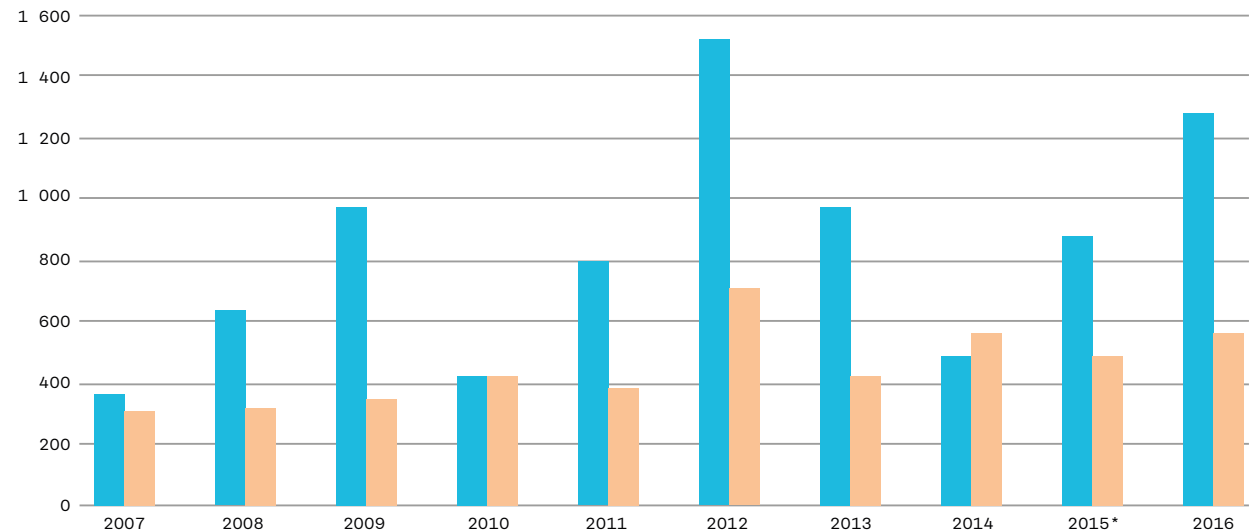
Créances et dettes présentées ces 10 dernières années, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale

Année	Créances présentées par la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Dettes notifiées à la France (euros)	% évolution (N/N-1)	Solde	% évolution (N/N-1)
2007	358 430 059		301 289 163		57 140 896	
2008	646 585 719	80,39	314 654 940	4,44	331 930 779	480,90
2009	968 006 485	49,71	333 718 575	6,06	634 287 910	91,09
2010	417 404 896	-56,88	401 363 840	20,27	16 041 056	-97,47
2011	787 958 819	88,78	381 119 651	-5,04	406 839 167	2 436,24
2012	1 507 677 508	91,34	688 133 265	80,56	819 544 243	101,44
2013	977 432 190	-35,17	412 587 470	-40,04	564 844 719	-31,08
2014	489 966 018	-49,87	546 663 875	32,50	-56 697 857	-110,04
2015*	856 258 728	74,76	473 886 246	-13,31	382 372 481	774,40
2016	1 259 499 833	47,09	552 482 732	16,59	707 017 101	84,90
dont UE-EEE-Suisse	1 236 085 966		372 614 398		863 471 569	
dont hors UE-EEE-Suisse	23 413 867		179 868 334		-156 454 468	

* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque là assurées par le Cleiss.

Évolution des créances et dettes présentées entre 2007 et 2016

Millions d'euros



— Créances présentées par la France (euros)

— Dettes notifiées à la France (euros)

* En 2015, transfert à la Cnamts de la gestion du recouvrement des créances et du règlement des dettes internationales, missions jusque-là assurées par le Cleiss

En 2016, dans le cadre des règlements européens et des accords internationaux de sécurité sociale, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 707,02 millions d'euros.

Cela constitue une amplification de la tendance observée en 2015.

En 2016, 98,1 % des créances présentées et 67,4 % des dettes notifiées ont pour cadre les règlements européens.

Créances et dettes présentées de 2009 à 2016

Pays	2016		2015		2014		2013	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	152 493 229	40 053 949	105 538 264	43 699 123	55 057 579	32 276 346	111 806 512	43 005 129
Autriche	1 927 040	3 941 416	1 742 059	3 005 094	719 730	2 568 628	2 125 591	2 572 165
Belgique	245 411 615	129 738 717	160 714 020	132 499 632	84 113 632	129 829 921	187 853 556	136 714 774
Bulgarie	9 565 553	62 749	5 279 087	11 543	2 230 857	60 467	4 509 802	1 938
Chypre	498 350	33 177	91 789	18 415	14 705	11 738	43 399	14 172
Croatie	735 504	528 353	254 381	486 615	41 206	129 597	0	0
Danemark	9 204 783	139 282	5 909 731	82 615	3 193 885	8 163	7 938 543	0
Espagne	32 196 526	89 221 718	22 218 973	87 831 753	10 001 539	86 320 383	21 716 627	86 213 467
Estonie	553 986	12 735	347 660	3 814	103 967	20 567	568 634	4 295
Finlande	2 270 052	198 550	1 115 896	320 293	632 100	131 926	1 340 858	470 745
Grèce	3 844 655	1 584 924	4 288 053	262 638	1 759 095	174 563	5 190 236	1 108 093
Hongrie	2 190 382	244 923	1 608 310	234 350	509 833	191 723	1 181 039	151 544
Irlande	3 919 215	240 278	2 441 789	245 875	2 074 900	0	1 111 251	0
Islande	67 295	323 207	29 395	95 491	20 246	89 943	57 476	68 920
Italie	71 584 680	15 107 239	48 814 922	15 111 407	27 939 336	17 018 159	59 155 297	4 028 348
Lettonie	718 038	2 514	306 790	1 981	410 650	7 147	383 496	3 695
Liechtenstein	21 021	25 135	6 744	24 880	3 884	98 885	10 805	0
Lituanie	1 845 816	6 664	932 968	17 944	608 899	9 746	553 350	8 248
Luxembourg	249 089 270	15 032 143	166 300 073	21 514 635	83 838 245	3 901 876	171 044 606	11 369 450
Malte	55 820	79 819	75 371	98 928	25 186	31 122	32 022	124 467
Norvège	3 823 453	391 746	3 478 949	656 027	2 646 781	327 093	3 273 070	559 072
Pays-Bas	55 338 074	3 891 637	38 165 395	2 070 542	21 716 580	1 003 568	52 532 494	1 831 939
Pologne	11 820 040	918 185	7 808 078	884 351	4 009 749	1 144 886	8 568 959	965 043
Portugal	31 954 376	46 999 916	24 567 755	113 839	13 091 619	19 806 768	29 339 400	12 820 414
République tchèque	1 732 350	434 161	1 838 342	227 547	1 190 307	423 827	1 595 226	213 633
Roumanie	13 705 098	28 825	11 307 375	42 535	5 423 214	40 742	10 693 699	50 686
Royaume-Uni	283 076 533	0	187 837 462	431 214	96 110 928	790 533	258 344 896	0
Slovaquie	1 857 073	240 151	905 517	82 378	541 737	75 754	1 289 452	98 372
Slovénie	1 596 547	279 042	349 148	514 051	176 299	355 498	380 538	0
Suède	10 261 353	363 046	7 340 818	1 396 467	3 282 969	746 015	10 138 629	635 333
Suisse	32 728 238	22 490 196	20 055 599	15 469 852	10 846 873	17 953 935	18 503 347	34 753 935
Total	1 236 085 966	372 614 398	831 670 713	327 455 832	432 336 527	315 549 522	971 282 810	337 787 874

Créances et dettes présentées de 2009 à 2016 (suite et fin)

Pays	2012		2011		2010		2009	
	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
Allemagne	170 157 258	48 175 103	83 140 978	48 504 923	70 053 217	42 420 139	116 052 367	24 879 474
Autriche	2 810 766	6 414 177	1 463 180	2 423 954	861 635	1 543 967	2 064 463	1 588 109
Belgique	283 105 031	210 716 207	140 572 183	115 593 187	57 436 703	26 581 576	165 128 838	106 984 214
Bulgarie	5 546 646	623	1 703 040	5 133	1 093 897	7 580	2 351 504	2 774
Chypre	43 820	47 034	119 525	12 673	93 147	19 719	77 675	1 235
Croatie	0	0	0	0	0	0	0	0
Danemark	13 461 578	0	7 998 573	0	0	0	9 947 486	0
Espagne	31 811 497	151 815 629	14 983 348	21 903 709	14 039 456	69 148 629	22 202 561	64 371 226
Estonie	917 401	18 790	420 399	2 429	149 908	3 837	96 772	1 744
Finlande	2 248 677	176 350	1 152 599	300 040	575 513	453 020	1 821 566	78 183
Grèce	6 006 053	55 898	3 448 054	2 959 224	4 078 304	273 493	6 636 636	1 588 787
Hongrie	1 253 431	150 054	589 084	229 443	581 175	170 530	784 672	147 924
Irlande	1 956 648	0	1 102 271	0	0	0	1 093 078	0
Islande	48 660	94 661	100 848	22 903	101 300	34 137	66 548	8 568
Italie	90 082 158	39 626 792	44 527 311	16 005 987	34 453 391	13 421 206	60 426 182	14 766 522
Lettonie	496 025	3 441	131 146	1 138	161 618	3 196	94 343	570
Liechtenstein	17 667	5 038	2 845	20 831	12 799	16 774	4 854	13 470
Lituanie	703 305	6 697	292 067	10 008	206 519	9 440	314 721	2 590
Luxembourg	250 129 184	30 226 897	107 956 205	4 984 698	105 173 990	9 096 138	145 676 513	3 326 797
Malte	38 831	140 465	23 660	87 156	6 899	30 859	54 679	69 047
Norvège	3 705 038	197 820	2 076 556	530 431	1 278 520	251 559	2 602 454	312 499
Pays-Bas	84 090 809	1 988 841	50 262 380	2 459 129	12 173 829	4 781 282	62 543 851	0
Pologne	12 542 308	964 842	4 228 855	750 156	3 850 871	375 236	5 421 398	189 625
Portugal	38 207 439	96 806 562	19 121 744	84 140 987	11 951 896	41 022 402	26 805 996	16 722 752
République tchèque	2 048 001	217 269	1 344 049	377 766	984 662	226 280	1 516 679	102 695
Roumanie	13 314 160	26 413	4 379 433	1 816	5 328 485	20 908	4 439 983	6 772
Royaume-Uni	443 843 518	7 548 519	274 913 513	5 974 424	39 466 094	5 700 550	300 360 247	12 877 378
Slovaquie	832 052	104 669	634 219	35 471	429 942	23 273	682 343	37 541
Slovénie	669 123	335 819	118 297	337 937	265 973	120 407	274 783	184 904
Suède	18 009 452	1 353 586	9 974 306	831 283	1 336 581	2 142 806	13 705 012	0
Suisse	21 265 081	16 042 208	7 493 449	15 232 025	7 589 924	28 350 588	8 488 388	15 405 299
Total	1 499 361 617	613 260 404	784 274 116	323 738 860	373 736 246	246 249 530	961 736 593	263 670 698

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

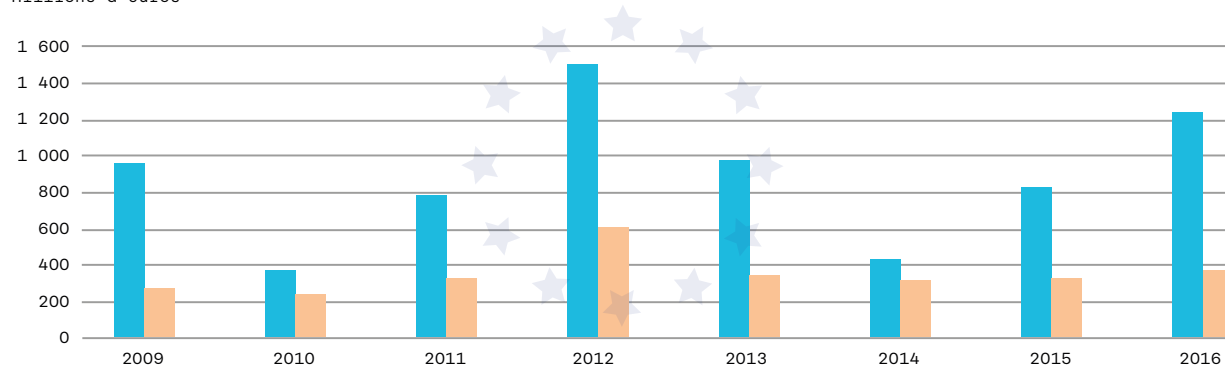
Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution des créances et dettes présentées entre 2009 et 2016

Millions d'euros

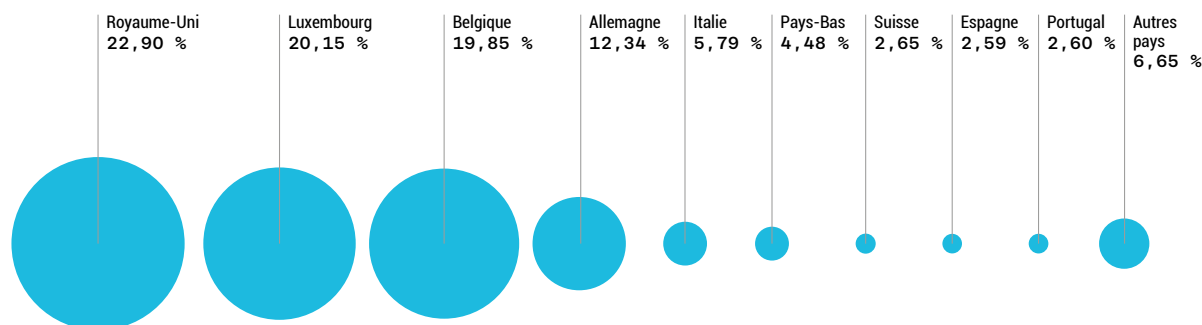


En 2016, dans le cadre des règlements européens, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de + 863,5 millions d'euros ce qui représente une hausse de 71,2 % (+ 359,3 millions d'euros) par rapport à 2015.

Il convient de noter que ce solde est positif de manière continue depuis 2009 avec un plus haut niveau atteint en 2012 (+ 886 millions d'euros).

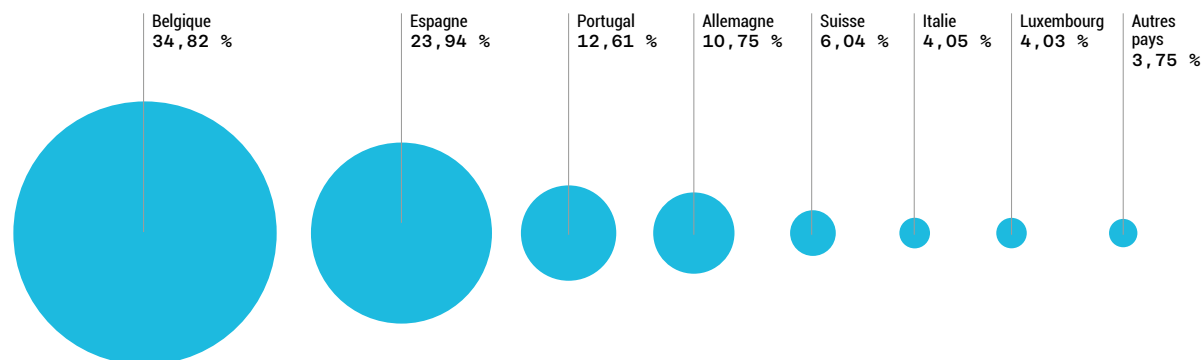
■ Créances présentées par la France (euros)
■ Dettes notifiées à la France (euros)

Créances présentées par la France à des organismes étrangers en 2016



En 2016, le groupe des 5 premiers pays représente 81 % des créances de la France (en tête, le Royaume-Uni avec 283,1 millions d'euros soit une part de 22,9 %).

Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers en 2016



En 2016, la Belgique, l'Espagne, le Portugal et l'Allemagne ont notifié plus de 82 % du volume global des dettes françaises.

Créances et dettes présentées de 2009 à 2016

	Pays	2016		2015		2014		2013	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	15 886 889	57 049 303	19 456 448	56 623 838	55 445 494	146 034 001	1 209 631	0
	Allemagne ¹	0	0	1 617	0	781	0	1 806	0
	Andorre	1 348 221	882 808	817 401	810 122	360 336	843 781	1 145 838	839 498
	Belgique ¹	0	0	0	6 399	0	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	15	0	0	0	0	0	0	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	0	0	0	0	0	0	0	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	0	687 629	0	0	0	28	2 412	0
	Gabon	1 069	0	29	0	0	0	1 615	0
	Israël	0	0	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ¹	0	0	18 919	0	24 440	0	71 607	0
	Macédoine	7 447	0	3 294	0	1 466	0	51 482	0
	Madagascar	0	0	0	0	0	79	0	0
	Mali	2 297	982 516	14 888	0	1 761	0	1 653	0
	Maroc	250 613	8 794 647	164 644	7 426 120	29 446	6 228 250	80 462	1 103 846
	Mauritanie	0	0	0	0	0	451	0	0
	Monténégro	7 020	0	1 919	0	873	0	2 897	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ¹	0	0	0	0	16	0	0	0
	Québec	422 424	2 748 966	215 840	2 378 162	129 149	1 675 027	254 599	2 687 332
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	0	0
	Serbie	1 701	0	0	139	68 751	633 108	238	1 810
Suisse ¹	53	0	133	0	11 681	0	7 456	0	
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	229 136	23 969 850	164 912	0	61 751	0	171 370	0	
Turquie	220 403	124 925	125 356	56 241	63 794	56 516	122 774	102 630	
Sous-total	18 377 287	95 240 644	20 985 399	67 301 021	56 199 739	155 471 242	3 125 840	4 735 115	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	3 755 111	19 691 697	2 713 831	16 625 532	1 188 917	15 742 832	2 527 083	16 486 753
	Polynésie française	1 276 960	64 908 448	877 237	62 145 759	236 816	59 900 279	496 457	53 577 728
	Saint-Pierre-et-Miquelon	4 509	27 546	11 548	358 102	4 020	0	0	0
	Sous-total	5 036 580	84 627 690	3 602 616	79 129 393	1 429 752	75 643 111	3 023 540	70 064 481
Total général	23 413 867	179 868 334	24 588 014	146 430 414	57 629 491	231 114 353	6 149 380	74 799 596	

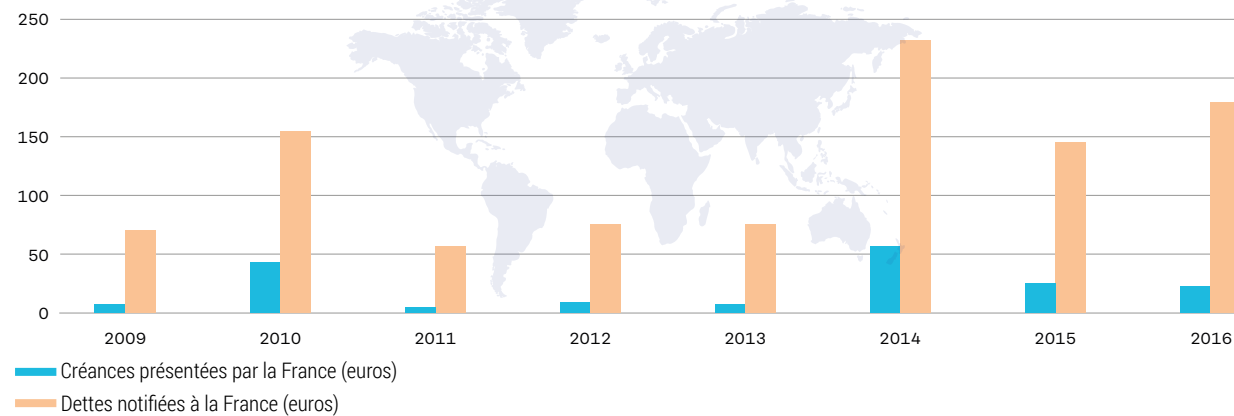
1. concerne les bateliers rhénans

	Pays	2012		2011		2010		2009	
		Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées	Créances présentées	Dettes notifiées
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	1 195 554	0	650 215	0	39 312 921	85 931 131	1 832 414	0
	Allemagne ¹	0	0	0	0	0	0	0	995
	Andorre	1 518 733	923 059	1 098 040	1 205 473	1 012 725	1 231 125	1 459 797	1 185 328
	Belgique ¹	0	20 993	0	0	0	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	48	186	0	0
	Cameroun	0	0	0	0	0	0	0	0
	Cap-Vert	7 210	0	6 225	0	15 292	0	18 529	0
	Congo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	0	0	0	0	0	0	0	0
	Croatie	684	4 007	13 209	227	17 723	713	1 286	1 641
	Gabon	786	0	0	0	0	0	0	0
	Israël	0	0	0	0	0	0	0	0
	Jersey	0	0	4 555	0	0	0	0	0
	Kosovo	0	0	0	0	0	0	0	0
	Luxembourg ¹	116 655	0	109 400	0	60 787	0	143 523	0
	Macédoine	21 736	0	3 943	0	12 874	22	2 703	0
	Madagascar	0	458	0	0	0	0	0	0
	Mali	10 825	0	206	0	1 106	0	1 292	937 247
	Maroc	11 908	3 254 978	0	21 145	0	1 766	3 965	1 882 000
	Mauritanie	0	518	0	0	0	0	0	598
	Monténégro	6 386	0	2 492	0	4 455	0	0	0
	Niger	0	0	0	0	0	0	0	0
	Pays-Bas ¹	8	0	26	0	944	0	0	0
	Québec	864 857	917 005	283 217	906 387	331 132	911 739	604	514
	Sénégal	0	0	0	0	0	0	483 510	4 819 589
Serbie	1 583	0	448	0	570 295	1 541 272	373	0	
Slovénie	0	0	0	0	0	0	11 740	0	
Suisse ¹	18 031	0	8 431	0	11 929	0	245 860	5 642 947	
Togo	0	0	0	0	0	0	0	0	
Tunisie	174 020	9 827 948	36 686	0	255 985	11 417 045	270 400	0	
Turquie	552 922	5 305 568	75 008	35 790	127 979	61 705	182 800	125 019	
Sous-total	4 501 898	20 254 534	2 292 100	2 169 021	41 736 195	101 096 704	4 658 795	14 595 878	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	3 058 217	20 602 705	1 076 079	15 044 958	1 400 748	16 134 974	1 189 428	17 334 848
	Polynésie française	754 124	34 013 977	316 524	40 166 813	531 706	37 882 631	421 669	38 117 151
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0	0
	Sous-total	3 812 340	54 616 682	1 392 602	55 211 771	1 932 454	54 017 605	1 611 097	55 451 999
Total général	8 314 238	74 871 216	3 684 702	57 380 792	43 668 649	155 114 309	6 269 892	70 047 877	

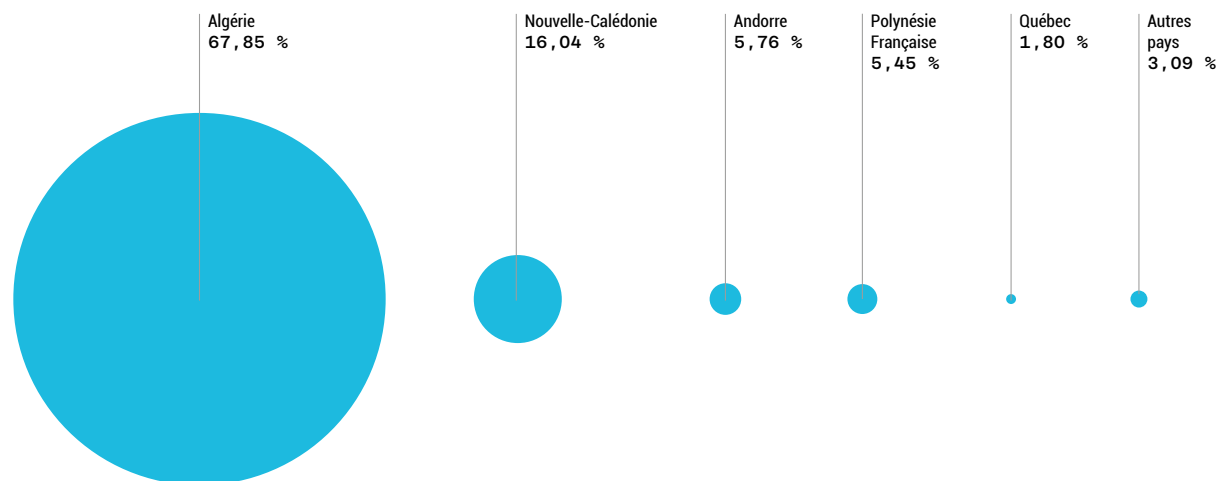
1. concerne les bateliers rhénans

Évolution des créances et dettes présentées entre 2009 et 2016

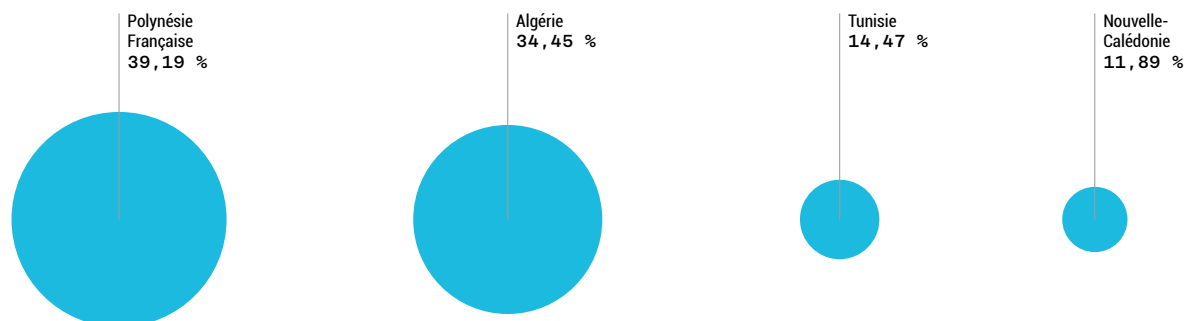
Millions d'euros



Créances présentées par la France à des organismes étrangers



Dettes notifiées à la France par des organismes étrangers



En 2016, dans le cadre des accords internationaux, le solde entre les créances présentées et les dettes notifiées est de l'ordre de -156,5 millions d'euros.

Il faut noter que ce solde, à l'inverse des règlements européens, est négatif de manière continue depuis 2009, avec un pic atteint en 2014 soit - 173,5 millions d'euros.

Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce solde négatif.

En 2016, près de 68 % des créances présentées par la France concernent l'Algérie pour un montant de 15,9 millions d'euros.

En 2016, les dettes notifiées par la Polynésie française et l'Algérie représentent plus de 73 % du volume global, soit un montant avoisinant les 122 millions d'euros

LES REMBOURSEMENTS DES DÉPENSES DE SANTÉ

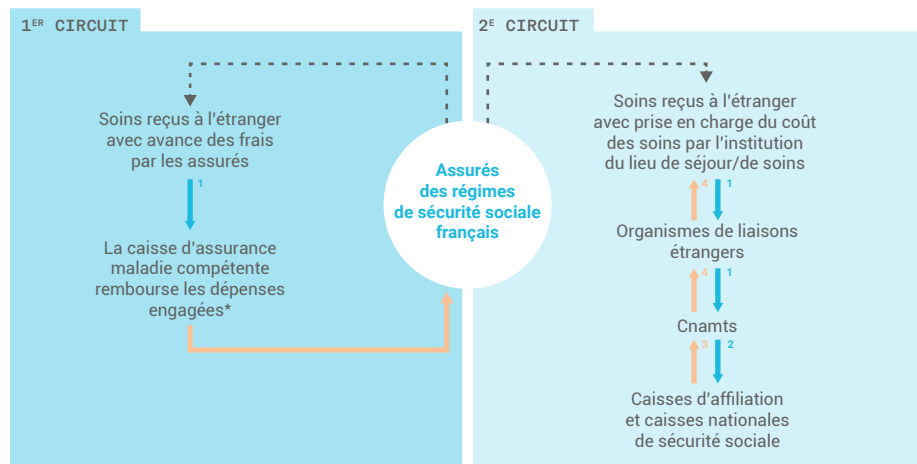
Les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger ou à des assurés des régimes étrangers en France et qui sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu des soins, sont ensuite remboursés par les pays compétents en application des accords internationaux de sécurité sociale, soit sur la base de factures, soit sur la base de forfaits.

Concernant les soins de santé dispensés à des assurés des régimes français à l'étranger, ceux-ci sont pris en charge selon deux circuits :

_ 1^{er} circuit : Les assurés ont procédé à l'avance des frais et se font rembourser à leur retour en France sur présentation des factures auprès de

la caisse d'assurance maladie compétente. Il s'agit des remboursements dans le cadre de la directive soins de santé, de l'arrêt Vanbraekel, des conventions transfrontalières et de la législation interne (pays non lié à la France par un accord de sécurité sociale).

_ 2^e circuit : les soins de santé sont pris en charge par l'institution d'assurance maladie du lieu de séjour et sont ensuite remboursés par la France, sur la base de factures ou de forfaits, en application des accords internationaux de sécurité sociale (règlements européens, conventions bilatérales ou décrets de coordination). Il s'agit des remboursements dans le cadre de la coordination.



— Flux d'information
— Flux financiers

* Si l'assuré des régimes français soigné à l'étranger est titulaire d'une Ceam, il aura le choix d'être remboursé, soit sur la base du tarif applicable dans le pays des soins, soit sur la base des tarifs français. Idem si l'assuré est détenteur d'un formulaire S2 (Droit aux soins programmés), avec en plus la possibilité d'obtenir un complément (Arrêt Vanbraekel) si les tarifs français sont inférieurs à ceux qui auraient été appliqués dans le pays des soins s'il y avait eu prise en charge localement. Seuls les soins ambulatoires programmés (non soumis à autorisation préalable S2) sont remboursés uniquement en fonction de la législation et tarifs français, comme si les soins avaient été dispensés en France.

1^{er} circuit :

1. Présentation des factures aux caisses d'affiliation

2^e circuit :

1. Présentation à la Cnamts par les organismes étrangers des factures et forfaits à rembourser

2. Contrôle et vérification des droits auprès des caisses d'affiliation

3. Paiements par les caisses nationales

4. Remboursement par la Cnamts des prestations servies par les institutions étrangères à des assurés des régimes de sécurité sociale français, sous forme de factures ou de forfaits.

Remarque : Dans le cadre des conventions de coopération sanitaire transfrontalière, le remboursement des soins dispensés à des assurés résidant dans une zone frontalière peut suivre les 2 circuits ci-dessus, ou peut être effectué directement par la caisse d'affiliation, en faveur d'un établissement de santé à l'étranger, sur la base de tarifs préalablement négociés.

TOUS TYPES D'ACCORDS

La Direction de la Sécurité Sociale souhaitant connaître l'ensemble des flux financiers remboursés au titre des soins de santé par les caisses françaises de sécurité sociale, le Cleiss collecte l'ensemble de ces informations depuis 2011.

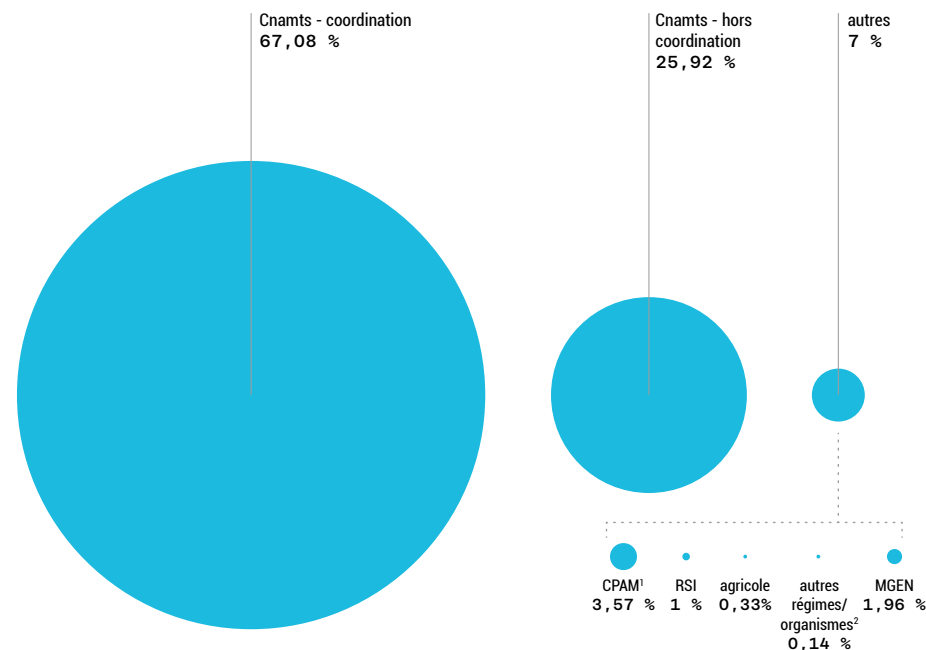
Concernant l'exercice 2016, le Cleiss a reçu des données statistiques des régimes ou organismes suivants :

- _ **régime général** : CPAM (Caisse Primaire d'Assurance Maladie) et CNSE (Centre National des Soins à l'étranger);
- _ **régime agricole** : CCMSA (Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole)
- _ **RSI** (Régime Social des Indépendants);
- _ **régimes spéciaux** : SNCF (Société Nationale des Chemins de Fer), RATP (Régie Autonome des Transports Parisiens), et Cavimac (Caisse d'Assurance Vieillesse, Invalidité et Maladie des Cultes);
- _ **régime des marins** : ENIM (Établissement National des Invalides de la Marine);
- _ **mutuelle** : MGEN (Mutuelle Générale de l'Éducation Nationale).

Régimes/Organismes	Montant (€)
Cnamts - coordination	406 999 689
Cnamts - hors coordination	157 263 585
MGEN	11 880 788
CPAM¹	21 684 292
RSI	6 055 052
Agricole	2 024 982
Autres régimes/organismes²	826 286
Total général 2016	606 734 675

1. au titre des conventions transfrontalières

2. dont 6 969 € pour la SNCF au titre de conventions transfrontalières

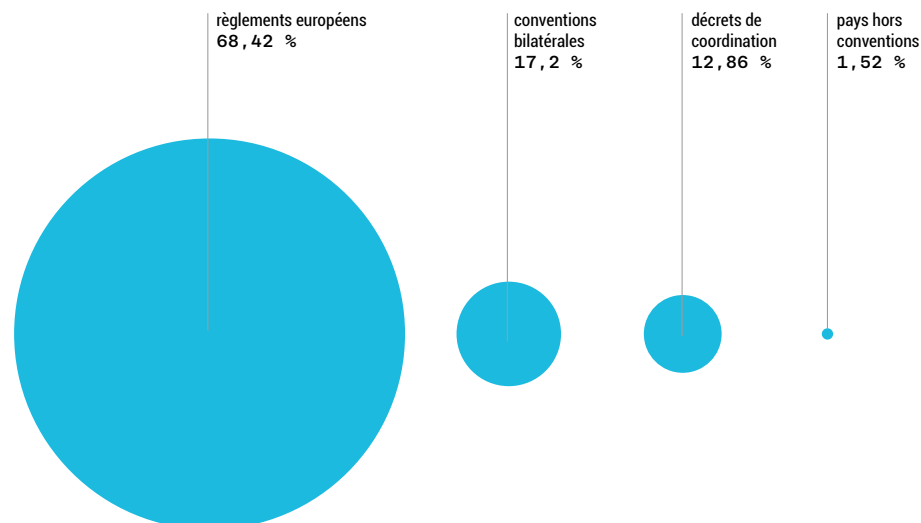


Remboursements des dépenses de santé par les organismes de sécurité sociale français en 2016

Type d'accord	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins médicalement nécessaires ou urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total									
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)*
Règlements Européens (détails par pays pages 25 et 26)	353 067	123 740 759	52 371	168 302 124	54 913	68 731 390	460 351	360 774 273	20 025	49 101 122	661	67 110	5 211 982	481 037	415 154 487	246 771 099
Conventions bilatérales (détails par pays pages 27 et 28)	55 203	12 132 318	1 582	4 396 410	55 199	9 245 504	111 984	25 774 232	250 197	76 840 021	34	316	1 731 727	362 215	104 346 296	83 961 036
Décrets de coordination (détails par pays pages 29)	3 447	1 943 654	29	-74 684	32 468	76 225 706	35 944	78 094 676			0	0	-63 576	35 944	78 031 100	76 267 554
Pays hors conventions (détails par pays pages 30 à 33)	29 806	6 617 898	188	143 506	7 060	2 441 385	37 054	9 202 789						37 054	9 202 789	
Total général 2016	441 523	144 434 629	54 170	172 767 356	149 640	156 643 985	645 333	473 845 970	270 222	125 941 143	695	67 426	6 880 133	916 250	606 734 672	406 999 689
Total général 2015	409 438	155 637 768	60 952	162 314 798	268 310	216 678 381	738 700	534 630 947	193 599	137 537 417	375	59 996	11 331 713	932 674	683 560 073	510 762 585
% Évolution	7,84 %	-7,20%	-11,13%	6,44%	-44,23%	-27,71%	-22,70%	3,99%	39,58%	-8,43%	85,33%	12,38%	-39,28%	-1,76%	-11,24%	-20,32%

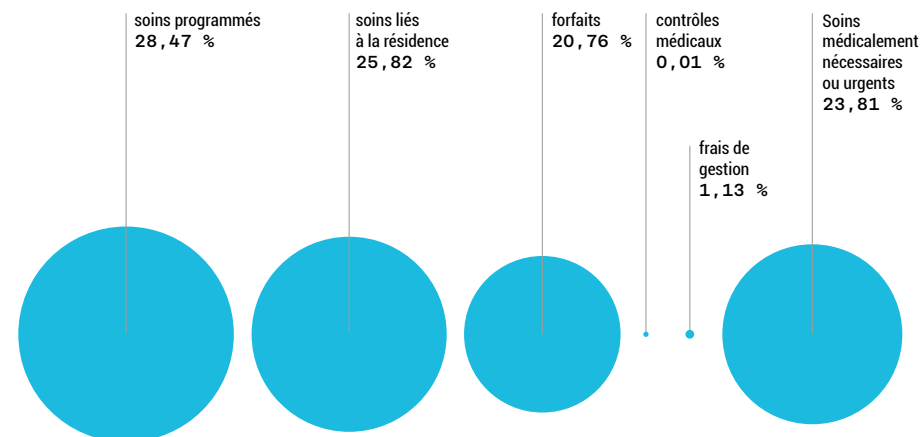
* Voir schéma des remboursements en début de partie

Répartition des remboursements de soins de santé par types d'accords en 2016



68,4 % des remboursements effectués en 2016 par les caisses françaises de sécurité sociale ont pour origine des soins dispensés au sein de l'UE-EEE-Suisse.

Répartition des dépenses selon le mode de remboursement et le type de soins en 2016



78,1 % des dépenses de soins de santé effectuées à l'étranger en 2016 ont été remboursées sur factures.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France

Pays	Factures								Forfaits				Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé						
Allemagne	26 788	10 317 820	1 412	7 771 850	16 217	16 834 204	44 417	34 923 874	0	0	22	9 304*	5	557	0	44 444	34 933 735	32 287 154
Autriche	4 488	1 944 041	23	23 227	1 379	1 628 892	5 890	3 596 160	0	0	1	3 052	1	1	0	5 892	3 599 214	3 306 281
Belgique	40 259	33 624 748	36 423	126 012 612	15 127	28 595 666	91 809	188 233 026	0	0	186	269 364	83	2 929	5 186 052	92 078	193 691 371	70 014 655
Bulgarie	751	148 110	21	7 156	164	12 429	936	167 696	0	0	0	0	0	0	0	936	167 696	61 298
Chypre	255	50 751	3	669	30	6 821	288	58 241	0	0	19	12 794	0	0	0	307	71 035	25 628
Croatie	2 017	300 557	6	2 677	654	260 541	2 677	563 775	0	0	0	0	0	0	25 931	2 677	589 706	503 667
Danemark	113	21 324	2	16	24	3 111	139	24 452	0	0	0	0	0	0	0	139	24 452	17 691
Espagne	75 183	17 425 104	9 329	9 242 750	1 709	421 390	86 221	27 089 243	7	4 363	18 078	47 014 914	233	48 927	0	104 539	74 157 448	60 216 138
Estonie	73	6 177	0	0	4	236	77	6 413	0	0	4	2 456	0	0	0	81	8 869	5 689
Finlande	688	171 214	8	496	65	5 799	761	177 509	21	45 601	0	0	0	0	0	782	223 110	190 539
Grèce	6 827	1 300 210	72	39 236	348	149 276	7 247	1 488 722	0	0	0	0	0	0	0	7 247	1 488 722	441 154
Hongrie	3 467	981 795	449	170 681	1 273	188 604	5 189	1 341 080	0	0	-6	-5 508	0	0	0	5 183	1 335 571	214 612
Irlande	1 897	229 094	21	488	62	7 438	1 980	237 019	0	0	0	0	0	0	0	1 980	237 019	192 273
Islande	523	312 115	-2	-1 983	5	1 694	526	311 825	0	0	0	0	0	0	0	526	311 825	9 793 898
Italie	16 764	5 334 832	311	84 922	7 335	5 353 681	24 410	10 773 435	5	8 110	288	52 103	2	292	0	24 705	10 833 939	60 547
Lettonie	74	5 729	2	129	12	1 456	88	7 313	0	0	0	0	0	0	0	88	7 313	4 357
Liechtenstein	101	13 426	0	0	10	25 938	111	39 364	0	0	0	0	0	0	0	111	39 364	11 020 064
Lituanie	159	20 138	1	174	17	1 769	177	22 082	0	0	0	0	0	0	0	177	22 082	80 424
Luxembourg	14 131	2 794 475	1 200	2 770 411	1 413	6 172 859	16 744	11 737 745	0	0	13	83 327	0	0	0	16 757	11 821 072	1 418 676
Malte	881	91 283	12	503	25	42 436	918	134 222	0	0	1	1 830	0	0	0	919	136 052	965 244
Norvège	298	336 270	1	8	35	7 926	334	344 204	0	0	2	5 508	0	0	0	336	349 712	26 018 609
Pays-Bas	2 460	1 002 697	46	422 052	491	155 657	2 997	1 580 405	-1	-3 236	71	137 598	0	0	0	3 067	1 714 767	516 694
Pologne	5 934	711 612	69	15 623	2 462	483 161	8 465	1 210 396	564	66 697	421	163 908	6	331	0	9 456	1 441 332	249 126
Portugal	118 232	28 651 124	917	154 362	531	202 322	119 680	29 007 808	3	1 873	104	101 786	330	13 985	0	120 117	29 125 452	969 160
République tchèque	1 477	511 225	197	274 978	578	158 880	2 252	945 083	0	0	0	0	0	0	0	2 252	945 083	93 052

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France (suite et fin)

Pays	Factures								Forfaits				Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général			
	Soins médicalement nécessaires		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Formulaires E 109 (a)		Formulaires E 121 (b)		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) **	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé							
Roumanie	1 053	211 736	104	34 949	138	15 834	1 295	262 518	0	0	0	0	0	0	0	0	1 295	262 518	349 286
Royaume-Uni	1 018	960 022	38	19 531	321	38 463	1 377	1 018 015	0	0	0	0	0	0	0	0	1 377	1 018 015	692 637
Slovaquie	332	49 993	9	5 631	158	53 368	499	108 993	0	0	0	0	0	0	0	0	499	108 993	292 256
Slovénie	472	142 862	2	1 800	200	224 249	674	368 911	0	0	0	0	0	0	0	0	674	368 911	26 859
Suède	1 247	708 146	6	1 337	49	6 864	1 302	716 347	0	0	7	17 393	0	0	0	0	1 309	733 740	339 861
Suisse	25 105	15 362 129	1 689	21 245 842	4 077	7 670 426	30 871	44 278 398	0	0	215	1 107 887	1	87	0	0	31 087	45 386 371	26 403 573
Total 2016	353 067	123 740 759	52 371	168 302 124	54 913	68 731 390	460 351	360 774 273	599	123 408	19 426	48 977 714	661	67 110	5 211 982	481 037	415 154 487	246 771 099	
Total 2015	310 160	127 618 485	57 947	158 505 448	98 121	103 693 637	466 228	389 817 570	425	123 261	32 732	83 620 985	331	59 504	9 711 922	499 716	483 333 242	345 823 986	
% évolution	13,83 %	-3,04%	-9,62%	6,18%	-44,04%	-33,72%	-1,26%	-7,45%	40,94%	0,12%	-40,65%	-41,43%	99,76%	12,78%	-46,33%	-3,74%	-14,11%	-28,64%	

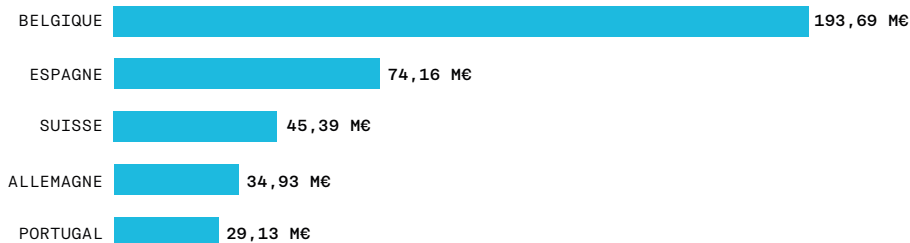
a. Attestation pour l'inscription des membres de la famille du travailleur salarié ou non salarié et la tenue des inventaires

b. Attestation pour l'inscription des titulaires de pensions ou de rentes ou des membres de leur famille et la tenue des inventaires

* Il s'agit de forfaits au titre des années où les anciens règlements s'appliquaient encore. En effet, il peut y avoir un décalage de plusieurs années au regard de la publication des coûts moyens.

** Voir schéma des remboursements en début de partie

Principaux pays



ACCORDS INTERNATIONAUX

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total									
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) *
Algérie	3 205	1 071 658	356	1 210 954	122	18 850	3 683	2 301 462	176 487	57 096 137	0	0	1 360 436	180 170	60 758 035	58 456 572
Allemagne¹	1	22	0	0	0	0	1	22	0	0	0	0	0	1	22	22
Andorre	1 073	170 457	1	27	1 566	815 413	2 640	985 897			0	0	0	2 640	985 897	871 817
Argentine	396	66 252	3	1 174	137	85 308	536	152 734			0	0	0	536	152 734	
Bénin	181	17 271	9	9 690	114	20 764	304	47 724			0	0	0	304	47 724	0
Bosnie-Herzégovine	130	20 465	2	3 718	11	1 083	143	25 265	0	0	0	0	0	143	25 265	0
Brésil	874	159 862	9	6 189	474	252 165	1 357	418 215			0	0	0	1 357	418 215	
Cameroun	283	67 693	9	14 806	214	34 720	506	117 219			0	0	0	506	117 219	0
Canada	2 641	444 595	14	5 284	501	94 973	3 156	544 852			0	0	0	3 156	544 852	0
Cap-Vert	185	11 447	2	68	6	635	193	12 150	0	0	0	0	0	193	12 150	0
Chili	430	65 907	7	8 114	301	128 768	738	202 788			0	0	0	738	202 788	
Congo	93	29 850	9	26 988	106	14 142	208	70 981			0	0	0	208	70 981	0
Corée	215	29 832	1	31	113	27 235	329	57 098			0	0	0	329	57 098	
Côte d'Ivoire	309	86 010	10	25 601	298	73 689	617	185 300			0	0	0	617	185 300	0
Croatie²									445	324 134	0	0	0	445	324 134	324 134
États-Unis	5 273	1 452 131	36	14 589	1 223	396 004	6 532	1 862 724			0	0	0	6 532	1 862 724	
Gabon	85	15 586	0	0	139	24 632	224	40 218	0	0	0	0	0	224	40 218	0
Guernesey	17	1 572	3	213	0	0	20	1 785			0	0	0	20	1 785	0
Inde	641	176 478	11	17 684	202	42 831	854	236 992			0	0	0	854	236 992	
Israël	2 920	522 579	36	65 460	100	33 407	3 056	621 446			0	0	0	3 056	621 446	0

CONVENTIONS BILATÉRALES

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France (suite)

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général		
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total		Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2)*
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé								
Japon	830	134 424	4	429	279	54 434	1 113	189 288			0	0	0	1 113	189 288	
Jersey	10	614	0	0	1	16	11	630	0	0	0	0	0	11	630	0
Kosovo	23	4 270	2	763	0	0	25	5 033	0	0	0	0	0	25	5 033	0
Macédoine	53	8 634	1	1 002	14	745	68	10 381	0	0	0	0	0	68	10 381	0
Madagascar	468	54 811	11	5 786	446	87 073	925	147 670			0	0	0	925	147 670	0
Mali	150	96 015	38	341 606	144	23 490	332	461 111	626	96 330	0	0	9 896	958	567 337	106 226
Maroc	17 666	3 821 511	616	1 584 823	46 059	6 026 346	64 341	11 432 681			34	316	361 396	64 375	11 794 393	4 878 844
Mauritanie	13	3 937	4	7 045	73	8 477	90	19 459	0	0	0	0	0	90	19 459	0
Monaco	26	42 676	0	0	5	349	31	43 025			0	0	0	31	43 025	
Monténégro	64	5 687	0	0	3	268	67	5 955	0	0	0	0	0	67	5 955	0
Niger	29	2 714	1	27	71	9 185	101	11 926			0	0	0	101	11 926	0
Philippines	255	53 058	4	3 967	44	42 722	303	99 746			0	0	0	303	99 746	0
Québec	5	9 430	0	0	0	0	5	9 430			0	0	0	5	9 430	0
Saint-Marin	4	282	0	0	0	0	4	282			0	0	0	4	282	0
Sénégal	2 274	372 218	45	174 472	576	134 237	2 895	680 927			0	0	0	2 895	680 927	0
Serbie	483	91 977	17	16 520	68	5 996	568	114 493	1 300	147 541	0	0	0	1 868	262 034	147 541
Togo	199	35 449	7	25 025	121	21 556	327	82 030			0	0	0	327	82 030	0
Tunisie	9 421	1 843 808	254	715 998	1 212	452 256	10 887	3 012 062	71 339	19 175 880	0	0	0	82 226	22 187 942	19 175 880
Turquie	4 211	1 124 145	60	108 358	408	281 761	4 679	1 514 264	0	0	0	0	0	4 679	1 514 264	0
Uruguay	67	16 991	0	0	48	31 975	115	48 966			0	0	0	115	48 966	
Sous-total	55 203	12 132 318	1 582	4 396 410	55 199	9 245 504	111 984	25 774 233	250 197	76 840 021	34	316	1 731 727	362 215	104 346 298	83 961 036

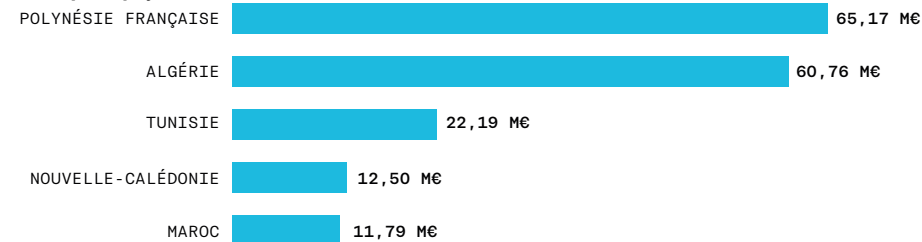
Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France (suite et fin)

Pays	Factures								Forfaits		Contrôles médicaux		Frais de gestion	Total général			
	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Sous-total										
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	dont montant remboursé dans le cadre de la coordination (Circuit 2) *	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	1 945	927 601	42	39 870	3 543	11 532 075	5 530	12 499 546			0	0	0	5 530	12 499 546	12 283 669
	Polynésie française	1 471	670 299	-18	-118 332	28 905	64 684 375	30 358	65 236 342			0	0	-63 576	30 358	65 172 765	63 625 783
	Saint-Pierre-et-Miquelon	31	345 755	5	3 778	20	9 255	56	358 789			0	0	0	56	358 789	358 102
	Sous-total	3 447	1 943 654	29	-74 684	32 468	76 225 706	35 944	78 094 677	0	0	0	0	-63 576	35 944	78 031 100	76 267 554
Total général 2016	58 650	14 075 973	1 611	4 321 727	87 667	85 471 210	147 928	103 868 910	250 197	76 840 021	34	316	1 668 151	398 159	182 377 398	160 228 590	
Total général 2015	67 485	19 901 763	2 475	3 543 519	161 939	110 330 051	231 899	133 775 333	160 442	53 793 171	44	492	1 619 791	392 385	189 188 787	164 938 599	
% Évolution	-13,09 %	-29,27 %	-34,91 %	21,96 %	-45,86 %	-22,53 %	-36,21 %	-22,36 %	55,94 %	42,84 %	-22,73 %	-35,77 %	2,99 %	1,47 %	-3,60 %	-2,86 %	

* Voir schéma des remboursements en début de partie

1. Concerne les bateliers rhénans
2. Concerne des remboursements au titre de l'ancienne convention franco-croate.

Principaux pays



PAYS HORS CONVENTIONS

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Afghanistan	3	503	0	0	3	364	6	867
Afrique du Sud	427	77 834	3	106	253	62 361	683	140 302
Albanie	18	2 139	3	5 298	2	31	23	7 467
Angola	3	128	0	0	14	7 128	17	7 256
Antigua et Barbuda	15	9 327	1	38	0	0	16	9 365
Arabie Saoudite	93	15 584	0	0	188	45 291	281	60 875
Arménie	29	5 265	2	2 054	3	747	34	8 066
Australie	1 054	199 932	6	334	206	60 464	1 266	260 729
Azerbaïdjan	3	160	0	0	0	0	3	160
Bahamas	37	6 287	0	0	1	104	38	6 391
Bahrein	17	5 897	0	0	36	23 318	53	29 215
Bangladesh	2	36	0	0	2	1 650	4	1 686
Barbade	9	3 399	0	0	1	16	10	3 415
Bélize	5	1 807	0	0	1	62	6	1 869
Bhoutan	0	0	0	0	0	0	0	0
Biélorussie	21	2 429	0	0	0	0	21	2 429
Birmanie	118	21 327	0	0	16	1 859	134	23 186
Bolivie	163	33 337	0	0	102	59 583	265	92 919
Botswana	3	649	0	0	0	0	3	649
Brunei	0	0	0	0	0	0	0	0
Burkina Faso	235	32 155	1	1 494	150	31 134	386	64 783
Burundi	5	201	0	0	5	224	10	425
Cambodge	723	149 569	4	15 843	149	29 114	876	194 526
Chine	1 095	227 197	13	8 598	598	137 298	1 706	373 093
Colombie	396	81 203	0	0	218	97 832	614	179 036
Comores	13	12 012	1	950	13	514	27	13 477
Congo (République démocratique du)	17	4 253	0	0	39	8 184	56	12 437
Corée (République populaire de)	1	53	0	0	1	36	2	89
Costa Rica	331	55 070	2	42	71	54 116	404	109 228
Cuba	1 132	118 392	2	112	22	2 851	1 156	121 354
Djibouti	45	4 602	0	0	126	27 133	171	31 735
Dominique	15	3 426	0	0	0	0	15	3 426
Égypte	268	69 145	5	3 545	181	44 289	454	116 979
El Salvador	22	3 800	0	0	59	45 266	81	49 066
Emirats arabes unis	527	110 377	5	872	410	81 523	942	192 773
Équateur	131	36 353	1	1 927	101	30 928	233	69 208

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Erythrée	1	32	0	0	0	0	1	32
Ethiopie	21	1 365	0	0	67	5 269	88	6 634
Fidji	3	619	0	0	4	577	7	1 197
Gambie	1	581	0	0	1	346	2	927
Géorgie	29	3 633	0	0	18	2 761	47	6 394
Ghana	11	792	0	0	42	4 984	53	5 776
Grenade	14	553	0	0	0	0	14	553
Groënland	5	136	0	0	0	0	5	136
Guatémala	86	29 169	0	0	53	53 109	139	82 278
Guinée	36	9 765	3	19 730	74	5 694	113	35 189
Guinée-Bissau	0	0	0	0	0	0	0	0
Guinée équatoriale	3	50	0	0	11	1 358	14	1 408
Guyana	0	0	0	0	0	0	0	0
Haïti	36	10 755	3	3 737	21	3 186	60	17 678
Honduras	9	974	0	0	29	10 172	38	11 146
Indonésie	1 612	297 319	3	179	193	78 553	1 808	376 051
Irak	2	76	0	0	3	165	5	241
Iran	45	13 440	0	0	19	1 702	64	15 141
Jamaïque	29	6 582	0	0	4	339	33	6 921
Jordanie	31	6 328	1	34	35	6 434	67	12 796
Kazakhstan	11	961	1	590	2	35	14	1 586
Kenya	72	15 923	0	0	73	24 816	145	40 739
Kirghizistan	2	34	0	0	1	53	3	87
Kiribati	0	0	0	0	0	0	0	0
Koweït	6	4 083	0	0	27	14 450	33	18 533
Laos	123	17 355	3	842	81	16 809	207	35 006
Lésotho	0	0	0	0	0	0	0	0
Liban	178	48 806	6	8 270	302	149 177	486	206 253
Libéria	1	62	0	0	0	0	1	62
Libye	0	0	0	0	0	0	0	0
Malaisie	225	33 723	1	31	139	37 845	365	71 598
Malawi	0	0	0	0	0	0	0	0
Maldives	53	9 118	0	0	1	13	54	9 131
Marshall (îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Maurice (île)	3 072	562 250	24	28 332	341	98 116	3 437	688 697
Mexique	1 278	291 687	3	430	382	258 174	1 663	550 291
Micronésie (États fédérés)	0	0	0	0	0	0	0	0
Moldavie	14	6 457	0	0	1	67	15	6 524
Mongolie	18	3 549	0	0	1	184	19	3 733
Mozambique	6	215	0	0	15	356	21	571
Namibie	38	7 962	0	0	7	2 687	45	10 649
Nauru	0	0	0	0	0	0	0	0

Soins de santé
maladies AT-MPPrestations
familialesRentes, pensions,
allocationsAssurance
chômageLégislation
applicableFlux financiers
étranger → FranceMouvements
migratoires

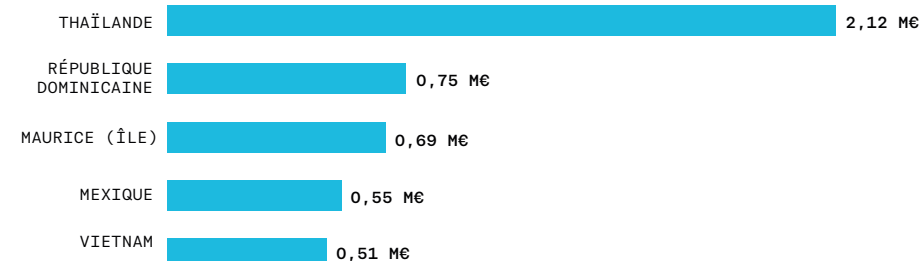
Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France (suite)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Népal	144	60 388	1	54	9	2 917	154	63 358
Nicaragua	36	6 977	0	0	31	20 870	67	27 847
Nigéria	9	2 549	1	885	19	2 841	29	6 275
Nouvelle-Zélande	329	50 361	1	9	44	6 279	374	56 648
Oman	28	4 173	0	0	8	941	36	5 113
Ouganda	7	121	0	0	12	709	19	831
Ouzbékistan	14	1 981	1	44	4	1 011	19	3 036
Pakistan	23	14 009	3	692	1	139	27	14 840
Palaos (îles)	0	0	0	0	0	0	0	0
Palestine	4	7 920	0	0	1	87	5	8 008
Panama	112	20 014	0	0	48	19 457	160	39 471
Papouasie-Nouvelle-Guinée	3	58	0	0	1	50	4	108
Paraguay	22	2 738	0	0	43	9 344	65	12 083
Pérou	823	189 594	4	112	100	47 289	927	236 996
Pitcairn (île)	0	0	0	0	0	0	0	0
Qatar	52	6 231	0	0	119	17 522	171	23 753
République centrafricaine	16	355	0	0	9	376	25	731
République dominicaine	1 805	697 643	4	396	95	54 834	1 904	752 874
Russie	409	118 693	5	13	169	43 857	583	162 563
Rwanda	11	456	0	0	4	163	15	619
Sahara Occidental	0	0	0	0	0	0	0	0
Saint-Christophe-et-Niévès	0	0	0	0	0	0	0	0
Sainte-Lucie	17	2 362	0	0	3	229	20	2 591
Saint-Vincent grenadines	3	78	0	0	0	0	3	78
Salomon (îles)	1	1 766	0	0	0	0	1	1 766
Samoa occidentales	0	0	0	0	0	0	0	0
Sao Tomé-et-Principes	2	96	0	0	0	0	2	96
Seychelles	125	5 997	2	41	10	302	137	6 341
Sierra Leone	1	16	0	0	0	0	1	16
Singapour	456	95 335	9	4 780	281	76 611	746	176 726
Somalie	0	0	0	0	0	0	0	0
Soudan	2	102	0	0	3	355	5	457
Soudan du sud	0	0	0	0	0	0	0	0
Sri Lanka	187	50 569	3	4 665	8	1 463	198	56 696
Surinam	6	240	0	0	3	134	9	374
Swaziland	2	46	0	0	0	0	2	46
Syrie	10	3 032	1	1 201	2	217	13	4 450
Tadjikistan	0	0	0	0	1	18	1	18
Taiwan	126	13 502	0	0	23	6 163	149	19 665
Tanzanie	48	3 007	0	0	11	1 238	59	4 246

Remboursements des dépenses de santé en 2016 par la France (suite et fin)

Pays	Soins urgents		Soins programmés		Soins liés à la résidence		Total général	
	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé	Nombre de bénéficiaires	Montant remboursé
Tchad	22	3 871	0	0	27	2 954	49	6 825
Thaïlande	5 408	1 844 696	21	14 816	385	256 537	5 814	2 116 049
Timor oriental	0	0	0	0	0	0	0	0
TOM des États-Unis (Antilles)	29	1 217	0	0	0	0	29	1 217
TOM des États-Unis (Pacifique)	3	83	1	226	0	0	4	309
TOM des Pays-Bas (Antilles)	23	1 280	1	10	1	29	25	1 320
TOM du Royaume-Uni (Antilles)	37	3 466	0	0	1	61	38	3 527
TOM du Royaume-Uni (Atlantique sud)	1	215	0	0	0	0	1	215
TOM du Royaume-Uni (Océan indien)	0	0	0	0	0	0	0	0
Tonga	0	0	0	0	0	0	0	0
Trinité et Tabago	7	301	0	0	1	57	8	358
Turkménistan	1	32	0	0	3	240	4	272
Tuvalu	0	0	0	0	0	0	0	0
Ukraine	42	12 489	0	0	21	6 474	63	18 962
Vanuatu	6	1 556	0	0	71	17 955	77	19 511
Vatican	2	206	0	0	0	0	2	206
Venezuela	32	5 665	0	0	56	29 939	88	35 604
Vietnam	1 438	377 861	9	5 273	374	124 720	1 821	507 854
Wallis et Futuna	0	0	0	0	0	0	0	0
Yémen	1	62	0	0	0	0	1	62
Zambie	0	0	0	0	3	396	3	396
Zimbabwe	6	1 080	0	0	16	1 612	22	2 693
Croisières	3 838	190 748	22	4 001	2	63	3 862	194 812
Autres pays	26	1 995	2	2 902	119	54 084	147	58 981
Données géographiques non précisées	4	132 462	0	0	0	0	4	132 462
Total 2016	29 806	6 617 898	188	143 506	7 060	2 441 385	37 054	9 202 789
Total 2015	31 793	8 117 520	530	265 831	8 250	2 654 693	40 573	11 038 044
% Évolution	-6,25 %	-18,47 %	-64,53 %	-46,02 %	-14,42 %	-8,04 %	-8,67 %	-16,63 %

Principaux pays



TOUS TYPES D'ACCORDS

Ces remboursements correspondent aux prestations de soins de santé servies aux assurés des régimes français et étrangers de sécurité sociale et dont le coût est pris en charge dans un premier temps par les institutions des territoires sur lesquels ont été engagées ces dépenses (lieu de séjour ou de résidence).

Cette prise en charge fait l'objet dans un second temps de remboursements entre institutions compétentes sur la base des créances présentées et dettes notifiées les années précédentes (voir début de chapitre).

En France, l'institution en charge depuis 2015 de gérer ce mécanisme de coordination est le Centre National des Soins à l'Étranger (CNSE).

Synthèse des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Pays	Remboursements par la France						Remboursements à la France					
	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total
	Factures	Forfaits					Factures	Forfaits				
de l'UE-EEE-Suisse	192 390 884	49 101 122	67 110	5 211 982	246 771 099	60,63	970 226 708	50 938 575	8 200	12 100 573	1 033 274 057	98,43
hors UE-EEE-Suisse	81 720 101	76 840 021	316	1 668 151	160 228 589	39,37	7 017 285	9 402 465	0	44 517	16 464 267	1,57
Total 2016	274 110 986	125 941 143	67 427	6 880 133	406 999 688	100,00	977 243 993	60 341 040	8 200	12 145 091	1 049 738 324	100,00
% du total	67,35	30,94	0,02	1,69	100,00		93,09	5,75	0,00	1,16	100,00	
Total 2015	371 644 987	139 057 296	60 302	-	510 762 585		738 275 346	23 618 099	10 006	-	761 903 452	
% d'évolution (N/N-1)	-26,24	-9,43	11,81	-	-20,32		32,37	155,49	-18,05	-	37,78	

En 2016, la France s'est acquittée de dettes pour un montant global avoisinant les 407 millions d'euros.

- 67,35 % de ce montant concerne des remboursements de dépenses de soins de santé sur factures, 30,94 % des remboursements forfaitaires et le reste des remboursements de contrôles médicaux et de frais de gestion;
- 60,6 % a pour origine un séjour ou une résidence permanente dans la zone de l'UE-EEE-Suisse et 39,4 % dans les pays liés à la France par une convention bilatérale ou un décret de coordination (accords internationaux de sécurité sociale).

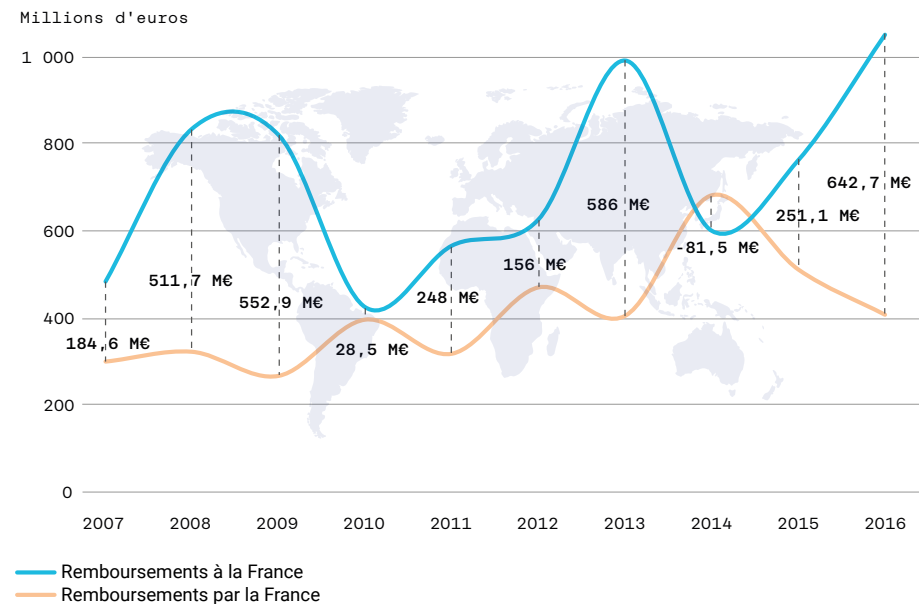
Dans le sens inverse, les organismes étrangers se sont acquittés auprès de la France d'un montant global de plus d'1 milliard d'euros de créances françaises réparties de la façon suivante :

- 93,09 % de dépenses de soins de santé sur présentation de factures, 5,75 % sur présentation d'un forfait et 1,16 % de frais de gestion.
- 98,4 % de ces paiements ont été effectués par les pays de la zone UE-EEE-Suisse.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France							Remboursements à la France								
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2007	162 734 320	54,6	135 233 551	45,4	57 931	-	298 025 802		287 515 082	59,6	195 106 908	40,4	105	-	482 622 095	
2008	161 952 703	50,3	160 010 109	49,7	44 236	-	322 007 048	8,05	402 609 808	48,3	431 049 757	51,7	0	-	833 659 565	72,74
2009	157 304 687	59,0	109 342 509	41,0	25 410	-	266 672 606	-17,18	452 516 012	55,2	367 088 065	44,8	0	-	819 604 076	-1,69
2010	187 383 282	47,3	208 343 177	52,6	64 566	-	395 791 024	48,42	270 253 166	63,7	154 078 135	36,3	6 655	-	424 337 955	-48,23
2011	166 763 307	52,5	150 738 832	47,5	6 161	-	317 508 299	-19,78	341 065 126	60,3	224 413 630	39,7	1 658	-	565 480 414	33,26
2012	342 217 359	72,8	127 533 992	27,1	47 529	-	469 798 879	47,96	554 475 668	88,6	71 317 917	11,4	582	-	625 794 168	10,67
2013	329 915 911	81,6	74 432 142	18,4	103 749	-	404 451 802	-13,91	942 979 107	95,2	47 481 386	4,8	12 815	-	990 473 309	58,27
2014	336 713 773	49,4	344 475 927	50,6	19 451	-	681 209 151	68,43	532 199 955	88,7	67 554 563	11,3	627	-	599 755 144	-39,45
2015	371 644 986	72,8	139 057 296	27,2	60 302	-	510 762 584	-25,02	738 275 346	96,9	23 618 099	3,1	10 006	-	761 903 451	27,04
2016	274 110 986	67,3	125 941 143	30,9	67 427	6 880 133	406 999 688	-20,32	977 243 993	93,1	60 341 040	5,7	8 200	12 145 091	1 049 738 324	37,78
période (2007-2016)	2 490 741 313	61,1	1 575 108 677	38,7	496 760	6 880 133	4 073 226 882		5 499 133 263	76,9	1 642 049 499	23,0	40 649	12 145 091	7 153 368 501	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



En 2016, la balance des remboursements de la France est très largement excédentaire, de près de 643 millions d'euros, constituant en cela son plus haut sur la décennie.

Excepté l'exercice 2014, les remboursements à la France par les organismes étrangers ont toujours été, durant les 10 dernières années, supérieurs à ceux effectués par la France.

À noter que 2014 est une année particulière à plusieurs titres :

- _les paiements avec les organismes étrangers ont été arrêtés en novembre du fait du transfert de l'activité financière du Cleiss vers le CNSE ;
- _des régularisations de comptes sont intervenues durant les commissions mixtes avec l'Algérie et la Serbie ;
- _enfin, l'Espagne a bénéficié de remboursements plus importants compte tenu des retards de paiements enregistrés en 2013.

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

Les Règlements des Communautés Européennes sur la Sécurité Sociale des Travailleurs Migrants prévoient que les dépenses de santé sont remboursées :

- _ sur factures, pour les prestations servies aux assurés en séjour temporaire, aux détachés, aux assurés et à leur famille résidant dans un autre État membre que l'État compétent (articles 93 et 96 du Règlement n°574/72); il en est de même pour les contrôles médicaux. À compter du 01/05/2010, ces dispositions valent pour toutes les catégories d'assurés, sauf pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.
- _ sur forfaits, pour les prestations auxquelles peuvent prétendre les familles dans le pays d'origine des travailleurs occupés dans un autre pays et les pensionnés résidant dans un autre pays que celui débiteur de la pension (articles 94 et 95 du Règlement n° 574/72). À compter du 01/05/2010, ces dispositions ne valent que pour les pays mentionnés à l'annexe 3 du règlement 987/2009.

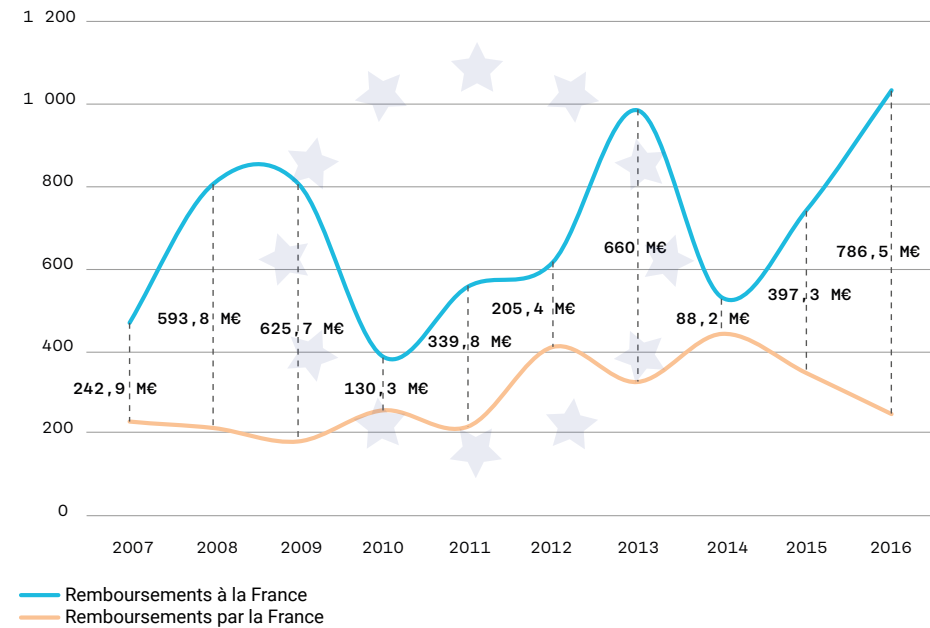
Depuis 2015, le CNSE (Centre National des Soins à l'Étranger) rassemble tous les éléments concernant ces remboursements et toutes les opérations sont effectuées par son intermédiaire.

Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France								Remboursements à la France							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% évolution (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2007	125 067 129	55,2	101 410 513	44,8	53 916	-	226 531 558		285 007 174	60,7	184 389 618	39,3	105	-	469 396 897	
2008	104 944 849	49,3	107 876 017	50,7	44 236	-	212 865 101	-6,0	394 448 729	48,9	412 240 886	51,1	0	-	806 689 615	71,9
2009	105 122 362	58,3	75 161 122	41,7	22 462	-	180 305 946	-15,3	439 115 479	54,5	366 857 737	45,5	0	-	805 973 216	-0,1
2010	128 666 330	50,3	127 137 568	49,7	60 977	-	255 864 875	41,9	264 158 726	68,4	121 959 807	31,6	6 655	-	386 125 188	-52,1
2011	108 198 372	50,0	108 102 721	50,0	6 161	-	216 307 254	-15,5	338 976 469	61,0	217 163 630	39,0	1 658	-	556 141 757	44,0
2012	288 853 686	70,5	120 746 958	29,5	47 529	-	409 648 173	89,4	551 235 400	89,6	63 783 955	10,4	582	-	615 019 938	10,6
2013	250 129 561	77,0	74 432 142	22,9	103 749	-	324 665 452	-20,7	937 181 012	95,2	47 478 388	4,8	12 815	-	984 672 215	60,1
2014	258 499 035	58,5	183 031 199	41,5	17 212	-	441 547 446	36,0	526 289 905	99,4	3 410 364	0,6	627	-	529 700 896	-46,2
2015	261 728 826	75,7	84 035 370	24,3	59 790	-	345 823 986	-21,7	736 724 328	99,1	6 350 218	0,9	6 217	-	743 080 763	40,3
2016	192 390 884	78,0	49 101 122	19,9	67 110	5 211 982	246 771 099	-28,6	970 226 708	93,9	50 938 575	4,9	8 200	12 100 573	1 033 274 057	39,1
période (2007 - 2016)	1 823 601 034	63,8	1 031 034 732	36,0	483 141	5 211 982	2 860 330 889		5 443 363 930	78,5	1 474 573 179	21,3	36 860	12 100 573	6 930 074 542	

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements

Millions d'euros



En 2016, les différents pays de l'UE-EEE-Suisse ont remboursé plus de 1 milliard d'euros à la France, ce qui constitue un record sur la décennie.

Depuis 2007, les remboursements perçus par la France sont toujours supérieurs à ceux qu'ils ont effectués (+786,5 millions d'euros en 2016).

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2016

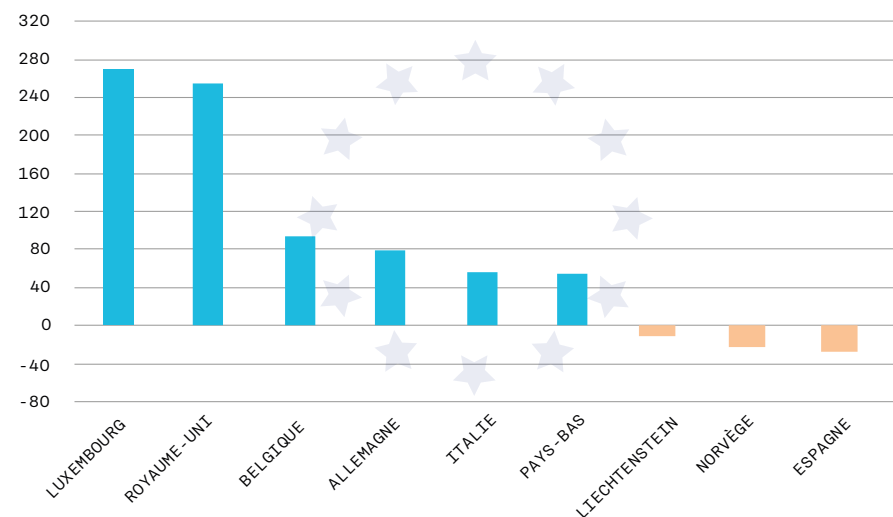
	Pays	Organismes	Remboursements par la France						Remboursements à la France						Solde
			Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
			Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
Prestations familiales	Allemagne	DVKA Bonn - HGB Mannheim	32 277 293	9 304	557	0	32 287 154	13,08	111 151 324	519 549	0	0	111 670 873	10,81	79 383 720
	Autriche	HOS Vienne	3 303 228	3 052	1	0	3 306 281	1,34	1 139 558	11 969	0	0	1 151 528	0,11	-2 154 753
	Belgique	INAMI-FAT-FMP Bruxelles	64 556 310	269 364	2 929	5 186 052	70 014 655	28,37	149 865 012	1 392 161	0	12 100 573	163 357 746	15,81	93 343 091
Rentes, pensions, allocations	Bulgarie	FNAM - Sofia	61 298	0	0	0	61 298	0,02	2 123 049	5 210	0	0	2 128 259	0,21	2 066 961
	Chypre	MTSS-MS-MF Nicosia	12 834	12 794	0	0	25 628	0,01	88 372	0	0	0	88 372	0,01	62 744
	Croatie	HZZO ZAGREB	477 736	0	0	25 931	503 667	0,20	430 967	0	0	0	430 967	0,04	-72 700
	Danemark	Patientombudet Frederiksberg	17 691	0	0	0	17 691	0,01	5 882 837	15 703	0	0	5 898 541	0,57	5 880 850
	Espagne	INSS Madrid	13 147 933	47 019 277	48 927	0	60 216 138	24,40	32 634 854	84 352	0	0	32 719 206	3,17	-27 496 932
	Estonie	EH Tallinn	3 233	2 456	0	0	5 689	0,00	509 076	0	0	0	509 076	0,05	503 387
	Finlande	KSKLT Helsinki	144 937	45 601	0	0	190 539	0,08	1 166 144	0	0	0	1 166 144	0,11	975 605
	Grèce	EOPPY Athènes	441 154	0	0	0	441 154	0,18	2 281 827	0	0	0	2 281 827	0,22	1 840 673
	Hongrie	OEP Budapest	220 120	-5 508	0	0	214 612	0,09	1 471 889	0	0	0	1 471 889	0,14	1 257 277
	Irlande	HSE Kildare	192 273	0	0	0	192 273	0,08	996 230	6 959	0	0	1 003 188	0,10	810 915
Assurance chômage	Islande	TR Reykjavik	9 793 898	0	0	0	9 793 898	3,97	20 246	0	0	0	20 246	0,00	-9 773 652
	Italie	MS - INAIL - Rome	42	60 212	292	0	60 547	0,02	55 951 031	456 005	553	0	56 407 589	5,46	56 347 042
	Lettonie	VSAA-VOVAA Riga	4 357	0	0	0	4 357	0,00	590 364	14 141	0	0	604 504	0,06	600 148
	Liechtenstein	AFV Vaduz	11 020 064	0	0	0	11 020 064	4,47	7 635	0	0	0	7 635	0,00	-11 012 429
	Lituanie	VLK Vilnius	80 424	0	0	0	80 424	0,03	1 291 290	0	0	0	1 291 290	0,12	1 210 867
Flux financiers étranger → France	Luxembourg	CNAMO - AAA - Luxembourg	1 335 348	83 327	0	0	1 418 676	0,57	270 575 138	-403 197	0	0	270 171 941	26,15	268 753 266
	Malte	DTSS La Valette	963 414	1 830	0	0	965 244	0,39	94 917	0	0	0	94 917	0,01	-870 327
	Norvège	RTV Oslo	26 013 101	5 508	0	0	26 018 609	10,54	2 945 331	1 912	0	0	2 947 244	0,29	-23 071 365
Mouvements migratoires															

Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2016 (suite et fin)

Pays	Organismes	Remboursements par la France						Remboursements à la France						Solde
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
		Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
Pays-Bas	Zorginstituut Nederland AMSTEEVEN	382 333	134 362	0	0	516 694	0,21	55 283 302	149 099	0	0	55 432 402	5,36	54 915 707
Pologne	NFZ Varsovie	18 191	230 604	331	0	249 126	0,10	9 232 075	57 979	0	0	9 290 053	0,90	9 040 927
Portugal	DRICSS Lisbonne	851 516	103 660	13 985	0	969 160	0,39	45 217	0	0	0	45 217	0,00	-923 943
République Tchèque	CMU Prague	93 052	0	0	0	93 052	0,04	2 277 830	0	0	0	2 277 830	0,22	2 184 778
Roumanie	CNAS Bucarest	349 286	0	0	0	349 286	0,14	12 302 341	191 107	0	0	12 493 448	1,21	12 144 162
Royaume-Uni	DH Londres	692 637	0	0	0	692 637	0,28	206 654 265	48 425 284	0	0	255 079 550	24,69	254 386 913
Slovaquie	SP Bratislava	292 256	0	0	0	292 256	0,12	644 046	0	0	0	644 046	0,06	351 790
Slovénie	ZZZS Ljubljana	26 859	0	0	0	26 859	0,01	270 197	0	0	0	270 197	0,03	243 338
Suède	RFKV Stockholm	322 468	17 393	0	0	339 861	0,14	10 443 355	7 442	0	0	10 450 798	1,01	10 110 937
Suisse	LAMAL Soleure - CNA Lucerne	25 295 600	1 107 887	87	0	26 403 573	10,70	31 856 987	2 900	7 647	0	31 867 534	3,08	5 463 961
Total 2016		192 390 884	49 101 122	67 110	5 211 982	246 771 099	100,00	970 226 708	50 938 575	8 200	12 100 573	1 033 274 057	100,00	786 502 958
Total 2015		261 728 826	84 035 370	59 790	-	345 823 986		736 724 328	6 350 218	6 217	-	743 080 764		397 256 778
% d'évolution		-26,49	-41,57	12,24		-28,64		31,69	702,15	31,90		39,05		97,98

Soldes des paiements les plus significatifs en 2016

Millions d'euros



En 2016, dans le cadre des règlements européens, les remboursements effectués par les organismes étrangers à la France sont plus de 4 fois supérieurs à ceux réalisés par la France au profit de ces mêmes organismes.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Certaines conventions bilatérales prévoient que la famille restée dans le pays d'origine et le travailleur lorsqu'il retourne dans ce même pays, ont droit au bénéfice du régime de sécurité sociale local. Il en est de même, dans certains cas, pour les pensionnés résidant dans un de ces pays.

Ces prestations et les éventuels contrôles médicaux donnent lieu à un remboursement de la part des institutions françaises.

Ce remboursement est effectué selon deux modalités :

- _ la facture F ;
- _ le forfait T.

Lorsque le système du forfait est appliqué en matière de soins, il est fait usage des éléments statistiques et financiers produits par le pays de résidence pour déterminer le coût moyen des soins. Quand ce même système est appliqué en matière de contrôle médical, les prestations servies et les remboursements effectués sont majorés d'un certain pourcentage.

Le tableau ci-dessous donne le schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2016.

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2016

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Algérie	T	T	T	T	T	F*	T ¹	* Ainsi que les travailleurs algériens autorisés à se faire soigner en France (Protocole annexe à la Convention)
Andorre	F	F	F	F	F	F	-	
Bénin	-	-	F*	-	F	-	T ¹	* Uniquement dans le sens France-Bénin (cf. Protocole n° 1)
Bosnie-Herzégovine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Cameroun	-	-	-	-	F	F ^{5*}	R prov.	* Option possible en AT
Cap-Vert	T	T	T	-	T	F	T ¹	
Congo	-	-	T* F*	-	T F ⁵	-	T ¹	* T pour la maternité, F uniquement dans le sens France-Congo pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Côte d'Ivoire	-	-	F*	-	F	-	T1	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Côte d'Ivoire pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Gabon	T	F* T	T	-	T	F	T ¹	* Pour le séjour temporaire autre que pendant le congé payé
Israël	-	-	-	-	F	-	T ¹	
Jersey	T	F*	F*	-	-	R	-	* Seulement dans le sens Jersey-France pendant 13 semaines maximum

Schéma des procédures de remboursements en vigueur en 2016 (suite et fin)

Pays	Prestations en nature						Contrôle médical	Observations
	Familles	Séjour temporaire	Transfert résidence	Pensionnés	AT incapacité temporaire	Travailleurs détachés		
Kosovo	T	F	F	T	F	F	F et T	
Macédoine	T	F	F	T	F	F	F et T	
Madagascar	-	-	F	-	-	-	T1	
Mali	T	F	F	-	T	F	T1	
Maroc	F	F	F	-	F	-	F	
Mauritanie	-	-	F	-	T	-	F et T ²	
Monaco	-	-	-	R	-	-	-	
Monténégro	T	F	F	T	F	F	F et T	
Niger	-	F	F	-	F	-	R prov.	
Nouvelle-Calédonie	F	F	F	F	F	F	-	
Polynésie française	F	F	F	F	F	F	-	
Québec	R	F	F	R	F	F	F	
Saint-Pierre-et-Miquelon	F	F	F	F	F	F	-	
Sénégal	-	-	F*	-	F	-	F et T ¹	* Uniquement dans le sens France-Sénégal pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Serbie	T	F	F	T	F	F	F et T	
Togo	-	-	F*	-	F	F	R et T ¹	* Dans les 2 sens pour la maternité, uniquement dans le sens France-Togo pour la maladie (cf. Protocole n° 1)
Tunisie	F	F	F	F	F	F	F	
Turquie	T	F ³ T ⁴	F ³ T ⁴	T	F ³ T ⁴	F	T1	

F: Facture; T: Forfait

- 1 Majoration des dépenses de soins et/ou arrrages des rentes AT et des pensions d'invalidité
2 En cas d'incapacité temporaire AT
3 Prestations à la charge de la France
4 Prestations à la charge de la Turquie
5 Si les prestations sont servies aux travailleurs détachés par l'institution du pays de séjour
R Renonciation
R prov. Renonciation provisoire

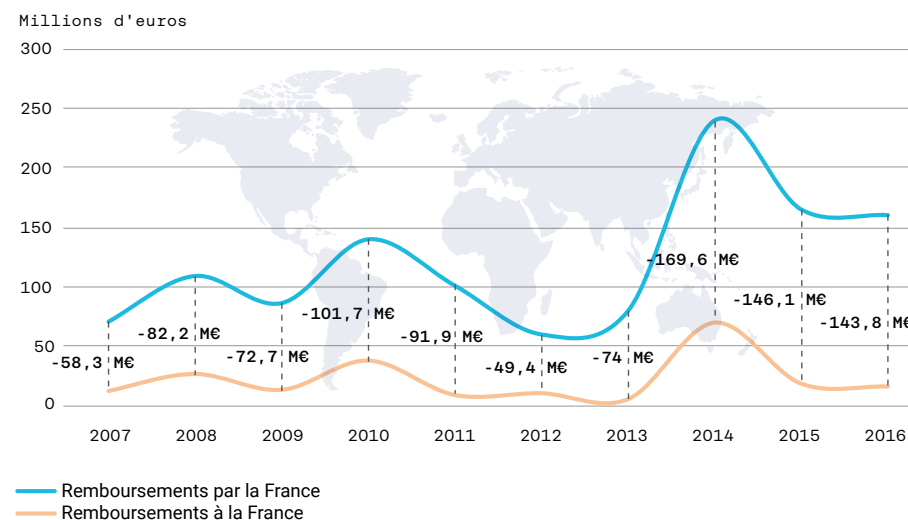
Évolution sur 10 ans des remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination

Années	Remboursements par la France								Remboursements à la France							
	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)	Soins de santé				Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% Evol (N/N-1)
	Factures	%	Forfaits	%					Factures	%	Forfaits	%				
2007	37 667 191	52,7	33 823 038	47,3	4 015	-	71 494 244		2 507 908	19,0	10 717 289	81,0	0	-	13 225 198	
2008	57 007 854	52,2	52 134 092	47,8	0	-	109 141 946	52,66	8 161 079	30,3	18 808 870	69,7	0	-	26 969 949	103,93
2009	52 182 325	60,4	34 181 388	39,6	2 947	-	86 366 660	-20,87	13 400 532	98,3	230 328	1,7	0	-	13 630 860	-49,46
2010	58 716 952	42,0	81 205 609	58,0	3 589	-	139 926 150	62,01	6 094 440	15,9	32 118 328	84,1	0	-	38 212 767	180,34
2011	58 564 935	57,9	42 636 110	42,1	0	-	101 201 045	-27,68	2 088 657	22,4	7 250 000	77,6	0	-	9 338 657	-75,56
2012	53 363 673	88,7	6 787 033	11,3	0	-	60 150 706	-40,56	3 240 268	30,1	7 533 962	69,9	0	-	10 774 230	15,37
2013	79 786 351	100,0	0	0,0	0	-	79 786 351	-21,16	5 798 096	99,9	2 998	0,1	0	-	5 801 094	-37,88
2014	78 214 738	32,6	161 444 728	67,4	2 239	-	239 661 705	298,44	5 910 050	8,4	64 144 198	91,6	0	-	70 054 248	550,20
2015	109 916 160	66,6	55 021 926	33,4	512	-	164 938 598	106,73	1 551 018	8,2	17 267 881	91,7	3 789	-	18 822 688	224,47
2016	81 720 101	51,0	76 840 021	48,0	316	1 668 151	160 228 589	-33,14	7 017 285	42,6	9 402 465	57,1	0	44 517	16 464 267	-76,50
période (2007-2016)	667 140 279	55,0	544 073 945	44,9	13 619		1 212 895 994		55 769 333	25,0	167 476 320	75,0	3 789		223 293 959	

Dans le cadre des accords internationaux, sur les 10 dernières années, les remboursements effectués par la France ont toujours été largement supérieurs à ceux effectués par les organismes étrangers; le solde négatif le plus important ayant été atteint lors de l'exercice 2014. En effet, les commissions mixtes intervenues avec l'Algérie et la Serbie avaient permis de régulariser les comptes de plusieurs années.

Plus généralement, ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce fort déséquilibre.

Évolution sur 10 ans du solde des remboursements



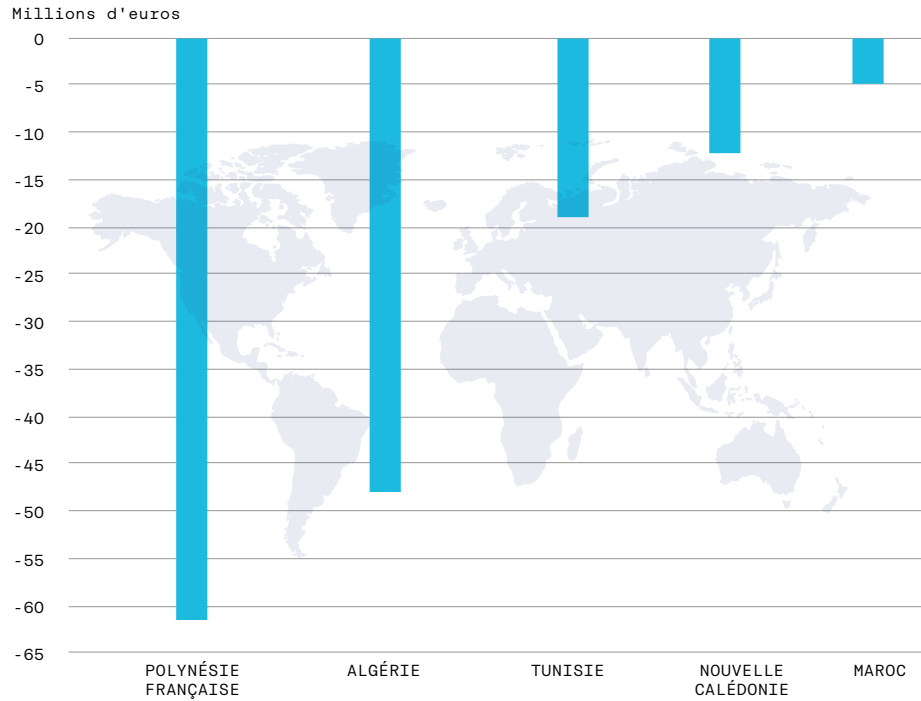
Les remboursements des dépenses de soins de santé dans le cadre de la coordination en 2016

	Pays	Remboursements par la France						Remboursements à la France						Solde
		Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	Soins de santé		Contrôles médicaux	Frais de gestion	Total	% du total	
		Factures	Forfaits					Factures	Forfaits					
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	0	57 096 137	0	1 360 436	58 456 572	36,48	1 060 226	9 395 947	0	-88 912	10 367 261	62,97	-48 089 311
	Allemagne ¹	22	0	0	0	22	0,00	1 302	0	0	0	1 302	0,01	1 280
	Andorre	871 817		0	0	871 817	0,54	2 842 900		0	0	2 842 900	17,27	1 971 083
	Croatie	0	324 134	0	0	324 134	0,20	0	0	0	0	0	0,00	-324 134
	Luxembourg ¹	0	0	0	0	0	0,00	24 312	-4 282	0	0	20 030	0,12	20 030
	Mali	0	96 330	0	9 896	106 226	0,07	4 922	0	0	0	4 922	0,03	-101 303
	Maroc	4 517 132		316	361 396	4 878 844	3,04	66 190		0	5 295	71 485	0,43	-4 807 359
	Monténégro	0	0	0	0	0	0,00	2 021	0	0	0	2 021	0,01	2 021
	Québec	0		0	0	0	0,00	402 097		0	0	402 097	2,44	402 097
	Pays-Bas ¹	0	0	0	0	0	0,00	16	0	0	0	16	0,00	16
	Serbie	0	147 541	0	0	147 541	0,09	0	10 800	0	0	10 800	0,07	-136 741
	Suisse ¹	0	0	0	0	0	0,00	11 814	0	0	0	11 814	0,07	11 814
	Tunisie	0	19 175 880	0	0	19 175 880	11,97	238 739		0	0	238 739	1,45	-18 937 141
	Turquie	0	0	0	0	0	0,00	246 960	0	0	17 287	264 247	1,60	264 247
Sous total	5 388 971	76 840 021	316	1 731 727	83 961 035	52,40	4 901 498	9 402 465	0	-66 330	14 237 634	86,48	-69 723 402	
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	12 283 669		0	0	12 283 669	7,67	784		0	0	784	0,00	-12 282 886
	Polynésie française	63 689 359		0	-63 576	63 625 783	39,71	2 111 369		0	110 847	2 222 216	13,50	-61 403 566
	Saint-Pierre-et-Miquelon	358 102		0	0	358 102		3 633		0	0	3 633	0,02	-354 469
	Sous total	76 331 130		0	-63 576	76 267 554	47,60	2 115 787	0	0	110 847	2 226 634	13,52	-74 040 920
Total général 2016	81 720 101	76 840 021	316	1 668 151	160 228 589	100,00	7 017 285	9 402 465	0	44 517	16 464 267	100,00	-143 764 322	
Total général 2015	109 916 160	55 021 926	512	-	164 938 599	-	1 551 018	17 267 881	3 789	-	70 054 248	-	-94 884 350	
% d'évolution	-25,65	39,65	-38,25	-	-2,86	-	352,43	-45,55	-100,00	-	-76,50	-	51,52	

1. concerne les bateliers rhénans

En 2016, dans le cadre des accords internationaux, les remboursements effectués par la France sont près de 10 fois supérieurs à ceux réalisés par les organismes étrangers. Ce sont nos relations historiques avec les pays du Maghreb ainsi que les décrets de coordination avec la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie, qui visent de nombreuses personnes et situations, qui expliquent pour une très grande part ce fort déséquilibre.

Soldes des paiements les plus significatifs en 2016



INCAPACITÉ TEMPORAIRE

Les prestations en espèces d'incapacité temporaire sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance Maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle). Les indemnités journalières sont calculées sur la base des salaires bruts des trois ou douze mois précédant l'arrêt.

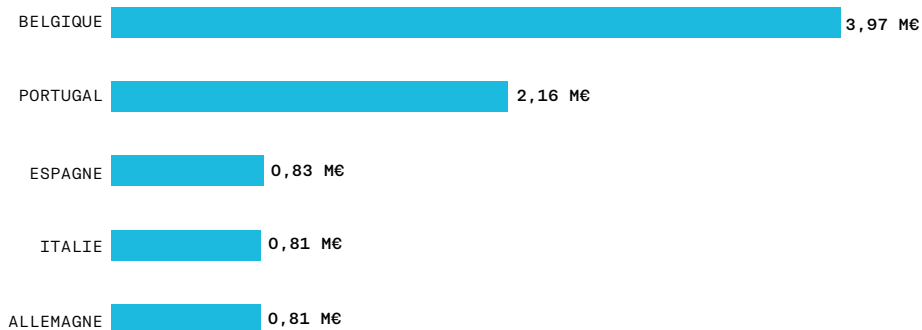
Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 Assurances maladie-maternité et/ou paternité

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Allemagne	387	18 683	710 260	265	2 683	96 130	806 390
Autriche	7	359	15 988	79	698	23 073	39 061
Belgique	1 843	104 652	3 878 681	184	2 699	95 791	3 974 471
Bulgarie	2	90	2 779	25	673	23 042	25 821
Chypre	1	8	239	2	18	389	628
Croatie	0	0	0	65	958	35 823	35 823
Danemark	0	0	0	7	62	2 306	2 306
Espagne	46	1 155	40 222	1 572	22 897	787 823	828 044
Estonie	0	0	0	1	4	163	163
Finlande	0	0	0	7	195	11 102	11 102
Grèce	2	15	394	214	2 660	90 315	90 709
Hongrie	93	4 660	119 336	19	158	6 536	125 873
Irlande	2	262	9 844	37	362	12 173	22 017
Islande	0	0	0	3	45	2 715	2 715
Italie	261	11 712	380 250	746	11 093	429 978	810 227
Lettonie	1	32	1 210	1	44	729	1 939
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0
Lituanie	0	0	0	5	101	3 736	3 736

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 (suite et fin)
Assurances maladie-maternité et/ou paternité

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire - Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Luxembourg	67	3 486	157 642	26	920	30 046	187 688
Malte	0	0	0	14	145	5 790	5 790
Norvège	0	0	0	13	138	4 845	4 845
Pays-Bas	2	123	8 613	57	453	16 429	25 042
Pologne	20	359	12 339	160	3 428	113 796	126 135
Portugal	57	2 784	83 619	2 622	63 184	2 080 141	2 163 760
République tchèque	2	71	1 984	24	277	7 952	9 937
Roumanie	7	296	8 801	67	1 235	38 195	46 996
Royaume-Uni	10	119	4 343	170	1 666	62 613	66 956
Slovaquie	4	388	11 688	3	43	2 577	14 265
Slovénie	1	8	128	3	36	1 147	1 275
Suède	0	0	0	17	414	13 448	13 448
Suisse	58	1 708	103 968	138	1 786	74 983	178 951
Total 2016	2 873	150 970	5 552 329	6 546	119 075	4 073 785	9 626 114
Total 2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 934 950
% évolution	9,53	7,74	8,40	7,00	0,28	6,94	7,74

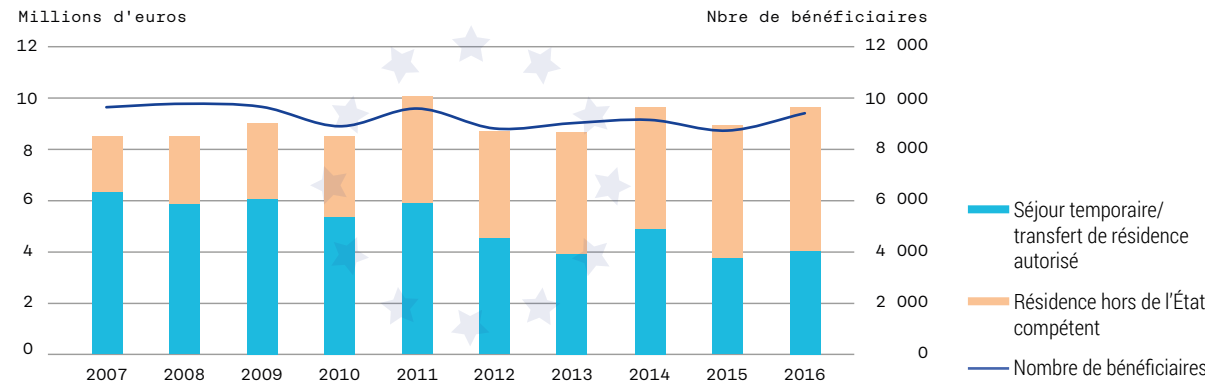
Principaux pays



**Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
 Assurances maladie-maternité et/ou paternité**

Année	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire/Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2007	1 433	66 513	2 112 326	8 229	199 196	6 369 601	9 662	8 499 891 (a)	
2008	1 799	84 898	2 613 779	7 989	183 880	5 869 647	9 788	8 483 426	-0,19
2009	1 835	87 992	2 952 214	7 832	182 658	6 087 568	9 667	9 040 137 (b)	6,56
2010	1 726	86 594	3 118 882	7 184	158 989	5 369 563	8 910	8 490 308 (c)	-6,08
2011	2 258	118 242	4 114 902	7 344	174 194	5 948 146	9 602	10 064 988 (d)	18,55
2012	2 345	118 781	4 129 499	6 478	131 049	4 574 647	8 823	8 707 053 (e)	-13,49
2013	2 714	129 807	4 709 262	6 317	121 107	3 911 455	9 031	8 620 717	-0,99
2014	2 543	131 063	4 708 219	6 615	131 903	4 960 361	9 158	9 668 580	12,16
2015	2 623	140 125	5 122 265	6 118	118 747	3 809 456	8 741	8 934 950 (f)	-7,59
2016	2 873	150 970	5 552 329	6 546	119 075	4 073 785	9 419	9 626 114	7,74

- a. y compris 17 964,54 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».
- b. y compris 354,51 € pour l'Autriche en situation de « recherche d'emploi ».
- c. y compris 458,88 € pour la Belgique, 866,60 € pour la Bulgarie et 537,27 € pour la Lituanie en situation de « recherche d'emploi ».
- d. y compris 80,00 € pour l'Autriche, 1 822,50 € pour l'Espagne et 37,28 € pour les Pays-Bas en situation de « recherche d'emploi ».
- e. y compris 2 906,48 € pour l'Allemagne en situation de « recherche d'emploi ».
- f. y compris 3 228,08 € pour la Suisse en situation de « recherche d'emploi ».



Sur ces 10 dernières années, le nombre total de bénéficiaires a diminué de 2,5 % tandis que le nombre de jours indemnisés a progressé de 1,6 %.

Sur la même période, les paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) sont restés plus ou moins stables (+ 13,25 %) avec une augmentation annuelle moyenne de +1,4 %.

En 2016, les montants versés au titre d'un séjour temporaire ou d'un transfert de résidence autorisé représentent 42,3 % des prestations totales allouées dans le cadre des règlements européens (contre 74,9 % en 2007).

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Allemagne	16	1 101	63 579	53	600	31 833	95 412
Autriche	0	0	0	23	276	21 216	21 216
Belgique	136	10 803	572 882	24	280	13 591	586 473
Bulgarie	1	8	331	6	57	4 247	4 578
Chypre	2	24	1 156	1	7	597	1 753
Croatie	0	0	0	12	166	8 740	8 740
Danemark	0	0	0	0	0	0	0
Espagne	59	2 798	125 908	396	5 840	319 758	445 666
Estonie	0	0	0	0	0	0	0
Finlande	0	0	0	0	0	0	0
Grèce	1	9	670	46	496	27 652	28 322
Hongrie	27	1 023	37 711	4	58	2 898	40 609
Irlande	0	0	0	8	76	5 267	5 267
Islande	1	23	1 230	1	19	684	1 914
Italie	72	4 132	188 274	181	2 802	160 121	348 395
Lettonie	1	150	6 497	0	0	0	6 497
Liechtenstein	0	0	0	0	0	0	0

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 (suite et fin)
Assurances accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire-Transfert de résidence autorisé			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Lituanie	1	29	951	1	7	524	1 475
Luxembourg	2	12	776	4	64	3 107	3 883
Malte	0	0	0	3	25	1 212	1 212
Norvège	0	0	0	0	0	0	0
Pays-Bas	1	81	5 645	9	97	3 875	9 520
Pologne	38	869	36 493	39	829	44 248	80 740
Portugal	36	1 341	54 160	1 213	29 528	1 638 649	1 692 809
République tchèque	0	0	0	7	116	6 307	6 307
Roumanie	1	20	943	21	464	24 946	25 889
Royaume-Uni	1	392	20 141	28	197	11 411	31 552
Slovaquie	3	139	5 071	2	33	1 703	6 774
Slovénie	0	0	0	1	23	1 261	1 261
Suède	0	0	0	2	12	816	816
Suisse	6	123	6 551	15	110	4 889	11 439
Total 2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	3 468 518
Total 2015	425	24 602	1 161 642	2 252	48 243	2 601 859	3 763 501
% évolution	-4,71	-6,20	-2,81	-6,75	-12,56	-10,08	-7,84

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

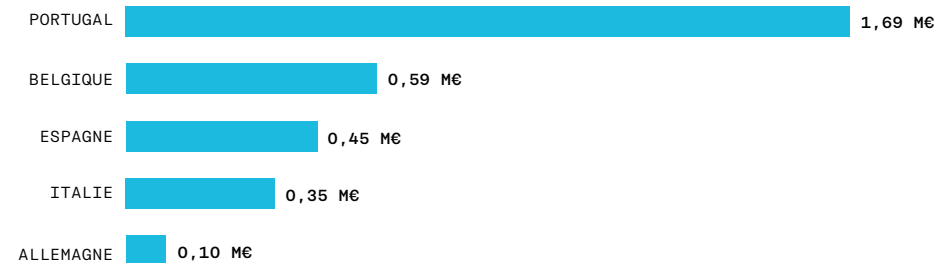
Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

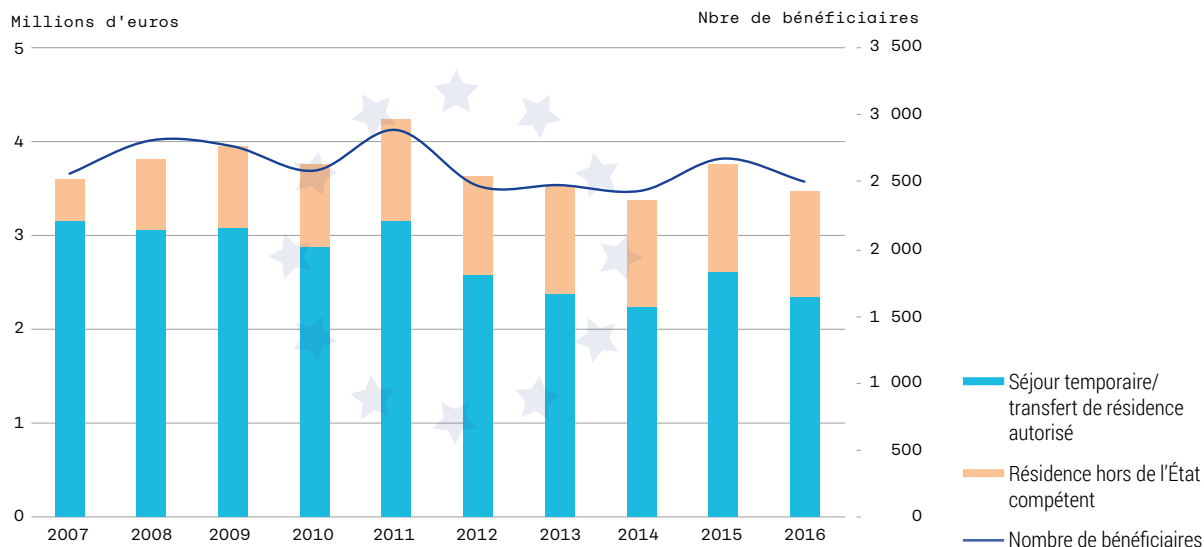
Mouvements
migratoires

Principaux pays



Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
 Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Résidence hors de l'État compétent			Séjour temporaire / Transfert de résidence autorisé			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2007	243	10 897	454 166	2 325	62 837	3 168 187	2 568	3 622 353	
2008	313	16 336	742 938	2 500	62 206	3 068 767	2 813	3 811 706	5,23
2009	272	19 277	875 996	2 497	61 482	3 077 703	2 769	3 953 699	3,73
2010	280	21 627	915 794	2 307	57 673	2 862 705	2 587	3 778 499	-4,43
2011	404	23 275	1 084 726	2 487	58 955	3 152 488	2 891	4 237 214	12,14
2012	324	19 755	1 037 649	2 150	48 452	2 593 758	2 474	3 631 407	-14,30
2013	409	23 818	1 161 713	2 070	45 700	2 368 410	2 479	3 530 123	-2,79
2014	487	26 863	1 141 746	1 950	39 256	2 242 394	2 437	3 384 139	-4,14
2015	425	24 602	1 161 642	2 252	48 243	2 601 859	2 677	3 763 501	11,21
2016	405	23 077	1 128 967	2 100	42 182	2 339 551	2 505	3 468 518	-7,84



Le nombre total de bénéficiaires a diminué de 2,4 % sur ces 10 dernières années et celui des jours indemnisés de 11,5 %.

Sur la même période, les paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. AT/MP) ont baissé de : -4,2 % soit une évolution annuelle moyenne de - 0,5 %.

En 2016, les montants versés au titre d'un séjour temporaire ou d'un transfert de résidence autorisé représentent 67,4 % des prestations totales allouées dans le cadre des règlements européens (contre 87,5 % en 2007).

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

ACCORDS INTERNATIONAUX

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 Assurances maladie-maternité

Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Algérie	220	6 042	180 249	14	392	11 576	0	0	0	191 826
Andorre	12	62	2 205	1	3	96	1	2	86	2 386
Bénin	5	139	4 393	0	0	0				4 393
Bosnie-Herzégovine	4	107	4 609	1	24	598	0	0	0	5 206
Cameroun	3	73	3 709				0	0	0	3 709
Cap-Vert	4	145	4 486	0	0	0	0	0	0	4 486
Congo	7	181	5 358							5 358
Côte d'Ivoire	15	381	10 273				0	0	0	10 273
Gabon	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guernesey				0	0	0				0
Jersey	1	5	213	0	0	0				213
Kosovo	7	171	6 298	0	0	0	0	0	0	6 298
Macédoine	3	243	8 631	0	0	0	0	0	0	8 631
Madagascar	19	767	29 414				0	0	0	29 414
Mali	14	779	23 749	9	296	8 577	0	0	0	32 326
Maroc	309	9 791	308 041	59	1 147	31 476	0	0	0	339 517
Mauritanie	0	0	0				0	0	0	0
Monténégro	13	170	5 475	1	8	248	0	0	0	5 724
Niger	0	0	0	0	0	0				0

CONVENTIONS BILATÉRALES

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

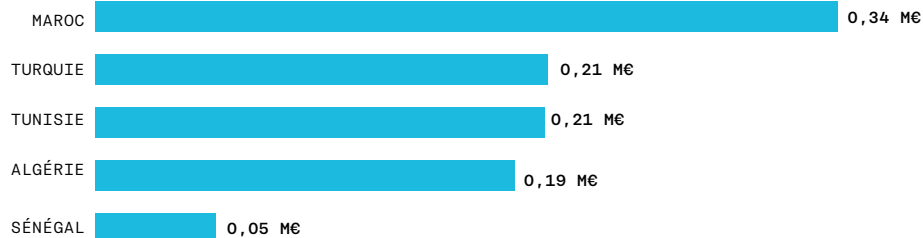
Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 (suite et fin)
Assurances maladie-maternité

Pays	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total des montants (euros)	
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	Québec	39	988	40 064	2	53	1 141	0	0	0	41 206
	Sénégal	57	1 677	54 581							54 581
	Serbie	51	1 630	48 203	0	0	0	0	0	0	48 203
	Togo	7	165	4 537	0	0	0				4 537
	Tunisie	147	4 470	163 640	33	1 216	41 724	0	0	0	205 364
	Turquie	196	6 475	200 295	9	183	6 239	0	0	0	206 534
	Sous-total 2016	1 133	34 461	1 108 425	129	3 322	101 675	1	2	86	1 210 186
	Sous-total 2015	1 151	32 989	1 012 610	162	3 617	112 319	2	20	803	1 125 732
	% évolution	-1,56	4,46	9,46	-20,37	-8,16	-9,48	-50,00	-90,00	-89,30	7,50
	DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie	7	270	9 101	1	2	65	0	0	0
Polynésie française		4	206	9 484	1	10	341	0	0	0	9 826
Saint-Pierre-et-Miquelon		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2016		11	476	18 586	2	12	406	0	0	0	18 992
Sous-total 2015		16	587	20 615	1	11	290	1	1	39	20 944
% évolution		-31,25	-18,91	-9,84	100,00	9,09	39,86	-100,00	-100,00	-100,00	-9,32
Total Général 2016	1 144	34 937	1 127 011	131	3 334	102 081	1	2	86	1 229 177	
Total Général 2015	1 167	33 576	1 033 224	163	3 628	112 609	3	21	842	1 146 676	
% évolution	-1,97	4,05	9,08	-19,63	-8,10	-9,35	-66,67	-90,48	-89,80	7,19	

Principaux pays



Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
 Assurances maladie-maternité

Année	Transfert de résidence autorisé			Séjour temporaire			Détachement			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2007	3 805	129 909	3 654 129	469	11 531	356 476	4	31	1 246	4 278	4 016 217 (a)	
2008	3 514	117 618	3 612 875	357	8 758	273 220	11	235	8 097	3 882	3 895 125 (b)	-3,02
2009	3 327	112 602	3 411 161	416	11 167	366 413	9	374	9 591	3 752	3 788 559 (c)	-2,74
2010	2 746	90 550	2 736 970	245	5 800	174 684	8	269	12 185	2 999	2 923 912 (d)	-22,82
2011	1 906	59 828	1 835 725	286	7 373	223 270	5	37	1 115	2 197	2 061 374 (e)	-29,50
2012	1 526	49 628	1 498 847	225	6 084	182 846	5	44	2 116	1 756	1 685 294 (f)	-18,24
2013	1 334	44 276	1 367 303	127	3 123	90 620	5	61	1 984	1 466	1 460 858 (g)	-13,32
2014	1 202	37 792	1 140 606	155	3 815	116 914	4	77	3 822	1 361	1 261 343	-13,66
2015	1 167	33 576	1 033 224	164	3 643	113 256	3	21	842	1 334	1 147 323	-9,04
2016	1 144	34 937	1 127 011	131	3 334	102 081	1	2	86	1 276	1 229 177	7,13

a. y compris 3 018,86 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 1 347,81 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

b. y compris 933,49 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

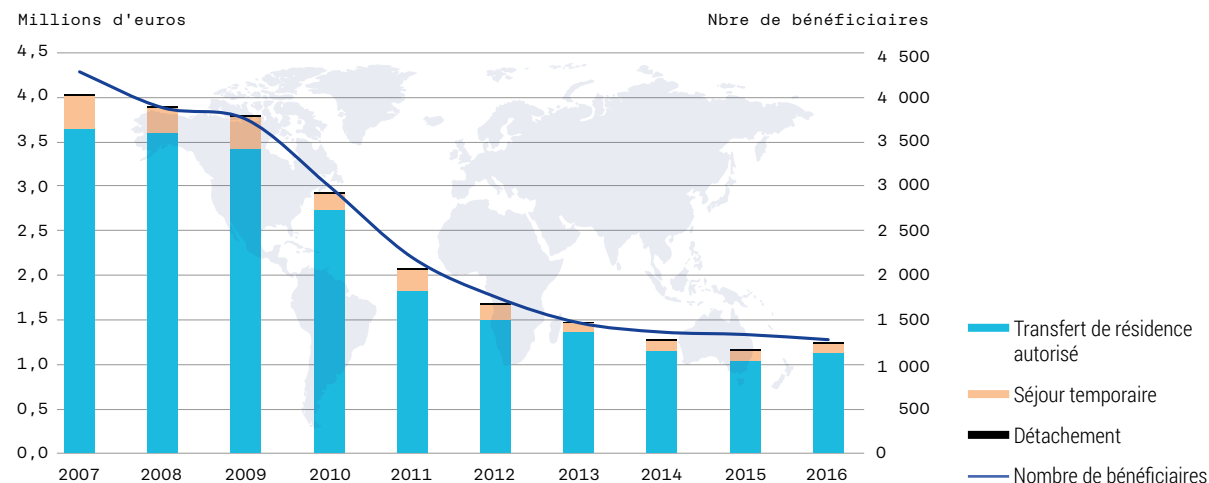
c. y compris 1 394,04 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

d. y compris 72,48 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

e. y compris 1 264,29 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

f. y compris 1 214 € pour le Maroc au titre de l'article 19 de la convention du 9 juillet 1965 et 272,11 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.

g. y compris 950,18 € en Andorre au titre de l'article 8 de l'arrangement général.



Le nombre total de bénéficiaires ainsi que les jours indemnisés ont connu une évolution fortement négative au cours de ces 10 dernières années (-70,2 % pour les premiers et -73 % pour les seconds).

Sur la même période, les paiements de prestations en espèces d'incapacité temporaire (ass. maladie/maternité) suivent donc cette tendance très marquée à la baisse (-69,4 %), soit une diminution moyenne de 12,3 % par an.

En 2016, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent 91,7 % des prestations totales versées dans le cadre des accords internationaux (91 % en 2005)

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

Paiement des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)	
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)		
CONVENTIONS BILATÉRALES	Algérie	320	9 671	457 777	1	47	2 025	461 765
	Andorre	4	19	1 084	0	0	0	1 084
	Argentine	3	71	12 427	0	0	0	12 427
	Bénin	2	36	1 664	1	6	273	1 937
	Bosnie-Herzégovine	8	230	16 089	0	0	0	16 089
	Brésil	4	70	8 508	0	0	0	8 508
	Cameroun	4	83	3 801	0	0	0	5 352
	Canada	3	65	4 122	0	0	0	4 122
	Cap-Vert	6	145	7 151	0	0	0	7 151
	Chili	1	34	1 277	0	0	0	1 277
	Congo	6	166	8 165	0	0	0	8 165
	Corée	1	23	818	0	0	0	818
	Côte d'Ivoire	7	233	10 760	0	0	0	10 760
	États-Unis	4	331	19 475	0	0	0	19 475
	Gabon	0	0	0	0	0	0	0
	Guernesey	0	0	0	0	0	0	0
	Inde	1	41	2 003	0	0	0	2 003
	Israël	7	174	7 352	0	0	0	7 352
	Japon	0	0	0	0	0	0	0
	Jersey	0	0	0	0	0	0	0
Kosovo	8	198	8 900	0	0	0	8 900	
Macédoine	4	113	4 870	0	0	0	4 870	
Madagascar	6	128	12 773	0	0	0	12 773	

Mouvements migratoires

Assurance chômage

Rentes, pensions, allocations

Prestations familiales

Soins de santé maladies AT-MP

Paiement des prestations en espèces d'incapacité temporaire en 2016 (suite et fin)
Assurance accident du travail-maladie professionnelle

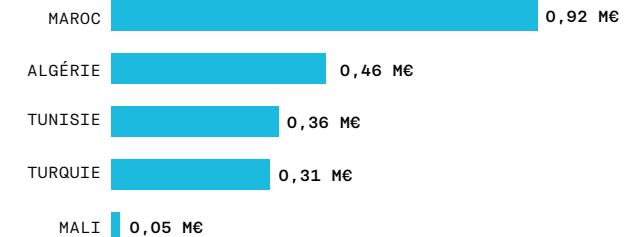
Pays	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Total des montants (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	
Mali	17	870	45 112	0	0	0	45 112
Maroc	627	19 093	913 103	5	156	8 349	921 638
Mauritanie	2	28	1 439	0	0	0	1 439
Monaco	0	0	0	0	0	0	0
Monténégro	6	162	7 863	0	0	0	7 863
Niger	0	0	0	0	0	0	0
Philippines	1	22	1 552	0	0	0	1 552
Québec	10	208	12 791	0	0	0	13 558
Saint-Marin	0	0	0	0	0	0	0
Sénégal	25	880	37 124	1	36	1 587	38 711
Serbie	25	697	36 088	0	0	0	36 088
Togo	2	49	1 287	0	0	0	1 287
Tunisie	229	7 317	359 164	2	76	4 426	363 591
Turquie	210	6 150	305 131	0	0	0	305 131
Uruguay	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2016	1 553	47 307	2 309 672	10	321	16 661	2 330 799
Sous-total 2015	1 760	52 866	2 453 234	50	1 315	61 998	2 515 232
% évolution	-11,76	-10,52	-5,85	-80,00	-75,59	-73,13	-7,33

Nouvelle-Calédonie	3	108	11 501	0	0	0	11 501
Polynésie française	1	67	3 605	0	0	0	4 826
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0	0
Sous-total 2016	4	175	15 106	0	0	0	16 327
Sous-total 2015	7	223	15 026	1	19	813	15 839
% évolution	-42,86	-21,52	0,53	-100,00	-100,00	-100,00	3,08

Total Général 2016	1 557	47 482	2 324 778	10	321	16 661	2 347 126¹
Total Général 2015	1 767	53 089	2 468 260	51	1 334	62 811	2 531 071
% évolution	-11,88	-10,56	-5,81	-80,39	-75,94	-73,47	-7,27

1. dont 5 687 € versés dans le cadre de séjours temporaires et répartis selon les pays suivants : 1 962,70 € en Algérie, 1 550,64 € au Cameroun, 185,64 € au Maroc, 767,34 € au Québec et 1 220,47 € en Polynésie française.

Principaux pays



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

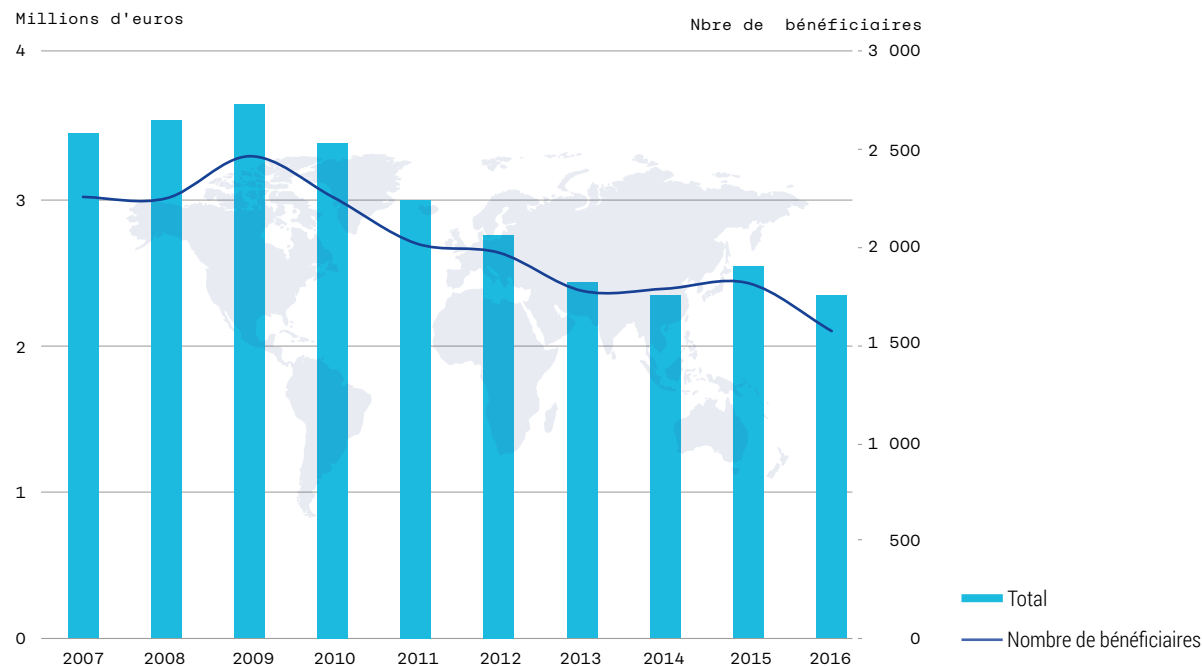
Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations en espèces d'incapacité temporaire
 Assurance accident du travail-maladie professionnelle

Année	Transfert de résidence autorisé			Rechute dans l'autre pays			Séjour temporaire			Total		
	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2007	2 249	78 401	3 420 149	8	593	22 025	0	0	0	2 257	3 442 174	
2008	2 242	76 049	3 504 445	11	579	19 866	0	0	0	2 253	3 524 312	2,39
2009	2 460	81 791	3 618 265	8	265	13 791	0	0	0	2 468	3 632 056	3,06
2010	2 253	74 723	3 371 648	6	333	6 892	0	0	0	2 259	3 378 541	-6,98
2011	2 018	64 116	2 978 641	4	96	5 136	0	0	0	2 022	2 983 777	-11,68
2012	1 954	59 938	2 716 495	19	598	27 287	1	15	440	1 974	2 744 222	-8,03
2013	1 759	51 937	2 402 449	17	498	25 308	3	91	4 437	1 779	2 432 194	-11,37
2014	1 745	48 346	2 285 089	45	1 333	66 016	0	0	0	1 790	2 351 106	-3,33
2015	1 767	53 089	2 468 260	51	1 334	62 811	0	0	0	1 818	2 531 071	7,65
2016	1 557	47 482	2 324 778	10	321	16 661	6	123	5 687	1 573	2 347 126	-7,27



Le nombre total de bénéficiaires a connu une évolution négative au cours de ces 10 dernières années, de l'ordre de 30,3 %.

Sur la même période, les paiements des prestations en espèces d'incapacité temporaire (assurances AT-MP) ont baissé de 31,8 %, soit une diminution annuelle moyenne de près de 4,2 %.

En 2016, les montants concernant les transferts de résidence autorisés représentent la quasi-totalité (99,05 %) des prestations versées dans le cadre des accords internationaux (cette part est restée quasi inchangée depuis 2007).

L'évolution irrégulière de ces prestations est liée au risque lui-même et à la difficulté que rencontrent les caisses françaises pour transmettre des informations exhaustives.

PRESTATIONS FAMILIALES

Synthèse _____ **58**

Règlements européens

Les paiements de prestations familiales françaises _____ **62**

Accords internationaux

Les paiements de prestations familiales transférés
par la France dans un pays ayant signé
un accord international _____ **66**

Prestations familiales versées à l'étranger en 2016 (Répartition par régime)

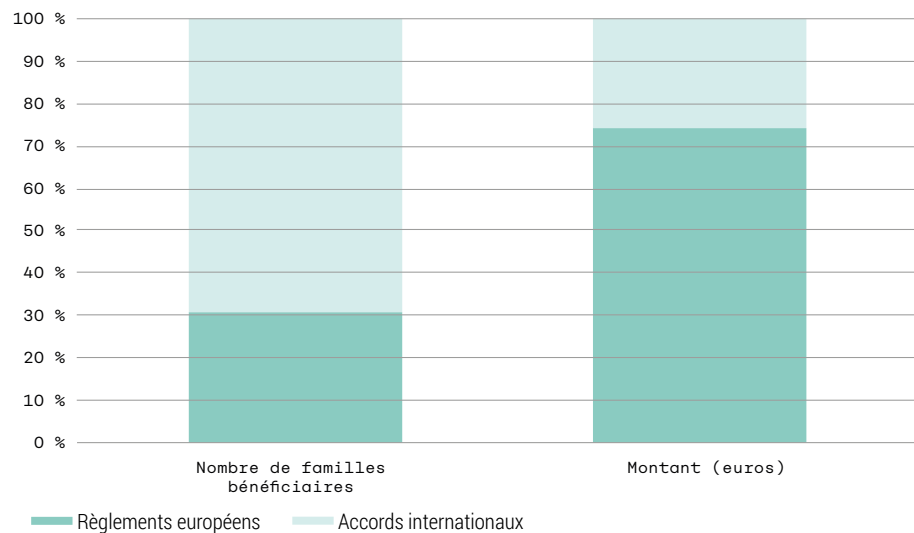
Dans ce tableau sont regroupées :

- les prestations familiales versées aux travailleurs, aux chômeurs occupés en France dont la famille réside à l'étranger ;
- les prestations familiales transférées par la France pour les enfants à charge de titulaires de pensions ou de rentes et pour les orphelins ;
- les prestations familiales versées aux travailleurs détachés dans l'autre pays où leur famille les accompagne.

Type d'accord	Régimes						Total		
	Général		Agricole		Autres ¹				
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% de répartition
Règlements européens	3 158	8 822 808	388	657 119	0	0	3 546	9 479 928	74,29 %
Accords internationaux	4 969	1 774 934	2 973	1 506 491	0	0	7 942	3 281 425	25,71 %
Total 2016	8 127	10 597 742	3 361	2 163 611	0	0	11 488	12 761 353	100,00 %
Total 2015	9 154	11 667 122	3 652	2 402 785	74	107 524	12 880	14 177 431	
% d'évolution	-11,22	-9,17	-7,97	-9,95	-100,00	-100,00	-10,81	-9,99	
							+ allocation différentielle 2016	12 968	27 892 593

1. concerne le régime des marins

Répartition du montant des Prestations Familiales et du nombre de familles bénéficiaires pour 2016 selon le type d'accord



12,76 millions d'euros :
montant total des prestations familiales transférées en 2016 par la France à l'étranger.
74,29 % de cette somme est versée à des pays de l'UE-EEE-Suisse.
3 546 familles de bénéficiaires dans les pays de l'UE-EEE-Suisse soit 31 % de l'effectif total.

En plus des prestations familiales versées dans le cadre des accords indiqués dans le tableau ci-dessus, la Cnaf nous informe qu'en 2016, **12968 foyers en France** ont été bénéficiaires de l'Allocation différentielle (ADI) pour un montant totalisant plus de **27,89 millions d'euros**.

L'ADI s'applique dans le cadre de la législation interne française : Les prestations familiales du régime français ne peuvent se cumuler avec les prestations pour enfant versées en application des traités, conventions et accords internationaux dont la France est signataire. Lorsque des prestations étrangères ou des avantages familiaux sont versés au titre d'une activité à l'étranger ou dans une organisation internationale, seule une ADI peut être éventuellement servie à une famille résidant en France (article L 512-5 du Code de la Sécurité sociale). Elle est égale à la différence entre les avantages dus au titre de la législation française et ceux perçus au titre de la législation étrangère.

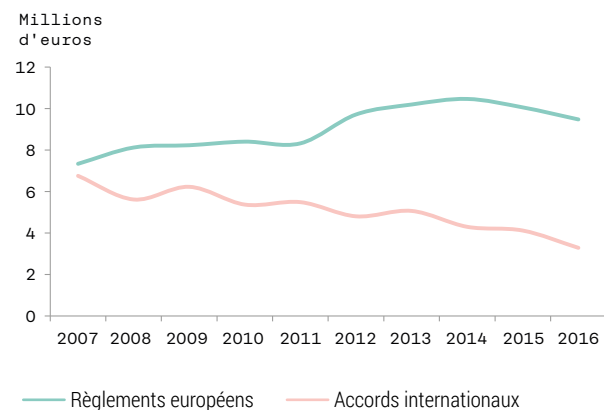
Évolution sur 10 ans des Prestations Familiales versées à l'étranger

Année	Règlements européens			Accords internationaux			Total		
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	% évolution
2007	2 722	7 333 850		21 353	6 757 486		24 075	14 091 336	
2008	2 881	8 120 579	10,73	16 652	5 615 745	-16,90	19 533	13 736 323	-2,52
2009	2 912	8 231 650	1,37	16 741	6 227 549	10,89	19 653	14 459 199	5,26
2010	2 784	8 405 739	2,11	13 643	5 368 890	-13,79	16 427	13 774 629	-4,73
2011	2 844	8 323 488	-0,98	11 866	5 487 651	2,21	14 710	13 811 139	0,27
2012	3 196	9 718 856	16,76	10 156	4 803 283	-12,47	13 352	14 522 139	5,15
2013	3 509	10 200 903	4,96	11 485	5 063 651	5,42	14 994	15 264 554	5,11
2014	3 544	10 470 607	2,64	9 697	4 296 562	-15,15	13 241	14 767 169	-3,26
2015	3 584	10 061 210	-3,91	9 296	4 116 221	-4,20	12 880	14 177 431	-3,99
2016	3 546	9 479 928	-5,78	7 942	3 281 425	-20,28	11 488	12 761 353	-9,99

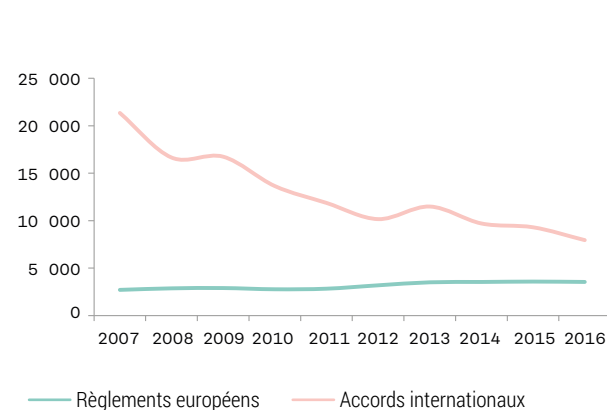
Diminution de 9,4 % en 10 ans du montant des PF versées à l'étranger. Sur la même période, les PF exportées vers les pays de l'UE-EEE-Suisse sont cependant en hausse de 29,3 %, bien que le pic ait été atteint en 2014.

On observe le phénomène inverse vers les pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France où les transferts de PF ont baissé du plus de la moitié en 10 ans (- 7,71 % par an, soit - 51,4 % sur la décennie).

Montant des prestations familiales



Nombre de familles bénéficiaires



Paiements des Prestations Familiales par régions françaises

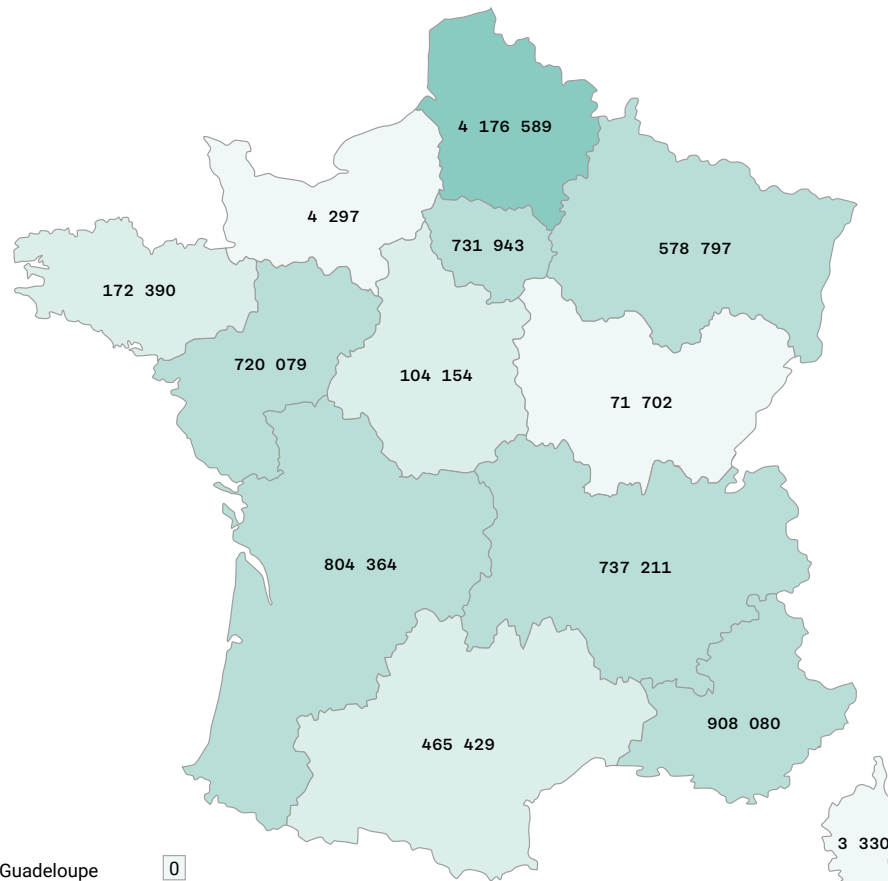
Régions	Règlements européens		Accords internationaux		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montant (euros)
Auvergne-Rhône-Alpes	236	737 211	230	135 613	466	872 825
Bourgogne-Franche-Comté	17	71 702	2	1 916	19	73 619
Bretagne	71	172 390	5	7 744	76	180 134
Centre-Val de Loire	38	104 154	9	15 400	47	119 554
Corse	1	3 330	215	136 253	216	139 583
Grand Est	254	578 797	365	200 761	619	779 559
Guadeloupe	0	0	0	0	0	0
Guyane	0	0	0	0	0	0
Hauts-de-France	1 383	4 176 589	5	6 553	1 388	4 183 142
Ile-de-France	248	731 943	3 796	1 196 845	4 044	1 928 788
La Réunion	1	1 561	0	0	1	1 561
Martinique	0	0	0	0	0	0
Normandie	3	4 297	0	0	3	4 297
Nouvelle-Aquitaine	279	804 364	203	96 127	482	900 491
Occitanie	164	465 429	1 076	454 049	1 240	919 478
Pays de Loire	293	720 079	3	1 344	296	721 423
Provence-Alpes Côte d'azur	558	908 080	2 033	1 028 820	2 591	1 936 900
Total 2016	3 546	9 479 928	7 942	3 281 425	11 488	12 761 353

La région Hauts-de-France arrive en tête des régions qui exportent des prestations familiales avec un montant légèrement supérieur à 4,1 millions d'euros (les paiements ont lieu en totalité vers les pays de l'UE-EEE-Suisse et essentiellement vers un pays limitrophe : la Belgique).

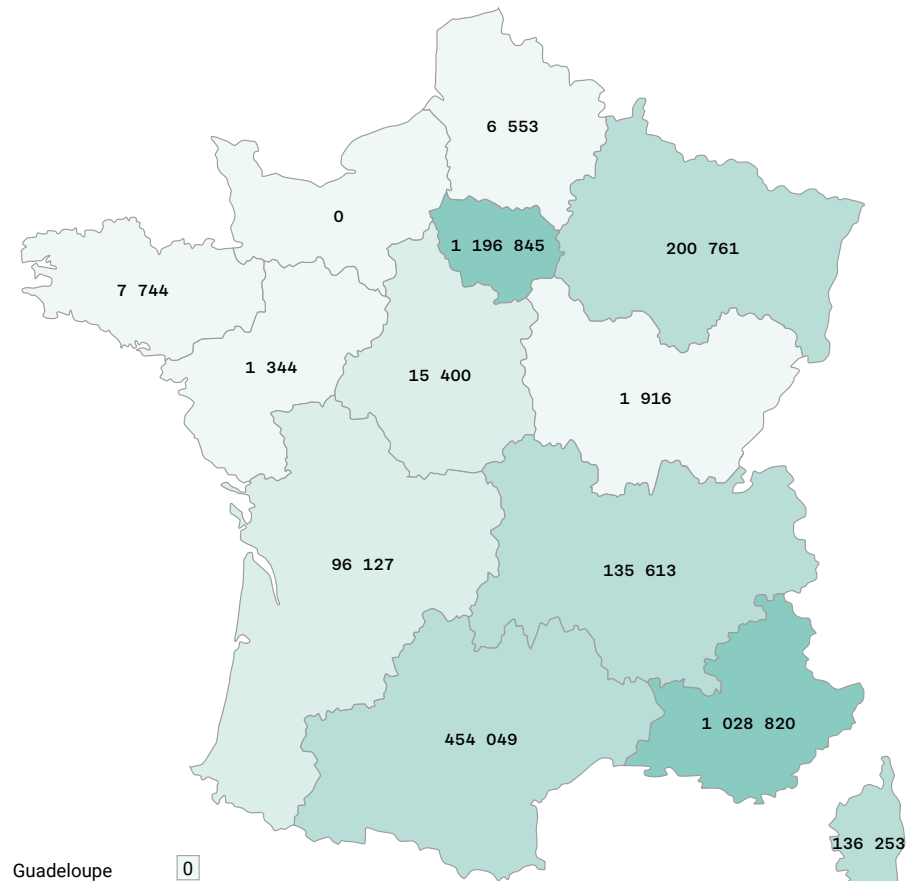
La région Paca se positionne au 2° rang avec un montant de plus de 1,9 million d'euros de prestations familiales versé de façon assez équilibrée entre les pays appliquant les règlements européens et ceux signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France ; la région Île-de-France, avec un montant équivalent principalement à destination des États de l'UE-EEE-Suisse, étant 3°.

Il convient de noter qu'au niveau du régime général, les CAF de Toulouse, Épinal et Saint-Quentin-en-Yvelines ont pris en charge les paiements à destination des pays hors règlements européens.

Les Prestations Familiales versées dans le cadre des règlements européens



Les Prestations Familiales versées dans le cadre des accords internationaux



En matière de prestations familiales, comme pour les autres branches de la sécurité sociale, les dispositions prévues dans les règlements européens (au titre III, chapitre 8, articles 67 à 69, du règlement (CE) n°883/2004 et au titre III, chapitre VI, articles 58 à 61, du règlement (CE) n°987/2009) permettent de servir des prestations familiales aux personnes y ouvrant droit dont les membres de la famille résident sur le territoire d'un autre État membre, ainsi qu'aux personnes détachées dans un État membre de l'EEE-Suisse accompagnées de leurs enfants y ayant droit.

Les dispositions des règlements européens s'appliquent dorénavant à l'ensemble des pays de l'EEE ainsi qu'à la Suisse. Dans ces textes, les pensionnés ne voient plus leurs droits limités aux seules allocations familiales comme précédemment, ils ont désormais des droits alignés sur ceux de l'ensemble des catégories.

L'article 67 du règlement 883/2004 pose une règle générale de droit aux prestations familiales pour les enfants qui résident sur le territoire d'un autre État membre dès lors que le droit est ouvert au regard de la législation de l'État compétent, ces enfants devant être pris en considération comme s'ils résidaient sur le territoire de l'État compétent.

Le droit, au regard de la législation d'un État déterminé comme compétent, peut être suspendu s'il existe un droit prioritaire au regard de la législation d'un autre État membre. Pour une même période et un même membre de la famille il ne peut pas y avoir un cumul de prestations familiales.

QUELLES SONT LES PRESTATIONS FAMILIALES EXPORTABLES ?

Lorsque la France exporte les droits aux allocations familiales, il s'agit :

– des allocations familiales, ainsi que leurs majorations et le forfait familial ;

– de la PAJE : allocation de naissance ou d'adoption, complément de libre choix d'activité (CLCA), allocation de base, complément du libre choix de mode de garde (CMG), et enfin, uniquement dans le cas d'un détachement, la prime de naissance (Pn) ou à l'adoption (Pa) ;

– du complément familial ;

– de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément ;

– de l'allocation de rentrée scolaire (ARS) ;
– de l'allocation de soutien familial (ASF) ;
– de l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

En revanche, n'est pas exportable par la France : l'allocation logement

Nota bene :

Dans le cadre du droit communautaire le **complément différentiel** n'est pas listé parmi les prestations exportables. Cependant, la notion de complément différentiel est précisée dans la décision n° 147 de la Commission administrative des Communautés européennes du 10 octobre 1990 : lorsque deux parents travaillent dans deux États membres de l'EEE-Suisse, l'organisme compétent pour servir les prestations familiales est celui sur le territoire duquel résident les enfants, tandis que l'autre État est compétent pour examiner le droit au bénéfice d'un éventuel complément différentiel. En effet, si le montant des prestations familiales prévues par la législation de l'État de résidence des enfants est inférieur aux prestations prévues par l'autre État, ce dernier dès lors verse le complément correspondant à la différence entre les deux montants.

Qu'en est-il des droits spécifiques des orphelins ?

Le cumul total de pensions d'orphelin et de prestations familiales d'orphelin est possible au titre du règlement 883/2004 alors que les dispositions du précédent règlement limitaient la possibilité de cumuler ces deux types de prestations.

Paiement des prestations familiales en 2016

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		Total	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Allemagne	224	449 656	2	874	226	450 530
Autriche	8	12 011	0	0	8	12 011
Belgique	1 433	4 227 317	0	0	1 433	4 227 317
Bulgarie	8	26 183	0	0	8	26 183
Chypre	3	9 662	0	0	3	9 662
Croatie	1	8 450	0	0	1	8 450
Danemark	1	886	0	0	1	886
Espagne	645	1 398 520	9	32 449	654	1 430 969
Estonie	1	7 671	0	0	1	7 671
Finlande	1	1 035	0	0	1	1 035
Grèce	11	32 843	0	0	11	32 843
Hongrie	12	30 385	0	0	12	30 385
Irlande	5	16 781	0	0	5	16 781
Islande	1	6 285	0	0	1	6 285
Italie	361	738 730	0	0	361	738 730
Lettonie	0	0	0	0	0	0
Liechtenstein	1	348	0	0	1	348
Lituanie	1	5 454	0	0	1	5 454
Luxembourg	20	49 571	0	0	20	49 571
Malte	1	2 342	0	0	1	2 342
Norvège	6	13 672	0	0	6	13 672
Pays-Bas	16	38 270	0	0	16	38 270
Pologne	244	922 576	1	652	245	923 228
Portugal	338	996 172	0	0	338	996 172
République tchèque	10	19 506	0	0	10	19 506

* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

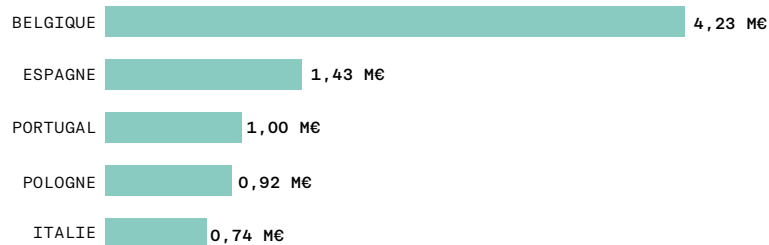
Mouvements
migratoires

Païement des prestations familiales en 2016 (suite et fin)

Pays	PF versées aux personnes* occupées en France (familles à l'étranger) ou détachées à l'étranger et accompagnées de leur famille		PF versées aux orphelins		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Roumanie	47	99 106	0	0	47	99 106
Royaume-Uni	66	155 299	0	0	66	155 299
Slovaquie	18	46 047	0	0	18	46 047
Slovénie	0	0	0	0	0	0
Suède	6	10 007	0	0	6	10 007
Suisse	45	121 165	0	0	45	121 165
Total 2016	3 534	9 445 953	12	33 975	3 546	9 479 928
Total 2015	3 572	10 018 029	12	43 181	3 584	10 061 210
% évolution	-1,06	-5,71	0,00	-21,32	-1,06	-5,78

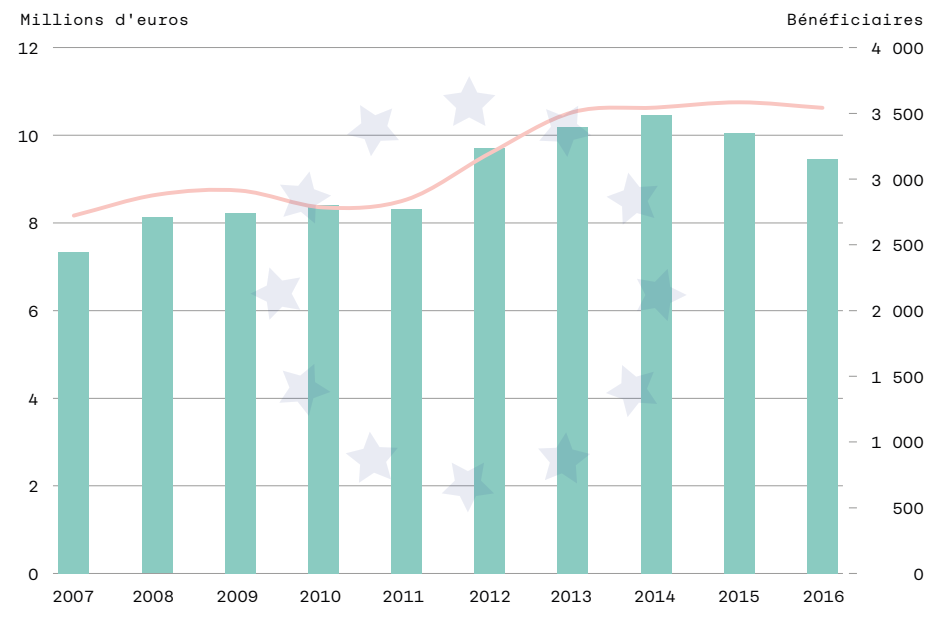
* travailleurs, chômeurs, pensionnés et rentiers

Païement des prestations familiales en 2016 Principaux pays



Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant (euros)	% évolution
2007	2 722		7 333 850	
2008	2 881	5,84	8 120 579	10,73
2009	2 912	1,08	8 231 650	1,37
2010	2 784	-4,40	8 405 739	2,11
2011	2 844	2,16	8 323 488	-0,98
2012	3 196	12,38	9 718 856	16,76
2013	3 509	9,79	10 200 903	4,96
2014	3 544	1,00	10 470 607	2,64
2015	3 584	1,13	10 061 210	-3,91
2016	3 546	-1,06	9 479 928	-5,78



En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays de l'UE-EEE-Suisse a augmenté de 29 %, soit un taux d'accroissement moyen annuel de 2,9 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a augmenté dans la même proportion (+ 30,1 %). Après une hausse quasi continue de 2007 à 2013, le nombre de familles bénéficiaires de prestations semble avoir atteint un palier depuis.

I - LES TRAVAILLEURS OCCUPÉS EN FRANCE

Les conventions bilatérales prévoient deux types de versement des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur occupé en France.

Système de la participation

La participation de la France aux allocations familiales ou aux prestations familiales pour les enfants demeurés dans le pays d'origine est prévue dans les accords signés avec les pays africains suivants : **Algérie, Bénin, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Togo.**

Elle consiste en un versement d'un barème mensuel par enfant de la caisse compétente du lieu de travail à l'organisme de liaison du pays de résidence des enfants. Ce barème est fixé d'un commun accord par les autorités compétentes des deux pays jusqu'à quatre enfants (ou trois pour le Gabon). L'institution compétente du pays de résidence des enfants verse ensuite les allocations ou prestations familiales selon la législation locale dans ce pays, fixant le nombre d'enfants pouvant bénéficier des prestations et leur âge limite.

Nota bene

L'absence d'accord entre les délégations françaises et béninoises sur le montant de la participation s'oppose au versement d'allocations familiales conventionnelles.

Système des indemnités pour charges de familles (I.C.F.) ou allocations transférables

Ce système est utilisé respectivement dans les relations avec **le Maroc, la Tunisie, la Turquie** et avec **Andorre, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la Macédoine, Monaco, le Monténégro, la Serbie.**

Le transfert des prestations familiales aux familles demeurées dans le pays d'origine du travailleur est effectué directement par la caisse compétente du lieu de travail à la personne assumant la garde des enfants dans l'un de ces pays selon un barème fixé d'un commun accord entre les autorités compétentes des deux pays. Concernant le Maroc, la Turquie et la Tunisie, les ICF sont servies pour 4 enfants maximum. Pour les pays appliquant le système des allocations transférables, il n'y a pas de limitation du nombre d'enfants. En revanche, pour les pays de l'ex-Yougoslavie, le versement n'est prévu qu'à partir du deuxième enfant.

Qu'est-ce que le nombre théorique de familles de travailleurs étrangers en France ? Et comment est-il déterminé ?

Les tableaux détaillés dans ce chapitre indiquent les montants de ces prestations versées au cours de l'année considérée, dans l'un des pays signataire de l'accord, en précisant le nombre de familles concernées, selon la taille de la famille. Ce nombre de familles correspond au **nombre total de familles différentes** ayant fait l'objet

d'un transfert d'au moins une mensualité de prestations ou de participations au cours de l'année et/ou une ou plusieurs années antérieures. Par ailleurs, les accords passés avec l'Algérie, Andorre, le Cap-Vert, le Gabon, le Mali, le Maroc, la Tunisie et la Turquie prévoient que les prestations en nature des assurances maladie et maternité servies aux ayants droit résidant habituellement ou revenus résider dans ces pays de travailleurs salariés occupés en France, sont remboursées forfaitairement, sur la base d'un nombre moyen de familles.

Le montant forfaitaire annuel du remboursement est égal au produit d'un coût moyen annuel des soins de santé adéquat par le nombre de familles de travailleurs exerçant leur activité en France. Ce dernier nombre est considéré comme étant égal au **nombre moyen de familles** ayant perçu au cours de l'année des prestations familiales conventionnelles affecté d'un coefficient correcteur qui tient compte du fait qu'un certain nombre de familles ont droit aux soins de santé sans pouvoir prétendre aux prestations familiales.

Ce **nombre moyen** de familles bénéficiaires de prestations familiales au cours d'une année se calcule selon la méthode algébrique ; elle part de deux éléments connus avec certitude : la structure familiale qui, du reste, varie peu d'une année sur l'autre, et le montant global des transferts de l'année. Le rapprochement de ces données permet de dégager un **nombre théorique de familles**.

Le tableau ci-dessous résume les modalités de transfert des prestations familiales conventionnelles

Pays d'origine du travailleur en France	Transfert du versement	Type de prestation	La caisse française verse à :	l'organisme de liaison étranger	Paiement des prestations selon la législation locale aux familles résidant :	Pays de résidence de la famille
Algérie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Alger	→	Algérie
Bénin	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Cotonou	→	Bénin
Cap-Vert	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Praia	→	Cap-Vert
Congo	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Brazaville	→	Congo
Côte d'Ivoire	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Abidjan	→	Côte d'Ivoire
Gabon	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Libreville	→	Gabon
Madagascar	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNPS Antananarivo	→	Madagascar
Mali	semi-direct	Participation aux A.F.	→	INPS Bamako	→	Mali
Mauritanie	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Nouakchott	→	Mauritanie
Niger	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Niamey	→	Niger
Sénégal	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Dakar	→	Sénégal
Togo	semi-direct	Participation aux A.F.	→	CNSS Lomé	→	Togo

Maroc, Tunisie et Turquie	direct	I.C.F.	La caisse française verse directement : → ... aux familles résidant :	Maroc, Tunisie et Turquie
Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie	direct	Allocations transférables		Andorre, Monaco, Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Monténégro et Serbie

II - LES TRAVAILLEURS DÉTACHÉS À L'ÉTRANGER

La plupart des accords internationaux, en plus de viser les travailleurs occupés en France pour l'attribution de prestations familiales aux enfants restés dans l'autre pays (voir chapitre ci-dessus), prévoient également le versement de prestations familiales aux travailleurs détachés accompagnés de leurs enfants, voire aux travailleurs des transports internationaux accompagnés également de ceux-ci.

Généralement, les prestations servies dans cette situation sont : les allocations familiales, la prime de naissance ou d'adoption et la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant.

Cependant, les accords bilatéraux ou décrets de coordination signés entre la France et les pays ou collectivités d'outre-mer suivants : Argentine, Brésil, Cameroun, Corée, Japon, Jersey, Philippines, Québec, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon et Uruguay ne prévoient le versement de prestations familiales adéquates qu'aux seuls travailleurs étant dans cette seconde situation (celle du détachement précisée ci-dessus).

AVERTISSEMENT

S'agissant du régime général, contrairement aux années précédentes, les 3 Caf (Haute-Garonne, Yvelines et Vosges) chargées de verser les prestations à destination des pays ayant signé une convention bilatérale de sécurité sociale avec la France, n'ont pu cette année nous produire, en raison d'un changement de système informatique en avril 2016, les statistiques annuelles permettant au Cleiss de suivre par pays les bénéficiaires selon la structure familiale et les montants annuels versés.

À défaut de pouvoir diffuser ces informations, la Cnaf a pu fournir uniquement au Cleiss le dénombrement des familles bénéficiaires de prestations familiales au seul titre du mois de décembre 2016, et ce par pays. Concernant les montants versés, ceux-ci ont été calculés par le Cleiss à partir des bordereaux mensuels de paiements délivrés par les 3 Caf concernées. Ces résultats ont bien sûr été validés par la Cnaf avant diffusion du présent rapport.

Paiement des prestations familiales en 2016

Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL	
	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
Algérie	389	45 178	2	96	0	0	391	45 275
Andorre	0	0			3	5 113	3	5 113
Argentine					0	0	0	0
Bénin	0	0			0	0	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0			0	0	0	0
Brésil					1	1 553	1	1 553
Cameroun					0	0	0	0
Cap-Vert	4	405			0	0	4	405
Congo	0	0			0	0	0	0
Corée					0	0	0	0
Côte d'Ivoire	8	938			1	717	9	1 654
Gabon	0	0			0	0	0	0
Japon					0	0	0	0
Jersey					0	0	0	0
Kosovo	1	4 239			0	0	1	4 239
Macédoine	0	0			0	0	0	0
Madagascar	0	0			1	5 269	1	5 269
Mali	2 445	584 667			0	0	2 445	584 667
Maroc	3 178	1 828 832			18	44 719	3 196	1 873 551
Mauritanie	17	1 552			0	0	17	1 552
Monaco	0	0					0	0
Monténégro	0	0			0	0	0	0
Niger	0	0			0	0	0	0
Philippines					1	390	1	390
Québec					2	3 252	2	3 252

CONVENTIONS BILATÉRALES

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

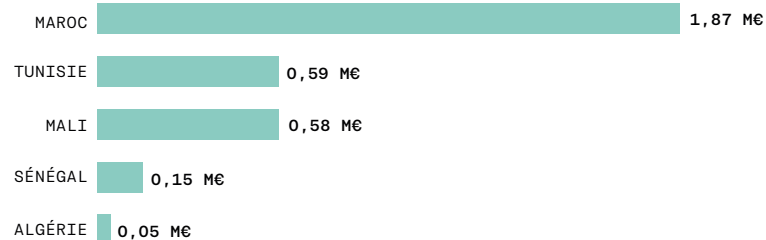
Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paiement des prestations familiales en 2016 (suite et fin)

CONVENTIONS BILATÉRALES	Pays	PF versées aux travailleurs/ chômeurs occupés en France - Familles à l'étranger		PF versées aux enfants à charge de titulaires de rentes AT-MP		PF versées aux travailleurs détachés accompagnés de leur famille		TOTAL	
		Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)	Nombre de familles bénéficiaires	Montants (euros)
	Sénégal	545	134 889			2	13 778	547	148 667
	Serbie	0	0			0	0	0	0
	Togo	0	0			0	0	0	0
	Tunisie	1 253	584 762			3	2 254	1 256	587 016
	Turquie	65	16 182			1	1 548	66	17 730
	Uruguay					0	0	0	0
	Sous-total 2016	7 905	3 201 645	2	96	33	78 594	7 940	3 280 335
	Sous-total 2015	9 263	4 065 956	6	326	26	48 968	9 295	4 115 251
	% évolution	-14,66	-21,26	-66,67	-70,44	26,92	60,50	-14,58	-20,29
DÉCRETS DE COORDINATION	Nouvelle-Calédonie					2	1 091	2	1 091
	Polynésie française					0	0	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon					0	0	0	0
	Sous-total 2016	-	-	-	-	2	1 091	2	1 091
	Sous-total 2015	-	-	-	-	1	970	1	970
	% évolution	-	-	-	-	100,00	12,44	100,00	12,44
Total Général 2016	7 905	3 201 645	2	96	35	79 684	7 942	3 281 425	
Total Général 2015	9 263	4 065 956	6	326	27	49 938	9 296	4 116 221	
% évolution	-14,66	-21,26	-66,67	-70,44	29,63	59,57	-14,57	-20,28	

Principaux pays



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

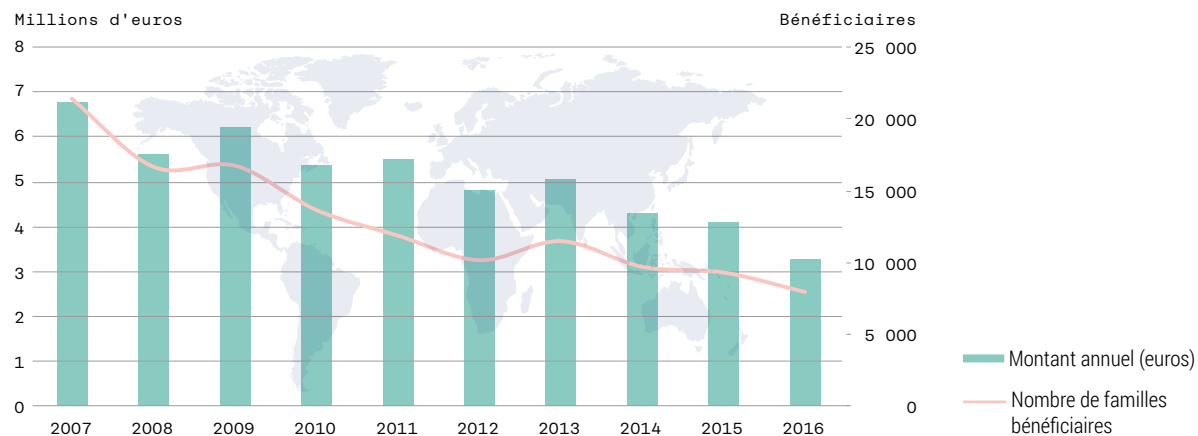
Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des prestations familiales

Années	Nombre de familles bénéficiaires	% évolution	Montant annuel (euros)	% évolution
2007	21 353		6 757 486	
2008	16 652	-22,02	5 615 745	-16,90
2009	16 741	0,53	6 227 549	10,89
2010	13 643	-18,51	5 368 890	-13,79
2011	11 866	-13,02	5 487 651	2,21
2012	10 156	-14,41	4 803 283	-12,47
2013	11 485	13,09	5 063 651	5,42
2014	9 697	-15,57	4 296 562	-15,15
2015	9 296	-4,14	4 116 221	-4,20
2016	7 942	-14,57	3 281 425	-20,28

En 10 ans, le montant des prestations familiales transférées à destination des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a diminué de plus de moitié (- 51,4 %) avec un taux de décroissement moyen annuel de 7,7 %.

Sur la même période, le nombre de familles bénéficiaires a baissé de 62,8 %.



RENTES, PENSIONS, ALLOCATIONS

Avant-propos	72
Synthèse	73
Règlements européens	
Les paiements des rentes d'accidents du travail	76
Les paiements des pensions d'invalidité	79
Les paiements des pensions de vieillesse	82
Les paiements des allocations de retraite complémentaire	85
Les paiements des allocations de veuvage	90
Les paiements des capitaux décès	92
Accords internationaux	
Les paiements des rentes d'accident du travail	94
Les paiements des pensions d'invalidité	97
Les paiements des pensions de vieillesse	100
Les paiements des allocations de retraite complémentaire	103
Les paiements des allocations de veuvage	108
Les paiements des capitaux décès	110
Pays hors conventions	
Paiements de l'ensemble des pensions, rentes et allocations	112

AVANT - PROPOS

Les rentes, pensions et allocations détaillées dans ce chapitre correspondent aux montants réellement versés au cours de l'année 2016 (nets de cotisations et de C.S.G.) par les organismes français de sécurité sociale, et non les montants uniquement dus au titre de 2016.

En ce qui concerne les effectifs, il s'agit du nombre de bénéficiaires différents ayant perçu des prestations dans l'année au moins une fois. Cependant, s'agissant plus particulièrement des pensions de vieillesse et des allocations de retraite complémentaire, le « nombre » s'entend comme étant plutôt le nombre de prestations servies (cas des personnes ou ayants droit bénéficiaires de plusieurs prestations ou cas des poly-pensionnés).

Ces rentes, pensions et allocations dues par la France à des bénéficiaires résidant à l'étranger sont versées directement aux intéressés par les institutions débitrices, à l'exception du Gabon et du Mali.

En effet, pour le Gabon, s'agissant des rentes d'accidents du travail, des pensions d'invalidité et des pensions de vieillesse, et pour le Mali, uniquement en matière de pensions de vieillesse, les paiements sont effectués aux bénéficiaires par l'intermédiaire de l'organisme de liaison du pays de résidence.

En outre, quel que soit son pays de résidence hors de France, le titulaire d'une prestation peut demander que cette dernière soit versée sur un compte bancaire en France ou à l'étranger.

Les statistiques qui suivent sont présentées en trois parties :

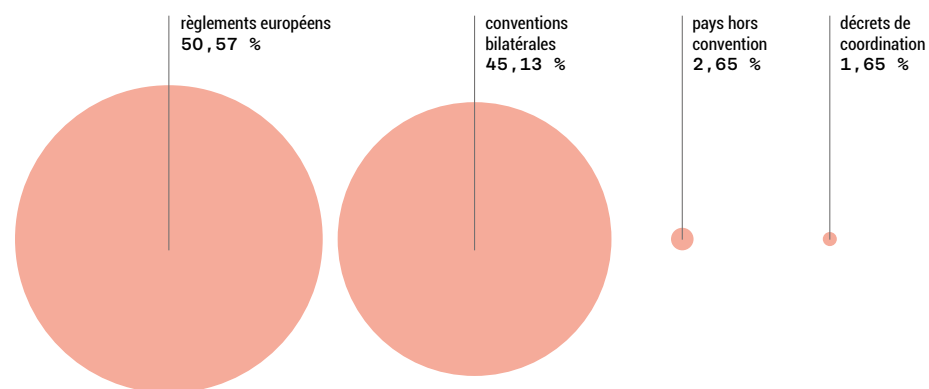
- _ celles concernant les États membres de l'UE-EEE-Suisse, dans le cadre des règlements européens ;
- _ celles des pays ayant signé une convention bilatérale avec la France ou un accord de coordination avec la métropole (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Saint-Pierre-et-Miquelon) ;
- _ celles relatives aux pays hors conventions.

SYNTHÈSE

Paiements des rentes, pensions et allocations versées à des bénéficiaires résidant à l'étranger en 2016

Type d'accord	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)
Règlements Européens	86 191 080	18 081 314	2 299 681 546	971 975 570	859 293	208 808	3 376 997 611
Conventions Bilatérales	74 588 142	5 261 028	2 236 472 444	674 118 795	23 435 930	158 101	3 014 034 440
Décrets de coordination	80 209	134 776	30 036 767	80 245 387	5 565	0	110 502 704
Pays hors conventions	1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	21 346	16 909	176 930 396
Total 2016	162 249 808	24 719 507	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 151
Total 2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159
% d'évolution	-1,65	0,25	-0,25	0,37	-4,27	-18,40	-0,13

Répartition des paiements 2016 par type d'accord

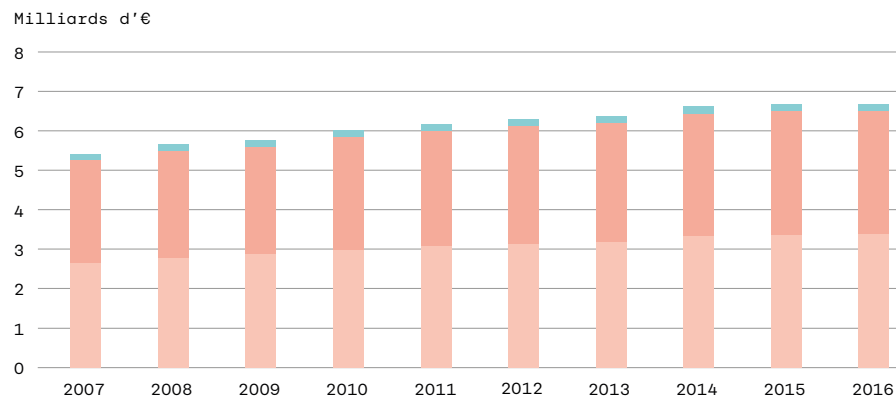
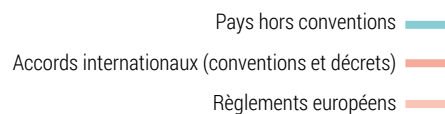


En 2016, le montant total des paiements de rentes, pensions et allocations versé à des bénéficiaires résidant à l'étranger est de 6,68 milliards d'euros, soit une diminution de 8,79 millions d'euros par rapport à 2015.

Évolution sur 10 ans des rentes, pensions
et allocations (tous types d'accords)

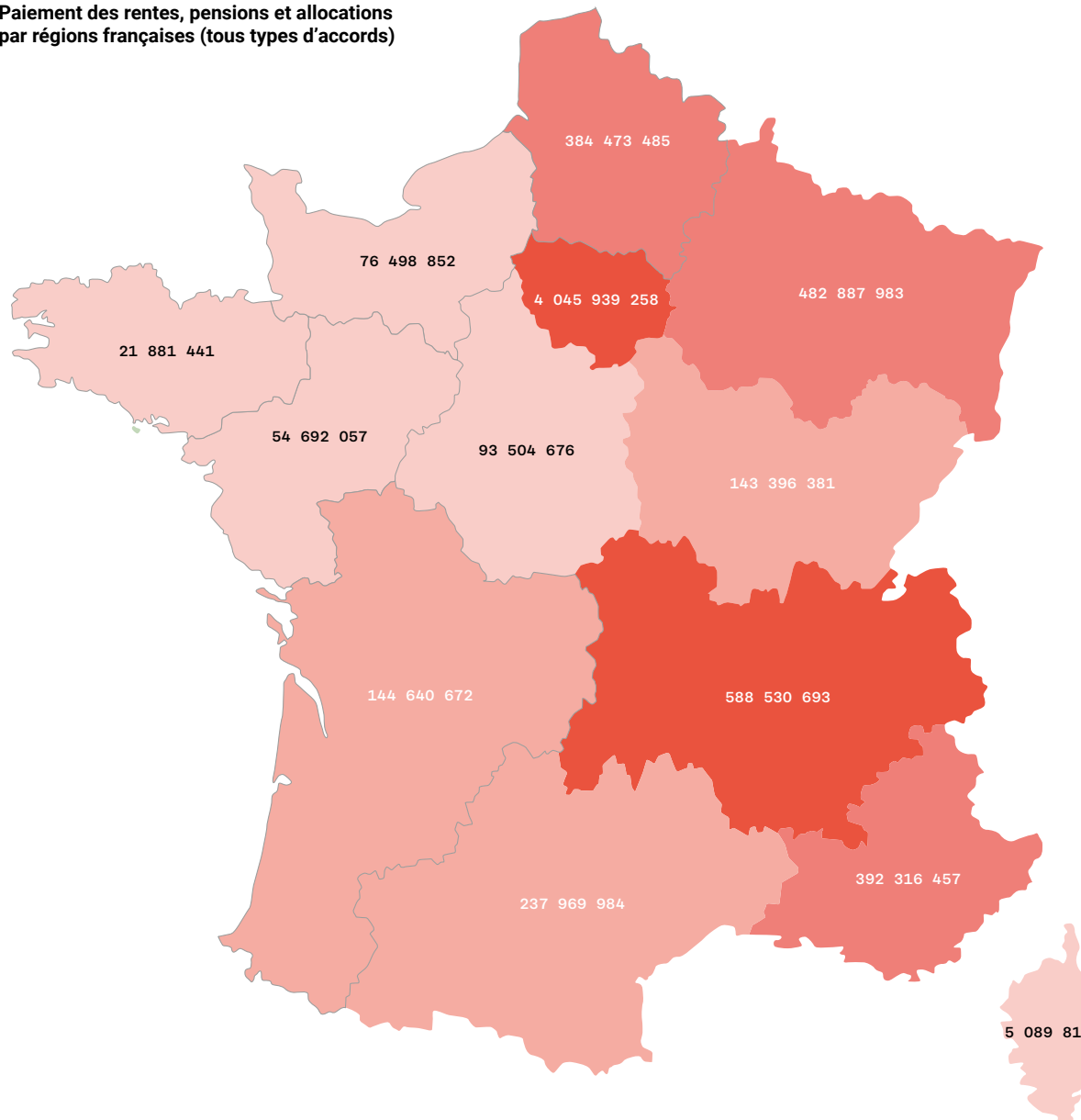
Année	Rente AT-MP	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2007	164 796 734	27 975 811	3 898 135 198	1 306 877 620	17 506 987	338 663	5 415 631 013	
2008	177 028 389	30 506 094	4 064 466 416	1 358 020 175	15 124 829	418 853	5 645 564 756	4,25
2009	182 415 910	28 391 525	4 103 272 797	1 424 584 101	13 623 106	424 717	5 752 712 155	1,90
2010	183 670 962	24 673 187	4 268 602 985	1 511 623 921	15 573 146	468 407	6 004 612 609	4,38
2011	170 756 799	25 169 753	4 394 815 166	1 550 079 776	15 947 295	414 642	6 157 183 432	2,54
2012	160 066 778	24 860 038	4 546 611 414	1 535 493 094	15 462 510	332 820	6 282 826 654	2,04
2013	163 804 677	22 248 814	4 624 811 288	1 545 267 424	21 396 621	395 464	6 377 924 288	1,51
2014	163 964 080	23 379 950	4 670 538 282	1 730 631 283	25 332 996	547 198	6 614 393 788	3,71
2015	164 965 873	24 657 520	4 677 950 328	1 793 802 916	25 408 139	470 382	6 687 255 159	1,10
2016	162 249 808	24 719 507	4 666 347 602	1 800 442 283	24 322 134	383 817	6 678 465 151	-0,13

Selon la nature des accords



Sur ces 10 dernières années, les versements effectués par la France dans le cadre des règlements européens ont représenté en moyenne 49,8 % des montants totaux distribués. Sur cette même période, 47,5 % des montants alloués l'ont été dans le cadre des accords internationaux. Le reste, 2,7 %, est enfin réparti vers l'ensemble des pays non-signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France.

**Paiement des rentes, pensions et allocations
par régions françaises (tous types d'accords)**



Guadeloupe 1 122 192
Guyane 932 013
La Réunion 3 419 517
Martinique 1 169 678

↗ 500 000 000 euros
↗ 300 000 000 euros
↗ 100 000 000 euros
← 100 000 000 euros

La région Île-de-France arrive en tête des régions françaises qui exportent des rentes, pensions et allocations à l'étranger avec 60,58 % du montant total versé. La région Auvergne-Rhône-Alpes, 2° de ce classement, ne contribue qu'à hauteur de 8,81 % suivie par la région Grand Est (7,23 %).

RENTES D'AT-MP

La **rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle)** est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

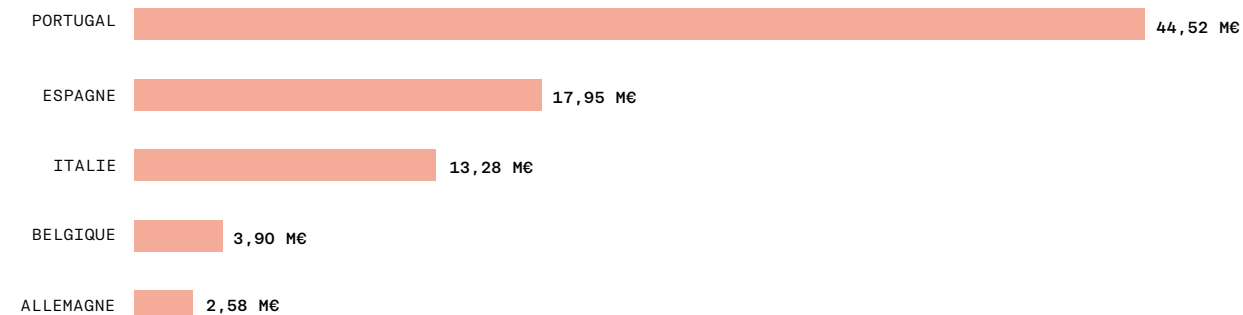
Paiement des rentes d'AT-MP en 2016

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	468	1 363 420	80	1 220 956	548	2 584 376
Autriche	15	44 876	3	45 438	18	90 314
Belgique	854	2 287 966	120	1 613 382	974	3 901 347
Bulgarie	3	7 850	2	12 794	5	20 644
Chypre	3	1 685	0	0	3	1 685
Croatie	74	178 017	9	77 118	83	255 135
Danemark	6	14 155	0	0	6	14 155
Espagne	5 270	13 706 052	354	4 245 843	5 624	17 951 894
Estonie	0	0	5	67 549	5	67 549
Finlande	3	8 348	0	0	3	8 348
Grèce	32	93 746	6	89 604	38	183 350
Hongrie	19	41 859	3	23 527	22	65 385
Irlande	18	52 192	1	15 479	19	67 671
Islande	0	0	0	0	0	0
Italie	2 699	8 974 437	301	4 303 145	3 000	13 277 582

Paiement des rentes d'AT-MP en 2016 (suite et fin)

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Lettonie	2	2 846	1	914	3	3 760
Liechtenstein	1	1 371	0	0	1	1 371
Lituanie	0	0	0	0	0	0
Luxembourg	105	241 673	13	237 115	118	478 788
Malte	3	4 006	0	0	3	4 006
Norvège	2	12 058	2	21 895	4	33 953
Pays-Bas	47	67 340	3	33 395	50	100 735
Pologne	68	250 603	56	491 636	124	742 239
Portugal	12 061	31 903 276	1 115	12 614 579	13 176	44 517 855
République Tchèque	5	15 030	3	35 555	8	50 585
Roumanie	17	55 831	4	34 003	21	89 834
Royaume-Uni	86	175 780	16	276 433	102	452 213
Slovaquie	3	9 364	1	18 961	4	28 326
Slovénie	12	24 229	1	9 139	13	33 368
Suède	19	41 533	1	36 550	20	78 083
Suisse	231	740 721	21	345 808	252	1 086 529
Total 2016	22 126	60 320 263	2 121	25 870 818	24 247	86 191 080
Total 2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242
% évolution	-3,34	-3,24	-2,97	-5,12	-3,31	-3,81

Principaux pays



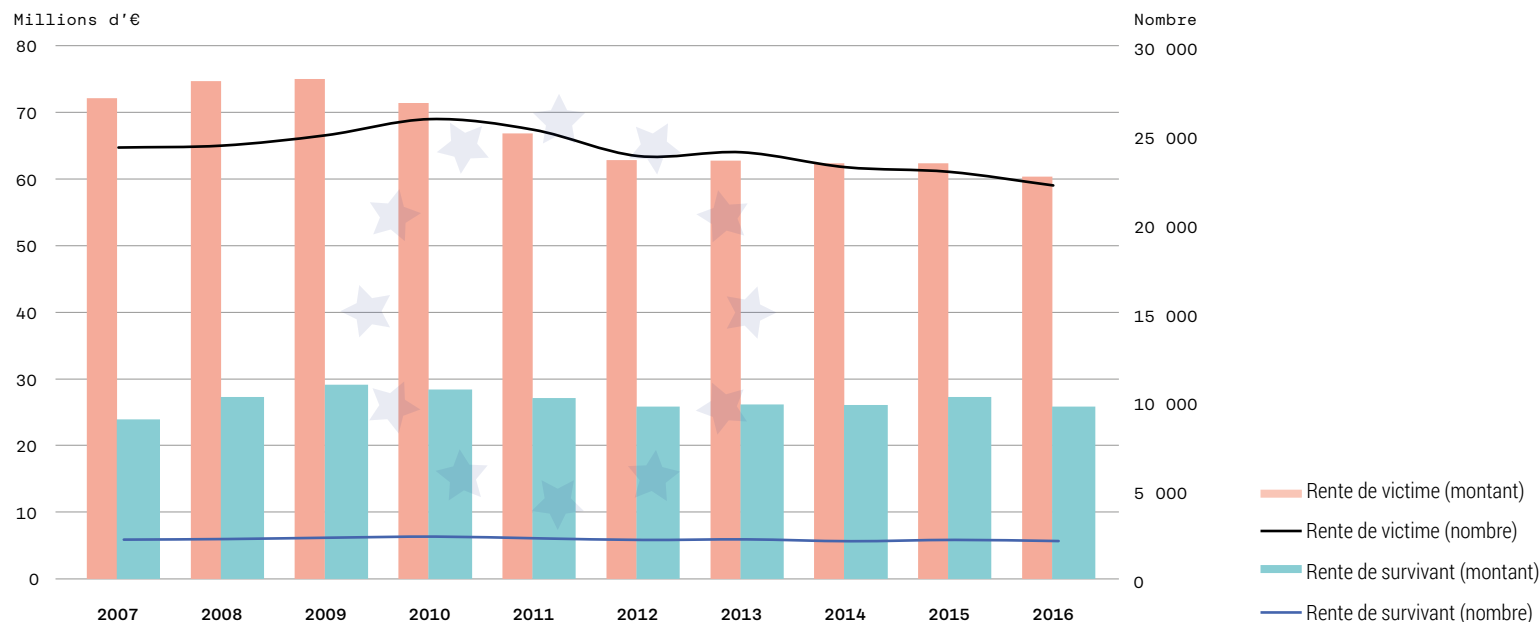
Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	24 260	72 152 998	2 200	23 911 304	26 460	96 064 302	
2008	24 368	74 713 079	2 232	27 281 752	26 600	101 994 831	6,17
2009	24 953	75 010 219	2 308	29 134 734	27 261	104 144 953	2,11
2010	25 860	71 400 175	2 366	28 368 978	28 226	99 769 153	-4,20
2011	25 256	66 823 770	2 269	27 118 599	27 525	93 942 369	-5,84
2012	23 782	62 830 195	2 182	25 827 259	25 964	88 657 454	-5,63
2013	23 993	62 787 929	2 214	26 185 970	26 207	88 973 899	0,36
2014	23 153	62 334 927	2 112	26 102 339	25 265	88 437 266	-0,60
2015	22 891	62 341 141	2 186	27 267 101	25 077	89 608 242	1,32
2016	22 126	60 320 263	2 121	25 870 818	24 247	86 191 080	-3,81

Le nombre de rentes d'AT-MP versées dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 8,4 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 0,97 % (pour le montant global des rentes, respectivement: -10,3 % sur la décennie et -1,2 % par an).

Le nombre de rentes de victimes présente une évolution à la baisse plus marquée que celles allouées aux survivants, soit respectivement: -8,8 % et -3,6 %.

Sur la période, les paiements de rentes de victimes et survivants ont évolué respectivement, en moyenne, de -2 % et +0,9 % par an.



PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les **pensions d'invalidité** (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les **pensions de survivants invalides** (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

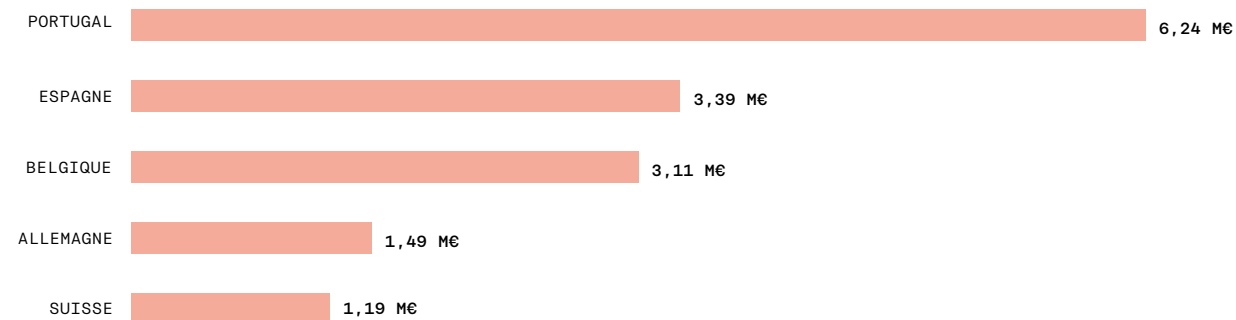
Paiement des pensions d'invalidité en 2016

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	667	1 427 163	7	61 492	674	1 488 655
Autriche	46	113 918	1	6 820	47	120 738
Belgique	463	2 904 271	39	203 277	502	3 107 548
Bulgarie	3	8 842	0	0	3	8 842
Chypre	1	5 284	0	0	1	5 284
Croatie	2	8 924	0	0	2	8 924
Danemark	12	31 653	0	0	12	31 653
Espagne	693	3 308 688	14	76 577	707	3 385 266
Estonie	0	0	0	0	0	0
Finlande	11	47 239	0	0	11	47 239
Grèce	9	81 188	0	0	9	81 188
Hongrie	0	0	0	0	0	0
Irlande	5	49 992	1	7 930	6	57 923
Islande	0	0	0	0	0	0
Italie	173	897 451	13	67 399	186	964 850
Lettonie	0	0	0	0	0	0

Païement des pensions d'invalidité en 2016 (suite et fin)

Pays	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Liechtenstein	2	2 986	0	0	2	2 986
Lituanie	1	15 771	0	0	1	15 771
Luxembourg	150	548 216	0	0	150	548 216
Malte	3	28 335	0	0	3	28 335
Norvège	6	21 049	1	5 684	7	26 733
Pays-Bas	13	64 685	0	0	13	64 685
Pologne	43	210 049	3	35 440	46	245 489
Portugal	1 295	6 189 604	12	54 176	1 307	6 243 780
République tchèque	5	21 164	0	0	5	21 164
Roumanie	6	39 273	0	0	6	39 273
Royaume-Uni	30	232 981	5	32 769	35	265 750
Slovaquie	2	6 310	0	0	2	6 310
Slovénie	2	5 448	0	0	2	5 448
Suède	25	71 294	0	0	25	71 294
Suisse	314	1 118 745	10	69 229	324	1 187 974
Total 2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314
Total 2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731
% évolution	3,51	0,03	-2,75	2,24	3,34	0,10

Principaux pays



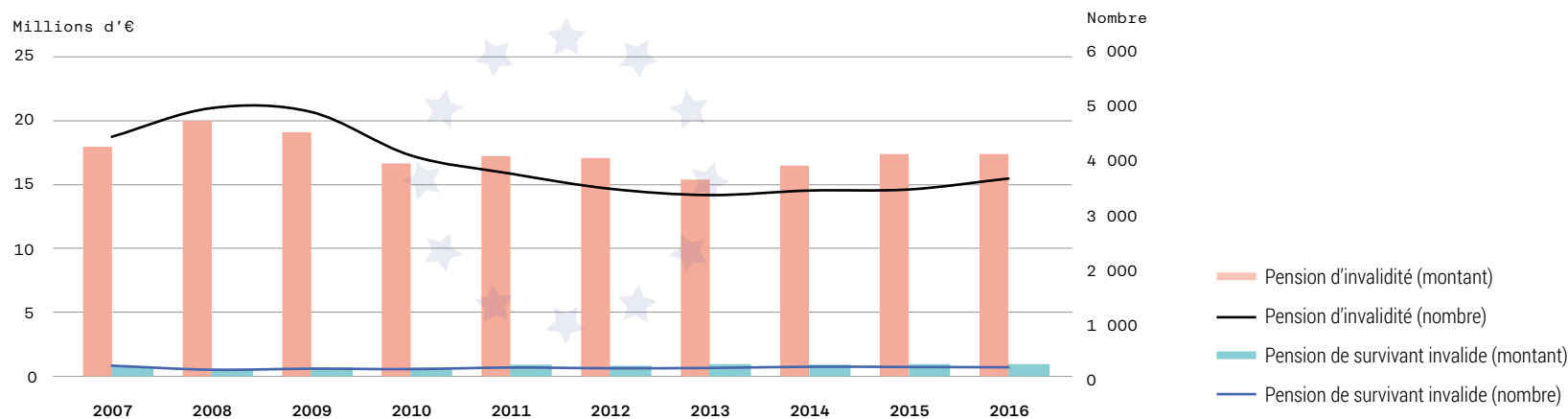
Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	4 496	17 995 696	124	465 627	4 620	18 461 323	
2008	4 849	20 065 838	78	392 524	4 927	20 458 362	10,82
2009	4 802	19 156 403	90	428 528	4 892	19 584 931	-4,27
2010	4 267	16 755 588	85	449 064	4 352	17 204 652	-12,15
2011	4 043	17 330 027	103	589 561	4 146	17 919 588	4,16
2012	3 856	17 129 459	95	518 258	3 951	17 647 717	-1,52
2013	3 778	15 445 914	98	615 875	3 876	16 061 789	-8,99
2014	3 834	16 502 461	112	592 442	3 946	17 094 903	6,43
2015	3 847	17 455 511	109	607 219	3 956	18 062 731	5,66
2016	3 982	17 460 521	106	620 793	4 088	18 081 314	0,10

Le nombre de pensions d'invalidité versées dans l'un des pays appliquant les règlements européens a diminué de 11,6 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 1,4 %.

Le montant global a également diminué de 2,1 % sur la même période, soit une baisse annuelle moyenne de 0,24 %.

Sur l'ensemble de la décennie, la part des pensions de survivants invalides demeure très faible par rapport au total des paiements de pensions d'invalidité : près de 3,4 % en 2016 et 2,5 % en 2007.



PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la pension de vieillesse (droit propre) versée au retraité et la pension de réversion (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

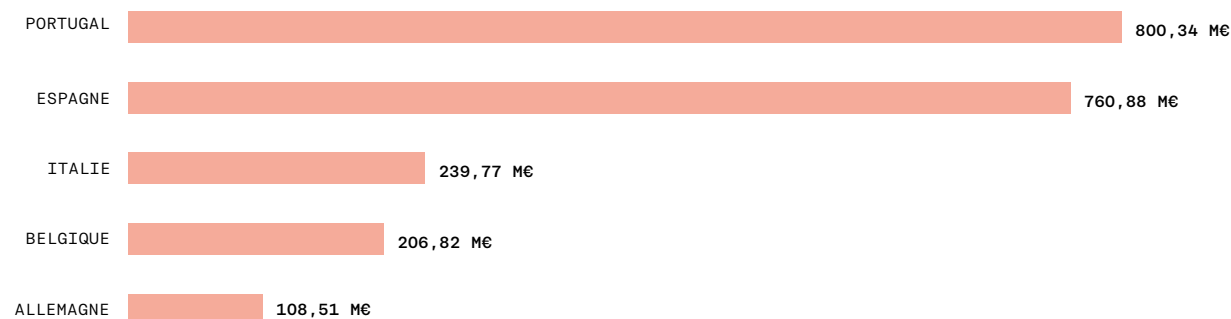
Paiements des pensions de vieillesse en 2016

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	44 075	84 702 973	15 327	23 811 092	59 402	108 514 065
Autriche	2 189	4 582 996	344	570 943	2 533	5 153 939
Belgique	51 129	174 038 514	16 139	32 778 396	67 268	206 816 911
Bulgarie	222	895 768	42	112 033	264	1 007 802
Chypre	98	430 854	3	9 874	101	440 727
Croatie	2 421	6 900 838	653	1 125 518	3 074	8 026 356
Danemark	706	1 453 351	23	52 780	729	1 506 130
Espagne	274 492	659 781 588	71 747	101 098 593	346 239	760 880 180
Estonie	18	68 598	1	681	19	69 279
Finlande	319	632 729	12	29 343	331	662 072
Grèce	2 088	6 542 189	327	863 647	2 415	7 405 837
Hongrie	469	2 211 892	80	225 903	549	2 437 795
Irlande	411	1 396 866	22	45 638	433	1 442 505
Islande	12	28 944	0	851	12	29 795
Italie	82 126	174 141 430	39 451	65 632 659	121 577	239 774 090

Paielement des pensions de vieillesse en 2016 (suite et fin)

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Lettonie	15	114 763	0	0	15	114 763
Liechtenstein	40	149 139	7	7 784	47	156 923
Lituanie	27	99 579	4	16 556	31	116 135
Luxembourg	4 562	18 412 746	748	1 640 137	5 310	20 052 883
Malte	93	680 841	4	6 853	97	687 695
Norvège	536	1 104 099	10	21 520	546	1 125 619
Pays-Bas	3 889	7 696 941	371	615 104	4 260	8 312 045
Pologne	3 165	8 152 453	3 098	5 318 853	6 263	13 471 306
Portugal	168 618	700 675 772	43 031	99 661 670	211 649	800 337 442
République Tchèque	317	1 153 288	136	273 996	453	1 427 284
Roumanie	398	1 962 817	62	119 955	460	2 082 772
Royaume-Uni	9 401	22 643 347	586	1 358 967	9 987	24 002 314
Slovaquie	120	469 375	105	92 770	225	562 145
Slovénie	560	1 626 635	163	287 387	723	1 914 021
Suède	1 701	3 547 810	82	159 462	1 783	3 707 272
Suisse	23 521	74 198 387	1 215	3 245 059	24 736	77 443 446
Total 2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546
Total 2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205
% évolution	-0,69	0,42	-1,29	-1,13	-0,82	0,19

Principaux pays



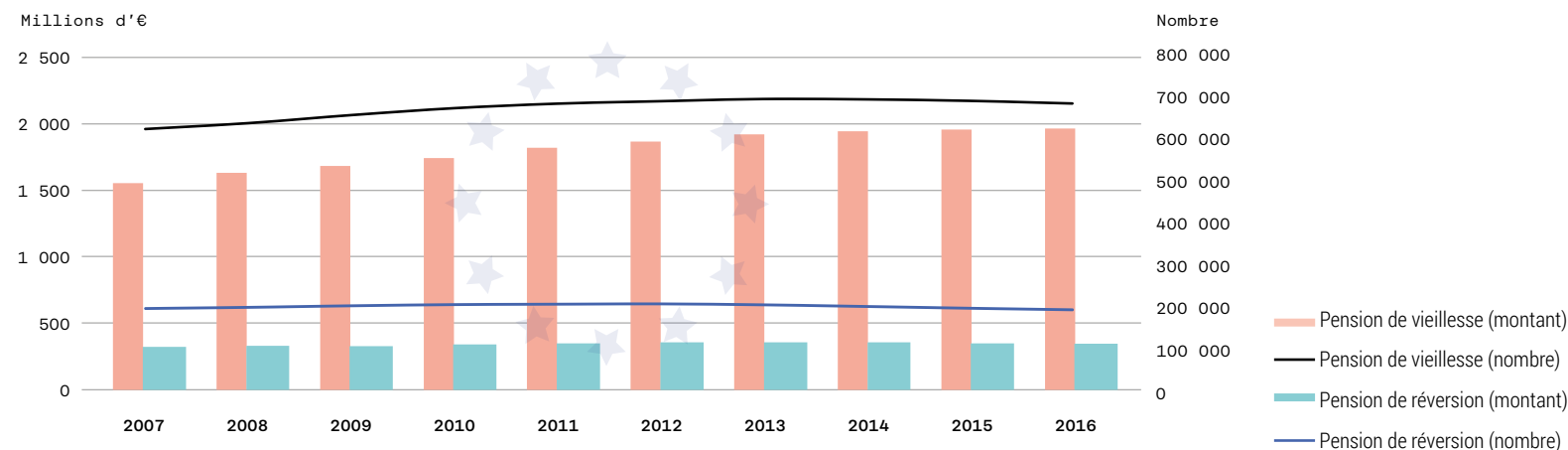
Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	632 010	1 549 958 032	195 866	315 301 638	827 876	1 865 259 669	
2008	642 569	1 627 859 482	197 766	324 042 590	840 335	1 951 902 072	4,65
2009	656 959	1 678 212 638	200 294	322 239 496	857 253	2 000 452 134	2,49
2010	669 332	1 739 828 003	202 222	333 656 112	871 554	2 073 484 114	3,65
2011	677 438	1 815 990 645	202 889	341 283 429	880 327	2 157 274 075	4,04
2012	681 817	1 862 823 602	203 382	348 999 694	885 199	2 211 823 296	2,53
2013	685 746	1 915 501 535	201 840	350 659 442	887 586	2 266 160 977	2,46
2014	685 098	1 938 942 847	199 183	349 322 778	884 281	2 288 265 625	0,98
2015	682 453	1 952 330 550	196 326	343 052 656	878 779	2 295 383 205	0,31
2016	677 738	1 960 497 523	193 793	339 184 023	871 531	2 299 681 546	0,19

Le nombre de pensions de vieillesse versées dans les pays appliquant les règlements européens a augmenté de plus de 5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 0,6 % (pour le montant global des pensions, respectivement: +23,2 % sur la décennie et +2,3 % par an).

Les pensions versées au titre d'un droit propre présentent une tendance à la hausse à l'inverse de celles allouées au titre d'un droit dérivé (+7,2 % contre -1,1 %).

Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse ont augmenté, en moyenne, de 2,6 % par an contre 0,8 % pour les pensions de réversion.



ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non cadres).
On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

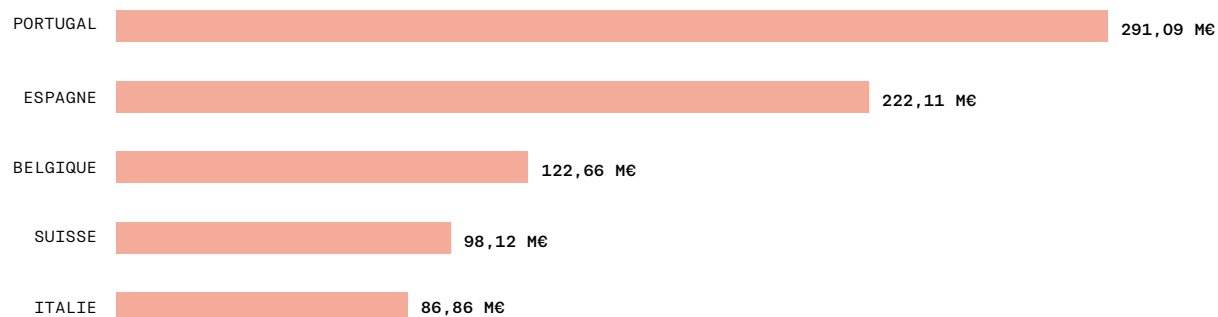
Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2016

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	20 202	42 847 200	6 267	10 023 609	26 469	52 870 809
Autriche	1 079	3 296 213	248	721 456	1 327	4 017 669
Belgique	37 662	100 546 347	14 707	22 118 583	52 369	122 664 930
Bulgarie	179	608 712	37	72 069	216	680 781
Chypre	121	806 187	16	41 222	137	847 409
Croatie	1 245	2 095 686	401	488 066	1 646	2 583 752
Danemark	566	1 262 767	93	352 282	659	1 615 049
Espagne	128 086	184 615 489	38 190	37 493 353	166 276	222 108 842
Estonie	22	64 873	3	5 715	25	70 588
Finlande	268	605 341	19	50 903	287	656 244
Grèce	1 658	4 233 769	439	988 674	2 097	5 222 443
Hongrie	377	1 091 427	140	260 778	517	1 352 205
Irlande	420	1 117 418	59	180 544	479	1 297 962
Islande	10	5 961	4	5 628	14	11 589
Italie	45 492	65 065 941	21 266	21 792 294	66 758	86 858 235
Lettonie	13	67 470	3	8 404	16	75 874

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2016 (suite et fin)

Pays	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Liechtenstein	33	128 752	8	31 584	41	160 336
Lituanie	15	68 557	5	4 226	20	72 783
Luxembourg	3 449	15 670 943	735	1 560 838	4 184	17 231 781
Malte	117	970 220	16	65 522	133	1 035 742
Norvège	370	833 339	48	154 104	418	987 443
Pays-Bas	2 973	7 248 822	552	1 446 421	3 525	8 695 243
Pologne	2 076	3 196 831	2 116	1 357 955	4 192	4 554 786
Portugal	139 227	246 430 404	47 708	44 663 761	186 935	291 094 165
République tchèque	275	1 114 009	105	183 478	380	1 297 487
Roumanie	368	1 774 467	75	128 419	443	1 902 886
Royaume-Uni	8 375	33 813 159	1 378	4 717 381	9 753	38 530 540
Slovaquie	101	418 923	79	32 004	180	450 927
Slovénie	351	603 672	158	160 192	509	763 864
Suède	1 411	3 482 618	187	658 291	1 598	4 140 909
Suisse	17 192	84 570 740	3 289	13 551 557	20 481	98 122 297
Total 2016	413 733	808 656 257	138 351	163 319 313	552 084	971 975 570
Total 2015	417 026	795 663 217	140 523	167 134 771	557 549	962 797 988
% évolution	-0,79	1,63	-1,55	-2,28	-0,98	0,95

Principaux pays



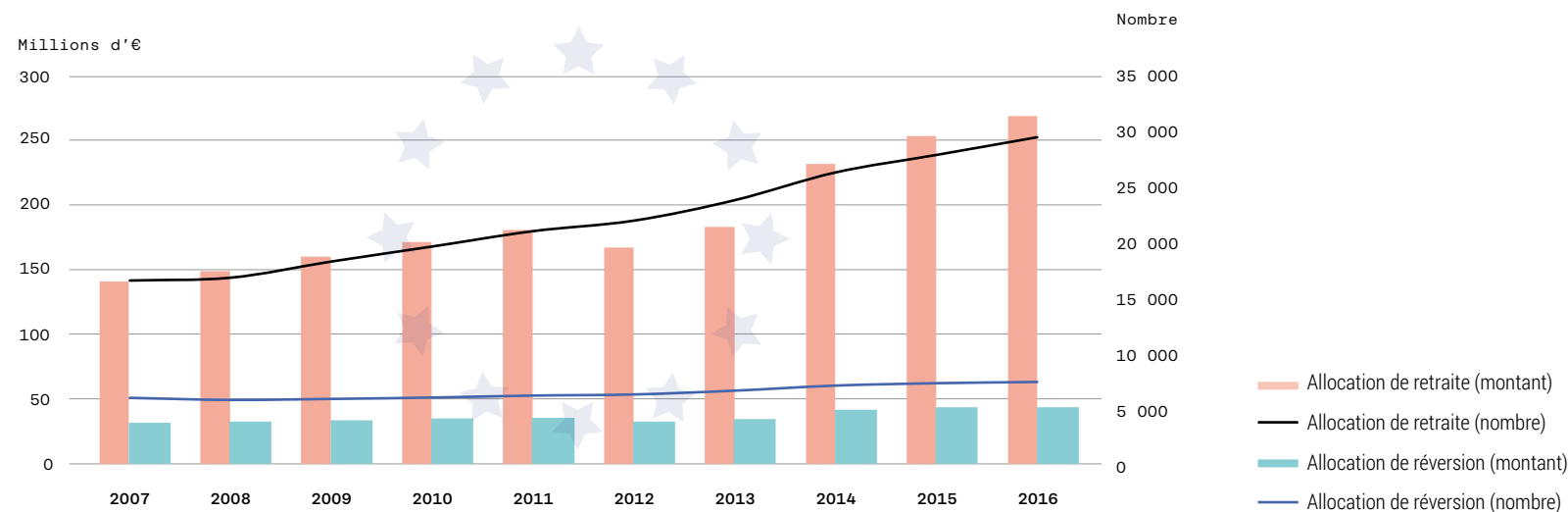
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	16 699	141 471 337	5 987	30 865 819	22 686	172 337 156	
2008	16 956	149 758 507	5 785	32 216 030	22 741	181 974 537	5,59
2009	18 417	161 210 376	5 885	33 033 454	24 302	194 243 830	6,74
2010	19 773	172 389 428	6 017	34 132 725	25 790	206 522 153	6,32
2011	21 162	181 652 307	6 207	35 012 726	27 369	216 665 033	4,91
2012	22 110	167 825 088	6 317	31 773 136	28 427	199 598 224	-7,88
2013	23 960	184 012 562	6 684	33 986 782	30 644	217 999 344	9,22
2014	26 466	232 874 500	7 177	41 063 988	33 643	273 938 488	25,66
2015	28 047	254 566 432	7 407	42 982 088	35 454	297 548 520	8,62
2016	29 646	270 113 987	7 528	43 024 019	37 174	313 138 006	5,24

Le nombre d'allocations AGIRC versées dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 64 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 5,6 % (pour le montant global des allocations, respectivement: +81,7 % sur la décennie et +6,9 % par an).

Les allocations AGIRC versées au titre d'un droit propre présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+77,5 %) que celles attribuées au titre d'un droit dérivé (+25,8 %).

Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 7,5 % par an; les allocations de réversion quant à elles se sont accrues de 3,8 % par an.



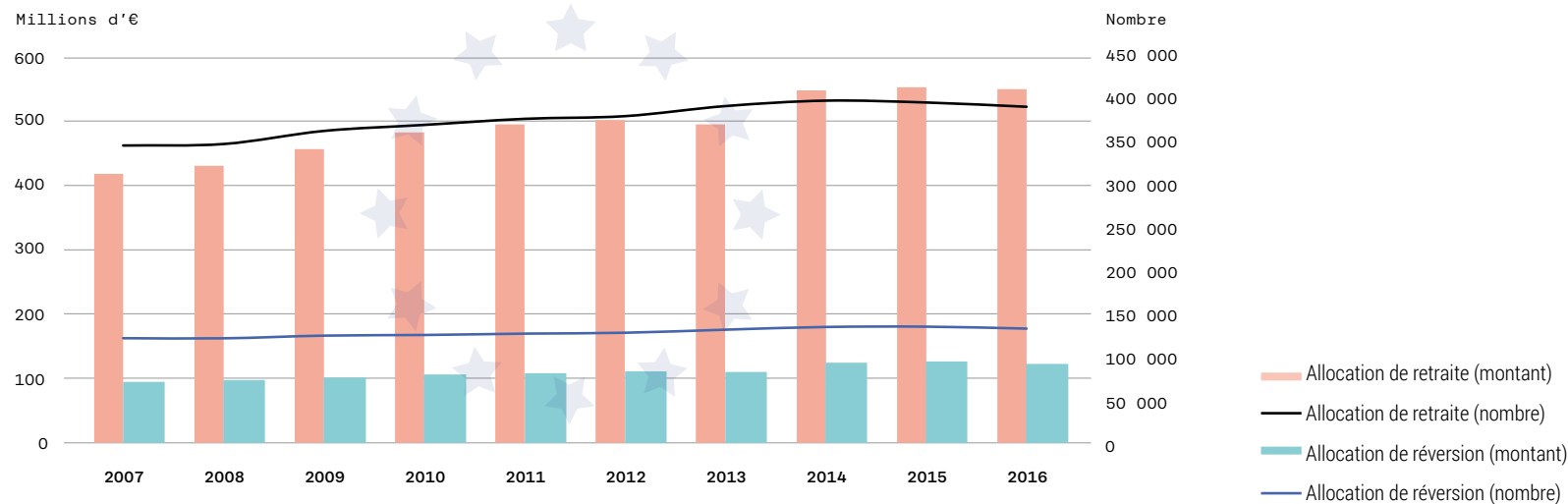
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	339 556	409 677 857	119 628	92 816 215	459 184	502 494 073	
2008	341 266	422 221 498	119 491	95 617 070	460 757	517 838 568	3,05
2009	356 300	447 539 458	122 633	99 737 851	478 933	547 277 309	5,68
2010	363 242	472 495 656	123 389	104 307 818	486 631	576 803 474	5,40
2011	370 200	484 415 496	124 976	106 598 953	495 176	591 014 449	2,46
2012	373 326	491 615 756	125 995	109 117 728	499 321	600 733 484	1,64
2013	384 870	485 174 285	129 580	108 518 956	514 450	593 693 241	-1,17
2014	391 121	536 749 167	132 728	122 062 941	523 849	658 812 108	10,97
2015	388 979	541 096 785	133 116	124 152 683	522 095	665 249 468	0,98
2016	384 087	538 542 270	130 823	120 295 294	514 910	658 837 564	-0,96

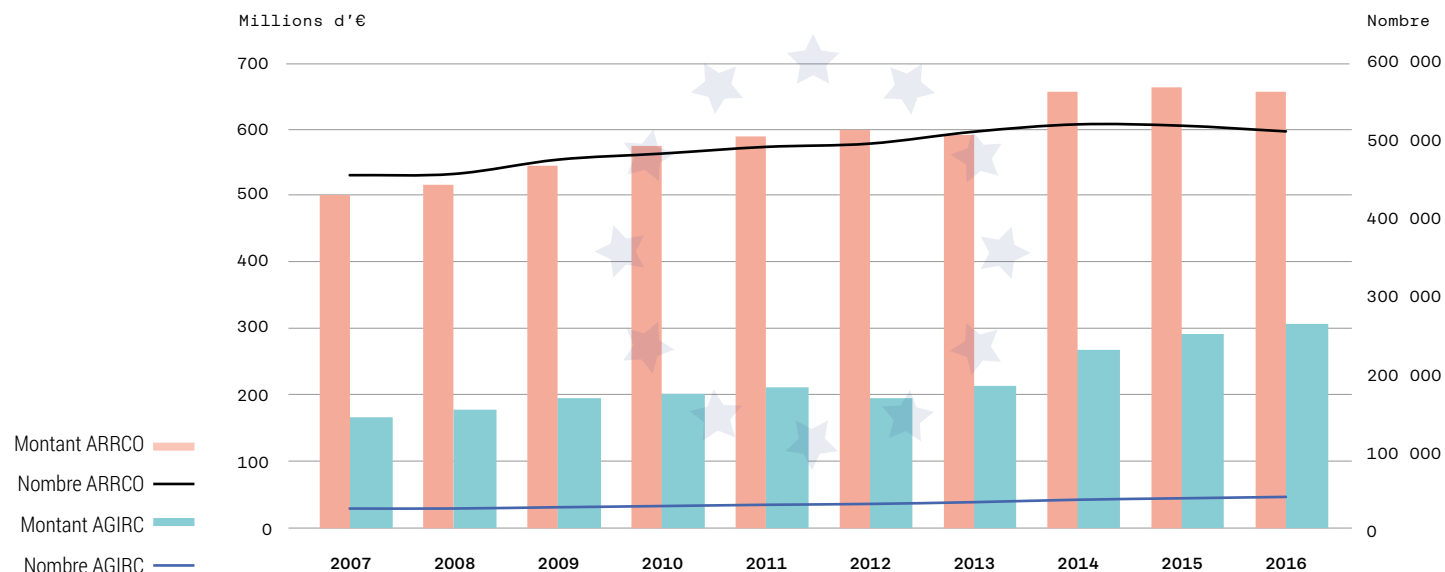
_Le nombre d'allocations ARRCO versées dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 12,1 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,3 % (pour le montant global des allocations, respectivement: +31,1 % sur la décennie et +3,1 % par an).

_Les allocations ARRCO versées au titre d'un droit propre présentent une tendance à la hausse légèrement plus marquée (+13,1 %) que celles attribuées au titre d'un droit dérivé (+9,4 %).

_Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 3,1 %, soit une évolution quasi-identique pour les allocations de réversion (+3 %).



Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 72,5 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre d'allocations versées par le régime de l'ARRCO représente en moyenne 94,5 % de l'ensemble des allocations attribuées.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

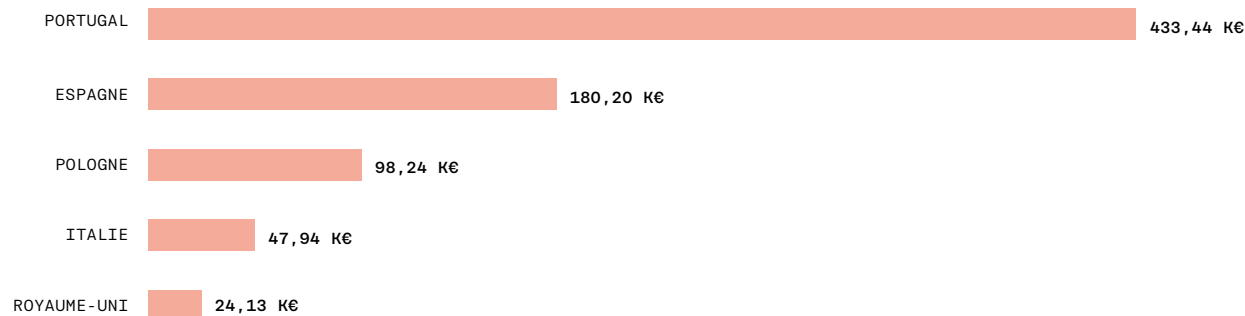
Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2016

Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	5	1 765
Autriche	0	0
Belgique	9	10 964
Bulgarie	0	12 504
Chypre	0	2 041
Croatie	0	3 616
Danemark	0	0
Espagne	51	180 196
Estonie	0	0
Finlande	1	0
Grèce	2	0
Hongrie	1	6 027
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	16	47 943
Lettonie	0	0

Pays	Allocation de veuvage	
	Nombre	Montant (euros)
Liechtenstein	0	0
Lituanie	0	5 588
Luxembourg	2	12 894
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-Bas	1	0
Pologne	10	98 241
Portugal	110	433 442
République tchèque	0	0
Roumanie	1	1 817
Royaume-Uni	2	24 131
Slovaquie	3	11 652
Slovénie	1	0
Suède	1	0
Suisse	4	6 473
Total 2016	220	859 293
Total 2015	228	1 119 535
% évolution	-3,51	-23,25

Principaux pays

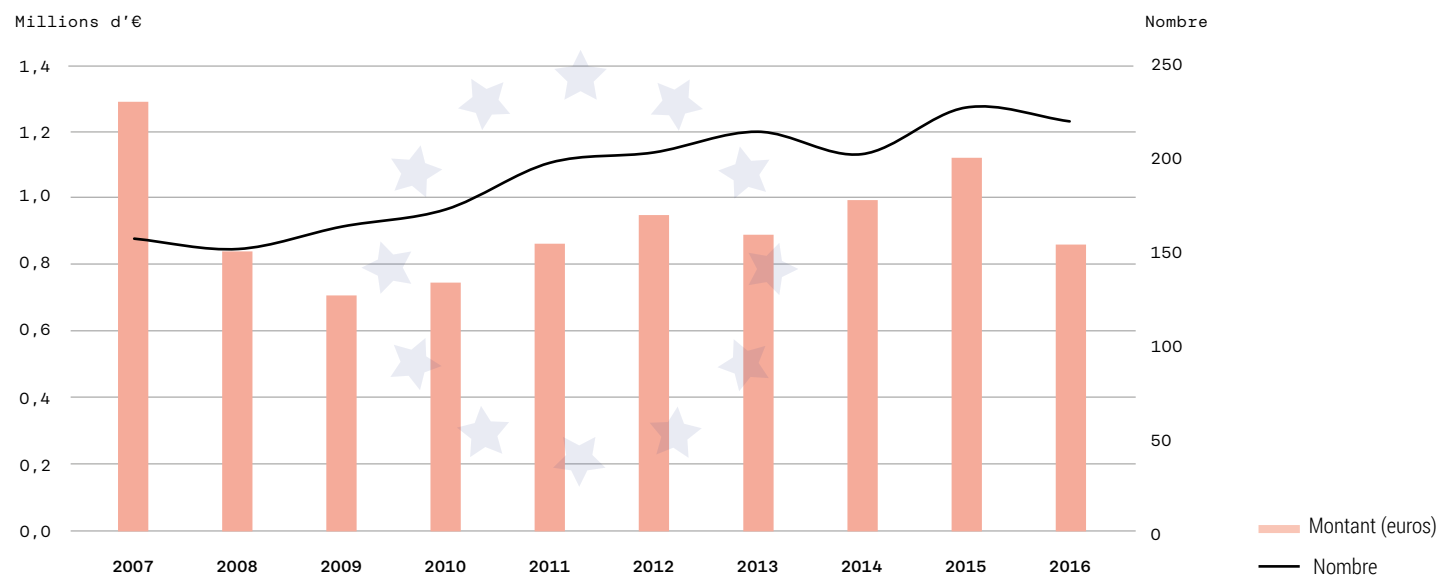


Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre	Montant (euros)	% évolution
2007	152	1 287 809	
2008	146	838 555	-34,89
2009	159	706 564	-15,74
2010	169	745 083	5,45
2011	196	862 439	15,75
2012	202	948 161	9,94
2013	214	889 265	-6,21
2014	201	992 288	11,59
2015	228	1 119 535	12,82
2016	220	859 293	-23,25

Le nombre d'allocations de veuvage versées dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de près de 45 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 4,2 %.

Le montant global versé a connu une évolution inverse sur la même période : -33,3 %, soit une diminution annuelle moyenne de 4,4 %.



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

CAPITAUX DÉCÈS

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

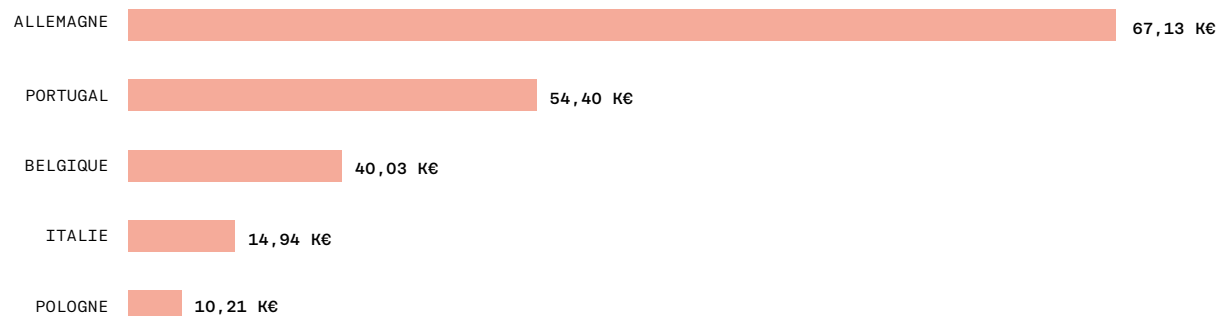
Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, ce droit est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

Paiements des capitaux décès en 2016

Pays	Capital décès	
	Nombre	Montant (euros)
Allemagne	25	67 133
Autriche	0	0
Belgique	13	40 031
Bulgarie	0	0
Chypre	0	0
Croatie	0	0
Danemark	0	0
Espagne	3	6 238
Estonie	0	0
Finlande	0	0
Grèce	0	0
Hongrie	2	5 106
Irlande	0	0
Islande	0	0
Italie	6	14 941
Lettonie	0	0

Pays	Capital décès	
	Nombre	Montant (euros)
Liechtenstein	1	1 134
Lituanie	0	0
Luxembourg	1	2 811
Malte	0	0
Norvège	0	0
Pays-Bas	0	0
Pologne	3	10 205
Portugal	19	54 402
République tchèque	0	0
Roumanie	1	1 702
Royaume-Uni	3	5 104
Slovaquie	0	0
Slovénie	0	0
Suède	0	0
Suisse	0	0
Total 2016	77	208 808
Total 2015	91	289 713
% évolution	-15,38	-27,93

Principaux pays



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

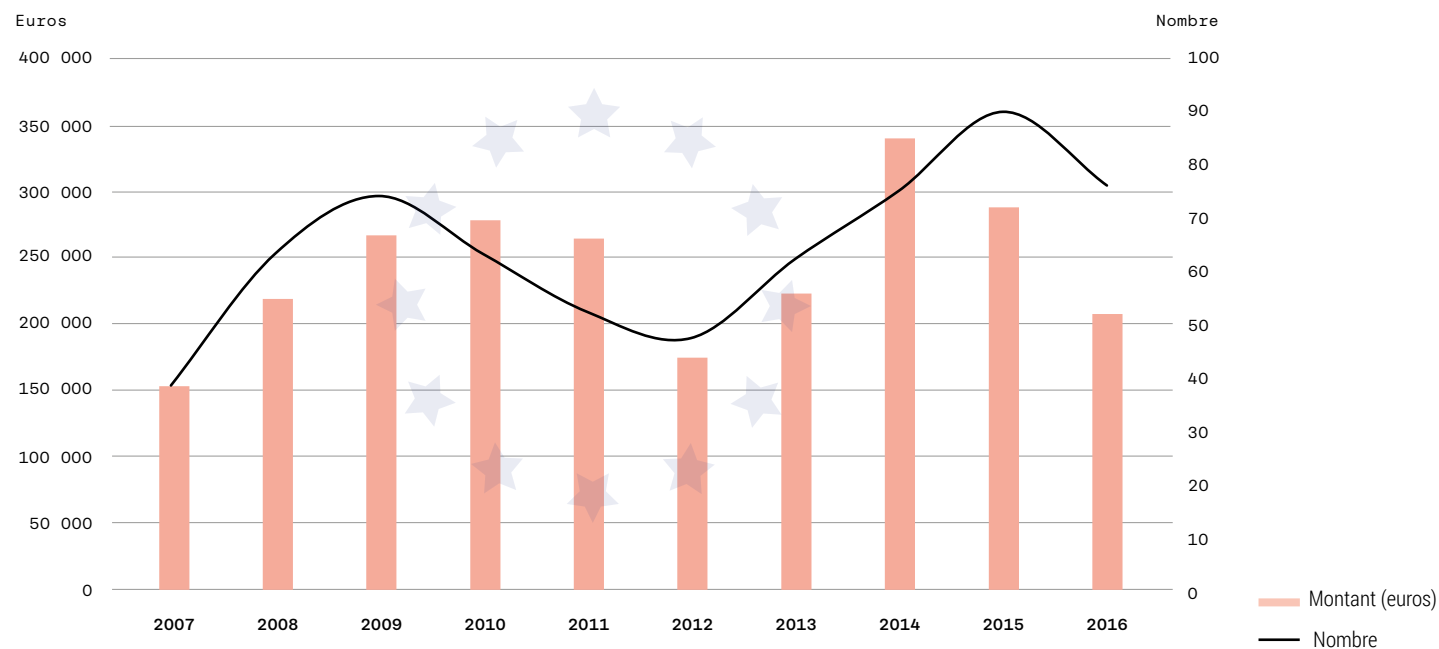
Mouvements
migratoires

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès		
	Nombre	Montant (euros)	% évolution
2007	39	154 338	
2008	64	220 441	42,83
2009	75	268 710	21,90
2010	64	279 831	4,14
2011	53	266 077	-4,92
2012	48	175 669	-33,98
2013	63	224 254	27,66
2014	76	341 944	52,48
2015	91	289 713	-15,27
2016	77	208 808	-27,93

Le nombre de capitaux décès versés dans l'un des pays appliquant les règlements européens a augmenté de 97,4 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 7,85 %.

Le montant global est en hausse de 35,3 % sur la même période, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 3,4 %.



RENTES D'AT-MP

La rente AT-MP (Accident du Travail - Maladie Professionnelle) est un revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente partielle ou totale due à un accident du travail ou une maladie professionnelle.

On distingue les rentes de victimes (la personne victime d'un accident reçoit directement le montant de la rente calculé à partir de son taux d'incapacité et du montant de son salaire antérieur) et les rentes de survivants (lorsque l'accident ou la maladie professionnelle entraîne le décès de la victime, certains ayants droit peuvent prétendre à cette rente).

Paiement des rentes d'AT-MP en 2016

Pays	Rente de victime		Rente de survivant		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Algérie	10 749	26 292 818	1 737	19 150 258	12 486	45 443 076
Andorre	11	24 933	0	0	11	24 933
Argentine	3	17 150	1	26 476	4	43 626
Bénin	7	45 956	2	15 671	9	61 628
Bosnie-Herzégovine	43	100 166	2	24 231	45	124 397
Brésil	26	59 864	3	38 544	29	98 408
Cameroun	22	38 398	0	0	22	38 398
Canada	289	746 181	16	206 311	305	952 492
Cap-Vert	6	15 830	1	9 137	7	24 967
Chili	11	48 290	0	0	11	48 290
Congo	7	9 997	1	15 229	8	25 226
Corée	1	920	2	96 336	3	97 257
Côte d'Ivoire	18	29 375	2	16 407	20	45 782
États-Unis	217	628 158	13	208 800	230	836 958
Gabon	10	27 426	3	13 074	13	40 500
Guernesey	3	6 730	0	0	3	6 730
Inde	4	20 021	0	0	4	20 021
Israël	183	411 025	8	184 754	191	595 779
Japon	2	9 828	0	0	2	9 828
Jersey	2	2 204	0	0	2	2 204
Kosovo	5	15 777	0	0	5	15 777
Macédoine	15	29 635	3	35 129	18	64 764
Madagascar	55	128 533	5	52 113	60	180 647
Mali	145	328 639	46	232 834	191	561 473
Maroc	2 605	7 357 700	736	7 177 067	3 341	14 534 767
Mauritanie	28	84 095	8	57 022	36	141 117
Monaco	8	10 191	1	30 845	9	41 036

Conventions bilatérales

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paiement des rentes d'AT-MP en 2016 (suite et fin)

	Rente de victime		Rente de survivant		Total		
	Pays	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	12	23 873	0	0	12	23 873
	Niger	5	20 118	0	0	5	20 118
	Philippines	6	11 370	1	430	7	11 800
	Québec	18	35 113	3	49 470	21	84 583
	Saint-Marin	8	48 321	1	20 100	9	68 421
	Sénégal	123	387 040	67	401 224	190	788 264
	Serbie	374	970 388	19	173 128	393	1 143 515
	Togo	6	10 319	2	3 768	8	14 087
	Tunisie	1 506	3 652 791	246	2 244 908	1 752	5 897 699
	Turquie	472	1 430 446	102	1 016 440	574	2 446 886
	Uruguay	5	8 813	0	0	5	8 813
	Sous-total 2016	17 010	43 088 436	3 031	31 499 706	20 041	74 588 142
	Sous-total 2015	17 573	43 658 078	3 150	30 287 262	20 723	73 945 340
	% évolution	-3,20	-1,30	-3,78	4,00	-3,29	0,87
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	7	11 727	0	0	7	11 727
	Polynésie française	9	21 289	1	43 856	10	65 145
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	3 336	0	0	1	3 336
	Sous-total 2016	17	36 353	1	43 856	18	80 209
	Sous-total 2015	16	30 053	1	43 833	17	73 886
	% évolution	6,25	20,96	0,00	0,05	5,88	8,56
Total Général 2016	17 027	43 124 789	3 032	31 543 562	20 059	74 668 351	
Total Général 2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	
% évolution	-3,20	-1,29	-3,78	4,00	-3,28	0,88	

Principaux pays



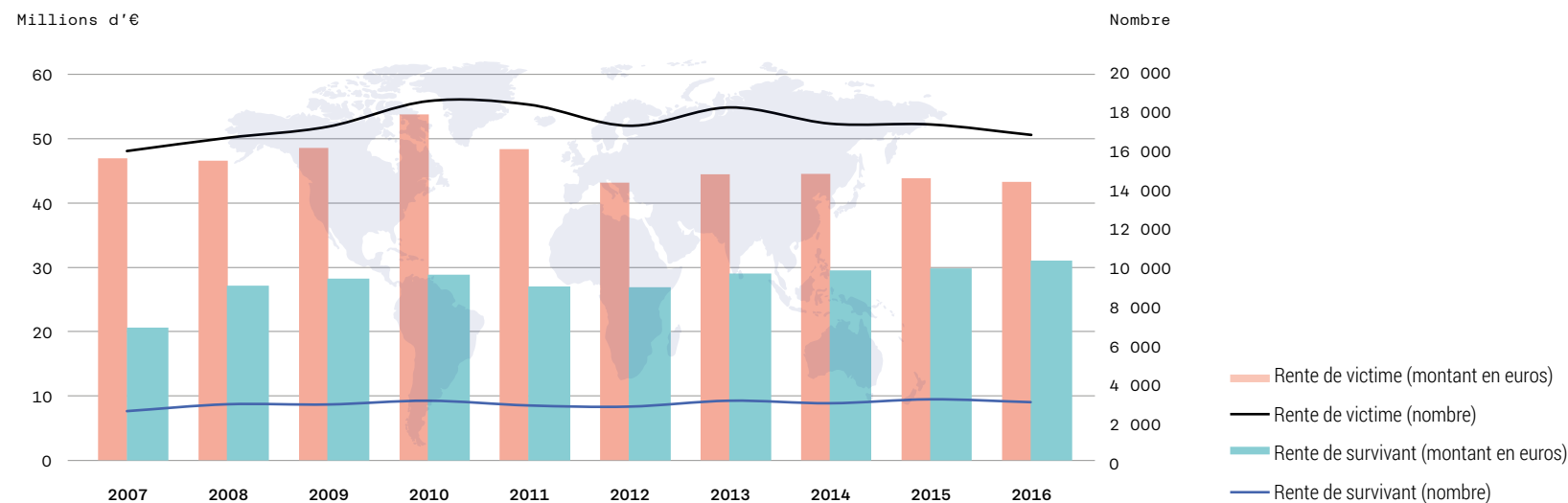
Évolution sur 10 ans des rentes d'AT-MP

Années	Rente de victime		Rente de survivant		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	16 158	46 768 822	2 657	20 958 079	18 815	67 726 901	
2008	16 870	46 410 528	2 944	27 606 289	19 814	74 016 817	9,29
2009	17 471	48 403 870	2 935	28 733 170	20 406	77 137 040	4,22
2010	18 849	53 585 437	3 092	29 359 025	21 941	82 944 462	7,53
2011	18 660	48 174 700	2 894	27 484 224	21 554	75 658 924	-8,78
2012	17 520	43 026 675	2 846	27 367 513	20 366	70 394 187	-6,96
2013	18 509	44 268 006	3 093	29 494 126	21 602	73 762 132	4,78
2014	17 632	44 352 580	2 986	30 040 046	20 618	74 392 627	0,85
2015	17 589	43 688 131	3 151	30 331 095	20 740	74 019 226	-0,50
2016	17 027	43 124 789	3 032	31 543 562	20 059	74 668 351	0,88

Le nombre de rentes d'AT-MP versées dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a augmenté de 6,6 % au cours de ces 10 dernières années, soit une hausse annuelle moyenne de 0,7 % (pour le montant global des rentes, respectivement : +10,2 % sur la décennie et +1,1 % par an).

Le nombre de rentes de victimes présente une tendance à la hausse moins accentuée (+5,4 %) que celles allouées aux survivants (+14,1 %).

Sur la période, les paiements de rentes de victimes ont diminué, en moyenne, de 0,9 % par an ; les rentes de survivants quant à elles se sont accrues de 4,6 % par an.



PENSIONS D'INVALIDITÉ

La **pension d'invalidité** est un revenu de remplacement. Elle vise à compenser une perte de salaire résultant de la perte d'au moins deux tiers de la capacité de travail ou de gains, due à la maladie ou à un accident non professionnel.

On distingue les pensions d'invalidité (pension versée directement à l'assuré invalide n'ayant pas atteint l'âge légal de la retraite) et les pensions de survivants invalides (après le décès du bénéficiaire d'une pension d'invalidité ou de retraite, le conjoint survivant, sous réserve de condition d'âge et s'il est invalide lui-même, peut prétendre au bénéfice d'une pension).

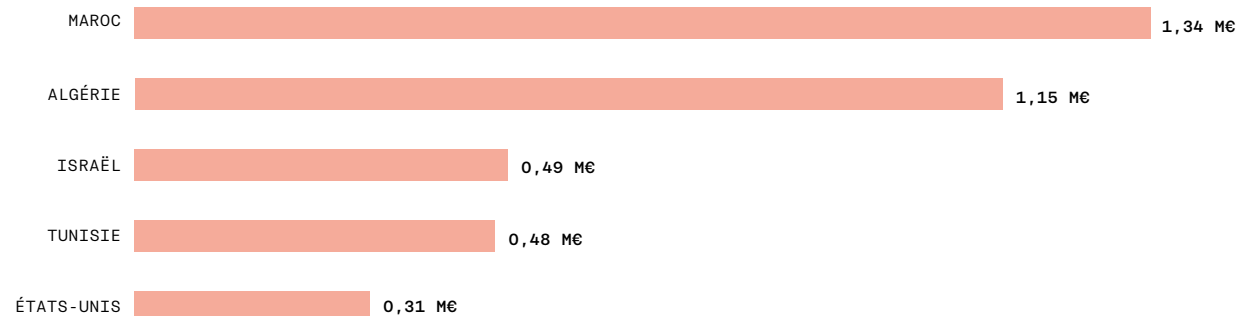
Paievements des pensions d'invalidité en 2016

	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Pays	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Algérie	38	182 748	248	963 819	286	1 146 567
	Andorre	2	20 439	0	0	2	20 439
	Argentine	0	0	0	0	0	0
	Bénin	0	0	0	0	0	0
	Bosnie-Herzégovine	4	22 884	0	0	4	22 884
	Brésil	14	149 248	0	0	14	149 248
	Cameroun	4	31 729	0	0	4	31 729
	Canada	30	280 793	2	13 149	32	293 942
	Cap-Vert	1	2 791	0	0	1	2 791
	Chili	1	10 084	1	1 578	2	11 662
	Congo	0	0	0	0	0	0
	Corée	0	0	0	0	0	0
	Côte d'Ivoire	5	44 277	0	0	5	44 277
	États-Unis	24	265 575	5	48 218	29	313 792
	Gabon	1	9 194	0	0	1	9 194
	Guernesey	0	0	0	0	0	0
	Inde	4	19 802	2	15 861	6	35 663
	Israël	52	484 489	3	8 778	55	493 267
	Japon	4	45 957	0	0	4	45 957
	Jersey	0	0	0	0	0	0
	Kosovo	1	7 516	0	0	1	7 516
	Macédoine	3	7 400	0	0	3	7 400
	Madagascar	21	196 581	3	21 397	24	217 979
	Mali	2	8 507	0	0	2	8 507
Maroc	119	1 025 771	62	315 163	181	1 340 933	
Mauritanie	1	3 550	0	0	1	3 550	
Monaco	1	5 037	0	0	1	5 037	

Paielements des pensions d'invalidité en 2016 (suite et fin)

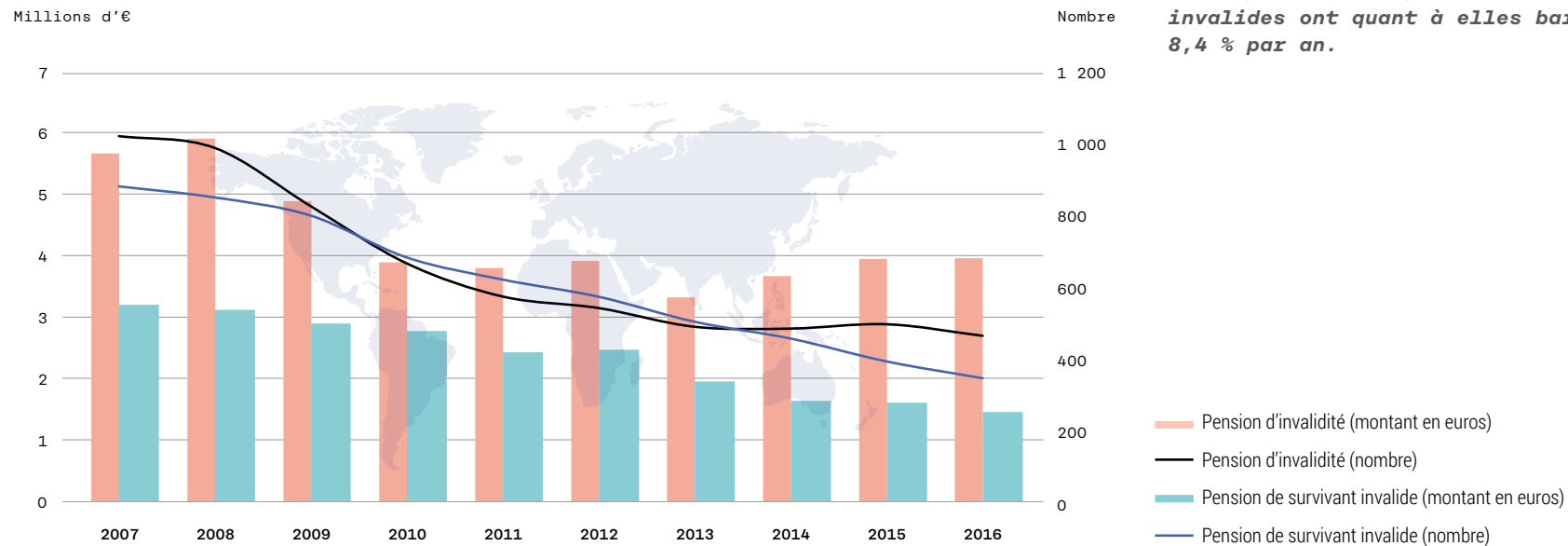
	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		
	Pays	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	1	32 963	0	0	1	32 963
	Niger	1	15 696	0	0	1	15 696
	Philippines	2	27 812	1	7 930	3	35 742
	Québec	2	13 501	0	0	2	13 501
	Saint-Marin	0	0	0	0	0	0
	Sénégal	18	124 012	3	20 117	21	144 129
	Serbie	12	68 239	0	0	12	68 239
	Togo	0	0	0	0	0	0
	Tunisie	50	436 938	9	39 194	59	476 132
	Turquie	33	244 860	4	12 278	37	257 138
	Uruguay	1	5 153	0	0	1	5 153
	Sous-total 2016	452	3 793 547	343	1 467 481	795	5 261 028
	Sous-total 2015	483	3 805 706	391	1 634 701	874	5 440 407
% évolution	-6,42	-0,32	-12,28	-10,23	-9,04	-3,30	
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	4	33 214	1	7 930	5	41 144
	Polynésie française	5	67 120	1	10 221	6	77 340
	Saint-Pierre-et-Miquelon	1	16 291	0	0	1	16 291
	Sous-total 2016	10	116 625	2	18 151	12	134 776
	Sous-total 2015	11	93 392	1	7 924	12	101 316
	% évolution	-9,09	24,88	100,00	129,05	0,00	33,03
Total Général	Total Général 2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804
	Total Général 2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723
	% évolution	-6,48	0,28	-11,99	-9,56	-8,92	-2,63

Principaux pays



Évolution sur 10 ans des pensions d'invalidité

Années	Pension d'invalidité		Pension de survivant invalide		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	1 017	5 597 869	882	3 276 063	1 899	8 873 931	
2008	984	5 838 420	851	3 189 526	1 835	9 027 946	1,74
2009	822	4 830 563	800	2 964 471	1 622	7 795 034	-13,66
2010	663	3 845 804	683	2 838 927	1 346	6 684 731	-14,24
2011	571	3 757 819	621	2 481 640	1 192	6 239 458	-6,66
2012	539	3 868 192	573	2 522 723	1 112	6 390 915	2,43
2013	487	3 279 677	503	1 994 562	990	5 274 239	-17,47
2014	482	3 625 550	456	1 675 081	938	5 300 632	0,50
2015	494	3 899 098	392	1 642 625	886	5 541 723	4,55
2016	462	3 910 172	345	1 485 632	807	5 395 804	-2,63



Le nombre de pensions d'invalidité versées dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a diminué de 57,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une baisse annuelle moyenne de 9,1 % (pour le montant global des pensions, respectivement: -39,2 % sur la décennie et -5,4 % par an).

Les pensions versées au titre d'un droit propre ou dérivé connaissent une tendance à la baisse quasi identique (-54,6 % pour les premières et -61 % pour les secondes).

Sur la période, les paiements de pensions d'invalidité ont diminué, en moyenne, de 3,9 % par an; les pensions de survivants invalides ont quant à elles baissé de 8,4 % par an.

PENSIONS DE VIEILLESSE

La **pension de vieillesse** est un revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge de l'assuré.

On distingue la **pension de vieillesse** (droit propre) versée au retraité et la **pension de réversion** (droit dérivé) qui est versée, sous certaines conditions, au conjoint et/ou ex-conjoint(s) survivant(s) et qui correspond à une partie de la retraite dont bénéficiait ou aurait pu bénéficier l'assuré décédé.

Paiements des pensions de vieillesse en 2016

Pays	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Algérie	231 576	723 306 416	236 313	654 346 681	467 889	1 377 653 096
Andorre	833	3 167 831	143	219 466	976	3 387 297
Argentine	120	531 943	79	157 918	199	689 860
Bénin	269	1 113 329	17	38 731	286	1 152 060
Bosnie-Herzégovine	1 327	2 484 083	448	652 032	1 775	3 136 115
Brésil	170	573 025	63	199 640	233	772 665
Cameroun	766	3 047 165	67	179 715	833	3 226 881
Canada	8 216	25 516 716	1 593	2 941 488	9 809	28 458 204
Cap-Vert	190	720 643	133	436 453	323	1 157 096
Chili	701	3 560 325	112	350 827	813	3 911 152
Congo	103	397 326	2	13 410	105	410 736
Corée	143	335 814	4	18 104	147	353 918
Côte d'Ivoire	832	3 892 282	51	122 505	883	4 014 788
États-Unis	15 321	49 900 502	1 180	2 776 977	16 501	52 677 479
Gabon	235	1 406 155	19	42 310	254	1 448 465
Guernesey	17	53 046	2	1 437	19	54 484
Inde	318	1 492 688	69	219 199	387	1 711 887
Israël	9 399	55 663 134	874	2 354 180	10 273	58 017 314
Japon	2 154	5 076 685	84	187 361	2 238	5 264 045
Jersey	91	222 992	14	17 079	105	240 071
Kosovo	0	0	0	0	0	0
Macédoine	959	1 642 976	315	449 007	1 274	2 091 984
Madagascar	1 666	11 081 372	166	463 703	1 832	11 545 075
Mali	5 421	10 248 557	1 769	5 579 437	7 190	15 827 994
Maroc	53 105	211 294 911	51 773	140 303 450	104 878	351 598 361
Mauritanie	1 515	4 196 682	1 586	3 399 207	3 101	7 595 889
Monaco	2 144	11 977 545	294	1 171 748	2 438	13 149 293

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paiements des pensions de vieillesse en 2016 (suite et fin)

	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		
	Pays	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	232	589 195	66	109 827	298	699 022
	Niger	28	120 376	1	3 396	29	123 772
	Philippines	257	1 583 170	21	47 227	278	1 630 397
	Québec	11 948	23 711 064	831	1 274 029	12 779	24 985 093
	Saint-Marin	273	746 907	95	163 647	368	910 554
	Sénégal	5 549	20 790 469	4 185	12 135 225	9 734	32 925 693
	Serbie	10 932	30 553 406	2 929	5 113 254	13 861	35 666 661
	Togo	287	1 027 601	19	68 916	306	1 096 517
	Tunisie	27 050	93 932 564	18 467	50 846 569	45 517	144 779 133
	Turquie	13 770	30 946 350	6 076	12 998 958	19 846	43 945 308
	Uruguay	28	138 149	9	25 935	37	164 084
	Sous-total 2016	407 945	1 337 043 397	329 869	899 429 048	737 814	2 236 472 444
	Sous-total 2015	416 780	1 367 224 165	323 970	887 011 823	740 750	2 254 235 988
	% évolution	-2,12	-2,21	1,82	1,40	-0,40	-0,79
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	4 534	17 809 946	293	882 584	4 827	18 692 530
	Polynésie française	2 095	9 946 676	110	329 228	2 205	10 275 904
	Saint-Pierre-et-Miquelon	93	992 529	10	75 804	103	1 068 333
	Sous-total 2016	6 722	28 749 151	413	1 287 616	7 135	30 036 767
	Sous-total 2015	6 634	28 461 690	431	1 324 356	7 065	29 786 046
	% évolution	1,33	1,01	-4,18	-2,77	0,99	0,84
Total Général 2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	
Total général 2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	
% évolution	-2,07	-2,14	1,81	1,39	-0,38	-0,77	

Principaux pays



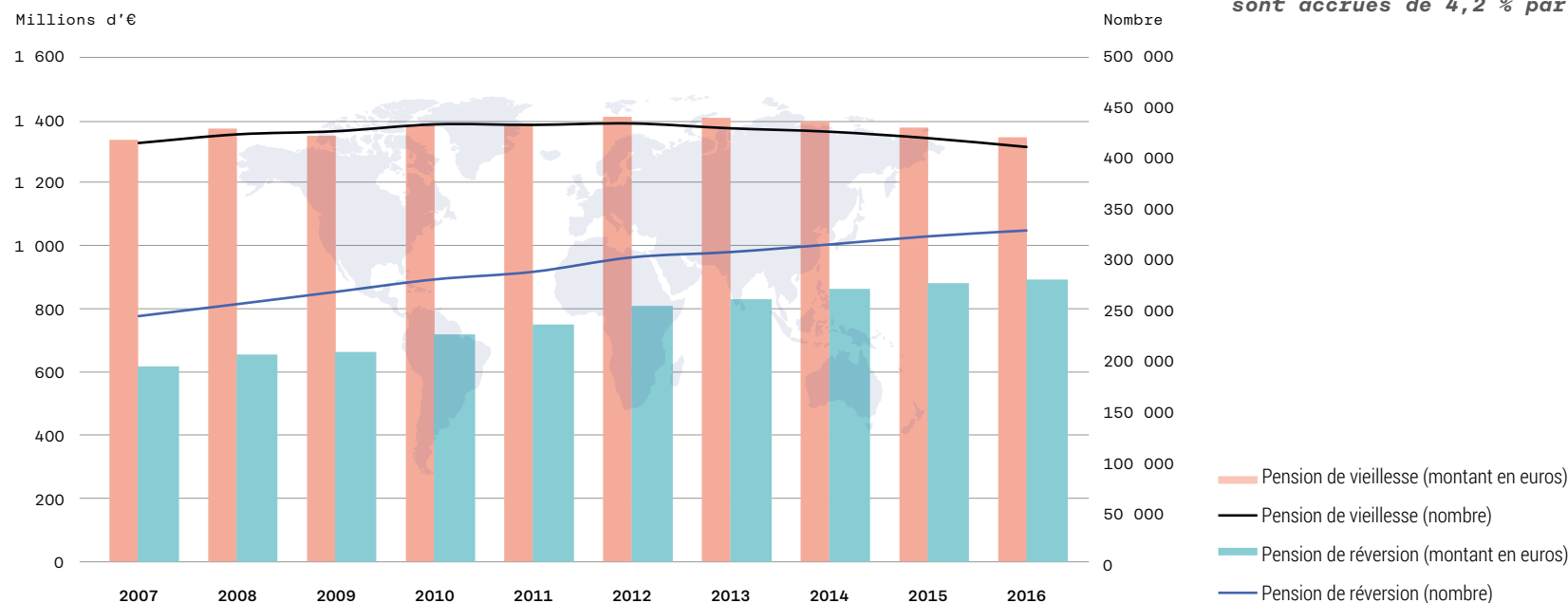
Évolution sur 10 ans des pensions de vieillesse

Années	Pension de vieillesse		Pension de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	418 618	1 356 254 991	244 455	623 061 044	663 073	1 979 316 035	
2008	427 167	1 393 358 628	256 458	661 159 927	683 625	2 054 518 555	3,80
2009	430 300	1 370 771 565	268 791	669 802 297	699 091	2 040 573 861	-0,68
2010	437 110	1 403 972 046	281 229	724 613 248	718 339	2 128 585 294	4,31
2011	436 620	1 409 693 701	288 862	756 297 148	725 482	2 165 990 849	1,76
2012	438 028	1 431 605 926	303 344	816 361 355	741 372	2 247 967 281	3,78
2013	433 193	1 428 320 576	308 661	837 232 932	741 854	2 265 553 508	0,78
2014	429 819	1 416 442 736	316 239	869 790 378	746 058	2 286 233 114	0,91
2015	423 414	1 395 685 855	324 401	888 336 178	747 815	2 284 022 033	-0,10
2016	414 667	1 365 792 548	330 282	900 716 664	744 949	2 266 509 212	-0,77

Le nombre de pensions de vieillesse versées dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a augmenté de 12,3 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 1,3 % (pour le montant global des pensions, respectivement: +14,5% sur la décennie et +1,5 % par an).

Les pensions versées au titre d'un droit dérivé progressent (+35,1 %) contrairement à celles allouées au titre d'un droit propre (-1,0 %).

Sur la période, les paiements de pensions de vieillesse sont quasi stables; les pensions de réversion quant à elles se sont accrues de 4,2 % par an.



ALLOCATIONS DE RETRAITE COMPLÉMENTAIRE

L'allocation de retraite complémentaire complète les prestations versées par le régime de base. Elle est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite. Pour en bénéficier, il faut être salarié du secteur privé, retraité et avoir cotisé aux régimes de retraites AGIRC (cadres) et ARRCO (non-cadres). On distingue l'allocation de retraite (droit propre du salarié) et l'allocation de réversion (lorsque le salarié ou retraité décède, une fraction de sa retraite complémentaire est attribuée sous certaines conditions à ses ayants droit).

Paiements des allocations de retraite complémentaire en 2016

	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Algérie	174 142	147 755 887	148 466	114 316 827	322 608	262 072 714
Andorre	529	2 658 657	111	427 029	640	3 085 686
Argentine	493	2 743 544	206	729 204	699	3 472 748
Bénin	233	651 251	49	88 227	282	739 478
Bosnie-Herzégovine	698	735 544	154	146 782	852	882 326
Brésil	1 470	10 024 829	484	2 380 685	1 954	12 405 514
Cameroun	610	2 534 240	95	314 267	705	2 848 507
Canada	2 888	5 562 633	615	998 550	3 503	6 561 183
Cap-Vert	102	275 129	61	101 394	163	376 523
Chili	459	1 996 354	84	333 393	543	2 329 747
Congo	108	371 506	13	80 772	121	452 278
Corée	40	250 781	3	4 025	43	254 806
Côte d'Ivoire	793	4 495 472	128	450 237	921	4 945 709
États-Unis	9 295	40 522 925	1 702	5 475 268	10 997	45 998 193
Gabon	230	2 066 302	40	323 820	270	2 390 122
Guernesey	0	0	0	0	0	0
Inde	280	844 764	30	78 582	310	923 346
Israël	8 059	36 117 831	1 801	4 643 183	9 860	40 761 014
Japon	2 672	10 866 762	174	565 647	2 846	11 432 409
Jersey	0	0	0	0	0	0
Kosovo	0	0	0	0	0	0
Macédoine	436	462 132	80	64 278	516	526 410
Madagascar	1 532	8 685 065	225	738 613	1 757	9 423 678
Mali	3 366	3 096 190	775	755 242	4 141	3 851 432
Maroc	34 301	85 358 314	30 059	34 896 414	64 360	120 254 728
Mauritanie	930	1 047 221	479	453 481	1 409	1 500 702
Monaco	5 586	33 518 574	1 421	5 342 394	7 007	38 860 968

Conventions bilatérales

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

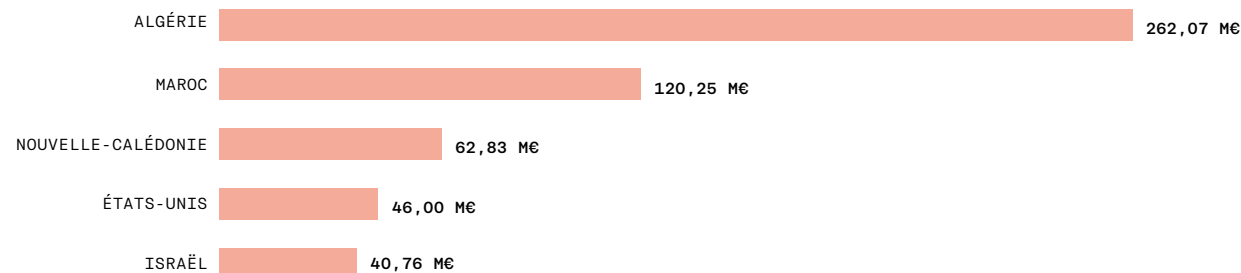
Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paielements des allocations de retraite complémentaire en 2016 (suite et fin)

	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		
	Pays	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Monténégro	175	239 854	45	47 195	220	287 049
	Niger	38	134 477	5	8 453	43	142 930
	Philippines	294	1 926 624	37	81 988	331	2 008 612
	Québec	7 126	15 229 972	1 371	2 723 266	8 497	17 953 238
	Saint-Marin	106	155 251	38	36 694	144	191 945
	Sénégal	4 182	9 721 734	2 636	3 387 947	6 818	13 109 681
	Serbie	7 845	8 810 216	2 516	2 279 465	10 361	11 089 681
	Togo	239	768 731	31	69 268	270	837 999
	Tunisie	19 930	28 449 993	11 743	10 772 229	31 673	39 222 222
	Turquie	8 201	9 365 871	3 132	2 607 816	11 333	11 973 687
	Uruguay	180	680 072	49	271 458	229	951 530
	Sous-total 2016	297 568	478 124 702	208 858	195 994 093	506 426	674 118 795
	Sous-total 2015	311 297	481 185 236	216 442	199 276 538	527 739	680 461 774
	% évolution	-4,41	-0,64	-3,50	-1,65	-4,04	-0,93
Décrets de coordination	Nouvelle-Calédonie	16 657	55 811 050	3 497	7 023 920	20 154	62 834 970
	Polynésie française	3 688	15 282 826	707	2 127 591	4 395	17 410 417
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0	0	0	0	0
	Sous-total 2016	20 345	71 093 876	4 204	9 151 511	24 549	80 245 387
	Sous-total 2015	19 472	68 489 699	4 085	9 192 846	23 557	77 682 545
	% évolution	4,48	3,80	2,91	-0,45	4,21	3,30
Total Général 2016	317 913	549 218 578	213 062	205 145 604	530 975	754 364 182	
Total Général 2015	330 769	549 674 935	220 527	208 469 384	551 296	758 144 319	
% évolution	-3,89	-0,08	-3,39	-1,59	-3,69	-0,50	

Principaux pays



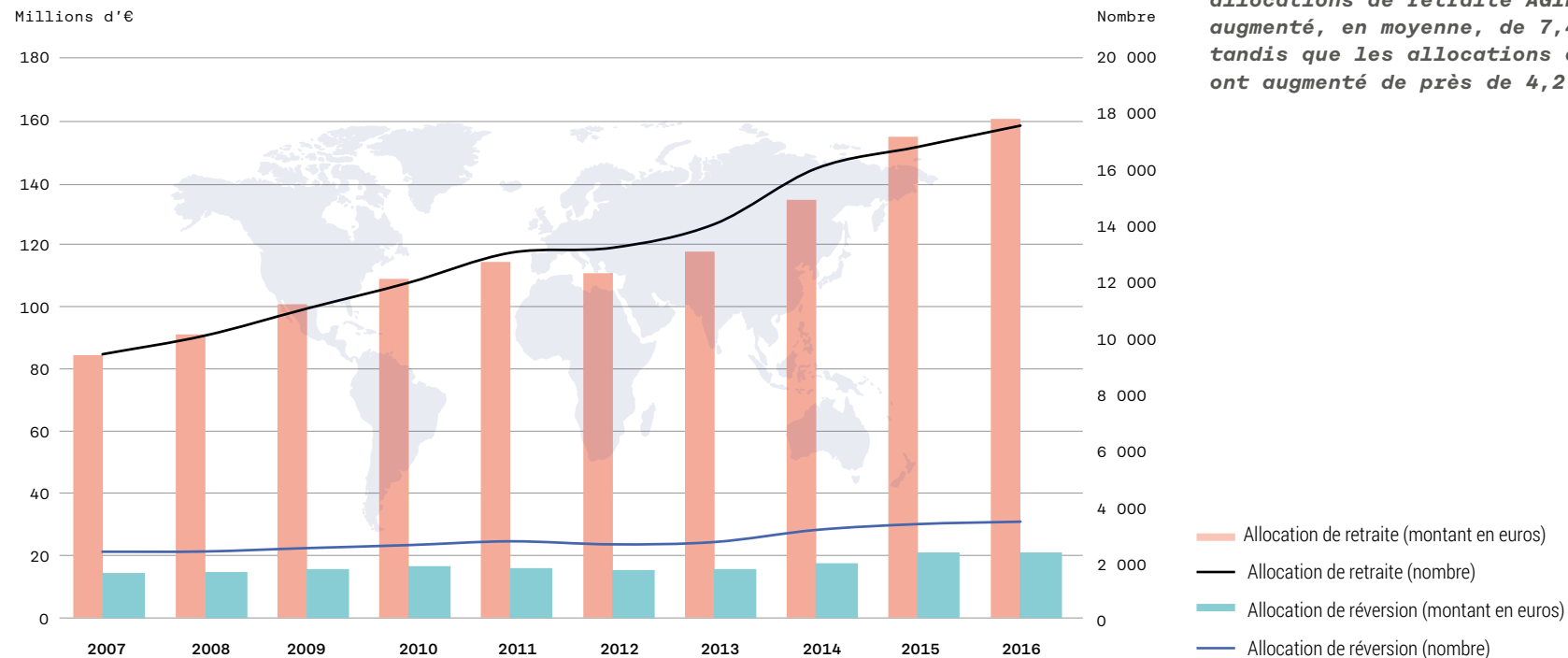
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'AGIRC)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	9 580	84 918 294	2 424	14 144 829	12 004	99 063 123	
2008	10 223	91 536 654	2 431	14 367 175	12 654	105 903 829	6,91
2009	11 162	101 286 238	2 521	15 239 768	13 683	116 526 006	10,03
2010	12 061	109 622 087	2 601	16 091 265	14 662	125 713 353	7,88
2011	13 101	115 091 043	2 702	15 645 634	15 803	130 736 677	4,00
2012	13 275	111 514 281	2 621	14 944 456	15 896	126 458 737	-3,27
2013	14 098	118 544 687	2 683	15 314 819	16 781	133 859 506	5,85
2014	16 030	135 354 414	3 006	17 044 770	19 036	152 399 184	13,85
2015	16 780	155 715 937	3 162	20 463 999	19 942	176 179 936	15,60
2016	17 514	161 260 854	3 226	20 439 273	20 740	181 700 127	3,13

Le nombre d'allocations AGIRC versées dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a augmenté de 72,8 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de près de 6,3 % (pour le montant global des allocations, respectivement: +83,4 % sur la décennie et +7 % par an).

Les allocations AGIRC versées au titre d'un droit propre présentent une tendance à la hausse nettement plus accentuée (+82,8 %) que celles attribuées au titre d'un droit dérivé (+33,1 %).

Sur la période, les paiements des allocations de retraite AGIRC ont augmenté, en moyenne, de 7,4 % par an tandis que les allocations de réversion ont augmenté de près de 4,2 % par an.



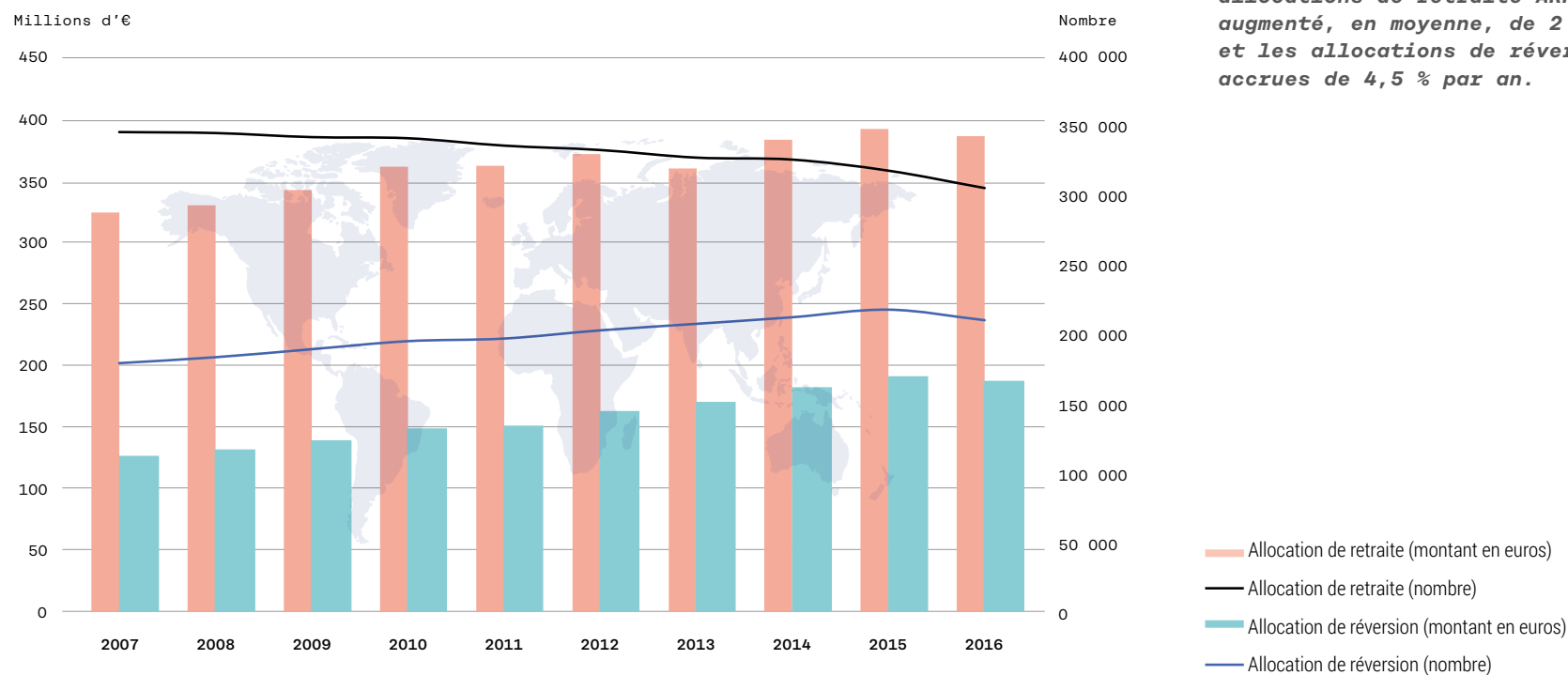
Évolution sur 10 ans des allocations de retraite complémentaire (Régime de l'ARRCO)

Années	Allocation de retraite		Allocation de réversion		Total		% évolution
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	
2007	344 202	325 772 941	179 097	124 214 756	523 299	449 987 697	
2008	343 424	331 308 669	183 316	129 369 272	526 740	460 677 941	2,38
2009	340 246	343 647 325	189 073	137 259 138	529 319	480 906 463	4,39
2010	339 372	363 087 824	194 813	146 563 076	534 185	509 650 901	5,98
2011	333 607	363 812 335	196 679	148 937 219	530 286	512 749 554	0,61
2012	330 163	373 107 108	202 545	160 533 358	532 708	533 640 466	4,07
2013	324 202	361 460 929	207 216	167 654 879	531 418	529 115 808	-0,85
2014	322 644	384 697 295	211 941	179 502 224	534 585	564 199 519	6,63
2015	313 989	393 958 998	217 365	188 005 385	531 354	581 964 383	3,15
2016	300 399	387 957 724	209 836	184 706 331	510 235	572 664 055	-1,60

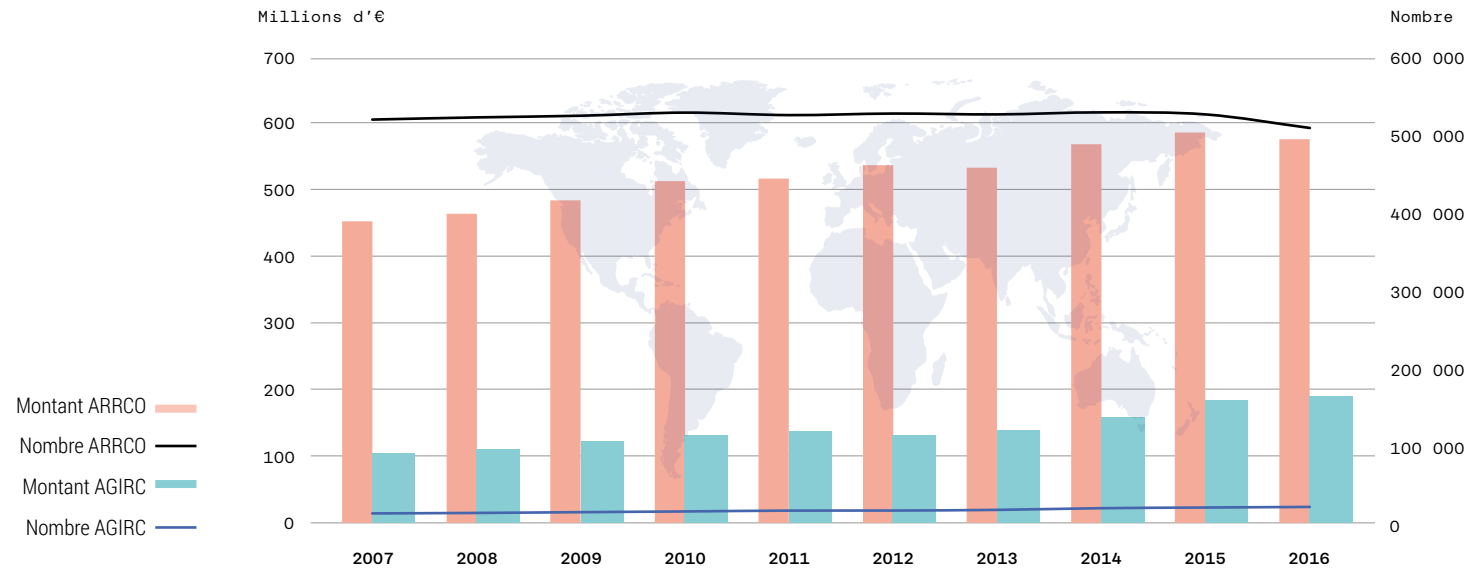
Le nombre d'allocations ARRCO versées dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a diminué de 2,5 % au cours de ces 10 dernières années, soit une diminution annuelle moyenne de 0,3 % (pour le montant global des allocations, respectivement: +27,3 % sur la décennie et +2,7 % par an).

Les allocations ARRCO versées au titre d'un droit propre présentent une tendance à la baisse (-12,7 %) contrairement à celles attribuées au titre d'un droit dérivé (+17,2 %).

Sur la période, les paiements des allocations de retraite ARRCO ont augmenté, en moyenne, de 2 % par an et les allocations de réversion se sont accrues de 4,5 % par an.



Répartition AGIRC et ARRCO sur les 10 dernières années



Sur ces 10 dernières années, les montants versés par le régime de l'ARRCO représentent en moyenne 79,6 % des montants totaux en matière de retraite complémentaire.

Au cours de cette même période, le nombre d'allocations versées par le régime de l'ARRCO représente en moyenne 97 % de l'ensemble des allocations attribuées.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

**Rentes, pensions,
allocations**

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

ALLOCATIONS DE VEUVAGE

L'allocation de veuvage est une indemnité temporaire (2 ans maximum), versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficiaire d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

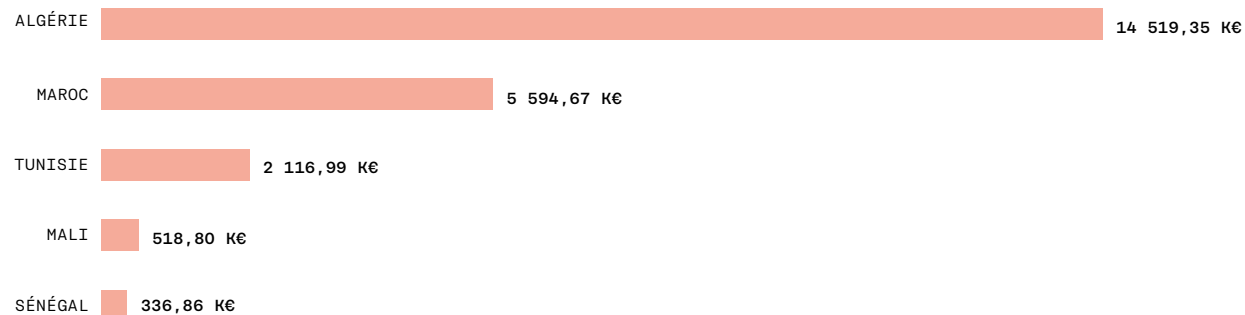
Cependant, la demande d'allocation de veuvage n'est recevable que dans un délai de 2 ans à compter du 1^{er} jour du mois de décès.

Paiements des allocations de veuvage en 2016

	Allocation de veuvage	
	Pays	Montant (euros)
Conventions bilatérales	Algérie	14 519 348
	Andorre	0
	Argentine	0
	Bénin	0
	Bosnie-Herzégovine	48 198
	Bésil	0
	Cameroun	0
	Canada	1 205
	Cap-Vert	14 454
	Chili	0
	Congo	0
	Corée	0
	Côte d'Ivoire	0
	États-Unis	0
	Gabon	0
	Guernesey	0
	Inde	14 455
	Israël	0
	Japon	0
	Jersey	0

	Allocation de veuvage		
	Pays	Montant (euros)	
Conventions bilatérales	Kosovo	0	
	Macédoine	0	
	Madagascar	0	
	Mali	518 804	
	Maroc	5 594 671	
	Mauritanie	39 993	
	Monaco	0	
	Monténégro	0	
	Niger	0	
	Philippines	0	
	Québec	0	
	Saint-Marin	0	
	Sénégal	336 859	
	Serbie	68 628	
	Togo	0	
	Tunisie	2 116 993	
	Turquie	162 322	
	Uruguay	0	
	Sous-total 2016	3 087	23 435 930
	Sous-total 2015	2 772	24 269 936
% évolution	11,36	-3,44	

Principaux pays



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Paievements des allocations de veuvage en 2016 (suite et fin)

Décrets de coordination	Pays	Allocation de veuvage	
		Nombre	Montant (euros)
	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie Française	0	5 565
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	Sous-total 2016	0	5 565
	Sous-total 2015	0	0
	% évolution	-	-

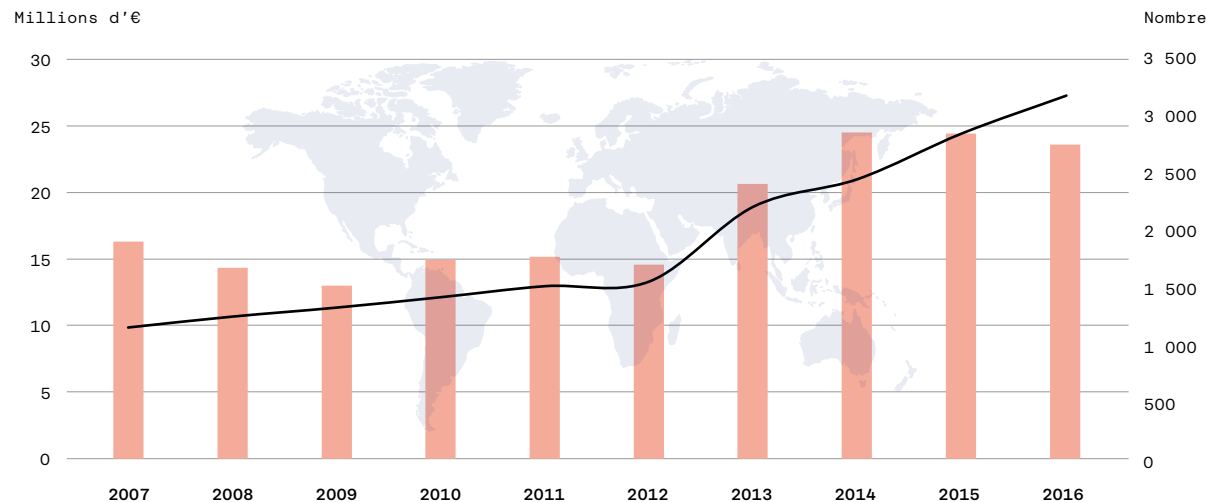
	Allocation de veuvage	
	Nombre	Montant (euros)
Total Général 2016	3 087	23 441 495
Total Général 2015	2 772	24 269 936
% évolution	11,36	- 3,41

Évolution sur 10 ans des allocations de veuvage

Années	Allocation de veuvage		
	Nombre	Montant (euros)	% évolution
2007	1 152	16 196 645	
2008	1 243	14 263 458	-11,94
2009	1 318	12 904 892	-9,52
2010	1 405	14 828 063	14,90
2011	1 497	15 064 698	1,60
2012	1 536	14 496 199	-3,77
2013	2 161	20 502 539	41,43
2014	2 391	24 338 901	18,71
2015	2 772	24 269 936	-0,28
2016	3 087	23 441 495	-3,41

Le nombre d'allocations de veuvage versées dans l'un pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a plus que doublé au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 11,6 %.

Le montant global a également augmenté, dans une moindre mesure, sur la même période: +44,7 %, soit 4,2 % d'augmentation annuelle moyenne.



CAPITAUX DÉCÈS

Les **capitaux décès** sont des prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

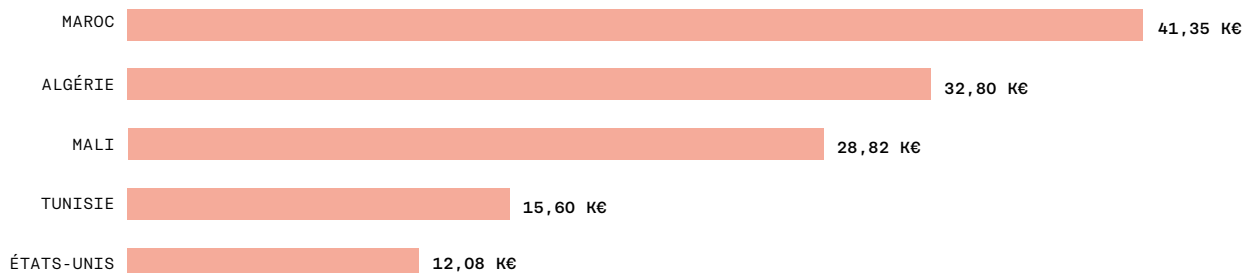
Le capital décès n'est pas attribué de façon automatique; il l'est seulement si le ou les bénéficiaires éventuels en font la demande. Les bénéficiaires prioritaires disposent d'1 mois à compter de la date du décès pour faire valoir leur droit de priorité. Passé ce délai, le droit de priorité est perdu et la demande peut se faire dans un délai de 2 ans à compter de la date du décès, au même titre que les bénéficiaires non prioritaires.

Paiements des capitaux décès en 2016

	Capital décès	
	Pays	Montant (euros)
Algérie	10	32 796
Andorre	0	0
Argentine	0	0
Bénin	0	0
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	0	0
Cameroun	0	0
Canada	1	1 135
Cap-Vert	0	0
Chili	0	0
Congo	1	6 758
Corée	0	0
Côte d'Ivoire	1	3 401
États-Unis	4	12 084
Gabon	0	0
Guernesey	0	0
Inde	0	0
Israël	0	0
Japon	0	0

	Capital décès	
	Pays	Montant (euros)
Jersey	0	0
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	0
Mali	12	28 824
Maroc	13	41 347
Mauritanie	0	0
Monaco	0	0
Monténégro	0	0
Niger	0	0
Philippines	0	0
Québec	1	1 134
Saint-Marin	0	0
Sénégal	2	6 802
Serbie	0	0
Togo	0	0
Tunisie	5	15 602
Turquie	4	8 219
Uruguay	0	0
Sous-total 2016	54	158 101
Sous-total 2015	57	171 007
% évolution	-5,26	-7,55

Principaux pays



Paievements des capitaux décès en 2016 suite et fin

Décrets de coordination	Pays	Capital décès	
		Nombre	Montant (euros)
	Nouvelle-Calédonie	0	0
	Polynésie française	0	0
	Saint-Pierre-et-Miquelon	0	0
	Sous-total 2016	0	0
	Sous-total 2015	0	0
	% évolution	0,00	0,00

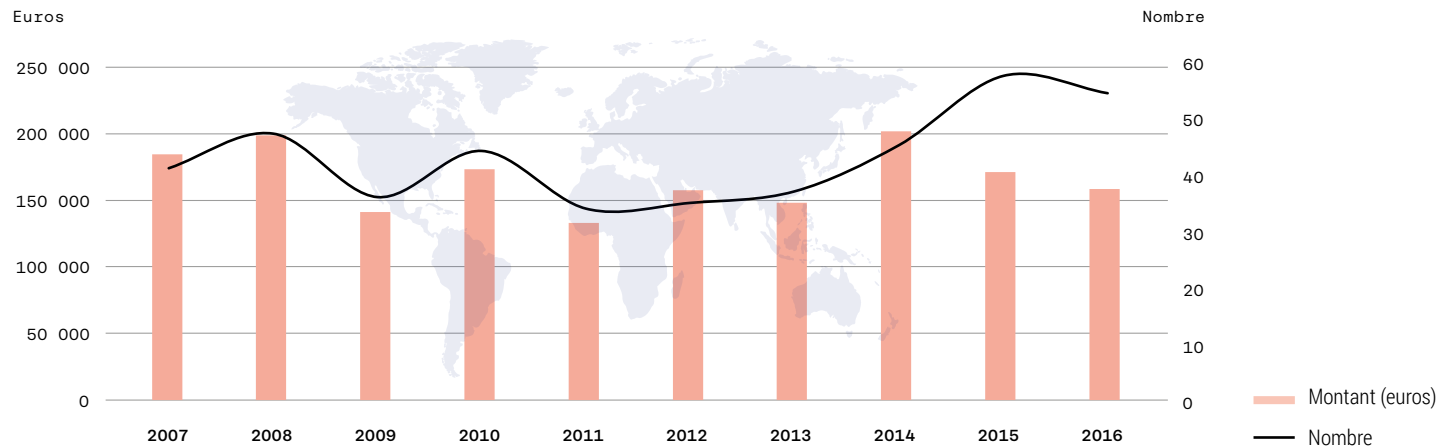
	Capital décès	
	Nombre	Montant (euros)
Total Général 2016	54	158 101
Total Général 2015	57	171 007
% évolution	-5,26	-7,55

Évolution sur 10 ans des capitaux décès

Années	Capital décès		
	Nombre	Montant (euros)	% évolution
2007	41	184 325	
2008	47	198 412	7,64
2009	36	141 016	-28,93
2010	44	173 024	22,70
2011	34	132 877	-23,20
2012	35	157 151	18,27
2013	37	148 006	-5,82
2014	45	201 520	36,16
2015	57	171 007	-15,14
2016	54	158 101	-7,55

Le nombre de capitaux décès versés dans l'un des pays ayant signé un accord international de sécurité sociale avec la France a augmenté de 31,7 % au cours de ces 10 dernières années, soit une progression annuelle moyenne de 3,1 %.

En revanche, le montant global a diminué de 14,2 % sur la même période, soit une évolution annuelle moyenne de -1,7 %.



PENSIONS, RENTES ET ALLOCATIONS

Les tableaux ci-dessous recensent les versements de prestations à des bénéficiaires dont le pays de résidence :

- ne relève pas des règlements européens;
- n'est pas lié avec la France par un accord de sécurité sociale.

Un détail pour tous les pays de cette zone « hors conventions » est dorénavant demandé aux différents régimes de sécurité sociale français. Ces derniers n'étant pas tous en mesure de nous fournir ces informations, les données recueillies pour l'exercice sont partielles et ne figurent donc pas dans le présent chapitre. Toutefois, sur simple demande adressée à defs@cleiss.fr, les données des pays « hors conventions » vous seront communiquées.

Paiements des pensions, rentes et allocations

Type de prestation	Droits propres		Droits dérivés		Total	
	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)	Nombre	Montant (euros)
Rente d'accident du travail	341	1 070 366	26	320 011	367	1 390 377
Pension d'invalidité	127	1 161 604	9	80 785	136	1 242 389
Pension de vieillesse	17 357	92 374 176	2 355	7 782 668	19 712	100 156 844
Allocation de retraite complémentaire	12 360	68 030 619	2 071	6 071 912	14 431	74 102 531
Allocation de veuvage	3	21 346	/	/	3	21 346
Capital décès	5	16 909	/	/	5	16 909
Total Général 2016	30 193	162 675 020	4 461	14 255 376	34 654	176 930 396
Total Général 2015	29 742	159 451 012	4 523	14 374 489	34 265	173 825 501
% évolution	1,52	2,02	-1,37	-0,83	1,14	1,79

Évolution sur 10 ans des pensions, rentes et allocations

Année	Rente d'accident du travail	Pension d'invalidité	Pension de vieillesse	Allocation de retraite complémentaire	Allocation de veuvage	Capital décès	Total général (euros)	% évolution
2007	1 005 531	640 557	53 559 494	82 995 571	22 532	0	138 223 685	/
2008	1 016 741	1 019 786	58 045 789	91 625 300	22 816	0	151 730 433	9,77
2009	1 133 917	1 011 561	62 246 801	85 630 493	11 650	14 991	150 049 413	-1,11
2010	957 347	783 804	66 533 576	92 934 041	0	15 551	161 224 321	7,45
2011	1 155 507	1 010 707	71 550 242	98 914 064	20 158	15 688	172 666 366	7,10
2012	1 015 136	821 407	86 820 837	75 062 183	18 150	0	163 737 713	-5,17
2013	1 068 646	912 786	93 096 803	70 599 525	4 817	23 204	165 705 781	1,20
2014	1 134 188	984 415	96 039 543	81 281 984	1 806	3 733	179 445 669	8,29
2015	1 338 405	1 053 066	98 545 090	72 860 609	18 669	9 662	173 825 501	-3,13
2016	1 390 377	1 242 389	100 156 844	74 102 531	21 346	16 909	176 930 396	1,79

Le montant des paiements de pensions, rentes et allocations à destination des pays non-signataires d'un accord de sécurité sociale avec la France a augmenté de 28 % au cours de ces 10 dernières années, soit une augmentation annuelle moyenne de 2,8 %.

Les pensions de vieillesse et allocations de retraites complémentaires représentent à elles seules, sur toute la décennie, près de 99 % du montant total versé.

Millions d'€



Mouvements migratoires	Flux financiers étranger → France	Législation applicable	Assurance chômage	Rentes, pensions, allocations	Prestations familiales	Soins de santé maladies AT-MP
------------------------	-----------------------------------	------------------------	-------------------	--------------------------------------	------------------------	-------------------------------

ASSURANCE CHÔMAGE

Règlements européens

Prestations de chômage versées

au regard des règlements européens _____ 116

ALLOCATIONS D'ASSURANCE CHÔMAGE VERSÉES EN 2016

Prestations versées aux frontaliers indemnisés en France

Il s'agit de personnes qui, au cours de leur dernier emploi, travaillaient dans l'un des pays cités ci-dessous, résidaient en France et qui sont indemnisées par Pôle Emploi conformément à l'article 65 du règlement 883/04.

État de dernier emploi	Nombre de bénéficiaires	Nombre de jours indemnisés	Montant total des prestations versées en euros *
Allemagne	7 342	1 341 275	67 958 380
Belgique	7 832	1 246 240	55 769 674
Espagne	533	91 069	3 792 200
Luxembourg	13 500	2 174 292	113 544 033
Suisse	38 057	7 098 670	621 460 386
Total 2 016	67 264	11 951 546	862 524 673
Total 2015	64 119	11 159 853	769 286 498
% évolution	4,90	7,09	12,12

* Montants avant toute retenue sociale.

Source : Pôle Emploi

Prestations exportées dans un pays de l'UE-EEE-Suisse

Il s'agit de prestations versées par Pôle Emploi à des assurés ayant exporté leurs droits au régime d'assurance chômage dans un autre pays de l'UE-EEE-Suisse conformément à l'article 64 du règlement 883/04.

État de destination	Montant total des prestations versées en euros *
Allemagne	653 244
Autriche	85 245
Belgique	901 905
Bulgarie	8 969
Chypre	2 096
Croatie	6 731
Danemark	60 040
Espagne	1 057 596
Estonie	5 018
Finlande	25 412
Grèce	30 535
Hongrie	33 382
Irlande	278 300
Islande	0
Italie	242 637
Lettonie	1 155

* Montants avant toute retenue sociale.

Source : Pôle Emploi

Lituanie	2 352
Luxembourg	155 934
Malte	50 037
Norvège	55 329
Pays-Bas	167 567
Pologne	134 944
Portugal	624 602
République tchèque	37 297
Roumanie	41 893
Royaume-Uni	1 449 897
Slovaquie	17 758
Slovénie	7 709
Suède	131 110
Suisse	441 309
Total 2016	6 710 004
Total 2015	7 399 739
% évolution	-9,32

LÉGISLATION APPLICABLE

Avant-propos _____ **118**

Règlements européens

France (pays d'envoi) > Pays de l'UE-EEE-Suisse :

Flux sortant (2016) _____ **122**

France (pays d'envoi/accueil) < > Pays de l'UE-EEE-Suisse :

Flux sortant et entrant (2015) _____ **126**

Pays de l'UE-EEE-Suisse (pays d'envoi) < > Pays de l'UE-EEE-

Suisse (pays d'accueil) : **Flux sortant et entrant (2015)** _____ **129**

Détachement exceptionnel _____ **134**

Accords internationaux

Les détachements _____ **135**

Le détachement exceptionnel _____ **137**

Pays hors conventions

Détachement de droit commun _____ **138**

AVANT - PROPOS

En application des dispositions prévues à l'article R.767-2 du Code de la Sécurité Sociale, le Cleiss procède, en matière de détermination de législation applicable, à une collecte annuelle des dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale français (Détachements « sortants » de la France vers l'étranger) dans le cadre des règlements européens, des accords internationaux ou de la législation interne.

Concernant plus spécifiquement les règlements européens, le Cleiss exploite également la base XI de la Cnamts, qui regroupe l'ensemble des formulaires européens émis par les CPAM; ainsi le Cleiss est en capacité de diffuser, à la fois, des informations sur le secteur d'activité des entreprises françaises qui détachent des travailleurs dans les pays de la zone UE-EEE-Suisse, les durées moyennes de détachement et le nombre de travailleurs différents.

Depuis 2014, le Cleiss publie également dans ce document les dénombrements de formulaires de détachements émis par les organismes de protection sociale européens pour des détachements en France (Détachements « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse vers la France). Ces données sont collectées chaque année auprès des États membres par la CACSSS (Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale) et sont publiées dans un rapport statistique.

PRÉCISIONS SUR LES DONNÉES COLLECTÉES

Les données présentées et commentées ci-après sont issues des formulaires attestant de la législation applicable à la personne qui va travailler dans un État autre que celui dont il relève en matière de sécurité sociale. Ces données ne permettent pas de rendre compte de manière totalement exhaustive du nombre de formulaires délivrés par États membres et par voie de conséquence du nombre de travailleurs détachés dans un autre État au sens du droit du travail ou au sens de la sécurité sociale.

Concernant les détachements de travailleurs effectués au sein de l'UE, de l'EEE ou en Suisse, différents facteurs expliquent la valeur indicative des données issues des formulaires européens A1, d'ailleurs relevée par le rapport statistique annuel sur les formulaires A1 diffusé par la Commission européenne¹ : le caractère déclaratif des données fournies par les institutions des États, l'absence de détail des chiffres fournis par certains États (en particulier l'État d'accueil n'est pas précisé par certains États), le recours croissant aux dispositions relatives à l'exercice normal d'activités dans plus d'un État pour des situations de détachement alors que l'État de destination est rarement mentionné, la sous-déclaration (par les entreprises concernées) ...

Sur le détachement « entrants » des pays de l'UE-EEE-Suisse (France pays d'accueil), les données de la CACSSS sont toutefois complétées en tant que de besoin par les informations dont le Cleiss dispose. En effet, le Cleiss exploite une base de données SIRDAR alimentée par les formulaires « entrants » que les organismes étrangers de sécurité sociale lui transmettent, de manière pas totalement exhaustive.

En application du principe de territorialité, la personne qui exerce une activité dans un État relève obligatoirement de la législation de sécurité sociale de cet État. Cependant, il existe des situations qui peuvent déroger à ce principe et qui nécessitent, pour déterminer à quelle législation la personne doit être assujettie, que les institutions compétentes se réfèrent aux accords internationaux de sécurité sociale existants (règlements européens, conventions bilatérales, décrets de coordination).

Ainsi, en fonction du/des État(s) dans le(s)quel(s) se rend un travailleur et de la durée prévue de la période d'emploi, sa situation au regard de la sécurité sociale française va varier.

Quelles sont les situations couvertes par les formulaires certifiant au titulaire la législation de sécurité sociale applicable ?

Le détachement initial ou de plein droit dans un seul État

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va exécuter un travail sur le territoire d'un autre État. Cette situation donne de fait lieu à l'exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Le maintien du travailleur détaché au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi est de droit (c'est-à-dire qu'il ne nécessite pas l'accord de l'institution de l'État où le travail est exercé) mais il est subordonné au respect de certaines conditions.

Dans le cadre des règlements européens, le maintien à la législation de l'État d'envoi d'un

1. Posting of workers, report on portable documents issued in 2015, European Commission, DG Employment.

travailleur salarié détaché dans un seul État membre (article 12 §1 du règlement 883/2004) est soumis aux conditions suivantes :

- _ Durée de détachement de 24 mois maximum;
- _ Maintien d'une relation directe entre l'entreprise détachante et le travailleur détaché pendant la durée du détachement;
- _ L'employeur doit exercer une activité significative dans l'État d'envoi;
- _ Le travailleur détaché ne doit pas être envoyé en remplacement d'un autre travailleur détaché;
- _ Le travailleur détaché doit être affilié au régime de sécurité sociale du pays d'envoi depuis au moins un mois.

L'exercice d'une ou de plusieurs activités dans plus d'un État membre dit aussi « pluriactivité » (règlements européens uniquement)

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Le détachement exceptionnel qui suppose un accord préalable

- _ Une prolongation du maintien du salarié détaché à la législation de l'État d'envoi au-delà de la durée maximale prévue par les accords internationaux (règlements européens, conventions bilatérales et décrets de coordination), requiert un accord préalable des institutions des États concernés. Cela amène en général l'intéressé à résider, y compris fiscalement, dans le pays du détachement.
- _ Lorsque les conditions pour avoir recours à un détachement initial ou de plein droit ne sont pas réunies (durée de détachement, conditions liées à l'employeur et au salarié...).
- _ en vue de régulariser une situation exceptionnelle.

Quels textes déterminent la législation de sécurité sociale applicable au travailleur à l'étranger ?

- _ **Les règlements européens** pour les personnes allant exercer une activité dans l'un des pays suivants :

Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Slovaquie, Slovénie, Suède et Suisse.

- _ **Les conventions bilatérales** de sécurité sociale signées par la France pour la personne partant travailler dans l'un des pays ou territoires suivants :

Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jéthou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie et Uruguay.

- _ **Les décrets de coordination** de sécurité sociale signés par la France pour le travailleur ou personne assurée qui se rend dans l'une des collectivités d'outre-mer suivante :

Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

- _ **Les dispositions prévues par la législation française** permettant, à titre facultatif, aux personnes détachées dans un État autre que ceux cités précédemment, d'être maintenues à la législation de sécurité sociale française dans les conditions prévues à l'article L.761-2 du Code de la sécurité sociale. Dans ce cas, elles pourront être également soumises au régime de sécurité sociale local, si la législation interne du pays d'emploi le prévoit.

D'où proviennent les données analysées par le Cleiss ?

Dans le sens France - étranger

Concernant les règlements européens, les chiffres présentés ci-après sont issus des formulaires européens attestant de la législation applicable au travailleur (formulaires A1) émis par les caisses du régime général, du régime agricole et de la RATP.

De la même manière, pour les accords internationaux et les pays hors conventions, sont également dénombrés les formulaires émis par les mêmes régimes.

Dans le sens étranger - France

Les chiffres commentés ci-après proviennent, pour les règlements européens, des données collectées annuellement par la CACSSS auprès des États européens concernant les formulaires A1 émis au titre de l'article 12 du règlement 883/04 (détachement des travailleurs salariés et non salariés) et de l'article 13 du même règlement (« pluriactivité » salariée et non salariée) et de la base SIRDAR (cf. supra)

N.B. : les données relatives à la pluriactivité sont celles très générales que la commission a diffusées dans son rapport. L'absence d'exhaustivité et de précisions dans les informations communiquées à la commission et au Cleiss ne permettent pas de communiquer des données fiables plus précises.

Pour avoir des informations d'ordre juridique sur les dispositions des règlements européens relatives à la législation applicable, il est conseillé de consulter le site du Cleiss.

QUELLES SONT LES DURÉES DE DÉTACHEMENT ?

Ce tableau présente la durée maximale du détachement de plein droit et de son éventuelle prolongation prévue par les accords internationaux, les décrets de coordination auxquels la France est liée ou, faute de convention de sécurité sociale, la législation interne française.

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
1 - Règlements européens						
Union européenne + Norvège, Islande, Liechtenstein et Suisse	A1	2 ans	2 ans	Procédure de détachement d'une durée exceptionnelle dans le cadre de l'article 16 du Règlement 883/04 après échange de lettres des autorités compétentes des États.		
2 - Accords internationaux						
A - conventions bilatérales						
Algérie	SE 352-01	3 ans*	-	SE 352-01	2 ans	-
Andorre ¹	SE 130-01	1 an	1 an	SE 130-01	1 an	1 an
Argentine	SE 415-01	2 ans	1 an	SE 415-01	2 ans	1 an
Bénin	SE 327-01	1 an	-	SE 327-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Bosnie-Herzégovine	SE 21-01	3 ans [*]	-	-	-	-
Brésil	SE 416-01	2 ans	-	SE 416-01	2 ans	-
Cameroun	SE 322-01	6 mois	-	-	-	-
Canada ¹	SE 401-01	3 ans [*]	-	SE 401-02	Durée indéterminée	-
Cap-Vert	SE 396-01	3 ans [*]	-	SE 396-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Chili	SE 417-01	2 ans	-	SE 417-01	2 ans	-
Congo	SE 324-01	1 an	-	SE 324-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Corée ¹	SE 237-1	3 ans	-	SE 237-1	3 ans	-
Côte D'ivoire	SE 326-01	2 ans [*]	-	SE 326-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
États-Unis ¹	SE 404-02	5 ans [*]	2 ans [*]	-	-	-
Gabon	SE 328-01	2 ans	-	-	-	-
Guernesey, Aurigny, Herm, Jethou	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-
Inde ¹	SE 223-01	5 ans	5 ans	-	-	-
Israël	SE 207-01	1 an	-	SE 207-01	Durée indéterminée	-

* y compris la durée des congés

1. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

Quelles sont les durées de détachement ? (Suite et fin)

Pays	Formulaire et durée maximale			Formulaire et prolongation		
	Formulaire	Salarié	Non salarié	Formulaire	Salarié	Non salarié
Japon ¹	SE 217-06	5 ans	-	-	-	-
Jersey	SE 132-J-01	1 an	-	SE 132-J-01	Durée à convenir entre autorités compétentes	-
Kosovo	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Macédoine	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Madagascar	SE 333-01	2 ans	-	-	-	-
Mali	SE 335-01	2 ans*	-	SE 335-02	1 an renouvelable une fois	-
Maroc	SE 350-01	3 ans	6 mois	SE 350-01	3 ans	6 mois
Mauritanie	SE 336-01	3 ans*	-	-	-	-
Monaco ¹	SE 138-01	1 an	-	SE 138-01	1 an	-
Monténégro	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Niger	SE 337-01	1 an	-	SE 337-01	Jusqu'à achèvement du travail	-
Philippines ¹	SE 220-01	3 ans	-	SE 220-01	3 ans	-
Québec ¹	SE 401-Q-201	3 ans*	1 an	SE 401-Q-201	Durée indéterminée	-
Saint-Marin	Pas de formulaire conventionnel	6 mois	-	Pas de formulaire conventionnel	Durée indéterminée	-
Sénégal	SE 341-01	3 ans*	-	SE 341-01	Durée indéterminée	-
Serbie	SE 21-01	3 ans*	-	-	-	-
Togo	SE 345-01	3 ans	-	SE 345-02	Jusqu'à achèvement du travail	-
Tunisie	SE 351-01	3 ans*	6 mois	SE 351-01	3 ans*	6 mois
Turquie	SE 208-01	3 ans*	-	SE 208-02	Durée indéterminée	-
Uruguay	SE 423-01	2 ans	-	-	-	-
B - décrets de coordination						
Nouvelle-Calédonie ⁽¹⁾	SE 988-01	2 ans	1 an	SE 988-01	2 ans	1 an
Polynésie Française ⁽¹⁾	SE 980-01	3 ans*	1 an*	SE 980-01	3 ans*	1 an*
Saint-Pierre-et-Miquelon	SE 975-01	2 ans	2 ans	-	-	-
3 - Pays hors conventions						
Autres pays	S 9203 / S 9201	3 mois / 3 ans	-	S 9201	3 ans	-

* y compris la durée des congés

1. Les ressortissants d'états tiers peuvent sous certaines conditions bénéficier de la procédure de détachement.

DÉTACHEMENT ET PLURIACTIVITÉ

Qu'est-ce que le détachement ?

Le « détachement » au sens de la sécurité sociale est le maintien d'un travailleur au régime de protection sociale de l'État habituel dans lequel l'entreprise qui l'emploie exerce normalement ses activités (« l'État d'envoi ») lorsque le travailleur concerné va temporairement effectuer un travail, sur le territoire d'un autre État. Cette situation, soumise à des conditions mentionnées dans l'avant-propos, donne lieu à exonération de cotisations dans l'État d'emploi (ou « État d'accueil »).

Dans le cadre des règlements européens, ce travail se fera dans un pays de l'UE-EEE-Suisse, avec une certaine continuité et durant un temps déterminé et limité à 24 mois maximum.

Toujours dans le cadre des règlements européens, le maintien du travailleur indépendant au régime de protection sociale du pays habituel d'exercice lorsqu'il va exercer une activité semblable dans un autre État est de droit, si la durée prévisible de l'activité ne dépasse pas 24 mois.

Qu'est-ce que la pluriactivité ?

Lorsqu'une personne exerce de manière habituelle simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) et/ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres (situation appelée aussi « pluriactivité »), elle relève de la législation d'un seul État membre, déterminée selon les règles prévues à l'article 13 du règlement (CE) n° 883/2004.

Le caractère régulier ou non des périodes de travail effectuées dans d'autres États permet en général de distinguer la pluriactivité du détachement. Ainsi, des détachements successifs d'un salarié dans plus d'un État membre au cours de 12 mois seront considérés comme un exercice normal d'activité(s) dans plus d'un État, qui donne lieu à l'émission d'un formulaire A1 sur le fondement de l'article 13 du règlement 883/2004.

Comme indiqué plus haut, la personne exerçant de manière habituelle une activité ou des activités dans plus d'un État est soumise à la législation d'un seul État. De façon simplifiée, il s'agit de la législation de l'État de résidence de la personne si elle y exerce une activité substantielle, ou, à défaut, la législation du siège du ou des employeur(s) ou des entreprises.

Depuis la mise en oeuvre des règlements européens n° 883/2004 et 987/2009, le document portable A1 attestant de la législation applicable remplace le formulaire E101, mais celui-ci peut continuer d'être utilisé par les organismes de sécurité sociale.

Dans les tableaux suivants, sont comptabilisés le nombre de formulaires A1 (ou E101) émis par les caisses de sécurité sociale, dans le cadre du détachement ou de la pluriactivité.

Détachement en 2016 (Travailleurs salariés et non salariés)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis						Indicateurs			
	Base XI - Cnamts ¹					Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travail- leurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³	
	Industrie ⁴	Bâtiment - TP ⁴	Commerce ⁴	Services ⁴	Non affecté ⁴				par formulaire	par travailleur
Allemagne	2 779	278	764	2 757	10 349	459	17 386	11 558	20	29
Autriche	369	10	89	388	795	26	1 677	1 383	12	14
Belgique	3 668	1 111	431	3 975	17 178	13 204	39 567	14 194	35	65
Bulgarie	191	8	50	222	63	0	534	437	42	52
Chypre	22	1	5	38	48	0	114	109	46	48
Croatie	80	23	28	143	287	4	565	505	30	33
Danemark	446	56	91	261	278	19	1 151	970	20	24
Espagne	2 116	179	452	2 930	6 453	177	12 307	9 456	33	42
Estonie	43	43	3	62	20	0	171	154	23	25
Finlande	491	35	39	275	151	45	1 036	774	35	45
Grèce	199	23	56	358	760	11	1 407	1 263	80	88
Hongrie	408	10	32	417	450	20	1 337	1 100	18	22
Irlande	422	12	192	277	268	14	1 185	1 036	21	24
Islande	18	3	16	25	100	1	163	156	13	13
Italie	1 817	228	371	2 593	6 118	123	11 250	8 190	25	33
Lettonie	20	0	0	19	61	1	101	94	22	23
Liechtenstein	1	0	1	1	6	0	9	8	29	33
Lituanie	42	0	8	44	57	6	157	139	12	13
Luxembourg	719	923	139	1 183	995	94	4 053	2 761	84	121
Malte	66	4	5	109	60	2	246	240	27	28
Norvège	261	38	27	326	192	20	864	631	39	50
Pays-Bas	842	44	294	1 128	2 302	35	4 645	3 579	22	28

— Sont dénombrés dans le tableau ci-contre les formulaires A1 émis par la France à des travailleurs pour un détachement dans un autre pays européen (article 12 du règlement 883/04).

— En 2016, la France a délivré 132 012 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un seul État de l'UE, de l'EEE ou en Suisse

70 % de ces formulaires concernent les 5 pays suivants : Belgique, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et Italie. Le détachement de travailleurs de France vers un autre pays européen est un détachement qui s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué également par une proximité géographique élevée.

- En 2016, 117336 formulaires A1 ont été enregistrés par les CPAM sur la base XI (de la Cnamts).
- 14 676 formulaires ont été dénombrés par les caisses de sécurité sociale lors de la collecte statistique 2017 dont 14 325 pour les CPAM (Hainaut, Haut-Rhin, Melun et Evry), 347 par les MSA et 4 par la RATP. Concernant les CPAM, il s'agit de formulaires non enregistrés sur la base XI.
- Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir uniquement des données enregistrées sur la base XI soit 117 336 formulaires. Cependant, lorsqu'on totalise le nombre de travailleurs différents par pays d'accueil, on obtient un total de 82 653. Ce chiffre est à relativiser car un travailleur peut être détaché dans différents pays : Ainsi le nombre réel de travailleurs différents détachés par la France en 2016 est 63 062.
- Sur les 117 336 formulaires enregistrés sur la base XI, 56 064 ont pu être répartis par secteurs d'activité.

Détachement en 2016 (Travailleurs salariés et non salariés) (suite et fin)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis							Indicateurs		
	Base XI - Cnamts ¹					Collecte Cleiss ²	Total	Nombre de travail- leurs différents ³	Durée moyenne (en nombre de jours) ³	
	Industrie ⁴	Bâtiment - TP ⁴	Commerce ⁴	Services ⁴	Non affecté ⁴				par formulaire	par travailleur
Pologne	1 502	58	120	466	447	53	2 646	1 939	20	27
Portugal	608	129	141	584	1 006	22	2 490	2 111	34	39
République tchèque	889	46	60	332	333	47	1 707	1 327	20	24
Roumanie	467	59	59	387	634	31	1 637	1 222	41	53
Royaume-Uni	2 291	349	436	2 442	6 475	89	12 082	8 770	32	44
Slovaquie	214	53	31	167	134	0	599	441	31	42
Slovénie	160	0	28	95	114	10	407	345	41	47
Suède	498	36	86	390	694	64	1 768	1 285	25	33
Suisse	1 628	536	287	1 757	4 444	99	8 751	6 476	32	43
Total 2016	23 277	4 295	4 341	24 151	61 272	14 676	132 012			
Total 2015	37 589	5 244	4 071	37 987	25 217	20 360	130 468			
% évolution	-38,07	-18,10	6,63	-36,42	142,98	-27,92	1,18			

1. En 2016, 117 336 formulaires A1 ont été enregistrés par les CPAM sur la base XI (de la Cnamts).

2. 14 676 formulaires ont été dénombrés par les caisses de sécurité sociale lors de la collecte statistique 2017 dont 14 325 pour les CPAM (Hainaut, Haut-Rhin, Melun et Evry), 347 par les MSA et 4 par la RATP. Concernant les CPAM, il s'agit de formulaires non enregistrés sur la base XI.

3. Le nombre de travailleurs différents et la durée moyenne d'un formulaire sont calculés à partir uniquement des données enregistrées sur la base XI soit 117 336 formulaires. Cependant, lorsqu'on totalise le nombre de travailleurs différents par pays d'accueil, on obtient un total de 82 653. Ce chiffre est à relativiser car un travailleur peut être détaché dans différents pays : Ainsi le nombre réel de travailleurs différents détachés par la France en 2016 est 63 062.

4. Sur les 117 336 formulaires enregistrés sur la base XI, 56 064 ont pu être répartis par secteurs d'activité.

France (pays d'envoi) > Principaux pays d'accueil

BELGIQUE	39 567
ALLEMAGNE	17 386
ESPAGNE	12 307
ROYAUME-UNI	12 082
ITALIE	11 250

QUI SONT LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DÉTACHÉS EN 2016 ?

Sexe

Près de 8 travailleurs détachés ou pluriactifs sur 10 sont des hommes.

Âge moyen

41 ans

Nationalité

Près de la totalité (96 %) des travailleurs détachés ou pluriactifs sont de nationalité française.

Secteur activité

Plus de 8 travailleurs détachés ou pluriactifs sur 10 sont employés dans l'industrie ou les services.

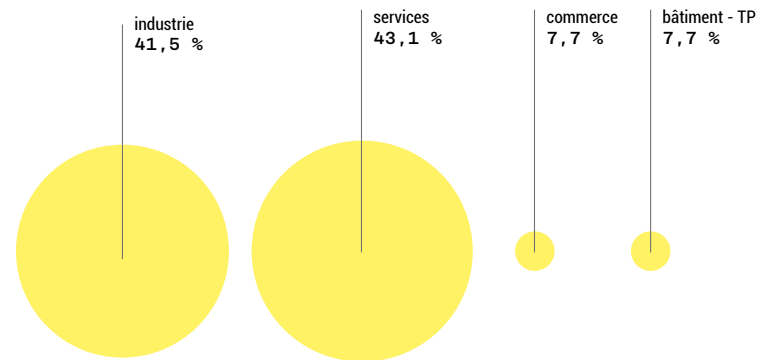
Nombre de formulaires (détachement uniquement)

2,1 est le nombre moyen annuel de formulaire émis par travailleur.

Durée moyenne d'un détachement

58 jours par an

Quelle répartition par secteur d'activité en 2016 ?



Note de lecture : La répartition par secteurs d'activité a été réalisée à partir de 56 064 formulaires émis puis enregistrés sur la base XI de la Cnamts, soit 48 % du volume global de cette base.

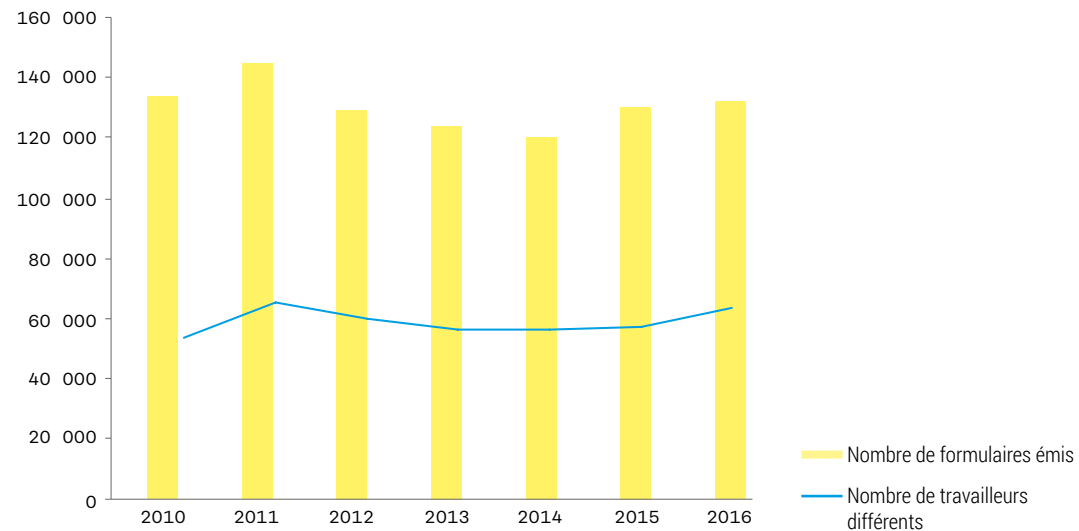
98 % des formulaires du secteur de l'industrie ont été émis pour des travailleurs appartenant à une entreprise manufacturière.

32 % des formulaires du secteur des services ont été émis pour des travailleurs issus des domaines de l'éducation, de la santé et du travail social.

Évolution du nombre de formulaires A1 émis

Années	Détachement			
	Nombre de formulaires émis	Nbre de travailleurs différents *	Durée moyenne (en jours) *	
			par formulaire	par travailleur
2010	133 896	53 327	40	72
2011	144 256	64 994	36	69
2012	129 314	59 680	35	67
2013	124 105	56 389	32	62
2014	120 253	56 507	33	62
2015	130 468	56 836	30	59
2016	132 012	63 062	31	58

* Le nombre de travailleurs différents est le nombre de travailleurs pour lesquels un formulaire A1 au moins a été émis. Cette donnée et la durée moyenne du détachement sont calculés à partir des formulaires A1 enregistrés sur la base XI de la Cnamts soit : 117 336 (2016), 110 108 (2015), 103 568 (2014), 107 135 (2013), 112 679 (2012), 123 237 (2011) et 93 613 (2010).



Législation applicable

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

FRANCE (PAYS D'ENVOI/ACCUEIL) <> PAYS DE L'UE-EEE-SUISSE : **FLUX SORTANT ET ENTRANT 2015**

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

AVERTISSEMENT

L'analyse ne porte ici que sur les données 2015 du fait de la non disponibilité auprès de la CACSSS (Commission de Bruxelles) des données 2016 pour l'ensemble des pays de la zone UE-EEE-Suisse au moment de la diffusion du rapport.

Les graphiques et les tableaux suivants présentent un état des lieux du détachement « entrant » et « sortant » de la France avec ses 31 pays partenaires de l'UE-EEE-Suisse.

En 2015, la France a délivré 130468 formulaires dans le cadre d'un détachement dans un seul État de l'UE-EEE-Suisse (article 12.1 du Règlement 883/2004).

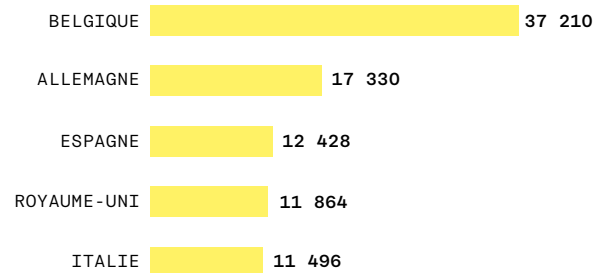
69 % des formulaires concernent les 5 pays suivants : Belgique, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni et Italie.

Le détachement de travailleurs de la France vers un autre État européen s'effectue essentiellement avec ses principaux partenaires économiques. Il est marqué par une proximité géographique élevée.

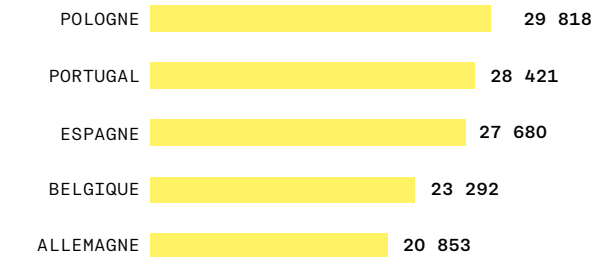
Réciproquement, en 2015, les États de l'UE-EEE-Suisse ont délivré 177674 formulaires dans le cadre d'un détachement en France (sur le fondement de l'article 12.1 du Règlement 883/04). Toutefois, ce chiffre ne tient pas compte des formulaires émis par le Royaume-Uni, la Suisse, la Norvège, le Liechtenstein qui ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS et d'une grande partie des formulaires émis par la Roumanie qui n'en recense que 6. Si l'on tient compte des formulaires reçus par le Cleiss pour ces États, le nombre de formulaires A1 pour des détachements entrants s'élève à 193394.

67 % des formulaires concernent les 5 pays suivants : Pologne, Portugal, Espagne, Belgique et Allemagne.

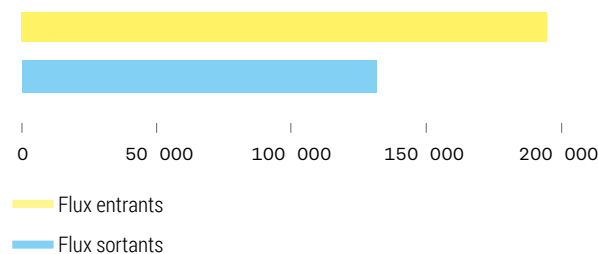
France (pays d'envoi) > Principaux pays d'accueil



Principaux pays d'envoi > France (pays d'accueil)



**Détachement en 2015 (Travailleurs salariés et non salariés)
Etat des lieux sur les flux entrant/sortant de travailleurs détachés
(France <> Pays de l'UE-EEE-Suisse)**



En 2015, la France a délivré 130468 formulaires pour des détachements au sein des pays de l'UE-EEE-Suisse et en a reçu 193394 de leur part. Le solde entre les flux « sortants » et « entrants » est donc de - **62926**. Lorsque la France émet un formulaire de détachement vers l'UE-EEE-Suisse, elle en reçoit près de 1,5.

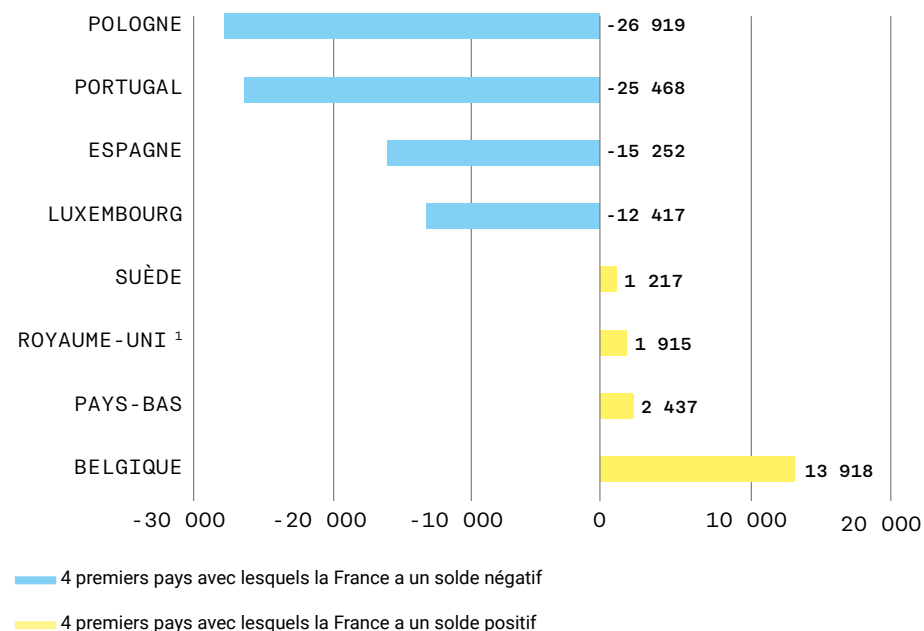
Détachement en 2015 (Travailleurs salariés et non salariés) (suite et fin)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis...		Solde
	... par la France (pays d'envoi) - flux sortant	... en France (pays d'accueil) - flux entrant	
Allemagne	17 330	20 853	-3 523
Autriche	1 723	1 525	198
Belgique	37 210	23 292	13918
Bulgarie	435	1 189	-754
Chypre	109	1	108
Croatie	638	262	376
Danemark	1 106	566	540
Espagne	12 428	27 680	-15 252
Estonie	141	227	-86
Finlande	728	187	541
Grèce	1 162	173	989
Hongrie	1 464	1 953	-489
Irlande	1 128	156	972
Islande	88	36	52
Italie	11 496	13 697	-2 201
Lettonie	114	152	-38
Liechtenstein ¹	28	0	28
Lituanie	171	2 262	-2 091
Luxembourg	3 112	15 529	-12 417
Malte	371	5	366
Norvège ¹	1 111	50	1 061
Pays-Bas	4 949	2 512	2 437
Pologne	2 899	29 818	-26 919
Portugal	2 953	28 421	-25 468
République tchèque	1 834	931	903
Roumanie ²	2 118	5 727	-3 609
Royaume-Uni ¹	11 864	9 949	1 915
Slovaquie	635	4 043	-3 408
Slovénie	447	1 753	-1 306
Suède	1 662	445	1 217
Suisse ¹	9 014	-	-
Total 2015	130 468	193 394	-62 926

1. Pour les flux entrants, la source Cleiss a été retenue car ces États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS.

2. Pour les flux entrants, la source CACSSS a été remplacée par la source Cleiss car cet État a fourni des données très partielles à la CACSSS.

Solde 2015 sur les flux entrant /sortant de travailleurs détachés (France <> UE-EEE-Suisse)



Les 31 pays membres de la zone UE-EEE-Suisse, dans leur relation avec la France, peuvent être divisés en 2 catégories : ceux avec lesquels la France a un solde positif, soit 16 pays et ceux avec lesquels la France a un solde négatif, soit 14 pays.

Dans la 1^{re} catégorie, la Belgique ressort nettement : en effet, elle a reçu 13918 formulaires de détachement en provenance de la France de plus qu'elle n'en a émis vers cette dernière.

Dans la seconde catégorie, 2 pays ressortent également : la Pologne a émis vers la France 26919 formulaires de détachement de plus que la France ne l'a fait en sens inverse. Pour le Portugal, ce nombre atteint 25468 formulaires.

Tendance 2016 du nombre de formulaires de détachements « entrants » en France : + 9 % (estimation)

Si l'on rapproche les données (à l'heure actuelle incomplètes) des États ayant déclaré à la CACSSS les formulaires A1 qu'ils ont établis en 2016 avec celles de la base Sirdar (Système Informatisé, Recherche des Détachements Autorisés et Réguliers) exploitée par le Cleiss, il ressort pour 2016 une tendance autour de + 9 % de formulaires de détachement émis à destination de la France (pour information, les formulaires français 2016 « sortants » : + 1,18 % - voir pages précédentes).

NB: Ces données chiffrées portent sur les formulaires concernant uniquement le détachement, et n'intègrent pas celles relatives à la pluricativité.

Depuis 2010, le flux entrant (France pays d'accueil) est supérieur au flux sortant (France pays d'envoi). Ce constat (mais à un niveau moins important en 2011) s'observe d'année en année: on mesure un écart de - **26 636** en 2010 et - **62 926** en 2015.

Les constats énoncés ci-dessus doivent être néanmoins nuancés du fait de la durée très variable des formulaires A1 selon les États et du recours très variable selon les États à la pluriactivité plutôt qu'au détachement.

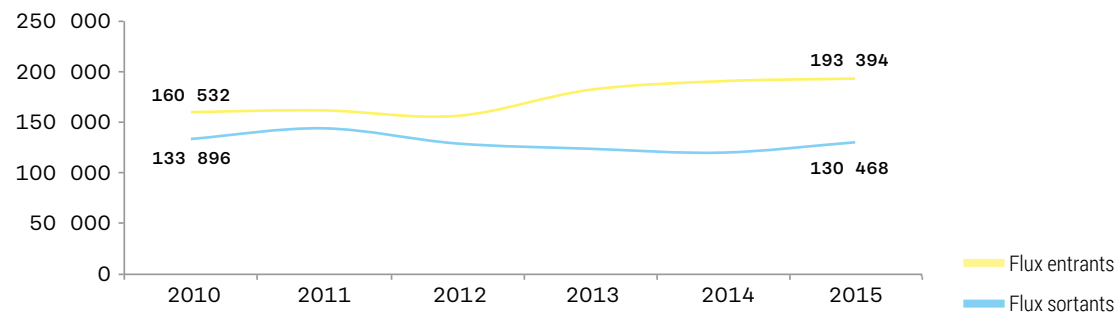
Évolution du nombre de formulaires A1 émis

Années	Nombre de formulaires A1 émis *...		Solde
	... par la France (pays d'envoi) - flux sortant	... en France (pays d'accueil) - flux entrant	
2010	133 896	160 532	-26 636
2011	144 256	161 954	-17 698
2012	129 314	156 490	-27 176
2013	124 105	182 219	-58 114
2014	120 253	190 848	-70 595
2015	130 468	193 394	-62 926

* Depuis 2010, les chiffres mentionnés en flux sortant proviennent de 2 sources différentes : les formulaires A1 enregistrés par les caisses du régime général sur l'outil XI de la Cnamts et une collecte statistique réalisée auprès des différents régimes de sécurité sociale (principalement le régime agricole).

En 2015, les flux entrants ont également 2 sources : une principale la CACSSS et une secondaire le Cleiss (pour les États ne fournissant pas à la CACSSS de données détaillées par pays d'accueil ou très partielles).

Nombre de formulaires



L'ÉMISSION DES FORMULAIRES A1 EN 2015 : LE DÉTACHEMENT ET LA PLURIACTIVITÉ INTRA-UE-EEE-SUISSE

AVERTISSEMENT

L'analyse ne porte ici que sur les données 2015 du fait de la non-disponibilité des données 2016 collectées par la CACSSS auprès des États de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse au moment de la diffusion du rapport.

Les formulaires A1 (règlement 883/04) pris en compte dans les graphiques et tableaux ci-après sont les suivants :

- _ pour le détachement : ceux relatifs aux articles 12.1 du règlement pour les travailleurs salariés et 12.2 pour les travailleurs non salariés;
- _ pour la pluriactivité : ceux relatifs aux articles 13.1 du même règlement pour les travailleurs exerçant une activité salariée dans deux ou plusieurs États membres, 13.2 pour les travailleurs exerçant une activité non salariée dans deux ou plusieurs États membres et 13.3 pour les travailleurs exerçant une activité salariée et une activité non salariée dans différents États membres.

En 2015, le volume global des formulaires A1 émis par les États de l'UE, de l'EEE ou de la Suisse dépasse de peu 2 millions (ce chiffre ne prend pas en compte les formulaires émis dans le cadre des dérogations et des activités de personnels navigants aériens), soit une hausse de 7 % par rapport à 2014.

Parmi les formulaires A1, ceux délivrés au titre de la pluriactivité représentent plus de 25 % de l'ensemble des formulaires établis en 2015 (contre 22 % en 2014).

Remarque

Le formulaire A1 est un document qui atteste de la législation applicable à un travailleur qui n'est pas affilié dans le pays où il travaille. Au cours de l'année, un travailleur peut se voir délivrer plusieurs A1, soit pour prolonger sa mission, soit parce que plusieurs missions lui sont confiées. C'est pourquoi, dans les données ci-après, le nombre de formulaires A1 ne correspond pas obligatoirement au nombre réel de travailleurs.

	Détachement	Pluriactivité		
Nombre total de formulaires A1	1 501 028	511 789	74,6 %	25,4 %
Détails par pays				
Allemagne	218 006	16 962	92,8 %	7,2 %
Autriche	55 320	8 137	87,2 %	12,8 %
Belgique	63 467	21 181	75,0 %	25,0 %
Bulgarie	14 811	737	95,3 %	4,7 %
Chypre	96	2 795	3,3 %	96,7 %
Croatie	33 381	1 516	95,7 %	4,3 %
Danemark	7 288	21 924	24,9 %	75,1 %
Espagne	86 943	36 957	70,2 %	29,8 %
Estonie	5 415	9 672	35,9 %	64,1 %
Finlande	3 725	3 928	48,7 %	51,3 %
France	130 468	7 667	94,4 %	5,6 %
Grèce	2 908	1 854	61,1 %	38,9 %
Hongrie	59 711	3 470	94,5 %	5,5 %
Irlande	3 616	3 875	48,3 %	51,7 %
Islande	179	69	72,2 %	27,8 %
Italie	83 277	5 755	93,5 %	6,5 %
Lettonie	1 801	3 877	31,7 %	68,3 %
Liechtenstein	65	1 174	5,2 %	94,8 %
Lituanie	21 430	3 288	86,7 %	13,3 %
Luxembourg	50 440	11 773	81,1 %	18,9 %
Malte	88	77	53,3 %	46,7 %
Norvège	-	-		
Pays-Bas	27 141	65 359	29,3 %	70,7 %
Pologne	251 107	207 947	54,7 %	45,3 %
Portugal	64 020	347	99,5 %	0,5 %
République tchèque	10 799	25 442	29,8 %	70,2 %
Roumanie¹	52 592	646	98,8 %	1,2 %
Royaume-Uni	31 708	10 389	75,3 %	24,7 %
Slovaquie	80 058	17 890	81,7 %	18,3 %
Slovénie	126 153	406	99,7 %	0,3 %
Suède	4 287	7 408	36,7 %	63,3 %
Suisse	10 728	9 267	53,7 %	46,3 %

1. La source CACSSS a été complétée par la source Cleiss car cet État a fourni des données très partielles à la CACSSS concernant les détachements entrants en France.

— Détachement
 — Pluriactivité

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Législation applicable

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

PAYS DE LA ZONE UE-EEE-SUISSE (PAYS D'ENVOI) <> PAYS DE LA ZONE UE-EEE-SUISSE (PAYS D'ACCUEIL) :

FLUX SORTANT ET ENTRANT 2015

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

L'ÉMISSION DES FORMULAIRES A1 EN 2015 : LE DÉTACHEMENT EN UE, EEE ET EN SUISSE

AVERTISSEMENT

Le phénomène du détachement sera traité ci-après comme un flux à double sens matérialisé par les formulaires A1 entrants et A1 sortants; autrement dit, chaque État se trouve être à la fois pays d'envoi (A1 sortants) et d'accueil (A1 entrants) de travailleurs détachés détenteurs de leurs formulaires A1. Les formulaires A1, émis spécifiquement au titre du détachement, permettant d'identifier l'État qui détache le travailleur (pays d'envoi) et celui qui l'emploie (pays d'accueil) et rendent possible le dénombrement de A1 entrants et sortants par pays. Et ce, contrairement aux formulaires A1 comme ci-avant produits dans le cas de la pluriactivité qui authentifient certes l'État d'envoi, mais peu clairement, voire pas du tout, l'État d'accueil.

En 2015, sur les 1,5 million de formulaires A1 émis dans le cadre du détachement dans un seul État de l'UE, l'EEE ou en Suisse:

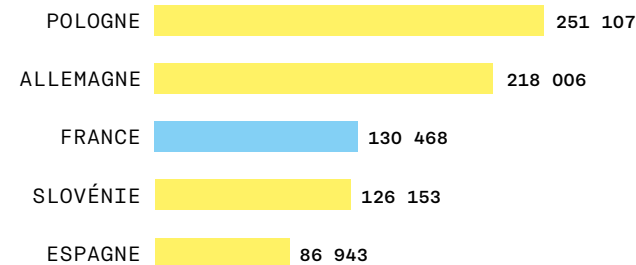
54 % sont émis par les 5 pays suivants: Pologne, Allemagne, France, France, Slovaquie et Espagne.

17 % des A1 de détachement dans un État de l'UE, l'EEE ou la Suisse sont émis par la Pologne.

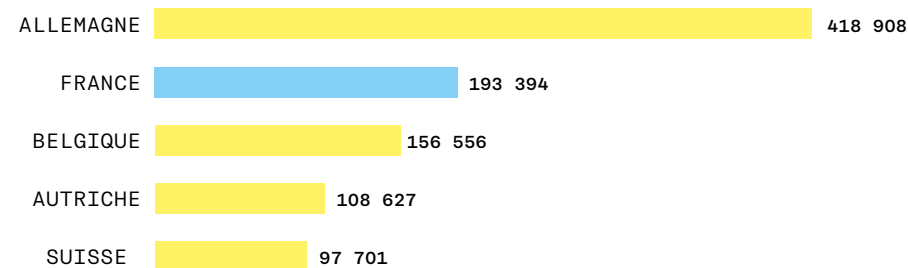
65 % sont reçus par les 5 pays suivants: Allemagne, France, Belgique, Autriche et Suisse.

28 % des A1 de détachement dans un État de l'UE, l'EEE et la Suisse sont reçus par l'Allemagne.

Principaux pays d'envoi > Tous les pays de l'UE-EEE-Suisse (flux sortant)



Tous les pays de l'UE-EEE-Suisse > Principaux pays d'accueil (flux entrant)



AVERTISSEMENT

Les indicateurs mis en avant ci-contre s'appuient sur le nombre de formulaires émis, et non le nombre de travailleurs différents détachés au cours de l'année (un travailleur pouvant être détaché plusieurs fois dans l'année).

Détachement européen en 2015 (Travailleurs salariés et non salariés)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis				Détachement et population active ¹		
	Flux sortant (Fs)	Flux entrant (Fe)	Solde	% pays / Détachement UE-EEE-Suisse	Population active de 15 ans ou plus ²	Ratio des sortants : Fs / pop. Active	Ratio des entrants : Fe / pop. Active
Allemagne	218 006	418 908	-200 902	21,22%	42 938 320	0,51 %	0,98 %
Autriche	55 320	108 627	-53 307	5,46%	4 461 590	1,24 %	2,43 %
Belgique	63 467	156 556	-93 089	7,33%	5 018 930	1,26 %	3,12 %
Bulgarie	14 811	3 325	11 486	0,60%	3 337 800	0,44 %	0,10 %
Chypre	96	716	-620	0,03%	619 330	0,02 %	0,12 %
Croatie	33 381	7 164	26 217	1,35%	1 870 540	1,78 %	0,38 %
Danemark	7 288	13 352	-6 064	0,69%	2 930 950	0,25 %	0,46 %
Espagne	86 943	54 037	32 906	4,70%	23 083 200	0,38 %	0,23 %
Estonie	5 415	2 315	3 100	0,26%	683 440	0,79 %	0,34 %
Finlande	3 725	18 618	-14 893	0,74%	2 681 750	0,14 %	0,69 %
France ³	130 468	193 394	-62 926	10,79%	29 956 080	0,44 %	0,65 %
Grèce	2 908	5 891	-2 983	0,29%	4 776 560	0,06 %	0,12 %
Hongrie	59 711	8 743	50 968	2,28%	4 539 050	1,32 %	0,19 %
Irlande	3 616	4 159	-543	0,26%	2 195 320	0,16 %	0,19 %
Islande	179	608	-429	0,03%	195 260	0,09 %	0,31 %
Italie	83 277	59 095	24 182	4,74%	25 352 620	0,33 %	0,23 %
Lettonie	1 801	1 431	370	0,11%	1 015 700	0,18 %	0,14 %
Liechtenstein	65	803	-738	0,03%	-	-	-
Lituanie	21 430	2 404	19 026	0,79%	1 468 260	1,46 %	0,16 %

1. Les ratios devraient comparer les nombres de travailleurs détachés avec les populations actives des différents pays. Or, seuls les nombres de formulaires de détachement sont communiqués à la CACSSS, alors qu'un travailleur peut se voir attribuer plusieurs formulaires selon le nombre de détachement qui lui est confié. Ainsi, pour la commodité des comparaisons entre les États de l'UE-EEE-Suisse, il est postulé arbitrairement qu'un formulaire de détachement = 1 travailleur.

2. La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales (BIT, recensement de la population, la Comptabilité nationale). Sources : La Banque mondiale - Population active 2015

3. Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou des données très partielles (voir renvois 4 et 5 page suivante).

Législation applicable

RÈGLEMENTS EUROPÉENS

PAYS DE LA ZONE UE-EEE-SUISSE (PAYS D'ENVOI) <> PAYS DE LA ZONE UE-EEE-SUISSE (PAYS D'ACCUEIL) :

FLUX SORTANT ET ENTRANT 2015

Détachement européen en 2015 (Travailleurs salariés et non salariés) (suite et fin)

Pays	Nombre de formulaires A1 émis			
	Flux sortant (Fs)	Flux entrant (Fe)	Solde	% pays / Détachement UE-EEE-Suisse
Luxembourg	50 440	21 749	28 691	2,40%
Malte	88	1 453	-1 365	0,05%
Norvège	-	24 958	-	0,83%
Pays-Bas	27 141	89 411	-62 270	3,88%
Pologne	251 107	17 897	233 210	8,96%
Portugal	64 020	15 374	48 646	2,64%
République tchèque	10 799	19 144	-8 345	1,00%
Roumanie ⁴	52 592	10 709	41 883	2,11%
Royaume-Uni	31 708	54 344	-22 636	2,87%
Slovaquie	80 058	8 141	71 917	2,94%
Slovénie	126 153	5 685	120 468	4,39%
Suède	4 287	37 373	-33 086	1,39%
Suisse	10 728	97 701	-86 973	3,61%
Données géographiques non précisées ⁵	-	36 943	-	1,23%
Total	1 501 028	1 501 028	-	100,00%

Détachement et population active ¹		
Population active de 15 ans ou plus ²	Ratio des sortants : Fs / pop. Active	Ratio des entrants : Fe / pop. Active
281 550	17,92 %	7,72 %
193 310	0,05 %	0,75 %
2 760 970	-	0,90 %
9 021 470	0,30 %	0,99 %
18 368 880	1,37 %	0,10 %
5 210 140	1,23 %	0,30 %
5 325 660	0,20 %	0,36 %
9 354 150	0,56 %	0,11 %
33 568 450	0,09 %	0,16 %
2 740 110	2,92 %	0,30 %
1 010 860	12,48 %	0,56 %
5 230 340	0,08 %	0,71 %
4 847 100	0,22 %	2,02 %
-	-	-
255 037 690	-	0,59%

Les constats sur le détachement européen

1. L'Allemagne est le pays qui pèse le plus dans le phénomène du détachement dans la zone UE-EEE-Suisse :

Sur les 1,5 million de formulaires émis en 2015, 21 % concerne l'Allemagne, à la fois en tant que pays d'accueil, et pays d'envoi. La France quant à elle est concernée à hauteur de 10,3 % et la Pologne à hauteur de 9 %.

2. Le Luxembourg est le pays de l'UE-EEE-Suisse qui détache le plus proportionnellement à sa population active :

En 2015, près de 18 % de sa population active a connu une période de détachement dans les pays de l'UE-EEE-Suisse (flux sortant), ce qui s'explique notamment par la localisation de nombreuses entreprises de travail temporaire dans ce pays. En parallèle, le flux entrant des détachements en provenance des pays de l'UE-EEE-Suisse a représenté près de 8 % de sa population active. Ces 2 pourcentages le différencient sensiblement de ses homologues européens.

3. Chypre est le pays de l'UE-EEE-Suisse dont la population active est la moins impactée par le phénomène du détachement :

En 2015, 0,02 % de sa population active a connu une période de détachement dans les pays de l'UE-EEE-Suisse (flux sortant). En parallèle, le flux entrant des détachements en provenance des pays de l'UE-EEE-Suisse a représenté 0,12 % de sa population active.

4. Sur les 32 États membres de l'UE-EEE-Suisse, la moitié a reçu ou émis un flux de formulaires de détachements représentant moins de 1 % de sa population active.

Le Luxembourg fait ainsi figure d'exception avec un taux de 25,64 % (la moyenne européenne étant de 0,59 %). Pour information, le taux de la France est de 1,08 %.

1. Les ratios devraient comparer les nombres de travailleurs détachés avec les populations actives des différents pays. Or, seuls les nombres de formulaires de détachement sont communiqués à la CACSSS, alors qu'un travailleur peut se voir attribuer plusieurs formulaires selon le nombre de détachement qui lui est confié. Ainsi, pour la commodité des comparaisons entre les États de l'UE-EEE-Suisse, il est postulé arbitrairement qu'un formulaire de détachement = 1 travailleur.
2. La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs. La mesure de la population active diffère selon l'observation statistique qui en est faite. On peut actuellement distinguer trois approches principales (BIT, recensement de la population, la Comptabilité nationale). Sources : La Banque mondiale - Population active 2015
3. Pour les flux entrants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss car certains États ne fournissent pas de données détaillées par pays d'accueil à la CACSSS ou des données très partielles.
4. Pour les flux sortants, la source CACSSS a été complétée par la source Cleiss car cet État a fourni des données très partielles à la CACSSS concernant les détachements entrants en France.
5. L'Autriche (pour l'article 12.2), le Liechtenstein, le Royaume-Uni et la Suisse n'ont pas été en mesure de présenter à la CACSSS la ventilation par pays des formulaires émis pour les travailleurs qu'ils ont détachés dans les autres États membres de l'UE-EEE-Suisse.

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

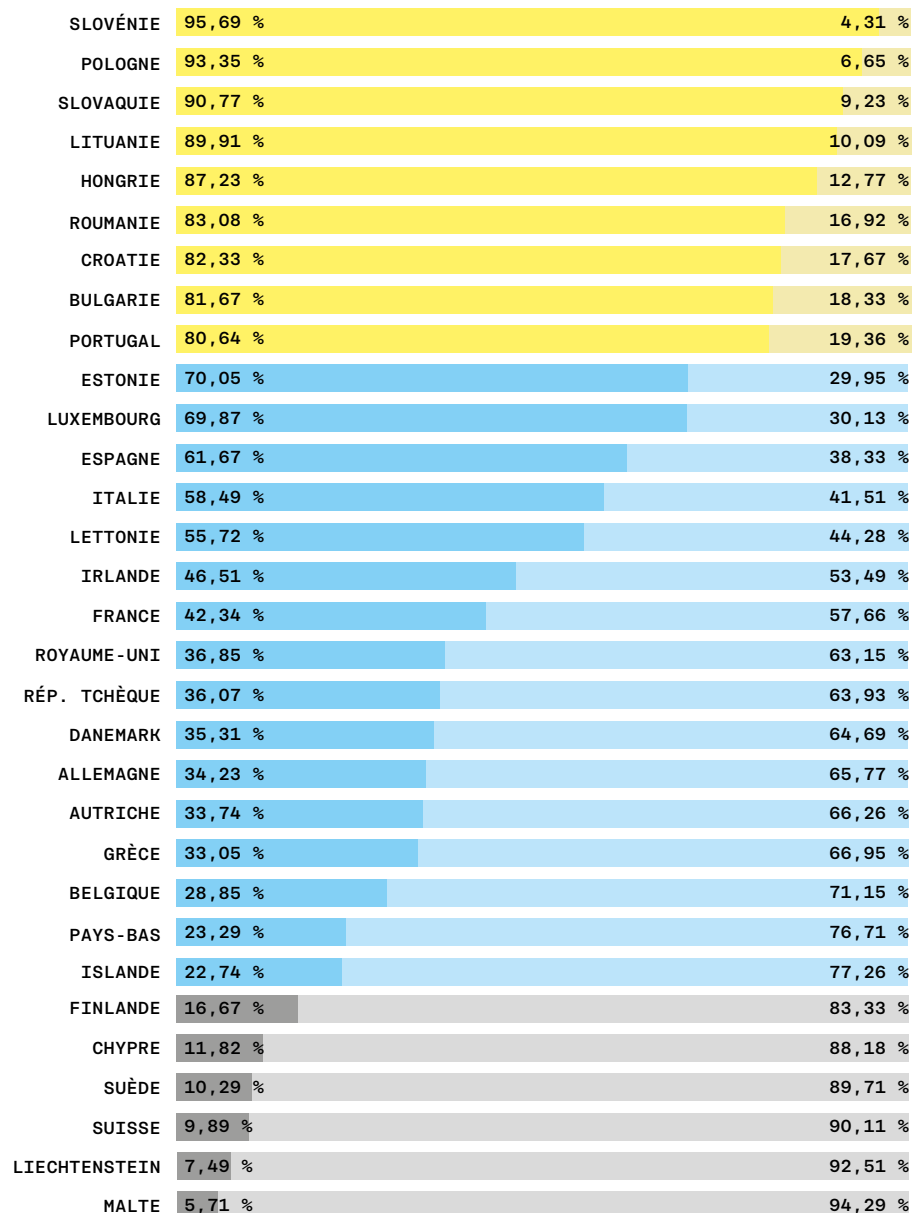
Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Phénomène du détachement dans un État de l'UE, l'EEE et la Suisse (2015)



■ % sortant ■ % entrant ■ % sortant
■ % entrant ■ % entrant ■ % entrant

3 catégories de pays peuvent être distinguées par rapport à l'ensemble des flux (sortants + entrants) :

■ les pays dont le flux sortant est largement supérieur au flux entrant, soit un ratio sortant > à 80 % (graphique jaune) :

Au sein de cette 1^{re} catégorie (9 pays sur 31*), 2 pays se distinguent particulièrement : Pologne et Slovénie avec un ratio « sortant/entrant » de [93 % - 7 %] et [96 % - 4 %].

Aussi, la Pologne et la Slovénie émettent vers l'UE-EEE-Suisse respectivement 233 210 et 120 468 formulaires de travailleurs détachés de plus qu'elles n'en reçoivent.

■ les pays dont le flux sortant-entrant est intermédiaire, soit des ratios sortants et entrants compris entre 20 % et 80 % (graphique bleu) :

Cette 2^e catégorie réunit 16 États membres sur 31*. L'Allemagne et la Belgique doivent être mises en avant du fait de leur poids en valeur absolue. Elles sont destinataires en effet respectivement de 200 902 et 93 089 formulaires de détachement européens de plus qu'elles n'en émettent vers l'Europe.

Le solde des autres pays de cette catégorie varie de + 32 906 (Espagne) à - 62 270 (Pays-Bas).

■ les pays dont le flux entrant est largement supérieur au flux sortant, soit un ratio entrant > à 80 % (graphique gris) :

Dans cette 3^e catégorie (6 pays sur 31*), les ratios « sortant-entrant » sont relativement homogènes (6 % - 94 % à 17 % - 83 %). La Suisse doit être mise en avant du fait de son poids en valeur absolue. Elle reçoit en effet 86 973 formulaires de travailleurs détachés européens de plus qu'elle n'en émet vers l'Europe.

N.B. La Norvège n'ayant communiqué en 2015 aucune information sur le détachement, celle-ci ne figure pas sur le graphique.

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Dans le cadre des règlements européens, les accords exceptionnels ou dérogatoires sont prévus par l'**article 16** du règlement 883/2004 et l'**article 17** du règlement 1408/71.

Les accords exceptionnels ou dérogatoires des articles 16 et 17 sont utilisés pour :

- _ Le détachement d'une période excédant dès le départ 24 mois;
- _ La prolongation d'une période de détachement au-delà de 24 mois;
- _ La régularisation de certaines situations (retard dans l'accomplissement des procédures de détachement);
- _ Le maintien d'affiliation du salarié à son régime de protection sociale lorsque les conditions du détachement ne sont pas remplies (ex : lien de subordination établi avec l'entreprise d'accueil).

Dans ces cas de figure, une demande d'application des articles 16 ou 17 : « maintien d'affiliation au régime de l'État qui détache » est adressée au Cleiss, institution désignée pour examiner et autoriser cette demande conjointement avec l'autorité ou institution compétente de l'autre État. Cette dernière, dans tous les cas, fait connaître son avis au Cleiss.

1. Article 16 du règlement (CE) n° 883/04 : le maintien d'affiliation à la législation du pays habituel d'emploi est soumis à l'autorisation préalable et conjointe des autorités des États en cause (pour la France, le Cleiss ou dans certains cas, le ministère chargé de la sécurité sociale).

2. Article 17 du règlement (CEE) n° 1408/71 : cf article 16

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné		Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française	
	selon article 16 ¹	selon article 17 ²	selon article 16 ¹	selon article 17 ²
Allemagne	399	0	99	0
Autriche	4	0	5	0
Belgique	91	0	129	0
Bulgarie	1	0	2	0
Chypre	0	0	0	0
Croatie	1	0	1	0
Danemark	16	0	2	0
Espagne	153	0	52	0
Estonie	3	0	6	0
Finlande	12	0	11	0
Grèce	3	0	10	0
Hongrie	4	0	10	0
Irlande	4	0	14	0
Islande	1	0	4	0
Italie	192	0	97	0
Lettonie	0	0	0	0
Liechtenstein	0	0	0	0
Lituanie	1	0	0	0
Luxembourg	21	0	5	0
Malte	0	0	0	0
Norvège	17	0	23	0
Pays-Bas	81	0	31	0
Pologne	133	0	19	0
Portugal	78	0	15	0
République tchèque	6	0	7	0
Roumanie	1	0	25	0
Royaume-Uni	177	11	94	0
Slovaquie	1	0	0	0
Slovénie	0	0	0	0
Suède	11	0	5	0
Suisse	423	0	69	0
Total 2016	1 834	11	735	0
Total 2015	1 490	8	910	0
% d'évolution	23,09	37,50	-19,23	-

LES DÉTACHEMENTS

Actuellement, 38 États (ou États fédérés) et 3 territoires d'outre-mer ont signé une convention de sécurité sociale (ou un décret de coordination) avec la France.

Il s'agit de : Algérie, Andorre, Argentine, Bénin, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Congo, Corée, Côte d'Ivoire, États-Unis, Gabon, Guernesey-Aurigny-Herm-Jethou, Inde, Israël, Japon, Jersey, Kosovo, Macédoine, Madagascar, Mali, Maroc,

Mauritanie, Monaco, Monténégro, Niger, Philippines, Québec, Saint-Marin, Sénégal, Serbie, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay puis Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Les modalités de détachement dans un de ces États résultent des dispositions propres à chaque convention ou décret de coordination (avec les collectivités d'outre-mer). Il n'existe pas de règles uniformes en termes de durée maximale d'un détachement (cette durée varie de 6 mois à 5 ans selon les conventions) et de possibilité de prolongation (cf. pages 120 et 121).

Par ailleurs, ces dispositions s'appliquent, en principe, uniquement si le travailleur a la nationalité française ou celle de l'État co-signataire de la convention, mais certaines conventions s'appliquent quelle que soit la nationalité du travailleur (Andorre, Argentine, Brésil, Canada, Chili, États-Unis, Monaco, Philippines et Uruguay).

Au même titre que les règlements européens, les conventions bilatérales et décrets de coordination, ont pour objectifs de coordonner les législations de deux États, afin de garantir la continuité du droit à la protection sociale aux personnes en situation de mobilité, et régler les conflits de législation.

Détachement en 2016 (travailleurs salariés et non salariés)

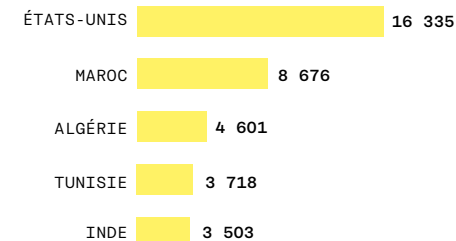
Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Algérie	4 601
Andorre	627
Argentine	777
Aurigny	0
Bénin	353
Bosnie-Herzégovine	141
Brésil	2 632
Cameroun	876
Canada	2 946
Cap-Vert	87
Chili	840
Congo	943
Corée	1 813
Côte d'Ivoire	1 799
États-Unis	16 335
Gabon	687
Guernesey	4
Herm	0
Inde	3 503
Israël	930
Japon	2 778

Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Jersey	24
Jethou	16
Kosovo	10
Macédoine	49
Madagascar	643
Mali	571
Maroc	8 676
Mauritanie	379
Monaco	1 744
Monténégro	70
Niger	207
Philippines	286
Québec	422
Saint-Marin	4
Sénégal	1 302
Serbie	322
Togo	289
Tunisie	3 718
Turquie	2 706
Uruguay	61
Sous-total 2016	64 171
Sous-total 2015	79 684
% Évolution	-19,47

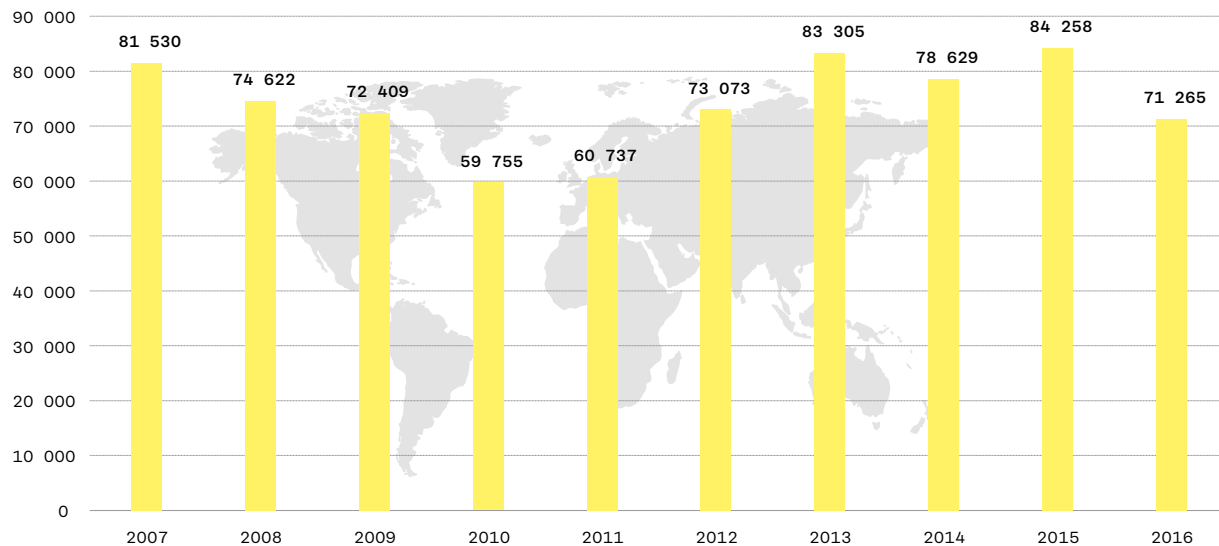
Pays	Nombre de formulaires de détachement émis
Nouvelle-Calédonie	376
Polynésie française	208
Saint-Pierre-et-Miquelon	46
Sous-total 2016	630
Sous-total 2015	640
% évolution	-1,56
Données géographiques non précisées ¹	6 464
Sous-total 2016	6 464
Sous-total 2015	3 934
% évolution	64,31
Total Général 2016	71 265
Total Général 2015	84 258
% évolution	-15,42

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

Principaux pays



Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés et non salariés)



Entre 2007 et 2010, le nombre de formulaires de détachement émis a connu une baisse continue. L'année 2011 marque un léger regain qui se poursuit pour atteindre son pic en 2015.

LE DÉTACHEMENT EXCEPTIONNEL

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Algérie	2	11
Andorre	0	0
Argentine	0	1
Bénin	0	1
Bosnie-Herzégovine	0	0
Brésil	0	11
Cameroun	0	2
Canada	18	0
Cap-Vert	0	0
Chili	1	4
Congo	0	2
Corée	20	3
Côte d'Ivoire	0	2
États-Unis	0	0
Gabon	0	1
Guernesey	0	0
Aurigny	0	0
Herm	0	0
Jethou	0	0
Israël	4	5
Japon	44	12
Jersey	0	0

Pays	Personnes travaillant en France et maintenues à la législation de l'État concerné	Personnes travaillant dans l'État concerné et maintenues à la législation française
Kosovo	0	0
Macédoine	0	0
Madagascar	0	3
Mali	0	0
Maroc	4	21
Mauritanie	0	0
Monaco	7	5
Monténégro	0	0
Niger	0	1
Philippines	0	1
Québec	31	4
Saint-Marin	0	0
Sénégal	0	5
Serbie	0	0
Suisse ¹	680	9
Togo	0	0
Tunisie	24	16
Turquie	4	3
Uruguay	0	1
Nouvelle-Calédonie	0	9
Polynésie française	0	5
Saint-Pierre-et-Miquelon	0	2
Total 2016	839	140
Total 2015	762	128
% d'évolution	10, 10	9, 38

1. Pour les ressortissants d'États-tiers, application de l'article 10 de la convention convention franco-suisse de sécurité sociale du 03/07/1975

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

**Législation
applicable**

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

LES DÉTACHEMENTS DE DROIT COMMUN

Les modalités de détachement résultent des dispositions prévues par la législation française lorsque le détachement a lieu :

_ dans un État hors UE-EEE-Suisse et n'ayant pas signé de convention de sécurité sociale avec la France ;

_ dans un Territoire d'outre-mer autre que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon.

Et aussi lorsque :

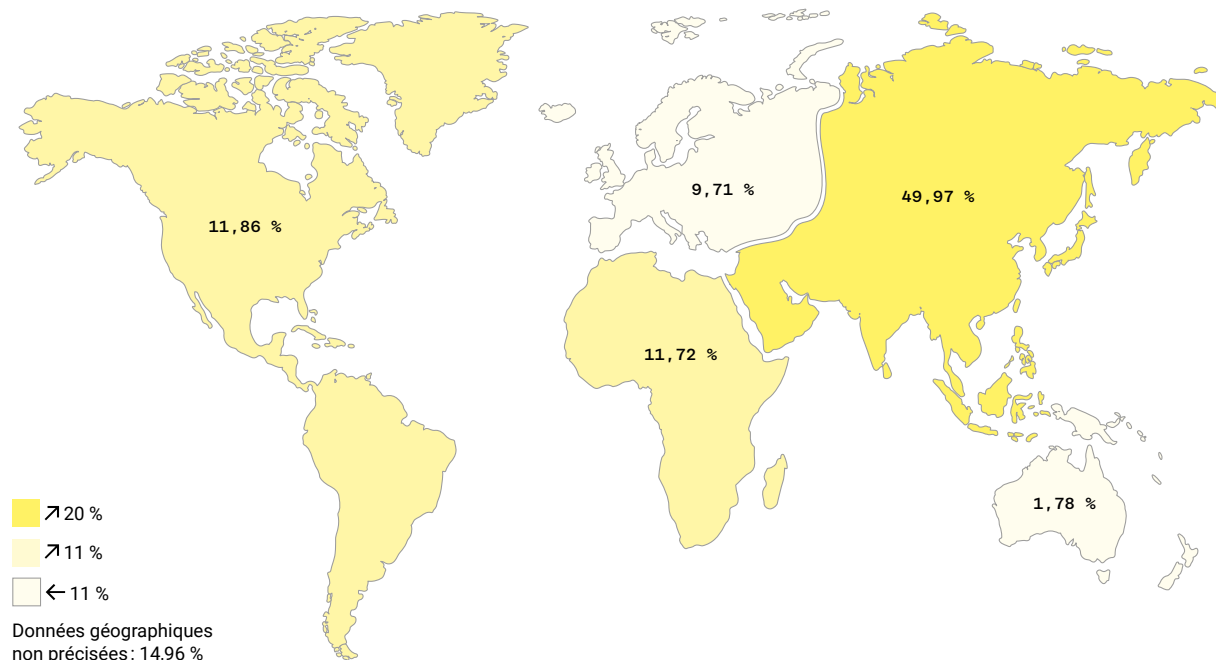
_ le travailleur salarié détaché dans un pays ayant signé une convention bilatérale ou un accord de coordination avec la France n'a pas la nationalité française ou celle de l'État cosignataire de la convention (sauf exceptions citées page 135) ;

_ la durée du détachement prévue par une convention bilatérale est dépassée.

Le salarié envoyé dans un pays qui n'est pas lié à la France par une convention de sécurité sociale (exemples ci-dessus) est maintenu au régime français de protection sociale dans le cadre de la **législation interne française**. Il aura un double statut dans le cas où l'affiliation au régime local du pays est obligatoire.

Détachements effectués en 2016 dans le cadre des pays hors conventions

Remarque : cette carte est une représentation par continents : les pays ayant signé un accord de sécurité sociale avec la France sont donc exclus.



Dans le cadre des pays hors conventions, près de la moitié des missions et détachements se font vers des pays d'Asie.

Détachement de droit commun en 2016 (travailleurs salariés)

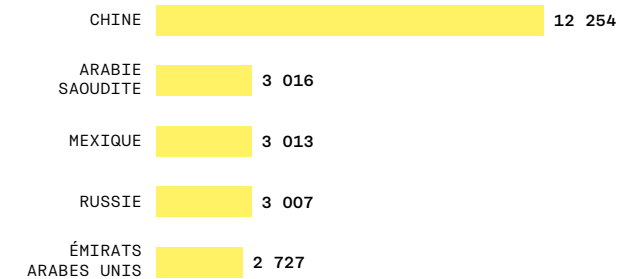
	Pays	Nombre de formulaires S9201 émis
Europe	Albanie	90
	Biélorussie	125
	Moldavie	40
	Russie	3 007
	Ukraine	518
	Autres pays d'Europe	2 092
	Sous-total 2016	5 872
	Sous-total 2015	8 214
	% évolution	-28,51
	Asie	Afghanistan
Arabie Saoudite		3 016
Cambodge		47
Chine		12 254
Émirats Arabes Unis		2 727
Indonésie		565
Irak		212
Iran		919
Jordanie		313
Kazakhstan		271
Koweït		375
Liban		580
Malaisie		821
Qatar		919
Singapour		1 665
Syrie		39
Taïwan		547
Thaïlande		1 420
Vietnam		572
Autres pays d'Asie		2 919
Sous-total 2016	30 233	
Sous-total 2015	34 094	
% évolution	-11,32	

	Pays	Nombre de formulaires S9201 émis
Afrique	Afrique du Sud	1 544
	Burkina Faso	481
	Burundi	37
	Djibouti	185
	Égypte	982
	Éthiopie	277
	Kenya	253
	Libye	68
	Île Maurice	706
	Ouganda	119
Amérique	Tchad	342
	Autres pays d'Afrique	2 095
	Sous-total 2016	7 089
	Sous-total 2015	11 009
	% évolution	-35,61
	Amérique	Bolivie
Colombie		932
Costa Rica		154
Cuba		296
Équateur		169
Haïti		245
Honduras		158
Mexique		3 013
Nicaragua		69
Paraguay		184
Pérou		673
République dominicaine		52
Venezuela		87
Autres pays d'Amérique		858
Sous-total 2016		7 174
Sous-total 2015	7 552	
% évolution	-5,01	

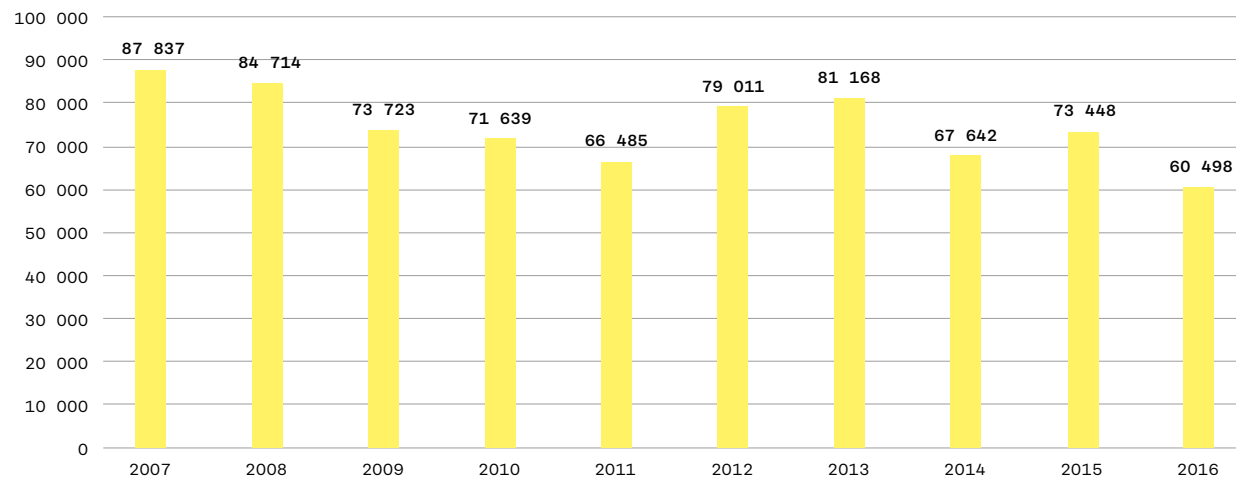
	Pays	Nombre de formulaires S9201 émis
Océanie	Australie	772
	Fidji	20
	Nouvelle-Zélande	154
	Papouasie	20
	Wallis et Futuna	8
	Autres pays d'Océanie	103
	Sous-total 2016	1 077
	Sous-total 2015	1 570
	% évolution	-31,40
	Données géographiques non précisées ¹	
Sous-total 2016		9 053
Sous-total 2015		11 009
% évolution		-17,77
Total Général 2016		60 498
Total Général 2015		73 448
% évolution	-17,63	

1. Lorsque la ventilation des données entre les différents pays n'est pas disponible.

Principaux pays



Évolution du nombre de formulaires émis (travailleurs salariés)



Le nombre de formulaires S9201 « Attestation de détachement à l'étranger » émis en 2016, a non seulement fortement baissé par rapport à 2015 (-17,63 %), mais est du reste le plus bas de la dernière décennie.



FLUX FINANCIERS ÉTRANGER → FRANCE

Règlements européens

Les pensions de vieillesse et d'invalidité
versées en France

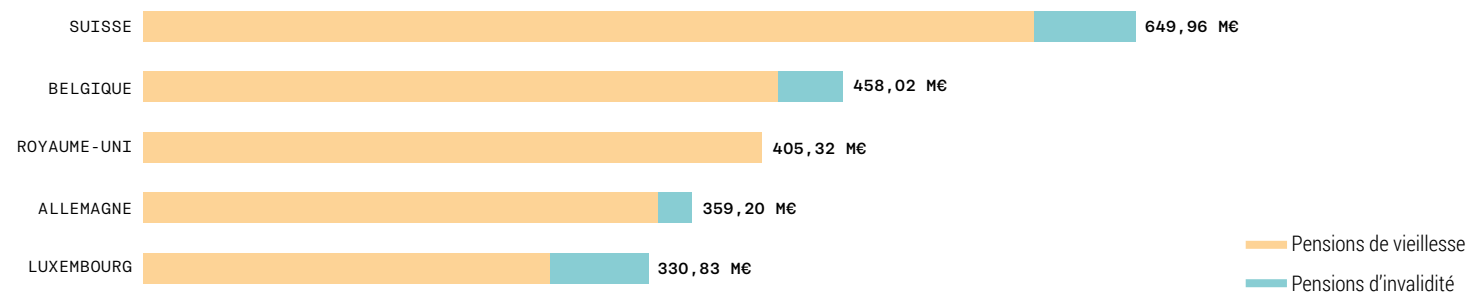
142

Dans le cadre de la réciprocité des accords, le Cleiss collecte chaque année des données statistiques auprès de l'ensemble de ses partenaires européens. Elles concernent principalement les pensions de vieillesse et d'invalidité versées à des personnes résidant en France, qui bénéficient du régime de sécurité sociale du pays dans lequel elles ont cotisé pendant leur durée de travail.

Le tableau ci-dessous regroupe donc les pensions de vieillesse et d'invalidité transférées par les pays européens à des bénéficiaires résidant en France.

Ne disposant pas des données de l'ensemble des pays européens, le Cleiss diffuse ces informations à titre indicatif.

Pensions de vieillesse et invalidité servies en France en 2016 Principaux pays



Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Allemagne	DRB - Deutsche Rentenversicherung Bund	65 920	289 446 000	15 129	47 564 000	4 172	22 189 000
Autriche	Hauptverband der Österreichischen Sozialversicherungsträger	1 687	6 219 356	371	1 165 809	22	172 901
Belgique	SFP - Service Fédéral des Pensions (salariés et indépendants)	41 342	257 741 240	8 965	51 254 837		
	SFP - Service Fédéral des Pensions (fonctionnaires)	3 553	94 988 610	771	11 286 903		
	INAMI - Institut National d'Assurance Maladie Invalidité					3 971	42 747 168
Bulgarie	NOI - Национален осигурителен институт	80	94 900	8	3 016	5	3 760
Chypre	MLSI - Υπουργείου Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων	24	63 738	0	0	1	4 198
Croatie	HZMO - Hrvatski zavod za mirovinsko osiguranje središnja služba zagreb	511	446 407	104	144 238	2	178
Danemark	Udbetaling Danmark	2 326	19 239 223 ¹	NC	NC	78	1 429 151
Espagne	Instituto Nacional de la Seguridad Social	23 593	81 165 507	11 579	43 972 201	398	3 670 978
Estonie	Sotsiaalkindlustusamet	13	40 540	0	0	5	10 881
Finlande	KELA - Kansaneläkelaitos / Folkpensionsanstalten	162	277 370	1	720	6	26 988
	ETK - Eläketurvakeskus	525	9 903 600	45	595 620	15	203 040
Grèce	IKA - Idruma Koinonikon Asphaliseon	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Hongrie	ONYF - Országos Nyugdíjbiztosítási Főigazgatóság	441	649 868	43	44 870	6	14 108
Irlande	Department of Social Protection - Social Welfare Services	459	3 001 630	64	596 964	16	162 983
Islande	TR - Tryggingastofnun Ríkisins	4	34 121	0	0	9	71 179

Pays	Organismes de liaison*	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
		Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
Italie	INPS - Istituto Nazionale della Previdenza Sociale	26 478	71 248 812	17 286	38 475 286	1 207	4 313 054
Lettonie	VSAA - Valsts sociālās apdrošināšanas aģentūra	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Liechtenstein	AHV-IV-FAK - Liechtensteinische Hinterlassenen und Invalidenversicherung	31	168 542 ¹	2	NC	2	47 711
Lituanie	SODRA - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba	32	70 640	7	2 078	2	4 677
Luxembourg	CNAP - Caisse Nationale d'Assurance Pension	15 788	219 401 468	4 575	46 680 270	4 870	64 747 444
Malte	Diviżjoni tas-Sigurta' Soċjali	22	74 694	3	21 890	0	0
Norvège	NAV Pensjon	NC	NC	NC	NC	NC	NC
Pays-Bas	Sociale Verzekeringsbank	13 469	92 688 959	41	669 118		
	UWV - Uitvoeringsinstituut Werknemersverzekeringen					690	11 688 000
Pologne	ZUS - Zakład Ubezpieczeń Społecznych - Departament Zasiłków	3 680	7 767 017	518	1 309 039	42	89 055
Portugal	IP - Instituto da Segurança Social	31 099	72 654 980	8 400	17 663 084	914	2 741 128
République Tchèque	CSSZ - Česká Správa Sociálního Zabezpečení	640	1 198 607	95	152 929	9	17 834
Roumanie	CNPAS - Casa Națională de Pensii Publice	148	32 885	6	81 690	15	1 823
Royaume-Uni	DWP - Department for Work and Pensions	66 773	405 316 765 ¹	NC	NC	NC	NC
Slovaquie	Sociálna poisťovňa	192	323 161	18	18 770	9	23 538
Slovénie	ZPIZ - Zavod za Pokojninsko in invalidsko Zavarovanje Slovenije	336	319 375	81	76 992	2	1 901
Suède	Pensionsmyndigheten	2 157	12 820 495	156	504 397		
	Försäkringskassan					27	262 811
Suisse	CDC - Schweizerische Ausgleichskasse	65 415	514 651 819	8 848	68 909 829	4 600	66 400 011
Total 2016		366 900	2 162 050 329	77 116	331 194 549	21 095	221 045 501

* pour plus d'informations : www.cleiss.fr

NC: données non communiquées

1. Données non distinguées entre les droits propres et les droits dérivés

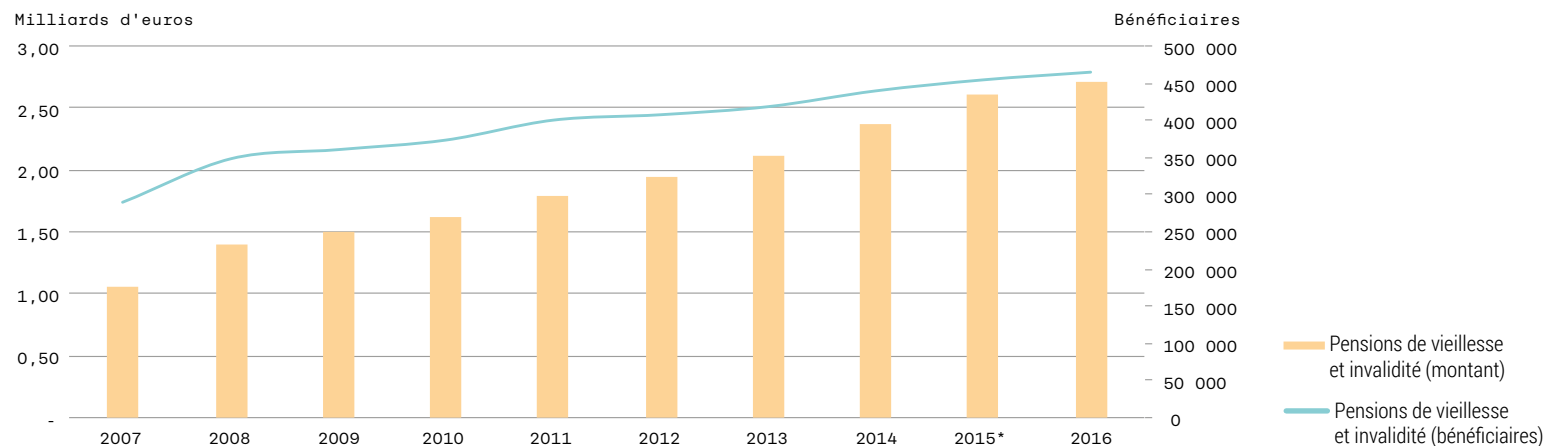
En 2016, 2,7 milliards d'euros ont été versés par les pays de l'UE-EEE-Suisse à des bénéficiaires de pensions de vieillesse ou d'invalidité résidant en France. Ce chiffre représente une hausse de 4,1 % par rapport à 2015. Il faut toutefois se montrer prudent avec cette évolution dans la mesure où chaque année un ou plusieurs pays ne sont pas en mesure de nous communiquer leurs données. La Suisse, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Allemagne et le Luxembourg sont les 5 principaux exportateurs de pensions en France. À eux seuls, ils représentent plus de 81 % du montant total versé.

Pensions de vieillesse et d'invalidité servies en France depuis 10 ans

Années	Pensions de vieillesse				Pensions d'invalidité	
	Droits propres		Droits dérivés		Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)
	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)	Nombre de bénéficiaires	Montant (euros)		
2007	205 701	707 389 360	65 823	201 577 704	18 075	145 066 410
2008	262 691	1 029 341 926	66 847	210 692 485	19 042	156 665 040
2009	274 774	1 118 086 969	67 110	224 189 368	18 967	160 619 806
2010	285 445	1 201 558 637	68 288	235 302 748	19 960	182 980 818
2011	308 309	1 347 958 441	71 723	253 786 755	20 519	189 060 491
2012	317 640	1 494 756 108	70 860	261 377 028	19 324	192 347 078
2013	327 831	1 645 454 110	71 319	278 890 883	19 542	196 039 134
2014	345 884	1 863 994 536	73 751	296 731 435	20 285	205 648 372
2015*	357 270	2 073 166 886	76 626	315 117 725	20 852	217 267 838
2016	366 900	2 162 050 329	77 116	331 194 549	21 095	221 045 501

* Données modifiées

Sources : voir page précédente





MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Les travailleurs étrangers entrés en France _____	146
L'immigration familiale _____	152
Les Français à l'étranger (immatriculation dans les consulats) _____	156

LES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS ENTRÉS EN FRANCE

Répartition par continent et par pays en 2016

Continents / Pays	Salariés								Non Salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
Afrique du Nord	7 342	319	499	188	27	3	6 386	14 764	680	15 444
<i>Dont</i>										
Algérie	1 317	1	109	0	5	1	0	1 433	356	1 789
Libye	6	3	0	0	0	0	0	9	1	10
Maroc	3 745	96	189	60	17	2	5 236	9 345	208	9 553
Tunisie	2 274	219	201	128	5	0	1 150	3 977	115	4 092
Afrique Subsaharienne	4 410	171	491	147	26	8	83	5 336	995	6 331
<i>Dont</i>										
Bénin	159	0	18	7	0	0	0	184	13	197
Cameroun	558	7	42	21	1	0	0	629	73	702
Cap-Vert	39	0	0	1	0	0	0	40	12	52
Congo	61	7	13	3	0	0	0	84	45	129
Congo (Rép. Dém.)	130	3	12	2	1	1	0	149	137	286
Côte d'Ivoire	461	8	23	9	1	1	0	503	126	629
Égypte	169	15	4	37	1	0	2	228	34	262
Gabon	128	5	23	2	0	0	0	158	9	167
Guinée (Rép. de)	212	2	24	0	4	1	0	243	100	343
Madagascar	224	0	10	3	0	0	0	237	29	266
Mali	612	1	37	4	0	3	3	660	142	802
Maurice (île)	135	33	23	6	0	0	51	248	9	257
Mauritanie	92	0	6	0	0	0	0	98	18	116
Niger	36	2	2	1	0	0	0	41	4	45
Sénégal	925	31	158	13	0	2	22	1 151	103	1 254
Togo	91	0	10	3	0	0	0	104	7	111
Autres pays	378	57	86	35	18	0	5	579	134	713
Amérique du Nord	487	495	1 347	303	19	0	4	2 655	53	2 708
<i>Dont</i>										
Canada	133	70	241	92	9	0	0	545	22	567
États-Unis	354	425	1106	211	10	0	4	2 110	31	2 141

source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

Répartition par continent et par pays en 2016 (suite)

Continents / Pays	Salariés								Non Salariés	Total général
	Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers	Total Salariés		
Amérique Centrale et du Sud	970	187	640	621	81	1	56	2 556	170	2 726
<i>Dont</i>										
Argentine	49	28	75	51	7	0	2	212	4	216
Brésil	278	101	75	304	11	0	14	783	34	817
Chili	30	1	16	49	1	0	1	98	2	100
Colombie	183	12	76	57	9	0	0	337	11	348
Haïti	64	0	10	0	0	1	0	75	80	155
Mexique	136	32	147	93	2	0	0	410	3	413
Pérou	46	2	11	15	2	0	0	76	6	82
Venezuela	66	2	39	15	1	0	0	123	1	124
Autres pays	118	9	191	37	48	0	39	442	29	471
Asie	3 379	1 734	458	1 163	20	0	16	6 770	221	6 991
<i>Dont</i>										
Chine (RPC)	991	240	118	446	1	0	1	1 797	64	1 861
Corée du Sud	62	83	25	65	1	0	0	236	2	238
Inde	436	1 008	140	326	7	0	0	1 917	15	1 932
Japon	135	315	78	164	6	0	4	702	13	715
Philippines	391	14	35	8	0	0	0	448	14	462
Thaïlande	49	11	3	30	0	0	6	99	10	109
Vietnam	226	8	15	64	1	0	0	314	11	325
Autres pays	1 089	55	44	60	4	0	5	1 257	92	1 349
Proche et Moyen-Orient	554	48	89	233	1	0	3	928	93	1 021
<i>Dont</i>										
Iran	58	12	9	85	0	0	0	164	8	172
Israël	12	6	10	15	0	0	3	46	3	49
Liban	289	13	37	110	1	0	0	450	14	464
Pakistan	110	3	8	10	0	0	0	131	27	158
Autres pays	85	14	25	13	0	0	0	137	41	178

source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

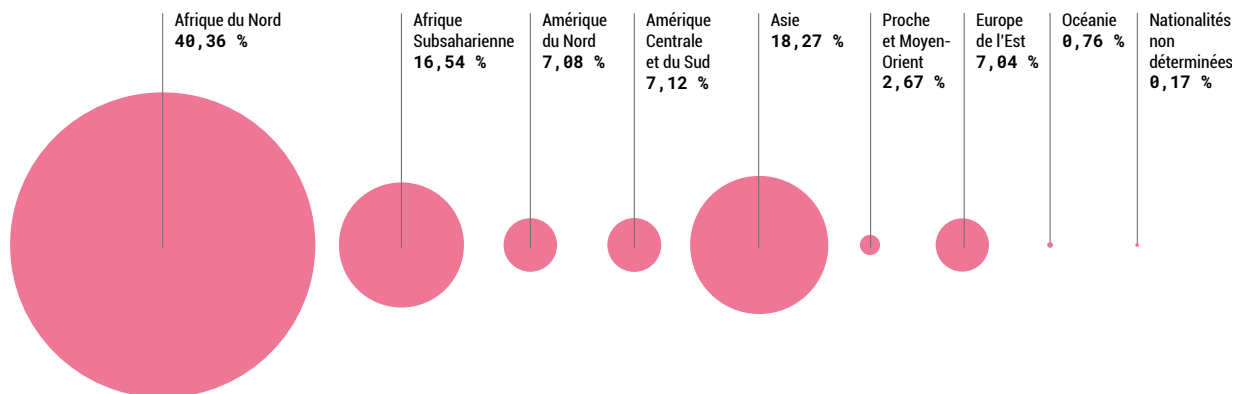
Mouvements
migratoires

Répartition par continent et par pays en 2016 (suite et fin)

Continents / Pays		Salariés							Non Salariés	Total général	
		Permanents	En mission	Temporaires	Scientifiques	Professions artistiques et culturelles	Autorisations provisoires de travail	Saisonniers			Total Salariés
Europe de l'Est		1 119	204	324	236	159	1	212	2 255	439	2 694
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	8	1	8	0	0	0	7	24	3	27
	Macédoine	21	0	2	3	0	0	3	29	9	38
	Moldavie	13	2	12	0	0	0	0	27	6	33
	Russie	325	84	128	116	71	1	11	736	55	791
	Serbie	69	10	44	22	0	0	6	151	31	182
	Turquie	305	84	15	44	0	0	179	627	76	703
	Ukraine	200	16	29	32	69	0	0	346	10	356
	Autres pays	178	7	86	19	19	0	6	315	249	564
Océanie		129	20	91	32	4	1	5	282	8	290
<i>Dont</i>	Australie	61	19	45	23	4	0	2	154	2	156
	Nouvelle-Zélande	30	1	31	9	0	1	1	73	4	77
	Autres pays	38	0	15	0	0	0	2	55	2	57
Nationalité indéterminée		25	5	7	7	0	0	0	44	20	64
Total général		18 415	3 183	3 946	2 930	337	14	6 765	35 590	2 679	38 269

source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

Répartition par continent des travailleurs entrés en France en 2016



Répartition par continent et par catégorie de salariés

		2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Afrique du Nord	Total	15 444	14 460	13 721	12 248	12 338	12 685	12 024	11 910	13 124	11 251
	Salariés permanents et en mission	7 661	6 663	5 842	5 323	5 038	5 477	4 663	4 436	5 240	3 883
	Autorisations provisoires et autres catégories	717	661	495	617	857	885	1 031	778	1 156	1 060
	Saisonniers	6 386	6 329	6 237	5 758	5 975	5 939	5 890	6 696	6 728	6 308
	Total salariés	14 764	13 653	12 574	11 698	11 870	12 301	11 584	11 910	13 124	11 251
	Non salariés	680	807	1 147	550	468	384	440	NC	NC	NC
Afrique Subsaharienne	Total	3 395	6 124	5 603	4 522	4 293	5 837	5 486	5 785	4 522	2 555
	Salariés permanents et en mission	2 547	4 383	4 261	3 850	3 582	5 207	4 718	5 322	3 843	1 856
	Autorisations provisoires et autres catégories	372	701	506	418	428	428	547	463	667	698
	Saisonniers	10	101	81	65	100	54	36	0	12	1
	Total salariés	2 929	5 185	4 848	4 333	4 110	5 689	5 301	5 785	4 522	2 555
	Non salariés	466	939	755	189	183	148	185	NC	NC	NC
Amérique du Nord	Total	567	2 903	2 747	2 756	2 945	3 271	3 023	1 947	3 171	2 985
	Salariés permanents et en mission	203	975	886	903	1 036	964	967	655	1 140	776
	Autorisations provisoires et autres catégories	342	1 868	1 451	1 375	1 650	2 077	1 802	1 292	2 026	2 193
	Saisonniers	0	9	4	7	4	4	7	0	5	16
	Total salariés	545	2 852	2 341	2 285	2 690	3 045	2 776	1 947	3 171	2 985
	Non salariés	22	51	406	471	255	226	247	NC	NC	NC
Amérique Centrale et du Sud	Total	1 515	2 615	2 498	2 326	2 156	2 394	2 351	1 454	2 306	2 073
	Salariés permanents et en mission	633	1 059	922	891	931	1 032	1 027	874	1 049	983
	Autorisations provisoires et autres catégories	838	1 360	710	727	853	1 069	1 022	580	1 189	1 025
	Saisonniers	4	41	14	36	106	32	46	0	68	65
	Total salariés	1 475	2 460	1 646	1 654	1 890	2 133	2 095	1 454	2 306	2 073
	Non salariés	40	155	852	672	266	261	256	NC	NC	NC

NC: Non communiqué

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

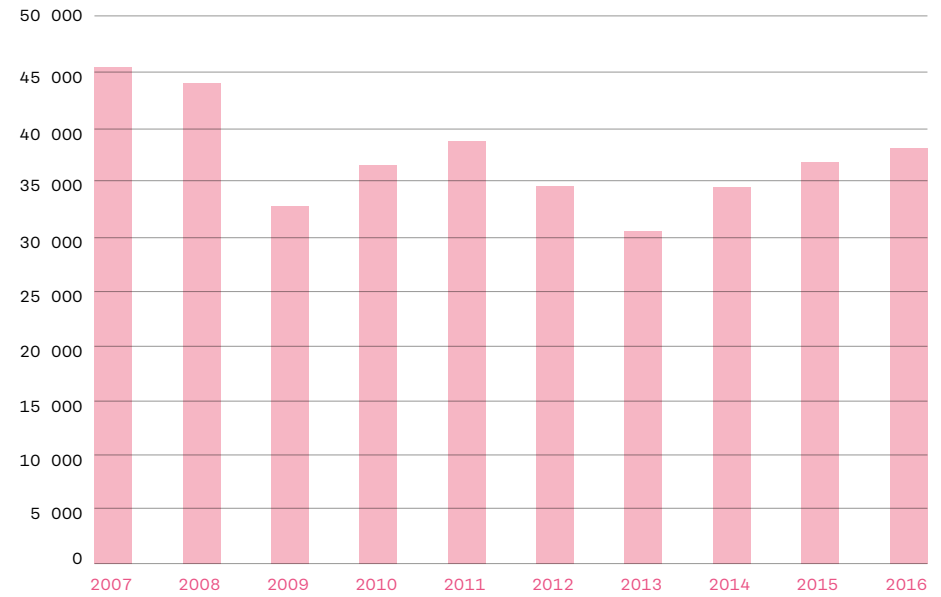
Mouvements
migratoires

Répartition par continent et par catégorie de salariés (suite et fin)

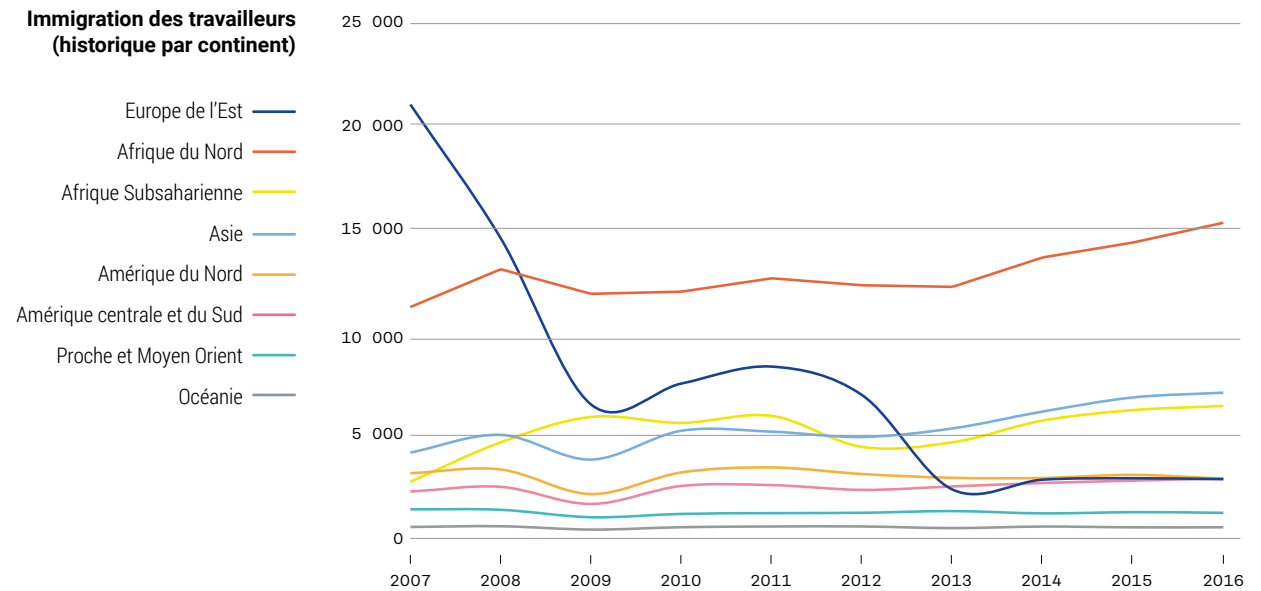
		2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007
Asie	Total	4 419	6 753	6 052	5 212	4 787	5 051	5 097	3 663	4 892	4 011
	Salariés permanents et en mission	3 418	4 780	4 007	3 388	3 242	3 442	3 387	2 765	3 227	2 307
	Autorisations provisoires et autres catégories	862	1 635	484	515	879	940	1 116	898	1 657	1 695
	Saisonniers	7	27	18	21	11	22	18	0	8	9
	Total salariés	4 287	6 442	4 509	3 924	4 132	4 404	4 521	3 663	4 892	4 011
	Non salariés	132	311	1 543	1 288	655	647	576	NC	NC	NC
Proche et Moyen-Orient	Total	1 006	1 046	987	1 100	1 016	998	960	794	1 164	1 190
	Salariés permanents et en mission	590	590	537	610	646	639	565	627	768	769
	Autorisations provisoires et autres catégories	323	352	129	204	258	243	270	167	395	420
	Saisonniers	3	3	6	5	1	0	0	0	1	1
	Total salariés	916	945	672	819	905	882	835	794	1 164	1 190
	Non salariés	90	101	315	281	111	116	125	NC	NC	NC
Europe de l'Est	Total	2 113	2 732	2 663	2 175	6 874	8 289	7 446	6 405	14 676	21 327
	Salariés permanents et en mission	1 012	1 325	1 294	1 160	3 666	4 347	4 335	4 463	7 586	6 092
	Autorisations provisoires et autres catégories	524	756	461	443	1 694	1 897	1 540	1 103	2 272	2 572
	Saisonniers	201	191	197	164	1 332	1 909	1 428	839	4 818	12 663
	Total salariés	1 737	2 272	1 952	1 767	6 692	8 153	7 303	6 405	14 676	21 327
	Non salariés	376	460	711	408	182	136	143	NC	NC	NC
Océanie	Total	171	292	331	254	335	333	298	180	346	311
	Salariés permanents et en mission	91	133	164	97	170	151	129	86	134	102
	Autorisations provisoires et autres catégories	76	149	100	101	135	156	144	94	208	208
	Saisonniers	2	4	1	1	2	2	3	0	4	1
	Total salariés	169	286	265	199	307	309	276	180	346	311
	Non salariés	2	6	66	55	28	24	22	NC	NC	NC
Nationalités non déterminées		9 639	24	30	3	13	13	2	746	30	34
Total général		38 269	36 949	34 632	30 596	34 757	38 871	36 687	32 884	44 231	45 737

NC : Non communiqué
source : Office Français de l'immigration et de l'intégration (OFII)

Évolution du nombre total de travailleurs entrés en France ces 10 dernières années



Immigration des travailleurs (historique par continent)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

IMMIGRATION FAMILIALE

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2016
au titre du regroupement familial

Continents / pays de nationalité		2007		2015		2016		% Évolution 2016/2007	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Afrique du Nord		7 343	10 516	6 162	7 895	5 739	7 317	- 21,84 %	- 30,42 %
<i>Dont</i>	Algérie	2 692	3 542	2 654	3 226	2 371	2 879	- 11,92 %	- 18,72 %
	Libye	-	-	1	1	3	8	-	-
	Maroc	3 288	4 809	2 096	2 780	2 068	2 701	- 37,10 %	- 43,83 %
	Tunisie	1 363	2 165	1 411	1 888	1 297	1 729	- 4,84 %	- 20,14 %
Afrique		956	1 393	1 914	2 941	1 846	2 776	93,10 %	99,28 %
<i>Dont</i>	Bénin	32	44	51	82	45	81	40,63 %	84,09 %
	Cameroun	269	418	278	441	348	508	29,37 %	21,53 %
	Cap-Vert	32	49	26	34	25	34	- 21,88 %	- 30,61 %
	Congo	109	159	69	101	59	90	- 45,87 %	- 43,40 %
	Congo (Rép. Dém.)	-	-	171	289	121	200	-	-
	Côte d'Ivoire	89	113	334	449	346	468	288,76 %	314,16 %
	Égypte	-	-	44	81	43	82	-	-
	Gabon	36	45	21	30	28	33	- 22,22 %	- 26,67 %
	Guinée (Rép. de)	-	-	75	121	66	116	-	-
	Madagascar	86	108	81	109	73	95	- 15,12 %	- 12,04 %
	Mali	52	83	224	358	194	314	273,08 %	278,31 %
	Maurice (île)	-	-	31	37	18	23	-	-
	Mauritanie	17	33	45	77	30	47	76,47 %	42,42 %
	Niger	6	7	19	27	4	5	- 33,33 %	- 28,57 %
	Sénégal	181	262	215	322	233	364	28,73 %	38,93 %
	Togo	47	72	23	41	37	51	- 21,28 %	- 29,17 %
	Autres pays	-	-	207	342	176	265	-	-
Amérique du Nord		18	26	12	15	14	22	- 22,22 %	- 15,38 %
<i>Dont</i>	Canada	9	12	6	9	5	12	- 44,44 %	0,00 %
	États Unis	9	14	6	6	9	10	0,00 %	- 28,57 %

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2016
au titre du regroupement familial (suite)

Continents / pays de nationalité		2007		2015		2016		% Évolution 2016/2007	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Amérique Centrale et du Sud		4	6	286	425	210	299	5150,00 %	4883,33 %
<i>Dont</i>	Argentine	-	-	1	1	2	3	-	-
	Brésil	-	-	20	26	26	32	-	-
	Chili	4	6	6	7	1	1	-75,00 %	-83,33 %
	Colombie	-	-	7	10	15	17	-	-
	Haiti	-	-	195	310	119	184	-	-
	Mexique	-	-	4	4	3	3	-	-
	Pérou	-	-	7	9	3	4	-	-
	Venezuela	-	-	4	4	5	6	-	-
	Autres pays	-	-	42	54	36	49	-	-
Asie		76	92	667	851	719	932	846,05 %	913,04 %
<i>Dont</i>	Chine (RPC)	-	-	230	269	257	296	-	-
	Corée du Sud	16	17	15	18	16	18	0,00 %	5,88 %
	Inde	-	-	68	96	67	98	-	-
	Japon	23	27	22	27	16	21	-30,43 %	-22,22 %
	Philippines	37	48	43	56	49	66	32,43 %	37,50 %
	Thaïlande	-	-	38	41	42	52	-	-
	Vietnam	-	-	78	100	71	92	-	-
	Autres pays	-	-	173	244	201	289	-	-
Proche et Moyen-Orient		2	2	183	354	117	224	5750,00 %	11100,00 %
<i>Dont</i>	Iran	-	-	11	14	12	14	-	-
	Israël	2	2	1	1	2	3	0,00 %	50,00 %
	Liban	-	-	26	37	28	51	-	-
	Pakistan	-	-	115	253	53	120	-	-
	Autres pays	-	-	30	49	22	36	-	-

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

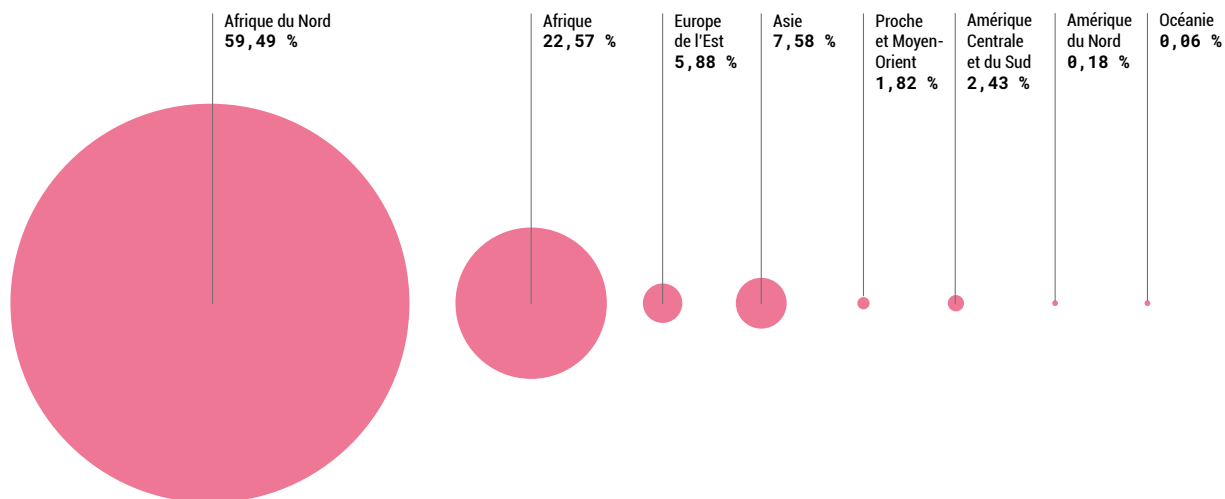
Mouvements
migratoires

Familles introduites en France ou régularisées au cours de l'année 2016
au titre du regroupement familial (suite et fin)

Continents / pays de nationalité		2007		2015		2016		% Évolution 2016/2007	
		Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires	Dossiers	Bénéficiaires
Europe de l'Est		1 486	2 483	540	766	529	723	-64,40 %	-70,88 %
<i>Dont</i>	Bosnie-Herzégovine	21	40	20	23	18	26	-14,29 %	-35,00 %
	Bulgarie	-	-	-	-	-	-	-	-
	Croatie	6	9	-	-	-	-	-100,00 %	-100,00 %
	Macédoine	32	42	3	6	6	8	-81,25 %	-80,95 %
	Moldavie	-	-	4	6	1	1	-	-
	Roumanie	-	-	-	-	-	-	-	-
	Russie	-	-	27	38	25	29	-	-
	Serbie	155	227	29	42	35	48	-77,42 %	-78,85 %
	Turquie	1 272	2 165	305	433	317	430	-75,08 %	-80,14 %
	Ukraine	-	-	20	28	17	20	-	-
	Autres pays	-	-	132	190	110	161	-	-
Océanie		0	0	3	8	4	7	-	-
<i>Dont</i>	Australie	-	-	-	-	2	3	-	-
	Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-
	Autres pays	-	-	3	8	2	4	-	-
Nationalité indéterminée		-	-	2	4	-	-	-	-
Total général		9 885	14 518	9 769	13 259	9 178	12 300	-7,15 %	-15,28 %

Source : O.F.I.I. - Office Français de l'Immigration et de l'Intégration

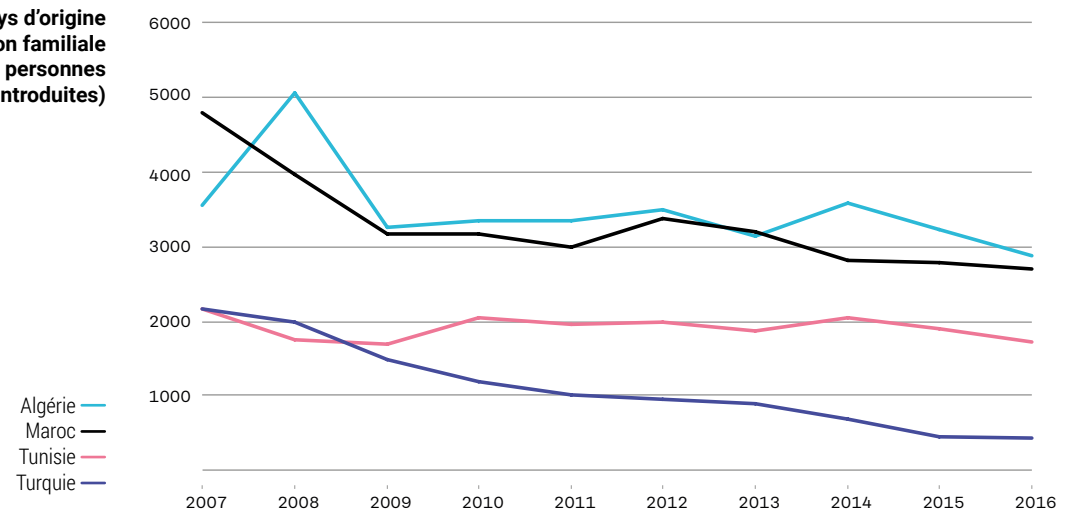
Répartition par continent, en 2016, de l'immigration familiale en France



Immigration familiale depuis 60 ans (nombre de personnes introduites)



Principaux pays d'origine de l'immigration familiale (nombre de personnes introduites)



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

**Mouvements
migratoires**

LES FRANÇAIS A L'ÉTRANGER (Registre des Français établis hors de France)

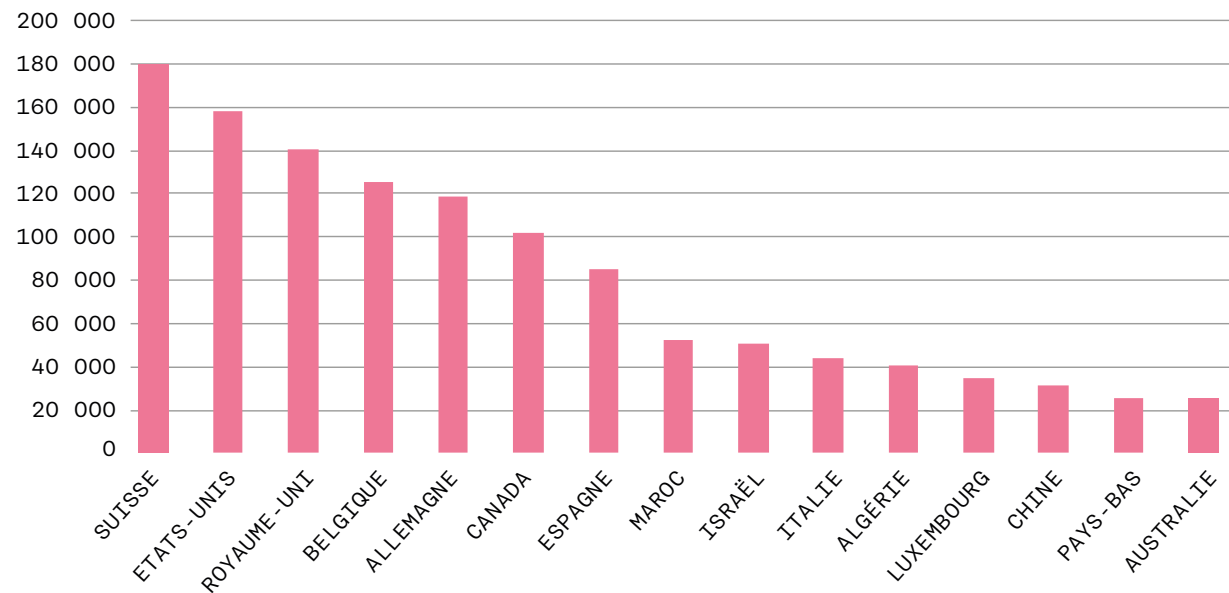
La population française établie hors de France inscrite au 31/12/2016 a augmenté de 71 243 personnes et s'élève à 1 782 188, soit une augmentation de 4,16 % par rapport à 2015.

Au vu de la tendance observée les années précédentes par nos ambassades et consulats, la population française établie hors de France a augmenté de 34,46 % en 10 ans, avec une évolution annuelle moyenne stabilisée autour des 3,34 %.

L'inscription au Registre mondial des Français établis hors de France est une démarche administrative facultative mais fortement encouragée pour tous nos ressortissants à l'étranger.

La population globale française à l'étranger est estimée à 3,5 millions de personnes.

Les 15 pays où la présence française est la plus forte en 2016



**En 2016, ces 15 pays
représentent 68 % de la
population française à
l'étranger.**

**L'Australie et les Pays-Bas ont
interverti leurs places dans
ce classement par rapport à
l'année dernière.**

Registre des Français établis hors de France

Continents/Pays	2007	2015			2016		Variation en nombre 2016/2015	Taux d'évolution (en %)			
		Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2016/2015	2016/2015	Annuel moyen	Sur 10 ans
										2016/2007	
Europe occidentale	648 701	812 007	45,56	843 597	47,33	+ 31 590	3,89	2,96	30,04		
<i>dont</i>											
Allemagne	99 288	114 020	6,40	118 331	6,64	+ 4 311	3,78	1,97	19,18		
Andorre	4 091	3 141	0,18	3 114	0,17	- 27	-0,86	-2,99	-23,88		
Autriche	6 887	8 859	0,50	9 215	0,52	+ 356	4,02	3,29	33,80		
Belgique	81 608	120 724	6,77	124 978	7,01	+ 4 254	3,52	4,85	53,14		
Chypre	1 183	1 380	0,08	1 409	0,08	+ 29	2,10	1,96	19,10		
Danemark	3 745	5 188	0,29	5 695	0,32	+ 507	9,77	4,77	52,07		
Espagne	69 290	86 016	4,83	84 730	4,75	- 1 286	-1,50	2,26	22,28		
Finlande	2 244	2 901	0,16	3 059	0,17	+ 158	5,45	3,50	36,32		
Grèce	9 220	10 040	0,56	10 086	0,57	+ 46	0,46	1,00	9,39		
Irlande	7 236	9 089	0,51	10 161	0,57	+ 1 072	11,79	3,84	40,42		
Islande	267	404	0,02	515	0,03	+ 111	27,48	7,57	92,88		
Italie	44 561	44 835	2,52	44 112	2,48	- 723	-1,61	-0,11	-1,01		
Luxembourg	23 854	33 362	1,87	34 839	1,95	+ 1 477	4,43	4,30	46,05		
Malte	296	748	0,04	966	0,05	+ 218	29,14	14,04	226,35		
Monaco	8 838	7 692	0,43	7 697	0,43	+ 5	0,07	-1,52	-12,91		
Norvège	4 273	4 682	0,26	5 191	0,29	+ 509	10,87	2,19	21,48		
Pays-Bas	19 375	24 001	1,35	25 685	1,44	+ 1 684	7,02	3,18	32,57		
Portugal	12 135	15 284	0,86	16 488	0,93	+ 1 204	7,88	3,46	35,87		
Royaume-Uni	107 914	127 837	7,17	140 224	7,87	+ 12 387	9,69	2,95	29,94		
Suède	4 607	7 075	0,40	7 654	0,43	+ 579	8,18	5,80	66,14		
Suisse	132 784	175 700	9,86	179 597	10,08	+ 3 897	2,22	3,41	35,26		
Turquie	4 947	9 029	0,51	9 851	0,55	+ 822	9,10	7,95	99,13		
Autres pays	58	0	0,00	0	0,00	+ 0	-	-100,00	-100,00		

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2016

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Registre des Français établis hors de France (suite)

Continents/Pays	2007	2015		2016		Variation en nombre 2016/2015	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs		Structure	2016/2015	Annuel moyen 2016/2007
Europe de l'Est	24 400	32 389	1,89	33 455	1,88	+1 066	3,29	3,57	37,11
<i>dont</i>									
Bosnie-Herzégovine	247	402	0,02	393	0,02	-9	-2,24	5,30	59,11
Bulgarie	737	1 325	0,08	1 412	0,08	+87	6,57	7,49	91,59
Croatie	872	1 005	0,06	1 021	0,06	+16	1,59	1,77	17,09
Estonie	138	228	0,01	278	0,02	+50	21,93	8,09	101,45
Hongrie	2 201	2 489	0,15	2 564	0,14	+75	3,01	1,71	16,49
Lettonie	186	227	0,01	269	0,02	+42	18,50	4,18	44,62
Lituanie	245	427	0,02	431	0,02	+4	0,94	6,48	75,92
Macédoine	284	241	0,01	251	0,01	+10	4,15	-1,36	-11,62
Pologne	5 025	6 170	0,36	6 195	0,35	+25	0,41	2,35	23,28
République Tchèque	2 500	4 017	0,23	4 453	0,25	+436	10,85	6,62	78,12
Roumanie	2 208	3 562	0,21	3 945	0,22	+383	10,75	6,66	78,67
Russie	4 769	5 755	0,34	5 463	0,31	-292	-5,07	1,52	14,55
Serbie	1 207	1 576	0,09	1 620	0,09	+44	2,79	3,32	34,22
Slovaquie	938	841	0,05	967	0,05	+126	14,98	0,34	3,09
Slovénie	612	720	0,04	735	0,04	+15	2,08	2,06	20,10
Ukraine	732	850	0,05	887	0,05	+37	4,35	2,16	21,17
Autres pays	1 499	2 554	0,15	2 571	0,14	+17	0,67	6,18	71,51
Amérique du Nord	175 607	234 058	13,68	259 390	14,55	+25 332	10,82	4,43	47,71
<i>dont</i>									
Canada	63 732	92 116	5,38	101 541	5,70	+9 425	10,23	5,31	59,32
États-Unis	111 875	141 942	8,30	157 849	8,86	+15 907	11,21	3,90	41,09

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2016

Registre des Français établis hors de France (suite)

Continents/Pays	2007	2015		2016		Variation en nombre 2016/2015	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Effectifs	Structure	Effectifs		Structure	2016/2015	Annuel moyen 2016/2007
Amérique Centrale et du Sud	80 190	101 868	5,95	101 084	5,67	-784	-0,77	2,61	26,06
<i>dont</i>									
Argentine	14 283	13 456	0,79	12 327	0,69	-1 129	-8,39	-1,62	-13,69
Brésil	16 467	21 670	1,27	20 944	1,18	-726	-3,35	2,71	27,19
Chili	8 563	10 690	0,62	11 652	0,65	+962	9,00	3,48	36,07
Colombie	3 180	5 428	0,32	5 647	0,32	+219	4,03	6,59	77,58
Mexique	14 315	18 537	1,08	18 235	1,02	-302	-1,63	2,73	27,38
Pérou	2 797	3 732	0,22	3 921	0,22	+189	5,06	3,82	40,19
République Dominicaine	2 619	4 106	0,24	4 023	0,23	-83	-2,02	4,88	53,61
Uruguay	2 127	2 955	0,17	2 928	0,16	-27	-0,91	3,61	37,66
Venezuela	4 502	4 456	0,26	4 231	0,24	-225	-5,05	-0,69	-6,02
Autres pays	11 337	16 838	0,98	17 176	0,96	+338	2,01	4,72	51,50
Afrique du Nord	87 280	111 557	6,52	116 056	6,51	+4 499	4,03	3,22	32,97
<i>dont</i>									
Algérie	36 782	38 325	2,24	40 717	2,28	+2 392	6,24	1,14	10,70
Maroc	34 097	51 109	2,99	52 728	2,96	+1 619	3,17	4,96	54,64
Tunisie	15 931	21 932	1,28	22 438	1,26	+506	2,31	3,88	40,84
Autres pays	470	191	0,01	173	0,01	-18	-9,42	-10,51	-63,19
Afrique francophone	100 497	125 148	7,31	126 089	7,07	+941	0,75	2,55	25,47
<i>dont</i>									
Bénin	3 025	3 833	0,22	3 797	0,21	-36	-0,94	2,56	25,52
Cameroun	5 099	6 521	0,38	6 404	0,36	-117	-1,79	2,56	25,59
Congo	3 455	6 879	0,40	6 921	0,39	+42	0,61	8,03	100,32
Côte d'Ivoire	9 491	16 429	0,96	17 034	0,96	+605	3,68	6,71	79,48
Djibouti	4 426	4 638	0,27	4 305	0,24	-333	-7,18	-0,31	-2,73
Gabon	9 647	10 568	0,62	10 600	0,59	+32	0,30	1,05	9,88
Île Maurice	7 464	10 629	0,62	11 367	0,64	+738	6,94	4,78	52,29
Madagascar	18 962	18 299	1,07	18 012	1,01	-287	-1,57	-0,57	-5,01
Mali	4 506	7 307	0,43	8 056	0,45	+749	10,25	6,67	78,78
Mauritanie	1 721	1 756	0,10	1 713	0,10	-43	-2,45	-0,05	-0,46
Niger	1 445	1 477	0,09	1 428	0,08	-49	-3,32	-0,13	-1,18
Sénégal	16 966	20 252	1,18	20 299	1,14	+47	0,23	2,01	19,65
Togo	2 764	2 740	0,16	2 588	0,15	-152	-5,55	-0,73	-6,37
Autres pays	11 526	13 820	0,81	13 565	0,76	-255	-1,85	1,83	17,69

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2016

Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

Registre des Français établis hors de France (suite et fin)

Continents/Pays	2007	2015		2016		Variation en nombre 2016/2015	Taux d'évolution (en %)		
		Effectifs	Structure	Effectifs	Structure		2016/2015	Annuel moyen 2016/2007	Sur 10 ans
Afrique non francophone	15 605	19 286	1,13	19 353	1,09	+67	0,35	2,42	24,02
<i>dont</i>									
Afrique du sud	6 447	7 659	0,45	7 921	0,44	+262	3,42	2,31	22,86
Angola	1 577	1 838	0,11	1 766	0,10	-72	-3,92	1,27	11,98
Cap-Vert	328	405	0,02	339	0,02	-66	-16,30	0,37	3,35
Kenya	975	1 561	0,09	1 657	0,09	+96	6,15	6,07	69,95
Nigeria	1 625	1 678	0,10	1 594	0,09	-84	-5,01	-0,21	-1,91
Autres pays	4 653	6 145	0,36	6 076	0,34	-69	-1,12	3,01	30,58
Proche et Moyen-Orient	107 923	138 350	8,09	140 386	7,88	+2 036	1,47	2,97	30,08
<i>dont</i>									
Arabie Saoudite	3 549	5 893	0,34	6 143	0,34	+250	4,24	6,29	73,09
Égypte	4 984	6 090	0,36	6 030	0,34	-60	-0,99	2,14	20,99
Émirats arabes unis	8 497	20 638	1,21	22 502	1,26	+1 864	9,03	11,43	164,82
Israël	49 137	50 451	2,95	50 640	2,84	+189	0,37	0,34	3,06
Jérusalem	15 510	21 964	1,28	20 496	1,15	-1 468	-6,68	3,15	32,15
Liban	16 937	22 121	1,29	23 046	1,29	+925	4,18	3,48	36,07
Autres pays	9 309	11 193	0,65	11 529	0,65	+336	3,00	2,40	23,85
Asie - Océanie	85 238	136 282	7,97	142 778	8,01	+6 496	4,77	5,90	67,51
<i>dont</i>									
Australie	14 442	24 284	1,42	25 267	1,42	+983	4,05	6,41	74,95
Cambodge	2 785	4 731	0,28	4 880	0,27	+149	3,15	6,43	75,22
Chine	18 765	31 296	1,83	31 252	1,75	-44	-0,14	5,83	66,54
Corée du sud	1 559	2 927	0,17	3 077	0,17	+150	5,12	7,85	97,37
Inde	8 265	9 585	0,56	9 571	0,54	-14	-0,15	1,64	15,80
Indonésie	2 318	4 301	0,25	4 395	0,25	+94	2,19	7,37	89,60
Japon	7 735	8 106	0,47	9 722	0,55	+1 616	19,94	2,57	25,69
Nouvelle Zélande	2 883	4 400	0,26	4 685	0,26	+285	6,48	5,54	62,50
Philippines	1 639	2 926	0,17	3 034	0,17	+108	3,69	7,08	85,11
Singapour	5 462	12 000	0,70	13 952	0,78	+1 952	16,27	10,98	155,44
Thaïlande	7 411	11 899	0,70	12 544	0,70	+645	5,42	6,02	69,26
Vietnam	7 599	12 426	0,73	12 747	0,72	+321	2,58	5,92	67,75
Autres pays	4 375	7 401	0,43	7 652	0,43	+251	3,39	6,41	74,90
Population inscrite totale	1 325 441	1 710 945	100,00	1 782 188	100,00	+71 243	4,16	3,34	34,46

Source : Ministère des Affaires étrangères, 2016

Le volume de la population française établie à l'étranger s'est accru en 2016 de près de 71 243 inscrits au registre mais de manière non uniforme selon les régions géographiques :

1. Les régions dans lesquelles la population expatriée est en pleine expansion :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) supérieur à 3,5 % :

Europe occidentale : + 3,89 %
- Taux le + élevé : + 29,14 % (Malte)
- Taux le + faible : - 1,61 % (Italie)

Amérique du Nord : + 10,82 %
- Taux le + élevé : + 11,21 % (États-Unis)
- Taux le + faible : + 10,23 % (Canada)

Afrique du Nord : + 4,03 %
- Taux le + élevé : + 6,24 % (Algérie)
- Taux le + faible : - 9,42 % (Autres pays)

Asie - Océanie : + 4,77 %
- Taux le + élevé : + 19,94 % (Japon)
- Taux le + faible : - 0,15 % (Inde)

2. Les régions dans lesquelles la progression est régulière mais modérée :

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) entre 2 et 3,5 % :

Europe de l'Est : + 3,29 %
- Taux le + élevé : + 21,93 % (Estonie)
- Taux le + faible : - 5,07 % (Russie)

3. Les régions dans lesquelles l'expansion de la communauté française ralentit

Taux d'évolution annuel moyen de la région (sur 10 ans) inférieur à 2 % :

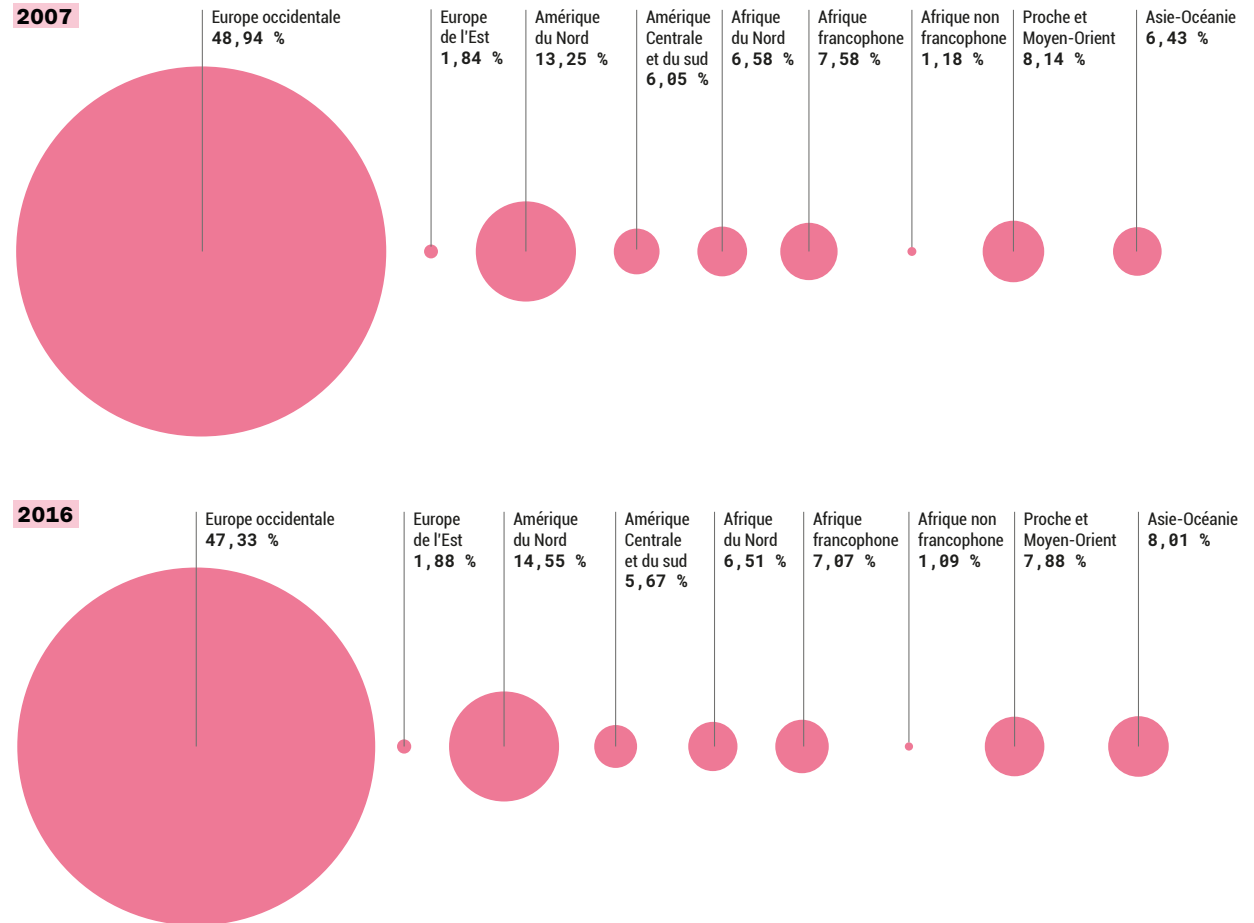
Amérique Centrale et du Sud : - 0,77 %
- Taux le + élevé : + 9,00 % (Chili)
- Taux le + faible : - 8,39 % (Argentine)

Afrique Francophone : + 0,75 %
- Taux le + élevé : + 10,25 % (Mali)
- Taux le + faible : - 7,18 % (Djibouti)

Afrique non francophone : + 0,35 %
- Taux le + élevé : + 6,15 % (Kenya)
- Taux le + faible : - 16,30 % (Cap-Vert)

Proche/Moyen-Orient : + 1,47 %
- Taux le + élevé : + 9,03 % (Émirats arabes unis)
- Taux le + faible : - 6,68 % (Jérusalem)

Répartition des Français selon les régions



Soins de santé
maladies AT-MP

Prestations
familiales

Rentes, pensions,
allocations

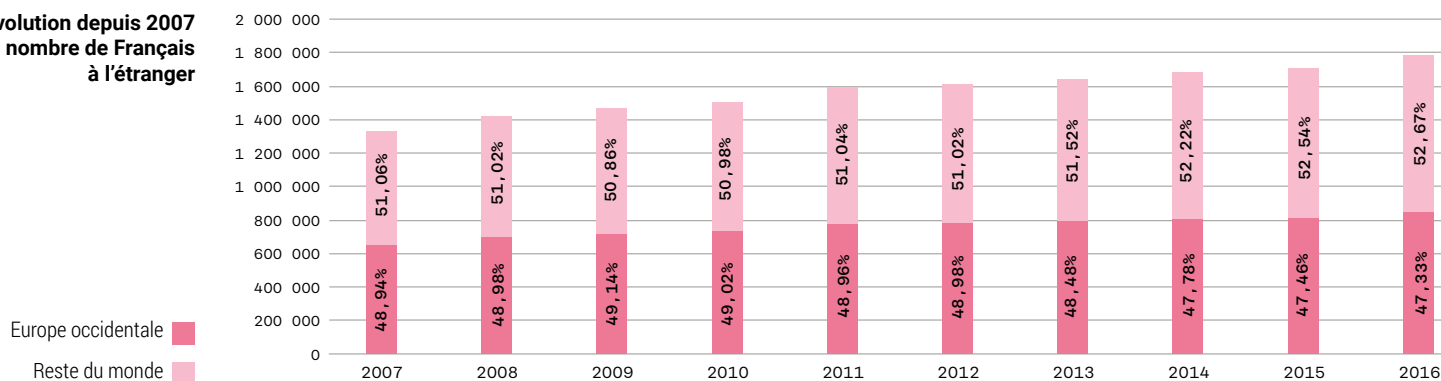
Assurance
chômage

Législation
applicable

Flux financiers
étranger → France

Mouvements
migratoires

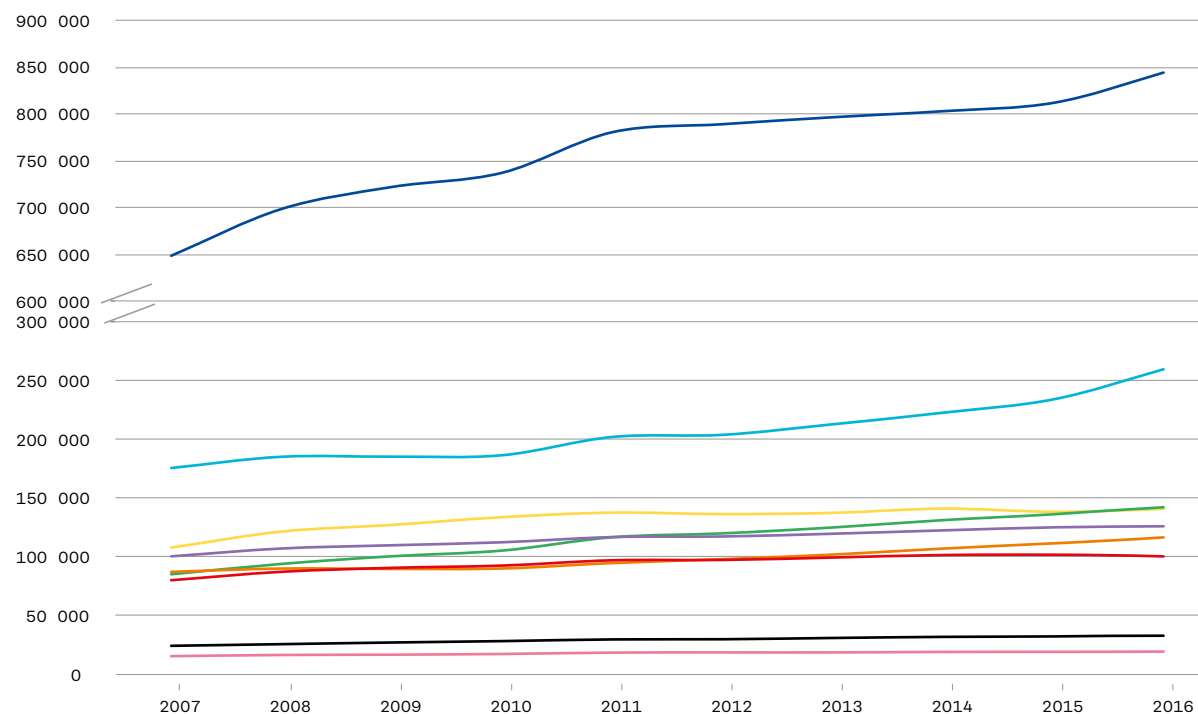
Évolution depuis 2007
du nombre de Français
à l'étranger



Par continent

- Europe occidentale
- Amérique du Nord
- Proche et Moyen-Orient
- Asie - Océanie
- Afrique francophone
- Afrique du Nord
- Amérique centrale et du sud
- Europe de l'est
- Afrique non francophone

Nombre de français



GLOSSAIRE

Allocation de retraite complémentaire

Revenu complétant les prestations versées par le régime de base. Cette allocation est calculée sur la base d'un système par points acquis durant toute la carrière professionnelle jusqu'au départ à la retraite.

Allocation de veuvage

Indemnité temporaire (2 ans maximum) versée au conjoint survivant d'un assuré décédé, lorsque le demandeur ne remplit pas les conditions d'âge pour bénéficier d'une pension de réversion et sous réserve de ressources inférieures à un plafond.

Arrêt Vanbraekel

Complétant sa jurisprudence relative aux autorisations préalables liées aux traitements médicaux suivis dans un autre État membre, la Cour de Justice se prononce sur la prise en charge financière des soins lors d'une intervention hospitalière. Un assuré social auquel a été à tort refusé une autorisation de se faire hospitaliser dans un autre État membre que son État d'affiliation a cependant droit au remboursement des frais engagés si l'autorisation est accordée postérieurement à cette hospitalisation, le cas échéant par voie judiciaire. Le remboursement doit être au moins identique à celui qui aurait été accordé si l'assuré avait été hospitalisé dans son État membre d'affiliation.

CACSSS

La Commission Administrative pour la Coordination des Systèmes de Sécurité Sociale est un organisme spécialisé de la Commission européenne qui siège à Bruxelles. Elle se compose d'un représentant de la Commission et d'un représentant du gouvernement de chaque pays auxquels s'appliquent les règlements européens portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale, à savoir les 28 États membres de l'UE, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse. Elle est chargée de traiter les questions administratives et les questions d'interprétation découlant des dispositions des règlements de coordination, ainsi que d'encourager et de renforcer la collaboration entre les pays de l'UE.

Capital décès

Prestations en espèces d'assurance décès versées sous forme d'indemnité, par ordre de priorité aux personnes qui étaient, au jour du décès, à la charge effective totale et permanente de l'assuré.

Contrôles administratifs ou médicaux

Vérifications d'ordre administratif ou médical (y compris les expertises) effectuées par les institutions du lieu de séjour ou de résidence, pour le compte des institutions compétentes ou débitrices, en vue de l'attribution ou de la révision de prestations de sécurité sociale. Les contrôles d'ordre administratif relèvent de la coopération et de l'entraide gratuite entre États, tandis que les contrôles d'ordre médical demandés par les caisses débitrices sont remboursables, soit au coût réel, soit sous forme de forfaits.

Conventions transfrontalières

Accords signés entre les caisses françaises de sécurité sociale et des établissements de soins se situant dans des régions frontalières de la France.

Créances présentées par la France

Dépenses engagées sur le territoire français par les assurés des États avec lesquels des accords de sécurité sociale visant le risque maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles ont été conclus (dans le cadre des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination) et pour lesquels la France demande le remboursement aux États concernés.

Détachement de plein droit

On entend par « détachement » le fait de maintenir au régime de protection sociale du pays habituel d'emploi un travailleur qui va, durant un temps déterminé, exécuter un travail, pour le compte de son employeur habituel, sur le territoire d'un autre État.

Détachements « entrants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties à des régimes étrangers de protection sociale et qui viennent travailler en France.

Détachements « sortants »

Il s'agit, dans le cadre de la procédure de détachement, de formulaires émis pour des personnes assujetties au régime français de protection sociale et qui sont missionnées pour un travail à l'étranger.

Dettes présentées/notifiées à la France

Remboursements des dépenses engagées hors du territoire français par les assurés des régimes français de sécurité sociale et correspondant à des prestations en nature maladie-maternité-paternité ou accidents du travail-maladies professionnelles réglées en application des règlements européens, des conventions bilatérales ou des décrets de coordination. Les dettes présentées/notifiées au cours d'un exercice correspondent généralement à des prestations en nature réglées par les organismes étrangers au cours des années précédentes.

Factures (dépenses réelles)

Montants des prestations en nature (soins médicaux, dentaires, hospitalisations, médicaments et autres prestations) tels qu'ils ressortent de la comptabilité des institutions financières, et remboursés par l'institution compétente à l'institution qui a servi les prestations.

Forfaits

Montants des prestations en nature remboursés par les institutions compétentes aux institutions du lieu de résidence qui ont servi des prestations, sur la base d'un forfait aussi proche que possible des dépenses réelles. Ce forfait est établi, pour chaque année civile, à partir du coût moyen annuel des soins de santé dans le pays de résidence.

Frais de gestion

Ils sont calculés en appliquant un taux qui est variable selon les pays (Algérie : 6,5 % [crédit] et 8,5 % [débit], Belgique : 8 %, Maroc : 8 %, Polynésie française : 5,25 %, Turquie : 7 % [crédit] et 9 % [débit]) aux montants des créances présentées afin de tenir compte des frais d'administration.

Pension d'invalidité

Prolongement de l'assurance maladie, l'assurance invalidité à pour objet d'accorder à l'assuré invalide une pension en compensation de la perte de salaire qui résulte de la réduction de la capacité de travail ou de gain. Est considéré comme invalide, l'assuré social qui n'a pas atteint l'âge légal de la retraite, qui se trouve hors d'état de se procurer, dans une profession quelconque, un salaire supérieur au tiers de la rémunération normale de la profession qu'il exerçait avant l'arrêt de travail ou la constatation de l'état d'invalidité.

Pension de survivant invalide

Pour prétendre à cet avantage, le conjoint survivant doit être âgé de moins de 55 ans, être atteint d'une invalidité permanente réduisant de 2/3 sa capacité de travail ou de gain, et ne pas disposer de ressources supérieures à un certain plafond. Le montant de la pension est égal à 54 % de la pension dont bénéficiait ou eût bénéficié le défunt.

Pension de vieillesse

Revenu perçu par la personne ayant liquidé sa retraite. Son montant dépend de la durée d'assurance, du salaire annuel de base, du taux qui varie en fonction de la durée d'assurance et des périodes reconnues équivalentes ou en fonction de l'âge.

Pension de réversion

Après le décès du bénéficiaire de la pension, les proches peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'une pension dite de réversion.

Pluriactivité (règlements européens uniquement)

Une personne est dite « pluriactive » lorsqu'elle exerce simultanément ou en alternance une ou plusieurs activité(s) salariée(s) ou non salariée(s) sur le territoire de deux ou plusieurs États membres de l'UE-EEE-Suisse.

Prestations en espèces d'incapacité temporaire

Elles sont versées, sous réserve de remplir les conditions d'ouverture des droits, par l'Assurance maladie aux travailleurs pour compenser la perte de salaire pendant un arrêt de travail (maladie, maternité et/ou paternité, accident du travail, maladie professionnelle).

Prestations familiales exportables (règlements européens)

Les allocations familiales ainsi que leurs majorations et le forfait familial, la PAJE, le complément familial, l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) et de son complément, l'allocation de rentrée scolaire (ARS), l'allocation de soutien familial (ASF), l'allocation journalière de présence parentale (AJPP).

Les prestations familiales sont destinées, sans condition de nationalité ni, pour certaines, de ressources, aux personnes seules ou vivant en couple ayant un ou plusieurs enfants à charge, et en l'occurrence pour les ressortissants étrangers, sous réserve de répondre de la régularité de sa situation en France.

Rente AT-MP (accident du travail/maladie professionnelle)

Revenu périodique attribué pour réparation d'un dommage à la suite d'une incapacité permanente, partielle ou totale due à un accident du travail ou à une maladie professionnelle. On distingue les rentes de victimes et les rentes de survivants

Résidence hors de l'État compétent

Personne assurée ou membres de sa famille qui réside(nt) dans un État autre que l'État compétent et bénéficie(nt) dans l'État de résidence des prestations en nature servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme si elle/ils étai(en)t assuré(e)(s) en vertu de cette législation.

Séjour temporaire

Cf. soins médicalement nécessaires ci-dessous.

Soins liés à la résidence

Prestations servies aux travailleurs ou retraités résidant dans un État autre que l'État d'emploi ou que l'État débiteur de la pension.

Soins médicalement nécessaires ou soins urgents

Prestations servies aux assurés des régimes français (touristes, pensionnés, travailleurs détachés ou étudiants) qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire au sein d'un pays de l'UE-EEE-Suisse ou aux assurés de régimes de l'UE-EEE-Suisse qui ont eu besoin de se faire soigner lors d'un séjour temporaire sur le territoire français.

Soins programmés

Prestations servies aux assurés des régimes français qui se rendent à l'étranger ou aux assurés des régimes étrangers qui se rendent en France afin d'entreprendre ou de poursuivre des soins prévus. Une autorisation est alors délivrée par l'institution compétente, à savoir celle qui prendra les frais à sa charge.

Travailleur frontalier

Au sens des règlements européens de coordination en matière de sécurité sociale, le travailleur frontalier désigne toute personne qui exerce une activité salariée ou non salariée dans un État membre et qui réside dans un autre État membre où elle retourne en principe chaque jour ou au moins une fois par semaine.

Directeur de la publication : Philippe Sanson

Réalisation : Direction des Études Financières
et Statistiques

Contact : defs@cleiss.fr

Création graphique :  Comme un Arbre ! -
www.commeunarbre.fr

Photographie : Axelle Rioult - www.a-rioult.fr



**CENTRE DES LIAISONS EUROPÉENNES
ET INTERNATIONALES DE SÉCURITÉ SOCIALE**

11, rue de la Tour des Dames
75436 Paris CEDEX 09
Tél.: +33 1 45 26 33 41

www.cleiss.fr